

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
LÉGISLATION BELGE
DES
UNIONS PROFESSIONNELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 6 juin 1900, à 10 heures.

PAR

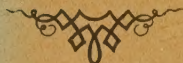
Raoul BRIQUET

AVOCAT

LICENCIÉ ÈS LETTRES

Président : M. JAY

Suffragants : { MM. DESCHAMPS } *Professeurs.*
 GIDE



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, Rue Soufflot et Rue Toullier, 13

1900

THÈSE
DE
DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA
LÉGISLATION BELGE
DES
UNIONS PROFESSIONNELLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera soutenu le mercredi 6 juin 1900, à 10 heures.

PAR

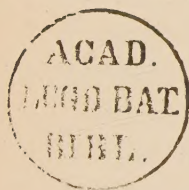
Raoul BRIQUET

AVOCAT

LICENCIÉ ÈS LETTRES

Président : M. JAY

Suffragants : { MM. DESCHAMPS } *Professeurs.*
 GIDE



PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR.

14, Rue Soufflot et Rue Toullier, 13

1900



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41555407_0052

LA LÉGISLATION BELGE

DES UNIONS PROFESSIONNELLES

INTRODUCTION HISTORIQUE

La lutte des classes est un des faits qui dominent toute l'histoire. Au ^{xii}^e siècle, les corps de métiers, les communes participent au mouvement d'affranchissement des classes serviles et roturières. Puis, vient la lutte des maîtres et des compagnons qui dissout les corporations et prépare la liberté du travail. Et au ^{xix}^e siècle, c'est la lutte générale du prolétariat contre le capitalisme qui groupe les ouvriers en syndicats professionnels.

D'abord proscrit comme un retour au passé, auquel il ne se rattache pourtant que vaguement, puis toléré, le mouvement syndical croît et se généralise. Il renverse les barrières que lui opposent les lois pénales, comme la liberté du travail avait brisé les entraves des corporations. Mais ses efforts ne s'arrêtent pas là. En Belgique, comme en Angleterre, comme en France, les groupements professionnels tendent à devenir une

sintitution permanente ; ils aspirent à une consécration légale. Ils ont à vaincre les préjugés et les obstacles que suscite l'hostilité des classes dirigeantes. On dresse contre eux le péril de la mainmorte monacale, on cherche à les compromettre en les solidarissant avec les vieilles corporations anéanties par la Révolution. Mais enfin, sous la pression des faits, sous l'influence des idées, le législateur se décide à mettre son estampille sur le mouvement syndical, à l'incorporer à la légalité. Comme le trade union act de 1871, en Angleterre, et comme la loi du 21 mars 1884, en France, la loi du 31 mars 1898 accomplit — en Belgique — cette œuvre nécessaire.

I

Les Corporations de l'Ancien Régime

L'organisation des corps de métiers, la division tripartite des artisans en maîtres, compagnons et apprentis sont suffisamment connues pour que nous jugions inutile d'ajouter à ce qui a été écrit sur ce sujet (1) des pages qui ne sauraient être que des pages de manuel. Nous nous contenterons de faire quelques remarques sur certains résultats acquis par la science historique et dont la connaissance est particulièrement utile pour apprécier avec impartialité la législation du xix^e siècle, ou peut servir à éclairer le rôle des syndicats modernes.

(1) On peut toujours lire avec profit l'ouvrage de M. Levasseur : *Histoire des classes ouvrières en France*, 2 vol. 1857. L'auteur en prépare d'ailleurs une 2^e édition.

a). Les artisans de la grande industrie flamande au moyen âge.

b). Les corporations au XVIII^e siècle et l'œuvre de la Révolution française.

a). Plaçons-nous en plein moyen âge, aux XII^e, XIII^e, XIV^e siècles. Un fait attire notre attention sur les corps de métiers flamands et brabançons. C'est que les Pays-Bas sont alors un pays de grande industrie et de liberté communale. Les draperies flamandes ont une réputation européenne. De là des villes très peuplées, très riches, très actives, très indépendantes. De là, un élément urbain très important, très dense, fait rare au moyen âge, et un milieu tout particulièrement apte aux revendications démocratiques et aux luttes de classes. Il est intéressant de voir comment le régime corporatif avait résolu pour les tisserands et foulons des communes flamandes et brabançonnaises les questions sociales qui passionnent actuellement les tisseurs et fileurs de la Belgique.

Tout en reconnaissant les difficultés que présente l'évaluation du pouvoir de l'argent, du prix des denrées et du taux des salaires au moyen âge, on peut admettre avec M. Van der Kindere, l'auteur du « *Siècle des Artevelde* » (1), que les communes flamandes du XIII^e siècle avaient atteint une prospérité qu'elles n'ont pas retrouvée depuis et que les travailleurs y étaient plus heureux que ceux de maintenant. Il est aussi incontestable que par suite de la réglementation industrielle (par exemple la limitation du nombre des

(1) Van der Kindere : *le Siècle des Artevelde*, Bruxelles, Lebegue, 1879, chapitre III.

apprentis) la richesse était assez également répartie entre les divers maîtres, et que la différence entre maîtres et compagnons n'avait rien de comparable à la distance qui sépare le patron et l'ouvrier modernes.

Mais une remarque plus intéressante, parce qu'elle est plus spéciale aux Pays-Bas, c'est que la réglementation industrielle, l'intervention constante du pouvoir public dans la production n'ont pas empêché l'industrie drapière, c'est-à-dire une grande industrie, de réaliser une fabrication considérable, très perfectionnée, très loyale, très artistique. Nous sommes habitués à entendre les économistes vanter la liberté individuelle et railler sans cesse l'industrie de l'État qui ne produit qu'à très haut prix des objets peu nombreux et relativement inférieurs. Or, au ^{xiii}^e siècle, la gilde marchande était un rouage de la cité, les marchands formaient le conseil de la cité. La commune imposait sa marque sur les draps fabriqués et les métiers étaient minutieusement réglementés par l'autorité municipale. Pourtant, l'Histoire prouve que cette industrie a produit des merveilles, et M. Van der Kindere rappelle que Philippe le Bel, lorsqu'il fermait les frontières du Royaume à l'importation des draperies flamandes, en faisait venir, par contrebande, pour lui et pour sa maison.

N'a-t-on pas le droit d'en conclure, sans nier l'impuissance des corporations au ^{xviii}^e siècle et l'essor merveilleux donné à l'industrie par la libre concurrence, sans se faire illusion sur les tentatives de résurrection des corps et métiers, qu'une réglementation conforme aux nécessités modernes, un régime coopératif ou collectiviste, par exemple, pourra au ^{xxi}^e ou

au ^{xxii}^e siècles, dépasser en résultats heureux le régime corporatif du ^{xiii}^e siècle et le régime individualiste du ^{xix}^e siècle? « Les mêmes solutions, dit avec raison M. Van der Kindere, ne s'appliquent pas à toutes les époques. Il n'y a pas de plus fâcheux doctrinarisme que celui qui prétend juger le passé par les besoins du présent. La valeur d'une institution ne se mesure qu'à ses résultats. »

Mais à côté de ces constatations élogieuses pour le passé et rassurantes pour l'avenir, l'histoire des corps et métiers de la grande industrie flamande et brabançonne au moyen âge nous fournit des analogies frappantes avec les faits actuels. Elle nous montre que malgré les dires de certains démocrates chrétiens qui adaptent l'interprétation des faits à leurs conceptions sociales; tout n'était pas pour le mieux dans l'âge d'or corporatif et que la lutte des classes est la conséquence nécessaire de la coexistence des classes.

La vieille querelle du capital et du travail qui ensanglanta aux ⁱⁱ^e et ⁱⁱⁱ^e siècles avant Jésus-Christ les républiques grecques, se manifeste dans les communes flamandes et brabançonnnes. Si la lutte n'existe pas entre le compagnon et le maître, elle apparaît violente, souvent sanglante, entre le marchand et l'artisan. Elle se mêle aux événements politiques, aux rivalités de l'aristocratie et de la démocratie communales, aux questions diplomatiques qui partagèrent les Pays-Bas entre le parti français et le parti du comte, comme la lutte des riches et des pauvres, en Grèce, s'était mêlée aux compétitions de la ligue étolienne et de la ligue achéenne et aux intrigues de la Macédoine et de Rome. Mais elle n'en est pas moins une lutte de classes.

M. Van der Linden (1) a, dans un ouvrage récent, retracé l'histoire des Gildes marchandes dans les Pays-Bas au moyen âge. Formées aux x^e, xi^e siècles par les marchands des villes, à cause de l'insécurité générale, elles furent d'abord des associations libres, mais grâce à la transformation de l'industrie, à l'extension considérable du commerce des draps, ces associations devinrent privilégiées au xii^e siècle. Elles exclurent les artisans de la grande industrie, puis les petits commerçants. Leur monopole, consacré par le prince, fortifié par des confédérations ou hanses, leur donna un pouvoir très grand. Les marchands pénétrèrent dans le gouvernement de la cité et se mêlèrent étroitement à la vieille aristocratie des poorters, possesseurs de la terre. Au xii^e siècle, la gilde est un rouage de la cité. Parfois même elle a disparu et ses attributions sont passées au Conseil de la commune. Dans tous les cas, ce sont les marchands qui ont le monopole du commerce comme la direction de la cité, et ils dominent entièrement les artisans producteurs.

« A l'époque où les gildes brabançonnnes nous appa-
» raissent, dit M. Van der Linden, elles sont composées
» essentiellement de marchands drapiers et de fabri-
» cants de draps. Elles dirigent sous le patronage, en
» quelque sorte, des échevins et du conseil des jurés
» tout ce qui concerne la vente et la fabrication des
» draps et elles possèdent une autorité très étendue
» sur les métiers qui dépendent de la draperie.

» Les métiers se sont formés évidemment en dehors

(1) Van der Linden : *les Gildes marchandes dans les Pays-Bas au moyen âge*. Gand, 1896, br. 8.

» de la gilde, mais celle-ci est parvenue à exercer un
» pouvoir considérable sur quelques-uns d'entre eux.
» Ce pouvoir elle le doit uniquement à l'importance
» qu'elle avait acquise dans l'organisation économique
» de l'époque. Dans chaque ville c'était elle qui concen-
» trait le commerce d'exportation ; intéressée à conser-
» ver la bonne renommée de la ville elle n'avait pas
» hésité à surveiller de très près, non seulement la
» vente, mais la fabrication elle-même des articles
» qu'elle mettait dans le commerce.... ;

» les marchands formaient aux XIII^e et XIV^e siècles
» une corporation exclusive, compacte, fortement unie ;
» ils possédaient le monopole de la vente, par consé-
» quent ils pouvaient imposer leur volonté aux pro-
» ducteurs, régler complètement le mode de produc-
» tion et déterminer l'organisation du travail. »

Ces lignes ne font-elles pas involontairement songer, à six cents ans de distance, aux trusts des capitalistes modernes. On dirait presque que les grands capitalistes du XIII^e siècle avaient formé des cartels sanctionnés par l'autorité publique.

Mais, de même que les patrons modernes ont vu se dresser contre eux un mouvement ouvrier, les marchands des XIII^e et XIV^e siècles eurent à combattre le mouvement artisan. Dès le XIII^e siècle des coalitions, des troubles, des émeutes éclatent partout dans les villes. Ils sont réprimés avec la sévérité cruelle qui marque les luttes de classes quand elles dégénèrent en guerres civiles. En 1248 les lignages des villes de Brabant et de plusieurs villes de Flandre (notamment Anvers, Louvain, Bruxelles, Tirlemont, Gand) s'engagent à ne pas donner asile aux tisserands qui

auraient provoqué des désordres. M. Van der Kindere remarque que c'est la première coalition du capital contre le travail. Ainsi en plein XIII^e siècle, l'esprit de classe déborde le particularisme municipal et organise de terribles lockouts contre les artisans. Les grèves de cette époque : caquehans, taquehans, sont sanglantes. En 1297, à Douai, si paisible aujourd'hui même, quand la grève remue tout le pays noir, autour d'elle, une émeute de tisserands aboutit au massacre de onze échevins ou riches. Les répressions sont impitoyables : à Bruges, on proscriit toute association de plus de sept personnes, on crève les yeux de drapiers rebelles, on confisque leurs biens (1280, 1281). (1)

Le XIV^e siècle, qui est une époque si mouvementée et où l'histoire des Pays-Bas est si complexe, est dominé, en Flandre et en Brabant, par les guerres sociales. Les métiers veulent participer au gouvernement, d'abord pour réprimer les abus et les gaspillages (2) dont se rend coupable l'aristocratie commerçante, mais surtout pour échapper à la domination économique des grands. « Les gens de métier, dit M. Van » der Linden, n'ont pas eu pour but unique la conquête » des droits politiques, ils semblent avoir poursuivi » tout d'abord avec une certaine indépendance, une » certaine liberté d'action au point de vue économique. » Ils trouvaient que leurs intérêts à eux, c'est-à-dire » ceux du producteur, étaient lésés par les commer- » çants. » N'est-ce pas la même raison qui pousse

(1) Van der Kindere, *op citato*, chap. IV.

(2) Van der Kindere, *ibid.*, G. Flammermont : *Lille au moyen âge*.

actuellement les ouvriers à la conquête des pouvoirs publics ?

Nous n'avons pas à parler de ces luttes qui aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles ensanglantèrent les villes des Pays-Bas, notamment Gand, et aboutirent à des alternatives de démocratie politique et économique, et de réaction aristocratique. Mais elles nous fournissent, entre autres remarques intéressantes, une comparaison frappante d'analogie avec les temps modernes : les pouvoirs publics, le roi de France, le comte de Flandre, le duc de Brabant, favorisent presque toujours les aristocrates. Déjà au ^{xiii}^e siècle, lorsque les gildes s'étaient senties menacées par les corps de métier, le prince avait chargé les échevins de régler leurs privilèges, ce qui était en somme faire consacrer le monopole des marchands par les marchands eux-mêmes. Aux ^{xiv}^e et ^{xv}^e siècles, alors que les grands avaient souvent pris parti pour le roi de France tandis que les artisans combattaient pour la cause de l'indépendance, le prince intervenait en faveur des aristocrates. Ainsi, après la bataille de Courtrai, Jean II qui avait dû accorder aux métiers l'accès de la gilde, rendit bientôt leur privilège aux lignages. Dans la même ville, lorsque les progrès de l'esprit démocratique eurent fait abolir à nouveau ce privilège (1460), Maximilien ne tarda pas à le rétablir (1).

Ainsi donc, luttes violentes des marchands et des artisans, émeutes sanglantes, répressions cruelles ; préférences du prince pour le capital contre le travail, ces faits, dont les admirateurs passionnés du temps

(1) Henne et Wauters : *Histoire de Bruxelles*, I, 50.

passé voudraient faire une conséquence de la Révolution française et du nouvel ordre économique, attristent le ^{xiii}e et le ^{xiv}e siècles. L'histoire des corporations de la grande industrie flamande et brabançonne nous enseigne que la lutte des classes est une nécessité historique et que le régime corporatif ne saurait l'entraver. Elle nous montre que, si l'intervention des pouvoirs publics dans la production n'est pas une cause d'infériorité industrielle, l'égalité économique des producteurs, le caractère démocratique de l'administration des choses, seuls, peuvent réaliser définitivement la paix sociale.

b) Si l'on quitte ces temps lointains pour se placer au ^{xviii}e siècle, à la veille de la Révolution qui anéantit les corps et métiers, dans les Pays-Bas comme en France, c'est la corporation elle-même qui soulève les plus grandes critiques. La lutte des classes, que nous avons vue au ^{xiv}e siècle, entre l'artisan et le marchand, pénètre dans la corporation même et fausse le sens de cette institution. Au ^{xviii}e siècle, elle est devenue un rouage inutile et malfaisant dont la suppression est réclamée par la partie éclairée de l'opinion et désirée par les pouvoirs publics. Une autre conséquence de la lutte des classes est de grouper les compagnons vis-à-vis des maîtres, de provoquer des coalitions ouvrières que, d'accord avec les patrons, les pouvoirs publics répriment sévèrement. En supprimant les corporations, la Révolution française enlève une entrave considérable à la liberté du travail, elle interprète sainement les nécessités de la lutte des classes; mais en prohibant, comme l'ancien régime, les coalitions, elle prend parti pour le capital contre le travail.

1° Les Corps et Métiers.

1° Dès les ^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles l'altération du régime corporatif est évidente. Le fossé, entre maîtres et compagnons, devient plus profond ; la concentration des capitaux, la division du travail et dans une certaine mesure le machinisme amènent ce résultat. La corporation tend à devenir de plus en plus une association de maîtres en face des compagnons. Dans un ouvrage récent (1), M. Hauser montre comment, avec la complicité du pouvoir royal, surtout de Louis XI, les corps de métiers deviennent exclusifs, héréditaires, assurant le monopole de la maîtrise dans leurs familles par des amendes, des chefs-d'œuvre, des frais d'admission exagérés. Il réduit à néant les affirmations des admirateurs passionnés du régime corporatif qui nient le travail des femmes, ou le travail de nuit. Il prouve que le maître n'était nullement un frère pour le compagnon ni un second père pour l'apprenti. Il montre la législation impitoyable dans les sans-travail ; et les coalitions de compagnons impitoyablement proscrites par les maîtres et par la monarchie. — Il n'y a pas en Belgique d'ouvrage comparable à celui de M. Hauser, mais ses conclusions peuvent-être étendues, en général, au Pays-Bas. La décadence accentuée de l'industrie drapière au ^{xv}^e siècle, complète au ^{xvi}^e siècle, met les deux pays dans les mêmes conditions. Dès cet époque, ainsi que l'indiquent MM. Henne et Wauters (2), le

(1) Hauser : *Ouvriers du temps passé* (^{xv}^e et ^{xvi}^e siècles). Paris, Alcan, 1899.

(2) Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, II, 290.

caractère démocratique des corporations se perd, les abus se glissent dans leur administration, les rapports des patrons et ouvriers deviennent hostiles. Ces auteurs (1) signalent l'exagération progressive des frais d'admission (banquets, chefs-d'œuvre, etc..) qui du ^{xv}^e au ^{xviii}^e siècle écartent de la maîtrise les candidats trop pauvres ou ruinent ceux qui y parviennent. Au ^{xviii}^e siècle, la condamnation terriblement vraie que, dans le préambule de son célèbre édit (février 1776) Turgot prononce de « ces institutions arbitraires qui ne permettent pas à l'indigent de vivre du produit de son travail », s'applique, à peu de chose près, aux corps de métiers des Pays-Bas. M. Crutzen (2) a tracé des corporations flamandes et brabançonnnes à l'époque de la domination autrichienne un tableau qui ne laisse aucun doute à cet égard ; il a montré combien étaient gênantes et injustes les barrières mises à leur entrée par les règlements, mais aussi comme ces barrières s'abaissaient facilement devant les fils de maîtres.

« Par ses longs apprentissages, dit M. Crutzen, par » ses chefs-d'œuvre, par ses droits d'apprentissage, de » compagnonnage, de maîtrise, par ses exemptions ou » réductions dont jouissaient seuls certaines catégories » de citoyens, l'institution corporative réservait le » droit du travail à certains individus, en écartant une » foule d'autres et de ceux qui auraient eu le plus » besoin d'en jouir. Par la stricte réglementation de la » dureté et de la forme des apprentissages, par certaines

(1) Henne et Wauters, *Histoire de Bruxelles*, II, 569.

(2) Crutzen, principaux défauts du système corporatif à la fin de l'ancien régime. — *Revue de l'Instruction publique en Belgique*, tomes xxx et xxxi, 1887-1888.

» de ses prescriptions au sujet de l'admission à la
» maîtrise, elle allait à l'encontre de la raison, de la
» nature, de la liberté ».

Là où il existait, ce régime corporatif était donc mauvais, mais il n'était même pas universel. M. Hauser remarque qu'en France il n'a jamais existé partout : c'est ainsi que Lyon était une ville de libre industrie. En Belgique, où les corporations étaient intimement liées à l'organisation municipale, il était beaucoup plus général. Mais au XVIII^e siècle beaucoup de corporations avaient disparu, endettées, souvent même à la demande des maîtres pour qui elles constituaient un privilège plus onéreux qu'utile. C'est ce qu'affirme l'Edit de Turgot, pour la France, et c'est ce que constate M. Crutzen, pour les Pays-Bas.... « la Révolution française, dit-il, » n'a fait que donner le coup de grâce à une institution expirante. Les métiers portaient en eux-mêmes » le germe de mort auquel ils devaient tôt ou tard succomber.. » Surtout il ne faut pas oublier que les industries les plus importantes, où le machinisme pénétrait déjà, les papeteries, les tapisseries, les faïenceries élevées par autorisation du gouvernement, n'avaient jamais connu le régime corporatif et constituaient, à la veille de la Révolution, la grande industrie capitaliste. En résumé le régime corporatif n'existait pas dans les branches de production les plus importantes ; en bien des endroits il avait disparu ou était menacé de disparaître ; et là où il survivait, il était contraire aux intérêts généraux de l'industrie et oppressif pour les travailleurs.

Cette vérité, évidente pour l'historien d'aujourd'hui, apparaissait déjà avec tant de netteté aux yeux des

contemporains que la suppression des corps et métiers était réclamée par l'opinion et recherchée par les gouvernants. Ce n'étaient pas seulement les économistes, comme Gournay et Turgot, qui demandaient cette réforme, mais tous ceux qui n'étaient pas directement intéressés au maintien des corps et métiers. Les cahiers des États Généraux, en 1789, furent presque unanimes dans ce sens (1). Aux Pays-Bas, depuis les dernières années du xvii^e siècle, disent MM. Henne et Wauters (2), on demandait l'abolition des corporations, à cause des entraves qu'elles imposaient au commerce, mais on se résignait à les tolérer à cause de la place qu'elles tenaient dans l'organisation des villes. C'est ce que dit également M. Crutzen (3) qui a publié un curieux mémoire adressé à Charles de Lorraine par un « patriote zélé » du Brabant. Ce bon bourgeois, tout en se résignant pour des motifs opportunistes au maintien des corporations, demande la suppression des règlements restrictifs, la liberté du commerce pour les « merciers vendeurs de tout, faiseurs de rien » et conclut que « s'il n'y avait pas de corps et métiers tout n'en serait que mieux ». M. Crutzen remarque que ce mémoire représente l'opinion moyenne à cette époque.

Soutenue par l'opinion publique éclairée, la Monarchie de Marie-Thérèse et de Joseph II, comme celle de

(1) Edme Champion : *La France d'après les cahiers de 1789*. — Paris. — Colin, 1897, p. 155.

(2) Henne et Wauters. — *Histoire de la ville de Bruxelles* II, 290.

(3) Crutzen : *Un mémoire contemporain sur la question des corporations aux Pays-Bas*. — (*Messenger des sciences historiques de Belgique*, 1887, p. 293).

Louis XVI, avait devancé la Révolution française et sinon poursuivi l'abolition des corporations, au moins cherché à réprimer leurs abus. En France, après la réforme éphémère de Turgot, l'édit d'août 1776 n'a pas rétabli les anciennes corporations, ainsi qu'on le croit généralement. Il en a créé de nouvelles, comme l'a très bien montré M. Monin (1). Une preuve en est que cet édit s'appliqua à Lyon qui jusqu'alors avait été une ville de libre industrie. L'effort de la monarchie de Louis XVI fut d'étendre le même régime corporatif, par des édits successifs, aux ressorts de divers parlements. Elle voulait établir un système uniforme de corporations, soumises à son autorité, dégagées des abus les plus criants. Ce régime, qui n'était pas la liberté du travail mais qui n'était pas non plus l'ancien régime corporatif, cette sorte de socialisme d'État semble avoir inspiré le Consulat et l'Empire qui réglementèrent assez étroitement de nombreuses professions. De même, aux Pays-Bas (2), la monarchie autrichienne se préoccupe pendant toute la dernière moitié du XVIII^e siècle, sinon de supprimer, au moins d'améliorer les corps de métiers. Les édits de 1771 et de 1787, qui furent un des grands griefs invoqués par le parti de Van der Noot, lors de la révolution brabançonne, avaient pourtant le but louable de diminuer les procès des corporations et de les soumettre à la tutelle administrative. A diverses époques, notamment en 1767, le gouvernement autrichien s'adressa aux Conseils de

(1) H. Monin : Les derniers corps de métiers en France (1776-1791), sens historique de leur institution. — *Revue de la Révolution française*, avril 1894, p. 327.

(2) Crutzen : Principaux défauts, etc...

Justice pour connaître leur avis sur la question des corporations. Le Conseil de Hainaut avait proposé leur suppression radicale, mais le Gouvernement adopta l'opinion moyenne, celle qui voulait corriger les abus des corporations tout en tolérant celles-ci afin de ne pas bouleverser l'organisation municipale. — La monarchie elle-même avait donc compris les vices de l'organisation corporative. Des raisons opportunistes, la crainte de bouleverser la constitution politique des cités, le secret dessein de s'assurer le bénéfice d'une sorte de socialisme d'état centralisateur, l'empêchaient d'adopter la solution logique, affirmée momentanément par l'édit de Turgot, réclamée de l'opinion éclairée ou désintéressée, l'abolition totale des jurandes et maîtrises.

En accomplissant cette réforme radicale, la Révolution française (nuit du 4 août 1789 et décret des 12, 17 mars 1791 étendu à la Belgique par arrêté du 14 brumaire an VI) a donc rendu un grand service à la France et à la Belgique. Sans s'arrêter aux palliatifs, inefficaces et intéressés, des monarchies française ou autrichienne, elle a donné la vraie solution du problème, celle qui supprimait le mal au lieu de chercher à le guérir. « C'était là, dit M. Crutzen (1), le seul moyen » de triompher d'abus profondément enracinés: il » fallait arracher la plante pour détruire complètement » les mauvais fruits qu'elle portait..... Ceux qui veulent » les restaurer, n'ont évidemment en vue que les beaux » côtés que les corporations leur offrent: ils voudraient » les revoir prendre vie, mais ils voudraient à coup » sûr les revoir parfaites. Qu'ils s'estiment heureux

(1) Principaux défauts, etc...

» de leur suppression, aussi bien que les partisans
» absolus de la liberté du travail. Le Gouvernement
» de Joseph II a succombé dans ses efforts pour les
» améliorer. Il voulait payer leurs dettes, diminuer ou
» supprimer leur procès, assurer à leurs membres des
» secours en cas de maladie ou d'infirmité : les corpo-
» rations elles-mêmes l'ont contraint de rapporter
» solennellement toutes les mesures qu'il avait prises
» pour assurer leur bien. D'autres tentatives de réformes
» partielles n'auraient-elles pas échoué, comme celles-
» là, devant l'égoïsme des chefs et l'ignorance de la
» masse ? Répétons-le : ce n'est pas la philosophie qui
» a provoqué la chute de l'organisation corporative,
» c'est l'opinion publique ». Nous adoptons pleinement
cette conclusion.

2^o *Les Coalitions.*

Par le même arrêté du 14 brumaire an IV qui porta aux artisans belges les bienfaits de la liberté du travail, une autre loi révolutionnaire, il est vrai, l'un des plus fâcheux décrets de la Constituante, leur fut appliqué. C'est le décret des 14-27 juin 1791, auquel est attaché le nom de le Chapelier, et qui prohibait toute coalition et toute association professionnelle. C'est contre lui, ou contre ses dérivés, que le mouvement syndical a dû porter ses efforts les plus acharnés, en France et en Belgique. Mais ce décret, que les détracteurs systématiques de la Révolution française lui reprochent sans cesse, n'est que la consécration, atténuée, de la législation monarchique.

Nous avons déjà signalé avec quelle sévérité impla-

cable les aristocrates des communes réprimaient les soulèvements d'artisans. Lorsque la lutte éclate au sein des métiers, entre maîtres et compagnons, dès le xv^e siècle, en France, en Angleterre, au Pays-Bas, partout les coalitions, les « devoirs », les « compagnonnages » connaissent les sévérités des lois. Les textes abondent (1). Citons par exemple des lettres patentes du roi de France, rendues sur arrêt du Conseil, le 2 janvier 1749. Elles défendent d'abord aux compagnons des fabriques et manufactures, c'est-à-dire aux ouvriers de la grande industrie soustraite au régime corporatif, de quitter leur maître, sans en avoir obtenu un congé exprès et écrit, sous peine de 100 livres d'amendes contraignables par corps. Ce n'est pas tout. « Faisons pareillement « défense à tous compagnons et ouvriers », dit l'article 3 de ces lettres patentes « de s'assembler » en corps sous prétexte de confrérie ou autrement, de » cabaler entre eux pour se placer les uns et les autres » chez les maîtres ou pour en sortir ; ni d'empêcher » de quelque manière que ce soit les dits maîtres de » choisir eux-mêmes leurs ouvriers, soit français ou » étrangers, sous pareille peine de 100 livres contre » les dits compagnons et ouvriers, payables comme » dessus ».

Ces lois ne restaient pas lettre morte. Notre regretté maître, M. Flammermont (2) a montré comment la Royauté se chargeait de terminer les grèves au profit des patrons. En 1776 une grève d'ouvriers relieurs,

(1) On en trouvera notamment dans *le recueil des anciennes lois d'Isambert* et dans *le répertoire de Merlin*.

(2) Mémoire sur les grèves et conciliations ouvrières à la fin de l'ancien régime.

faite pour réduire la durée de la journée de travail de de 16 à 14 heures, se termina par l'emprisonnement de six grévistes, sur l'ordre du lieutenant de police. En 1786 une grève de commissionnaires, soulevés contre la création d'une Compagnie de petites voitures privilégiée, où Polignac et Breteuil avaient des actions, provoqua une « émotion » pendant plusieurs jours, mais le parlement mit fin à la grève en condamnant deux grévistes au carcan. La même année une grève de charpentiers fut réprimée par procédés semblables.

Le décret Chapelier n'a donc pas innové. On doit même remarquer qu'au début de la Révolution la liberté de coalition existait. La nuit du 4 août 1789 avait supprimé en fait les corps et métiers et accordé la liberté du travail; la liberté de réunion et d'association fut proclamée par le décret du 21 août 1790. Dans les deux premières années de la Révolution les ouvriers usèrent de ces libertés. Ils en abusèrent même. L'effervescence ouvrière qui avait provoqué de nombreuses grèves dans les dernières années de la Monarchie absolue, persista: les charpentiers, entre autres, se firent remarquer par leurs violences. Ces troubles motivèrent d'abord deux avis du Conseil municipal (26 avril et 4 mai 1791) aux ouvriers. Bientôt ils furent le prétexte du rétablissement de la législation prohibitive des coalitions. Le décret des 14-27 juin 1791 rendu sur le rapport de le Chapelier disait, dans son article 2: « Les citoyens de même état ou » profession, les ouvriers d'un art quelconque ne » pourront alors qu'ils se trouveront ensemble nom- » mer de président ou secrétaire, ou syndic, ni tenir » des registres, prendre des arrêtés, former des règle-

» ments sur leurs prétendus intérêts communs ». Ainsi le décret des 14-27 juin 1791 fut une mesure de circonstance, un de ces actes par lesquels l'esprit démocratique de la Révolution dévia dans un sens bourgeois. Il est contraire au principe de la liberté d'association proclamé par la Constituante. Il est un retour en arrière vers le droit public royal, et non pas une innovation.

Il faut d'ailleurs remarquer que, contrairement à la législation monarchique, le droit révolutionnaire proscrivait également les coalitions de patrons et celles d'ouvriers. Puis le décret le Chapelier était pleinement conforme aux idées des économistes qui attribuaient à l'Etat le rôle tout négatif d'assurer le libre fonctionnement des lois naturelles, et aux préoccupations des classes dirigeantes de l'Europe entière. Turgot, en supprimant les corporations, avait prohibé les coalitions. Le « general Combination act de 1799 », en Angleterre, (1) alors ennemie acharnée de la France et hostile à la Révolution, consacra les mêmes principes. Le pape Pie VII en 1801 abolit dans ses Etats les corporations et y prohiba toute association professionnelle. Enfin, si la Révolution française eut le tort de défendre les associations professionnelles, il ne faut pourtant pas l'accuser d'avoir instauré « l'individualisme à outrance » que les démocrates de toutes les écoles s'entendent à flétrir. Le Chapelier reconnaissait que la nation devait fournir du travail ou des secours aux citoyens sans ressource. La constitution de 1793,

(1). Sydney and Beatrice Webb. *The history of tradeunconscsm.* Londres 1896. Chap. I.

dans sa déclaration des droits, disait : « La société doit la subsistance aux citoyens malheureux, soit en leur procurant du travail, soit en assurant les moyens d'exister à ceux qui sont hors d'état de travailler » (1). Assurément cette conception de la solidarité sociale est bien imparfaite et bien inefficace, mais elle est celle de la philosophie du XVIII^e siècle. Cette partie du programme de la Révolution française a piteusement échoué. Les troubles intérieurs, la guerre étrangère, la mainmise de l'esprit bourgeois sur la Révolution ont fait du « droit au travail » une amère ironie. Mais encore la Révolution a eu le mérite d'affirmer nettement ce principe et s'il n'a pas été mis à exécution, c'est l'égoïsme des classes dirigeantes, pendant tout le XIX^e siècle, et notamment aux périodes de réaction contre l'esprit révolutionnaire, qui porte la responsabilité de cette banqueroute de la « Fraternité. »

Cette double série de réflexions sur le régime industriel des XIII^e, XIV^e siècles, dans les Flandres, et sur les corporations du XVIII^e siècle et l'œuvre de la Révolution française ne sont pas inutiles en tête d'un ouvrage où l'on se propose d'étudier la législation belge des unions professionnelles. C'est en effet un des lieux communs les plus chers aux catholiques belges, de faire un tableau idyllique des corporations et d'attribuer à la Révolution française tous les maux du régime capitaliste. La discussion parlementaire de la loi du 31 mars 1898 a présenté des exemples de cette

(1) Aulard. La constitution de 1793. *Revue de la Révolution française*. Juillet 1899.

partialité, (1) mais ce sont surtout les brochures par lesquelles les catholiques belges vulgarisent leurs idées sur les corporations qui nous révèlent cette singulière façon d'accommoder l'histoire aux intérêts de la politique. C'est ainsi qu'en 1893, M. Kurth (2), dans un opuscule qui est le résumé d'une conférence faite à des ouvriers chrétiens, trace une description enchanteuse des corporations : il nie le travail des femmes, il montre le compagnon frère du maître, il attribue à la Révolution française tous les maux actuels, par exemple le *truck system*. M. Kurth ne distingue pas le xiii^e et le xviii^e siècle, il ne dit pas un mot des luttes d'artisans et de marchands, il se garde bien d'exposer la législation sur les coalitions, il prétend que les conflits se résolvaient pacifiquement au sein des corporations. On ne saurait trop protester contre cette méthode historique, surtout quand elle s'adresse à des hommes qui n'ont aucun moyen de vérifier les faits. L'histoire n'est éducatrice que si elle est faite avec sincérité. Nous devons au contraire rendre aux députés socialistes, notamment à MM. Denis et Vandervelde (3), cette justice qu'ils ont, à la Chambre, rétabli, dans toute sa rigueur historique, la vérité sur les corporations et sur la Révolution française.

(1) M. Huyshauver (séance du 13 octobre) a flétri l'« infâme Révolution française. » M. Hoyoïs (15 octobre) a parlé des sans-culottes français qui avaient lacéré à coups de baïonnettes les chartes des gildes, corporations, etc., pour en faire des gargousses. M. Wæste a dénoncé la Révolution qui a passé comme une trombe sur l'Europe. (19 octobre 1897.)

(2) Kurth. *Les corporations ouvrières au moyen âge*. 1893.

(3). M. Denis. Séance du 20 octobre 1897. M. Vandervelde, 14 octobre 1897.

Il est vrai que pour les socialistes l'histoire des corps de métier est singulièrement encourageante. La grande vérité qui se dégage des faits que nous avons rapportés c'est que la lutte des classes est l'impérieuse nécessité des sociétés où il y a des classes, et qu'en poursuivant la suppression des distinctions sociales, on tend, par là même, à réaliser la paix définitive. La réglementation comme la libre concurrence peuvent tour à tour réaliser des merveilles industrielles. Mais, ni l'une ni l'autre ne sauraient assurer la paix sociale. Ce n'est pas en enfermant, malgré l'antagonisme des intérêts, les maîtres et les compagnons dans les mêmes barrières corporatives, ni en se contentant de proclamer la liberté et l'égalité théoriques des individus, que l'on peut arrêter la lutte des classes. La corporation du moyen âge, devenue un instrument égoïste de monopole, nous enseigne que l'organisation du travail comme l'organisation politique doit répudier tout privilège. Et l'impuissance de l'individualisme égalitaire à réaliser le bonheur de l'humanité appelle un régime qui au lieu d'une simple juxtaposition, source fatale d'inégalités et d'oppressions, assure par la solidarité générale la liberté et l'égalité effectives. Le syndicat moderne ne saurait donc être une résurrection de l'antique corporation. Il doit s'adonner résolument à la lutte des classes, être un agent de destruction du régime capitaliste actuel et collaborer à l'édification d'un ordre économique plus harmonieux.

II

Le mouvement syndical en Belgique au XIX^e siècle.

(Coalitions ouvrières; associations professionnelles; préliminaires de la loi du 31 mars 1898. — *A*). Les coalitions. — *B*). Le mouvement syndical en Belgique. — *C*). Arguments pour et contre la personnification civile. — *D*). Elaboration législative.

A). Les Coalitions.

La Constituante, suivant le conseil de le Chapelier était remontée « au principe que c'est aux conventions » libres d'individu à individu à fixer la journée pour » chaque ouvrier; c'est ensuite à l'ouvrier à maintenir » la convention qu'il a faite avec celui qui l'occupe. » Elle avait défendu toute coalition temporaire, toute association permanente, toute mesure restrictive destinées à provoquer la hausse ou la baisse des salaires ou à réglementer les conditions du travail. Elle avait consacré législativement la théorie des économistes qui déclaraient le taux des salaires régi par une loi naturelle et pour qui la fonction de l'Etat consistait à faire disparaître toute entrave mise au libre jeu de cette loi naturelle.

Or c'est une conception contre laquelle les faits ont protesté durant tout le xix^e siècle, en Belgique, comme en France et partout ailleurs. Les ouvriers n'ont pas cru à l'inutilité des coalitions puisque malgré les

théories des économistes, malgré les lois, malgré les lendemains terribles des grèves malheureuses, ils y ont constamment recouru. Vraisemblablement aussi, ils n'ont pas cru que chacun d'eux fût l'égal de son patron, puisqu'ils ont poursuivi collectivement l'amélioration de leur sort.

La fausseté des idées qui inspirent le décret des 14-27 juin 1791 et les lois analogues est facile à montrer. L'égalité du patron et de l'ouvrier est une amère ironie, surtout à mesure que la petite industrie disparaît devant la grande. « Dans le contrat de travail », dit avec raison M. Goblet d'Alviella (1), « le » patron peut attendre au moins quelque temps. » L'ouvrier ne le peut pas quand il est pressé par la » faim. » Quant à l'efficacité des grèves et des mesures restrictives, bien que les progrès du capitalisme l'amoindrissent chaque jour, elle est pourtant incontestable (2). D'abord, dans toutes les professions, la grève, cessation concertée de travail, peut avoir son utilité. Il y a en effet un taux minimum de salaire, celui qui est indispensable pour que l'ouvrier ne meure pas de faim et un taux maximum, celui que le patron ne saurait accorder sans être ruiné. Entre les deux taux l'écart peut être faible ou nul, mais il peut aussi être très grand, par exemple, lorsque des circonstances favorables augmentent tout à coup les débouchés de l'industrie. Il est évident que par la grève les

(1) Goblet d'Alviella : *Discours de rentrée de l'Université de Bruxelles* 1896.

(2) Nous empruntons cette argumentation sur l'utilité et la légitimité des coalitions à M. Vandervelde. *Enquête sur les associations professionnelles*, 1891, Tome II.

ouvriers peuvent alors obtenir une augmentation de paye. En outre dans certains métiers où le machinisme n'existe pas encore, où une capacité professionnelle est nécessaire et l'apprentissage assez long, les travailleurs peuvent maintenir une hausse artificielle des salaires par une série de mesures restrictives, telles que la limitation du nombre des apprentis, la proscription impitoyable des gâtes-salaires, la mise en interdit des ateliers qui les emploient.

Il est vrai que, sans nier l'efficacité des grèves ou des mesures restrictives pour les ouvriers qui en usent, on conteste leur légitimité. On dit que toute grève qui aboutit à une augmentation de salaire fait subir au reste de la population ouvrière une perte équivalente, car « tant que la richesse nationale n'augmente pas, la somme d'argent que le public peut consacrer à l'état des marchandises de toute espèce est déterminée de telle sorte que s'il consacre plus à l'achat d'une marchandise sa capacité diminue d'autant en ce qui concerne les autres. » Quant aux mesures restrictives (proscription des gâtes-salaires, mise en interdit d'ateliers, etc.) on leur reproche de restaurer partiellement les entraves des corporations à la liberté du travail, de hausser le prix des objets, de confisquer au profit de certains artisans privilégiés une partie des salaires qui devraient appartenir à la masse des ouvriers. Mais on peut répondre que toute grève heureuse n'aboutit pas nécessairement à hausser le prix des objets mais bien plutôt à diminuer les profits du fabricant. Aussi la demande des produits dans les autres industries ne diminuera pas, elle se déplacera :

les patrons, faisant des bénéfices moindres achèteront moins d'objets de luxe, mais les ouvriers mieux payés achèteront plus d'objets utiles ou nécessaires. Ce résultat n'est aucunement regrettable. Comme le dit M. Vandervelde : « Pareil déplacement aboutit en » somme à subordonner le développement des métiers » de luxe à la satisfaction préalable des besoins plus » pressants, à augmenter le nombre de ceux qui pour- » voient à l'utile, sauf à diminuer le nombre de ceux » qui produisent du superflu. Si cette tendance venait » à s'accroître il y aurait peut-être moins de domes- » tiques dans les cuisines et dans les antichambres, » mais il y aurait plus de travailleurs dans les usines » et dans les champs. » Les mesures restrictives par lesquelles les ouvriers de certaines professions maintiennent artificiellement une hausse de salaires ont aussi leur légitimité. S'il est vrai qu'elles présentent quelque analogie avec celles qui monopolisaient la maîtrise, dans les corporations, elles ne sont fortifiées par aucun privilège légal. Les ouvriers qui les emploient ont à lutter contre un triple intérêt, celui des patrons, celui des gâtes-salaires et celui des consommateurs. Il faut donc que les circonstances soient très favorables pour que ces moyens soient possibles. En fait les progrès du machinisme réduisent de plus en plus le nombre de ces métiers exceptionnels. Aussi ne faut-il pas exagérer la portée de pareilles mesures. Par contre, elles ont l'utilité, toute provisoire mais indéniable, de maintenir une élite ouvrière qui fournit des secrétaires, des administrateurs, des gérants aux syndicats, mutualités coopératives et qui travaillent à

l'émancipation du prolétariat, tandis que sa disparition actuelle n'amènerait aucune augmentation notable de salaire pour la masse des ouvriers.

Ainsi la conception du contrat de travail formulée par la loi Chapelier ne repose sur aucune base scientifique. Elle n'est donc, en réalité, qu'une manifestation de l'esprit de classe. Du moins, la Constituante avait mis théoriquement sur le même pied les coalitions ouvrières et les coalitions patronales. Avec le Consulat et l'Empire l'inégalité du patron et de l'ouvrier, la préférence marquée sous l'ancien régime pour les classes dirigeantes, apparaissent dans le texte même. Les articles 6, 7, 8 de la loi du 22 germinal-2 floréal an xi, devenus plus tard les articles 414, 415, 416 du Code pénal, punissent plus sévèrement les coalitions d'ouvriers que celles des patrons. Bien mieux, ils répriment les damnations, proscriptions, amendes, exclusions prononcées par les ouvriers tandis qu'ils ne punissent pas celles prononcées par les maîtres. Enfin, les associations professionnelles, prosrites déjà par le décret des 14-27 juin 1791, se trouvèrent englobées dans la prohibition générale des associations, (art. 291-294, code pénal).

Le Code pénal dressait donc contre les syndicats professionnels les articles 414-416 qui punissaient les coalitions et les articles 291-294 qui frappaient les associations non autorisées. Le mouvement syndical, en Belgique, comme en France, devra écarter ce double obstacle.

La liberté d'association fut proclamée dès 1830 par la Constitution belge (art. 20). Mais tant que la coalition restait un délit, la liberté d'association, précieuse

pour la mutualité, était un vain mot pour les syndicats ouvriers. Or les Constituants ne songèrent nullement à abolir les articles 414-416 du Code pénal qui étaient en parfaite harmonie avec l'esprit des classes dirigeantes, ainsi que l'atteste l'histoire judiciaire du XIX^e siècle.

L'hostilité montrée par les tribunaux aux coalitions ouvrières est un fait d'une portée européenne. Partout s'affiche la même répression impitoyable : en Angleterre, l'abolition du General Combination act. (1825), n'empêcha pas la jurisprudence de frapper les trade unions. De 1830 à 1835 le mouvement trade unionist (1) avait pris une grande extension. Un grand souffle de solidarité avait gagné jusqu'aux ouvriers des fabriques et le « Grand National », sous la direction de Doherty, avait établi une vaste fédération des groupements ouvriers. Les tribunaux travaillèrent avec une ardeur farouche à ruiner ce mouvement. A défaut de l'act sur les « Combinations », ils invoquaient le droit commun sur la Conspiracy, ou de vieux statuts qui réprimaient les serments illicites. Six ouvriers de Dorchester furent ainsi condamnés à 7 ans de travaux forcés, pour serment illicite, et transportés. La sévérité des juges n'avait d'égale que l'empressement du gouvernement à exécuter ces cruelles sentences. Lorsque le Grand national eut succombé, les magistrats continuèrent à proscrire les grèves et les trade unions. Jusqu'en 1871 et même jusqu'en 1875, les coalitions permises, en théorie, sont punies, en fait.

En Belgique, la jurisprudence était tout aussi sévère.

(1) Sidney and Beatrice. Webb. *History of trade unionism*, Chap. III.

D'après M. Dauby (1), de 1830 à 1860, il y eut en Belgique 1611 poursuites pour délits de grève, dont :

521 acquittements.

1090 condamnations (946 à la prison

et 144 à l'amende).

De 1861 à 1867, il y eut 446 poursuites dont :

178 abandonnées.

56 amendes.

946 prison.

31 acquittements.

Plus expressives que ces chiffres sont quelques citations de décisions judiciaires. En octobre 1857 (2), on colporta chez les maîtres charpentiers d'Ostende, le placet suivant, rédigé en flamand :

« Maîtres charpentiers,

» Nous, vos ouvriers, vous supplions d'accorder par
» amitié notre petite demande ; vous savez bien qu'au-
» jourd'hui tout est enchéri ; la subsistance et tout ce
» dont nous avons besoin pour vivre, et tout cela est
» cher. Maîtres, accordez-nous ce que nous vous
» demandons ; augmentez de quelque chose notre
» pauvre salaire pour que nous obtenions mieux le
» nécessaire. Nous demandons par heure 25 centimes.
» Cela nous aidera un peu et nous passerons nos
» journées avec activité et courage ; nous ne pensons
» pas, maîtres, que vous hésitez sur notre demande. »

Ce n'était certes pas une réclamation hautaine, c'était l'attitude d'ouvriers qui sollicitent une aumône et non pas de travailleurs qui réclament un droit. La demande

(1) Dauby : *Des grèves ouvrières*.

(2) Cour de Gand, 26 mai 1858. *Belgique judiciaire*, 1860, 44.

était si modérée et si légitime que les maîtres y accédèrent sans difficulté. Mais le commissaire de police, averti du fait, dressa procès-verbal. Le tribunal eut le bon sens d'acquitter les prévenus, mais le Ministère public fit appel. La Cour de Gand, tout en reconnaissant qu'il y avait des « circonstances très atténuantes » condamna les ouvriers à des peines variant entre 8 jours et 3 mois de prison. Fort heureusement le Roi gracia les condamnés, mais cette affaire révèle nettement les idées de la magistrature d'alors sur les coalitions. On pourrait citer également d'autres espèces également suggestives. Signalons seulement un jugement du tribunal correctionnel de Gand (1) qui condamne des ouvriers pour avoir déclaré un samedi qu'ils ne viendraient pas le lendemain matin nettoyer les mécaniques de l'usine comme le voulait le règlement de l'usine. Ainsi, dans la catholique Belgique, la loi du repos dominical devait céder devant les caprices du capital. On peut rapprocher de ces décisions, un arrêt de la Cour de Cassation française (2) qui déclarait punissable la cessation concertée du travail, même lorsqu'elle respecte les délais prévus, et qu'elle invoque des motifs reconnus légitimes.

La persécution des coalitions ouvrières par les magistrats, commune à tous les pays, l'est aussi à tous les partis. Les libéraux ou les catholiques de Belgique, comme les protestants d'Angleterre en portent également la responsabilité devant l'histoire. Il faut

(1) Tribunal de Gand. 27 novembre 1858. *Belgique judiciaire*, 1859, 29.

(2) 24 février 1859. D. P., 1859, I, 188.

notamment remarquer que les catholiques belges qui ne manquent jamais une occasion de flétrir le décret Chapelier n'ont pas protesté, lorsqu'ils furent au pouvoir, contre cette législation. Un député socialiste, M. Ansele (1), le leur a très bien rappelé, lors de la discussion parlementaire de la loi sur les unions professionnelles.

« Vous avez maintenu la loi sur les coalitions jusqu'en
» 1867, et pendant des années, des dizaines, des cen-
» taines d'ouvriers ont été frappés de peines d'emprisonnement pour le seul crime de s'être coalisés afin
» d'obtenir une diminution d'une heure de travail ou
» une augmentation de salaire de 0 fr. 25 par jour.

» Cela s'est passé ici en 1850, en 1852, en 1858, en
» 1860, en 1864, enfin presque toujours quand vous
» étiez au pouvoir. Cependant à la Chambre ne
» siégeaient alors ni un Robespierre, ni un Marat, ni
» un Danton mais des Dumortier, des Descamps, des
» Malou, que sais-je, enfin, toute la sainte famille ! »

Cependant tout abus porte en lui-même son redressement. Il arrive un moment où la fausseté des théories, l'arbitraire des pénalités deviennent si manifestes qu'une réforme s'impose. Comme l'a dit Fustel de Coulanges(2):
« Quand une aristocratie en vient à douter que son
» empire soit légitime, ou elle n'a plus le courage de
» le défendre, ou elle le défend mal ». Les exemples de ce phénomène sont innombrables dans l'histoire : la reconnaissance du droit de grève par des parlements

(1) 26 octobre 1897.

(2) Fustel de Coulanges. *Cité antique*, page 355.

censitaires ou recrutés exclusivement dans la classe bourgeoise, en est une application remarquable. En France, la II^e République (loi du 27 novembre 1849), sans rendre les coalitions licites, rétablit dans le texte des articles 414-416 du Code Pénal l'égalité supprimée au profit des patrons par la législation impériale. C'était une réforme platonique, puisqu'en fait les coalitions de patrons sont insaisissables, mais elle annonçait des temps meilleurs. Avec l'Empire libéral un pas important fut accompli. La loi du 25 mai 1864 reconnut la légitimité des grèves, mais elle punissait encore les violences, menaces, manœuvres frauduleuses ainsi que les amendes, exclusions, défenses, proscriptions par lesquelles les patrons ou les ouvriers porteraient atteinte à la liberté du travail.

La Belgique, habituée depuis 1830 à la liberté d'association, ne pouvait faire moins que la France. Lors de la revision du code pénal (1867) les articles 414, 415, 416, furent remplacés par l'article 310 ainsi rédigé :

« Sera punie d'un emprisonnement de huit jours à
 » trois mois et d'une amende de 26 à 1000 francs ou
 » d'une de ces peines seulement toute personne qui,
 » dans le but de forcer la hausse ou la baisse des
 » salaires ou de porter atteinte au libre exercice de
 » l'industrie ou du travail aura commis des violences,
 » proféré des injures ou des menaces, prononcé des
 » amendes, des défenses, des interdictions ou toute
 » prescription quelconque soit contre ceux qui travail-
 » lent, soit contre ceux qui font travailler.

» Il en est de même de tous ceux qui par des rassem-
 » blements près des établissements où s'exerce le
 » travail ou près de la demeure de ceux qui le dirigent

» auront porté atteinte à la liberté des maîtres et des
» ouvriers. »

Ce texte comme la loi française de 1864 n'accordait qu'une demi-satisfaction aux ouvriers. L'article 310 du code belge comme les articles 414 et 416 du code français amenèrent des condamnations encore nombreuses. L'incrimination des rassemblements en temps de grève donna lieu à une répression souvent arbitraire. La prohibition des amendes, interdictions, etc., telle qu'elle fut interprétée par la Cour de Cassation belge (1), c'est-à-dire des amendes même conventionnelles entravait encore l'action des syndicats. Aussi lorsqu'on demandera la personification civile des syndicats, on réclamera en même temps une amélioration de la loi pénale. Mais il n'en est pas moins vrai que sauf ces gênes, d'ailleurs graves, les associations professionnelles jouissaient à partir de 1867 de la liberté de coalition et de la liberté d'associations combinées. Ce qu'il s'agissait d'obtenir maintenant, pour favoriser le développement et le fonctionnement des syndicats, c'était leur reconnaissance légale, leur personification juridique.

Pour apprécier l'utilité de cette réforme, il convient d'exposer sommairement l'importance du mouvement syndical en Belgique.

B.) Le mouvement syndical en Belgique.

a). L'histoire des associations professionnelles ouvrières (2) en Belgique pendant le xix^e siècle nous les

(1) Cassation belge, 7 décembre 1891. Belgique judiciaire, 1892, 311.

(2) Van der Velde, *op citato*.

montre engagées de plus en plus profondément dans la lutte des classes. Ce phénomène, commun à tous les temps, revêt au XIX^e siècle un caractère de généralité et de grandeur inconnu jusque-là et qui s'explique par les conditions actuelles de l'industrie et par les idées nouvelles.

Si la grande industrie, la concentration des capitaux et même le machinisme sont antérieurs au XIX^e siècle, il n'en est pas moins vrai qu'ils ont pris au XIX^e siècle seulement toute leur extension. L'industrie de métier, où le producteur est propriétaire de ses outils et touche le revenu intégral de son travail, libérée par la Révolution des entraves artificielles que lui imposaient les corporations mais déjà menacée à cette époque par la grande industrie, recule sans cesse devant l'entreprise capitaliste qui se manifeste sous l'un des trois aspects suivants :

1^o L'industrie de manufacture, où le machinisme n'existe pas ou n'a qu'une importance secondaire, mais où, par suite de la division du travail et de la concentration des capitaux, un certain nombre de travailleurs salariés, réunis dans des ateliers, exécutent pour le compte d'un entrepreneur et sous sa direction les opérations parcellaires que comporte la production.

2^o L'industrie de fabrique, où un grand nombre d'ouvriers travaillent simultanément à l'aide de moteurs mécaniques pour le compte d'autrui. C'est elle qui caractérise vraiment la production moderne et qui tend à évincer complètement l'industrie de métier et l'industrie de manufacture.

3^o L'industrie domestique (*sweating system*) dans laquelle des ouvriers confectionnent à domicile les

produits destinés à la grande consommation et qui est incontestablement la forme la plus odieuse de l'exploitation capitaliste, celle qui résiste le plus au mouvement syndical et à la protection légale des travailleurs.

Ces trois variantes de l'industrie moderne ont un trait commun, la concentration des capitaux. Elles rejettent toutes trois les artisans dans les rangs des salariés. Pour s'adapter à l'une quelconque d'entre elles, le syndicat doit logiquement être une association exclusivement ouvrière, ayant pour objet la lutte du travail contre le capital. Mais, dans certaines industries manufacturières, qui exigent une capacité technique assez grande et où l'ouvrier ne compte pas comme une simple unité destinée à une besogne de manœuvre, l'association professionnelle a un rôle particulièrement efficace : par une série de mesures restrictives (limitation du nombre des apprentis, etc.) les ouvriers limitent l'offre de travail et maintiennent un salaire plus élevé. Dans ces métiers, on le voit, le mouvement syndical pour être exclusivement ouvrier n'en reste pas moins très corporatif. Le syndicat lutte autant contre les « sarrazins » que contre les patrons. Mais ces métiers deviennent chaque jour plus rares. La concurrence faite aux manufactures par le machinisme, l'introduction de machines dans la manufacture même diminuent la valeur technique de l'ouvrier. Les « trains ouvriers » qui amènent des « cotoyeurs » des villages les plus reculés, l'industrie domestique soustraite à toute influence corporative, achèvent d'avilir les salaires. Aussi dans l'industrie de fabrique et dans la plupart des industries manufacturières, le mouvement

syndical doit changer de tactique. Il reste purement ouvrier, il est même plus ouvrier que jamais mais il cesse d'être aussi corporatif. Pour lutter efficacement contre les capitalistes, pour triompher dans les grèves, les travailleurs comprennent la nécessité de faire bloc. Les unions professionnelles forment des fédérations, elles font appel à la solidarité générale des travailleurs, en cas de conflit avec les patrons. Surtout, les syndicats tournent les yeux vers le législateur. Ils réclament, sinon une transformation radicale de la société et l'abolition du salariat, au moins des lois protectrices du travail, (journée de 8 heures ; salaire minimum, etc...)

Cette évolution du mouvement syndical, conséquence logique de l'évolution industrielle, est d'ailleurs facilitée par la transformation politique et intellectuelle qui caractérise le XIX^e siècle. La Révolution française a fait beaucoup pour détruire l'esprit local, pour substituer aux rivalités de ville à ville, de province à province, la notion de la patrie et même de la fraternité humaine. En tout cas, elle a détruit les institutions qui maintenaient les idées particularistes. En Belgique, notamment, ce phénomène est remarquable. La révolution de Brabant, inspirée surtout par les admirateurs du passé, tels que Van der Noot, qui dénonçaient l'œuvre centralisatrice de Joseph II, s'est incorporée dans la Révolution française, cosmopolite et centralisatrice, et le patriotisme belge a succédé au patriotisme communal, préparant ainsi le terrain aux larges mouvements démocratiques du XIX^e siècle.

L'histoire des syndicats ouvriers en Belgique confirme ces inductions. Dès le début du siècle, malgré les

prohibitions légales, en Flandre, pays de tradition, les associations professionnelles reparaissent sous l'aspect de mutualités. Elles présentent un caractère corporatif, religieux, mixte. Il s'agit en effet de professions où les différences sociales sont peu considérables entre maîtres et ouvriers (tailleurs, bijoutiers, cordonniers), ce qui explique que les mêmes secours mutualistes puissent leur convenir. Mais ces mutualités commencent, dès la première moitié du siècle, à perdre leur caractère mixte et religieux, pour être exclusivement ouvrières. Puis elles se désagrègent, donnant naissance à deux sortes d'institutions : les mutualités, qui perdent leur caractère professionnel, et la société de maintien de prix, encore mutualiste mais nettement ouvrière et qui par des mesures restrictives maintient un « *standard of life*. » Mais dans la plupart des industries la société de maintien de prix aboutit au syndicat moderne, société de résistance, faite pour la grève et pour la politique, et qui participe aux mouvements généraux du prolétariat : Internationale, Chevaliers du travail, Parti Ouvrier. Actuellement la plupart des syndicats ouvriers de la Belgique sont affiliés au Parti Ouvrier. Ils sont groupés dans les fédérations socialistes, à côté des mutualités et des groupes politiques, autour des puissantes coopératives, telles que le Vooruit de Gand, la Maison du Peuple de Bruxelles, le Progrès de Jolimont. Réduits à leurs seules forces les syndicats seraient presque toujours impuissants. Aussi comptent-ils, en cas de conflit, sur les secours du Parti ouvrier et notamment de ses coopératives. En échange de ces bons procédés, ils participent à la propagande socialiste. « Dans chaque Fédération, dit

» M. Van der Velde (1), les associations isolées se
 » groupent autour de la société coopérative, comme
 » jadis les manants se réfugiaient à l'ombre des châ-
 » teaux-forts : elle leur octroie des subsides en cas de
 » grève, prend à son service les ouvriers que l'on
 » congédie et, suivant l'expression d'Anseele, bom-
 » barde la socialité capitaliste à coups de pommes de
 » terre et de pains de quatre livres ! »

Les syndicats ne groupent encore qu'une faible partie de la population ouvrière de la Belgique. En 1892 (2), M. Van der Velde évaluait le nombre des syndiqués au 1/10 de la population mâle, environ 60.000 à 70.000 hommes, dont 17.000 pour l'industrie manufacturière. Depuis cette époque, le mouvement syndical a fait des progrès sensibles. Le Vooruit de Gand groupe autour de lui plus de 10.000 syndiqués, la Maison du Peuple de Bruxelles, plus de 7.000 syndiqués (3). On a réussi également à syndiquer, dans les villes, les femmes de quelques industries. Mais les ouvriers organisés sont encore une minorité. Cette faiblesse numérique des syndicats ouvriers n'atteste nullement une accalmie de la lutte des classes. Elle prouve au contraire la difficulté considérable que rencontre l'organisation ouvrière, elle atteste la disproportion énorme du capital et du travail ; elle prouve que l'esprit socialiste des syndicats n'est pas une tendance artificielle mais une nécessité, qui, pour être

(1) *Op. citato.*

(2) *Op. citato.*

(3) Destrée et Vandervelde : *Le socialisme en Belgique*, Paris, 1898.

méconnue par la majorité des ouvriers, n'en est pas moins certaine.

En fait les syndicats vraiment ouvriers sont presque tous groupés autour du parti ouvrier. Les syndicats neutres (1) qui se maintiennent dans certaines professions deviennent de plus en plus rares. Les corporations mixtes (*ambachten*, *keuren*) que, vers 1890, les catholiques ont créées pour faire digue au socialisme et chercher à réconcilier le capital et le travail, sont des patronages, qui ne méritent pas le nom des syndicats, ou bien se sont groupés autour de la ligue démocratique, c'est-à-dire d'une sorte de parti ouvrier chrétien qui, bon gré, mal gré, se trouve entraîné de plus en plus dans la lutte des classes, et réclame, lui aussi, la protection légale des travailleurs.

Ainsi, à défaut d'une importance actuellement considérable, le mouvement syndical ouvrier, par ses tendances socialistes ou interventionnistes, présente une importance éventuelle, bien suffisante pour justifier la reconnaissance légale des unions professionnelles qui y participent.

b). Le groupement professionnel des paysans, pour être plus récent, est tout aussi intéressant et relativement plus important que celui des ouvriers urbains. Les syndicats agricoles, très rares encore lorsque le législateur français fit la loi de 1884, ont actuellement une grande extension en Belgique comme en France.

(1) Ainsi, à Gand, les syndicats socialistes comptent 10.000 syndiqués, les anti-socialistes, 3.000 ; les libéraux, 1.500 ; les indépendants, 600. (Vandervelde et Destrée : *Le socialisme en Belgique*, pag. 34).

Le *Bulletin du Ministère de l'Agriculture* (1) de la Belgique signalait, en décembre 1897, 572 ligues agricoles avec un effectif de 47.603 membres. Ces ligues sont groupées autour de Fédérations régionales, telles que celle du Hainaut, celle du Luxembourg, etc. Le rôle principal de ces ligues est l'achat en commun d'engrais, semences, bétail, instruments aratoires, etc. La plus intéressante de ces fédérations agricoles est assurément le Boerenbond (2), ou Ligue des paysans. Cette fédération date de 1890. Un prêtre, M. l'abbé Mellaërts, curé du Goor-Saint-Alphonse, dans la Campine d'Anvers, avait été frappé par ce qu'on avait dit aux Congrès des œuvres sociales de Liège (1886 et 1887) des « bauervereine » de la région rhénane. Il réunit quelques-uns de ses paroissiens et fonda une gilde de Saint-Isidore. Plusieurs hommes politiques du parti catholique entrèrent en relations avec M. Mellaërts ; une assemblée de cultivateurs, tenue à Louvain, décida la création du Boerenbond, dont M. Mellaërts est le secrétaire-général et auquel il consacre une activité remarquable. Le Boerenbond est une fédération de « gildes » ou associations qui ont pour base la paroisse ; le caractère catholique de cette organisation est incontestable, le but médiat poursuivi est de maintenir le christianisme dans les campagnes et de résister au socialisme. Mais ce caractère confessionnel n'empêche pas l'importance du Boerenbond dont le mouvement commercial dépasse de beaucoup celui des

(1) *Bulletin du Ministère de l'Agriculture* : Exposé statistique, décembre 1898.

(2) Deploige : Le Boerenbond belge, *Revue sociale catholique*, 1896, 1897, p. 136.

autres fédérations et qui possède une influence politique considérable... Une pétition des Boerengilden est toujours une opinion d'une grande valeur pour le législateur belge. Or la Ligue des paysans, depuis sa fondation, ne cessait de réclamer la personnification civile des unions professionnelles.

c). Au contraire les syndicats patronaux, à part quelques exceptions(1), ne demandaient pas la reconnaissance légale. Il y a pourtant de puissantes fédérations nationales de maîtres verriers, liniers, cotonniers, etc... Il y a dans presque chaque ville un cercle commercial. Il y a aussi des organisations centrales, notamment le Comité central qui publie un bulletin bi-mensuel et qui « concentre (2) la résistance contre les tentatives de législation sociale accentuée. » Les associations patronales sont très actives, elles savent très bien organiser les locks out, faire échec aux grèves. Mais ce sont des organisations secrètes, qui préfèrent se passer de l'intervention de l'Etat. Aussi le Comité central a-t-il combattu très vivement la personnification des unions professionnelles, qu'il pensait de nature à favoriser les syndicats ouvriers tandis qu'elle était inutile aux associations patronales.

Cependant pour les petits commerçants la personnification des unions professionnelles pourrait avoir de l'utilité. Nous ne nous faisons pas illusion sur l'avenir du petit commerce, menacé de disparition, écrasé entre les coopératives socialistes et les sociétés ano-

(1) Par exemple, les pharmaciens.

(2) L. Varlez : *Les syndicats en Belgique et la loi du 31 mars 1898* ; questions pratiques de législation ouvrière, février 1900.

nymes. Mais les conservateurs tiennent à son existence qui forme tampon entre le collectivisme et le capitalisme, et il a une grande importance électorale. Dans un ouvrage récent, M. Lambrechts (1) affirme que le problème de la petite bourgeoisie se pose, dès maintenant, en Belgique comme en Allemagne, et il y donne pour solution l'union professionnelle.

En résumé (2), sans exagérer l'intensité du mouvement syndical en Belgique, sans oublier que les syndiqués y sont une minorité infime, l'importance actuelle et le rôle éventuel des unions professionnelles suffisaient amplement à appeler sur elles la personnification civile.

C.) Arguments pour et contre la personnification civile des Unions.

C'est en 1886 que la commission extra-parlementaire du travail décida d'accomplir cette réforme. Plusieurs raisons l'y déterminèrent.

1°. La Belgique avait devant elle l'exemple des autres nations, notamment de la France et de l'Angleterre. En 1871, un « trade-union act » avait reconnu les trade-unions, malgré la terreur ou plutôt à cause de la terreur qu'avaient jetée dans le monde capitaliste les attentats de Sheffield. En 1884, le législateur français, rompant avec la traditionnelle prohibition des associations, accordait la personnification civile aux syndicats professionnels et abaissait pour elle les dernières entraves de la loi pénale.

(1) Lambrechts : *Le problème de la petite bourgeoisie*, 1899.

(2) Notons aussi que les syndicats de professions libérales, (par exemple, de médecins) avaient intérêt à obtenir la personnification civile.

2° Les élections législatives de 1884 avaient renversé le parti libéral. Or il plaisait aux catholiques de montrer la supériorité de leur gouvernement sur celui des libéraux. Tandis que ceux-ci avaient été pour ainsi dire absorbés par la question anti-cléricale, les catholiques voulaient se donner certaines allures démocratiques et montrer qu'ils pratiquaient la fraternité chrétienne. Les « Congrès des œuvres sociales » tenus à Liège en 1886, 1887, 1890 sont les Etats généraux du parti catholique en tant qu'il aborde les questions sociales. Assurément on ne doit pas se méprendre sur la démocratie des catholiques belges. Les discussions des congrès de Liège le révèlent. Ce n'est qu'au III^e congrès que l'on adopta la personnification civile pour les syndicats autres que les unions mixtes de patrons et d'ouvriers. Cependant les catholiques entraient nettement dans la voie de l'étatisme. Surtout, après avoir revendiqué pour leurs œuvres la personnalité juridique, ils se voyaient moralement contraints de l'accorder à toutes les associations.

3° Les événements dont la Belgique fut le théâtre en mars 1886 (1) hâtèrent la mise à l'ordre du jour de cette question. Une grève formidable, née soudainement, propagée avec une rapidité effrayante, souleva les verriers, les mineurs, les métallurgistes de la Wallonie. L'usine de M. Baudoux, maître verrier, fut incendiée et mise à sac. On put craindre une vraie révolution. L'ordre, après quelques collisions sanglantes, fut

(1) M. Vandervelde, (*Socialisme en Belgique*, p. 58 etc.) attache une grande importance aux événements de 1886 au point de vue du développement du parti ouvrier, — Les pages qu'il y consacre sont utiles à lire, même à notre point de vue spécial.

rétabli. Mais cette grève qui n'avait pas pour but une augmentation de salaire et dont la cause n'était pas bien nette, révéla la profonde misère, l'ignorance, la brutalité, l'âpre désir sauvage d'amélioration sociale des classes ouvrières. Elle mit à nu, avec une vérité terrible, la plaie du régime capitaliste. Une Commission du travail nommée en mai 1886 procéda à une enquête qui constata des faits profondément tristes : salaires insuffisants, immoralité des ouvriers, incapacité des femmes à tenir convenablement un ménage, enfants surmenés dès l'âge le plus tendre. Cette misère n'était pas inconnue. Déjà une enquête de 1857 l'avait démontrée, et en 1882 M. Larollée (1), traçait de l'ouvrier belge, mal nourri, mal payé, paresseux, alcoolique une peinture tristement réaliste. Déjà des hommes tels que M. Laurent (2) avaient compris le danger et organisé à Gand et ailleurs des patronages, des institutions de prévoyance et d'épargne. Mais le malaise social n'en était pas moins grand, surtout dans les pays houilliers. Pour s'en convaincre il suffit de lire le "Germinal" de Zola que M. Vandervelde atteste une peinture rigoureusement exacte des mineurs belges.

Les événements de 1886 eurent précisément pour effet d'attirer sur cette situation l'attention des plus optimistes. Il devenait évident que les classes dirigeantes ne pouvaient continuer à gouverner exclusivement pour elles. La foule ignorante et brutale avait, par sa révolte soudaine et désordonnée, fait passer le frisson d'une révolution. La protection légale du

(1) *Histoire des classes ouvrières en Europe.*

(2) Varlez : *la Fédération gantoise*, (Musée social, janvier 1899), et Plan social de Gand, III. 1897.

travail s'imposait puisque la liberté du travail, livrée à elle-même, amenait des résultats aussi abominables.

4° Le socialisme faisait des progrès considérables. Après la chute de l'Internationale, après les dissentiments, les hésitations inévitables à tout parti qui s'organise, le Parti ouvrier se fonde définitivement en 1885. Il se fusionne en 1890 avec le parti républicain socialiste et depuis lors, accru sans cesse par de nouvelles recrues, il est devenu un des partis les plus disciplinés, les plus hardis et les plus méthodiques à la fois du monde socialiste. C'est en 1894 seulement, à la suite de la grande grève qu'il contribua tant à organiser et qui aboutit à une Revision constitutionnelle et à l'établissement d'un suffrage universel restreint, que le parti socialiste entra au parlement (30 députés). Mais dès 1886 il menait une vive campagne pour le suffrage universel et par son intervention incessante dans les grèves et dans toutes les questions qui passionnaient l'opinion publique, il forçait les catholiques à aller de l'avant.

Or le programme du parti ouvrier réclamait la personification civile des unions professionnelles. Certes, comme tous les socialistes, ceux de Belgique n'attachent aux syndicats qu'une importance relative et poursuivent une expropriation radicale de la société capitaliste. Mais ils ont compris le caractère nouveau du syndicat ouvrier, les nécessités qui le poussent à recourir à l'intervention des pouvoirs publics. Ils ont compris également qu'une foule brutale, indisciplinée, ne pouvait pas faire aboutir le collectivisme. Les syndicats, en étendant la propagande socialiste, en habituant les ouvriers à la discipline collective, à la gestion de leurs

intérêts préparent, à leur avis, les cadres des futures administrations autonomes qui tiendront la place des grandes industries actuelles. L'insuccès d'une grève générale des mineurs entreprise en 1888, sur les conseils du Parti Républicain socialiste, sans organisation et sans but précis, devait confirmer encore le parti ouvrier dans cet avis. Et ce que Zola (1) écrit d'Étienne Lautier, le meneur vaincu, peut s'appliquer aux organisateurs de la malheureuse grève de 1888 : « Et il songeait à » présent que la violence peut-être ne hâtait pas les » choses. Des câbles coupés, des rails arrachés, des » lampes cassées, quelle inutile besogne ! Cela valait » bien la peine de galoper à trois mille en une bande » dévastatrice. Vaguement il devinait que la légalité » un jour pouvait être plus terrible. Sa raison mûrissait, » il avait jeté la gourme de ses rancunes. Oui, la » Maheude le disait bien avec son robuste bon sens, » ce serait le grand coup : s'enrégimenter tranquille- » ment, se connaître, se réunir en syndicats, lorsque » les lois le permettraient ; puis le matin où l'on se » sentirait les coudes, où l'on se trouverait des millions » de travailleurs en face de quelques millions de fai- » néants, prendre le pouvoir, être les maîtres ! Ah ! » quel réveil de vérité et de justice. Le Dieu repu et » accroupi en crèverait sur l'heure, l'idole monstrueuse » cachée au fond de son tabernacle, dans cet inconnu » lointain où les misérables le nourrissaient de leur » chair sans l'avoir jamais vu ».

Toutes ces raisons, l'exemple des pays voisins ; les graves événements de 1886 qui faisaient craindre une

(1) E. Zola : *Germinal*, page 590.

révolution; le désir pour le parti catholique de se rendre populaire et de combattre par quelque réforme opportune les progrès du socialisme militaient en faveur de la personnification civile des unions professionnelles. Mais cette innovation législative n'en continuait pas moins à soulever des objections :

1° D'abord, la crainte du socialisme ! Au lieu de paralyser ses efforts, la personnification des unions professionnelles ne donnerait-elle pas au collectivisme une force nouvelle. Cet argument avait tant de poids que les deux premiers Congrès de Liège n'accordaient la personnification civile qu'aux unions mixtes, et qu'à la commission du travail des catholiques proposèrent la même résolution. Mais on comprit vite que les unions n'ont pas besoin de la personnification civile pour être socialistes. Plusieurs crurent même qu'elle les rendrait conservatrices. C'est là une singulière illusion, à notre avis, mais en tout cas ce n'est pas la personnalité juridique qui leur donne des tendances révolutionnaires.

2° La crainte de la mainmorte, surtout de la main morte monacale, s'est opposée à la reconnaissance des unions professionnelles comme de toutes les associations. Mais l'expérience prouve que les couvents étendent sans cesse leurs propriétés, acquièrent chaque jour des richesses plus considérables tandis que les établissements publics, les fabriques par exemple, végètent. L'utilité de la personnalité juridique est en effet très secondaire pour les Congrégations, qui tirent leur force de leur discipline et se perpétuent en dépit de toutes les nullités juridiques. Nous ne contestons pas la légitimité des mesures spéciales contre les Couvents, à qui leur autorité morale et leur organisation interna-

tionale donnent une puissance considérable. Mais nous pensons qu'elles doivent constituer, bien moins dans une limitation inefficace de la mainmorte que dans un rétablissement partiel de la mort civile des religieux (1). Il faut d'ailleurs remarquer que le danger de la mainmorte monacale, argument puissant pour des libéraux, ne l'était plus avec la majorité catholique. Quant aux socialistes, quoique libres-penseurs et anticléricaux ils ne demandent pas de mesure spéciale contre les Congrégations : pour eux la question est beaucoup plus simple. L'expropriation collectiviste ne respectera pas plus les biens des couvents que des capitalistes. Lors des débats parlementaires de la loi du 31 mars 1898, M. Vandervelde (2) a rejeté énergiquement toute législation d'exception contre les congrégations : « Eh bien ! à cet égard nous en faisons la » déclaration formelle, d'accord avec notre programme, » nous considérons qu'il serait à la fois inutile et » dangereux d'entrer dans une pareille voie. Nous ne » parvenons pas à comprendre pourquoi l'on empê- » cherait des religieux de s'associer entre eux alors » que l'on autorise des capitalistes à constituer des » syndicats, dirigés à la fois contre les consommateurs » qu'ils rançonnent et les ouvriers qu'ils exploitent ; » pourquoi l'on mettrait hors la loi les trappistes de » Forges ou les bénédictins de Maredsous, voués à » de studieux et rudes labeurs, plutôt que des rentiers » fainéants, des capitalistes passifs, des actionnaires » de sociétés anonymes qui vivent sans travail du

(1) Hauriou, *droit administratif*.

(2) Séance du 14 octobre.

» produit du travail des autres... Donnez-nous la liberté
» la plus large et nous ne songerons pas à contester
» la vôtre. Les formes d'association les mieux adaptées
» au milieu social, aux besoins de la société moderne,
» aux nécessités de l'avenir élimineront fatalement celles
» qui ne répondent plus à ces besoins et qui s'efforcent
» vainement de reconstituer une organisation sociale
» disparue. Nous n'avons pas peur du Sacré-Cœur de
» Montmartre quant à ses côtés nous pouvons avoir
» une Maison du Peuple où l'on enseigne la bonne
» parole socialiste ».

Cette déclaration, qui atteste la confiance en soi-même du parti ouvrier, confiance peut-être exagérée et trop dédaigneuse d'un danger historique, montre en tout cas que la crainte de la mainmorte cléricale opposée à la personnification des unions professionnelle est une raison fort démodée.

3° Enfin, on reproche à la personnification des Unions civiles de ressusciter les corporations disparues, de favoriser les atteintes à la liberté du travail. Mais toute l'histoire du xix^e siècle proteste contre cette interprétation.

On voit que les raisons soulevées contre la personnalité juridique des syndicats n'étaient pas de taille à contrebalancer les motifs qui pouvaient déterminer le législateur à la reconnaître.

D). Elaboration législative.

La Commission du travail nommée en mai 1886 termina ses travaux en décembre, après avoir adopté, entre autres réformes d'intérêt social, la personnifica-

tion des unions professionnelles. Cette commission, composée en majorité de catholiques, mais qui comptait aussi des libéraux d'allure très démocratique, comme MM. Prins et Morisseaux, et même des socialistes, comme M. Hector Denis, était évidemment animée de bonnes intentions. Elle est encore dominée par l'appréhension du collectivisme, elle croit de bonne foi qu'en reconnaissant la personnalité des syndicats le législateur leur accorde un privilège, mais, sous l'impression des événements récents, elle a compris les nécessités de la situation. Le rapport de M. Prins (1) surtout, est remarquable. Sans se faire illusion sur les unions professionnelles, « qui ne donneront pas du pain aux affamés ». M. Prins comprend la nécessité de fournir, par l'organisation, le sentiment de la discipline et du droit aux ouvriers. Il proteste contre ceux qui assimilent le travail à une marchandise quelconque, alors que c'est une marchandise spéciale « où il entre » un élément qui ne peut être négligé, l'être humain, » avec sa famille, ses besoins moraux et toutes les » éventualités de la condition humaine ». M. Prins montre nettement l'importance que peuvent avoir les syndicats pour diminuer la fréquence des conflits et instituer le régime du contrat collectif de travail. Malgré l'avis de la deuxième section, qui avait décidé de réserver la question, et de membres tels que M. Brants, qui limitaient la personnification civile aux syndicats mixtes, la Commission du travail eut la sagesse de suivre son rapporteur et de voter le principe de la personnification civile pour toutes les unions professionnelles.

(1) *Commission du travail de Belgique*, tome III, p. 53, etc.

L'avant-projet qu'elle rédigea est, somme toute, assez libéral.

Le projet déposé par M. Lejeune, ministre de la justice, en 1889, s'inspire des mêmes idées. « Le législateur », dit l'exposé des motifs, « a largement fourni » aux capitaux les moyens d'accroître leur puissance » par l'association, mais ces contrats, dont il a progressivement perfectionné les combinaisons, ne sont » pas à la portée de ceux qui n'ont à demander à l'association que la sauvegarde des intérêts professionnels du travail manuel ».

La même année, M. Degreef publiait dans la *Réforme* (1) une proposition analogue, inspirée elle aussi par le souci de rétablir l'égalité du travail et du capital. Mais le projet le plus intéressant, en 1889, est certainement celui que MM. Ninauve et Vandervelde soutinrent à la Fédération des avocats. Ce projet, d'allures très démocratiques, supprimait l'article 310 du Code pénal, punissait les atteintes à la liberté syndicale, défendait le partage de l'avoir social, réclamait la personification des Fédérations.

L'année suivante (1890), M. Cyr Van Overbegh présentait au III^e Congrès de Liège un projet qui pour faire pièce au socialisme réservait la reconnaissance légale aux syndicats mixtes, mais qui dans ses détails s'inspirait heureusement du projet Ninauve et Vandervelde. Le Congrès de Liège, d'ailleurs, adopta la personnalité morale pour toutes les unions indistinctement. Le rapport de M. Schollaërt, au nom de la section

(1) 14-21 octobre 1889.

centrale, tint compte dans une certaine mesure des observations faites par ces deux projets. (1891).

A la même époque, M. Mahaim (1) dans une thèse soutenue à l'Université de Liège, comparait les diverses législations européennes sur la matière. Avec quelque amère ironie, il montrait la chimère d'une réconciliation des classes, la nécessité d'une « paix armée » entre le capital et le travail, et se prononçait nettement contre la corporation mixte de l'Autriche et pour la trade union anglaise « avec son outillage perfectionné de grèves ». Peu après, M. Vandervelde décrivait dans une série de monographies l'histoire complète et sincère du mouvement syndical ouvrier en Belgique; et, dans une synthèse lumineusement nette, il montrait la décroissance de l'esprit corporatif et l'adhésion fatale des syndicats au socialisme et à la solidarité générale.

En 1894, après la proclamation du suffrage universel, le projet Begerem, inspiré directement du projet Ninauve et Vandervelde est une étape décisive dans cette élaboration législative : il abolit en partie l'article 310, il autorise le commerce, il reconnaît la personnalité des Fédérations. Bientôt, M. Dubois (2), professeur à l'Université de Gand, traçait une peinture remarquable du trade unionism anglais, où la démocratie belge pouvait trouver l'exemple d'une vigoureuse initiative ouvrière, et les conservateurs un tableau rassurant d'une organisation pacifique. —

(1) *Etudes sur l'association professionnelle*. Liège, 1891.

(2) Ernest Dubois : *les Trades Unions et les Associations professionnelles*, 1894.

M. Etienne de Smet (1), à la même époque, montrait toute l'évolution des associations professionnelles au XIX^e siècle, l'injustice des lois sur les coalitions ; il réclamait la personnalité juridique même pour les syndicats des employés de l'Etat et concluait qu'il « n'est pas de facteur plus puissant de la liberté du » travail que la liberté d'association sous la forme de » l'association professionnelle volontaire. »

Mais, en 1895, un adversaire puissant, le Comité central des Industriels entre résolument en ligne. Dans un article paru en 1895, M. de Vergnies, (2) secrétaire de ce Comité, niait l'inégalité du travail et du capital, critiquait le droit reconnu aux unions de faire le commerce, voyait dans le contrat collectif une atteinte à la liberté individuelle, dénonçait le caractère secret des associations professionnelles. Le *Bulletin du Comité central*, jusqu'en 1898, ne cesse de publier des critiques conçues dans le même esprit. La tentative la plus remarquable du Comité central a été faite par MM. Baudoux et Lambert. (3) Dès 1895, ils opposaient au projet du gouvernement une conception toute différente de l'union professionnelle. Très habilement, tout en se déclarant partisans de la liberté et de l'existence civile pour toutes les associations, ils appliquaient aux syndicats ouvriers la forme coopérative, avec les consé-

(1) Etienne de Smet : *L'évolution du mouvement syndical en Belgique*, 1894.

(2) De Vergnies : *les Unions professionnelles. Examen du projet de loi belge*, *Revue sociale politique*, 1895, p. 81.

(3) Baudoux et Lambert : *les Syndicats professionnels et l'évolution corporative*, 1895.

Les mêmes : *les Syndicats professionnels et le régime général des associations modernes*, 1897.

quences qu'elle implique, c'est-à-dire le partage de l'avoir social, la durée limitée, la publicité de la liste des membres. L'influence du Comité central se fit sentir sur la Commission spéciale de la Chambre. Le rapport de M. de Sadeleer n'adopte pas le projet Baudoux-Lambert, mais consacre plusieurs de ses résultats : dépôt de la liste des membres, et des comptes. Il supprime aussi la faculté de faire le commerce et rétablit l'article 310 du Code pénal.

Entre le dépôt du rapport de M. de Sadeleer et les débats parlementaires, l'opinion s'empara du dissentiment du Gouvernement et de la Commission. Dans l'*Avenir social*, (1) M. Vandervelde louait le projet Begerem pour ses couleurs socialistes, et, dans la *Revue catholique* (2), MM. Beekman et Cyr Van Overbegh défendaient aussi le texte du Gouvernement. Cependant M. Dubois, (3) dans la même *Revue sociale catholique*, prenait parti pour la Commission spéciale, et le Comité central continuait son opposition dans des notes et des articles nombreux. Mais, à son tour, le Bærenbond se met en mouvement. M. Mellaerts (4) réclame dans le *Paysan* le droit pour les unions d'industrialiser les produits de leurs membres et une pétition en ce sens est adoptée par toutes les Bærengil-

(1) Vandervelde : *Avenir social*, 1897, p. 309. Le projet de loi sur les unions professionnelles.

(2) Cyr Van Overbegh : *les unions professionnelles devant le Parlement belge*, 1896-1897, p. 5. *Revue sociale catholique*.
Beekman, *idem*, page 33.

(3) Dubois : *Revue sociale catholique*, 1897, p. 79.

(4) Abbé Mellaerts : *Paysan*, mai 1897.

den (1). La ligue démocratique, dans son Congrès de 1897 (2), adopte les mêmes vœux. L'abbé Malherbe, un des chefs de la démocratie chrétienne, dans son *Guide théorique et pratique*, malgré le but confessionnel qui l'inspire, demande une personnification assez large pour laisser aux syndicats ouvriers toute la liberté d'action nécessaire dans sa lutte contre le patronat.

Cette polémique faisait escompter un débat très vif entre le gouvernement et la commission. Mais M. Begerem trahit l'attente générale en se ralliant, dès le début de la discussion, aux propositions de la Commission spéciale. Cependant le gouvernement rencontra une vive opposition des démocrates et des socialistes. Des discours remarquables ont été prononcés, notamment par MM. Vandervelde. Destrée, Anseele, Denis, pour les socialistes ; Hellepute, Renkin, pour les démocrates. L'opposition socialiste réussit à faire effacer l'obligation du dépôt de la liste des membres. Mais les efforts de MM. Hellepute, Renkin et les savantes dissertations de M. Denis ne réussirent pas à faire admettre pour les unions le droit d'exercer le métier. Malgré les vigoureuses lances de M. Anseele on défendit la politique aux syndicats. M. Destrée ne fut pas plus heureux en faisant le procès de l'article 310. Bien mieux, l'intervention de M. Smet de Naeyer, chef du Cabinet, aggrava encore l'œuvre de la Commission spéciale et l'on proscrivit les fonctions mutualistes des unions.

Dès lors, il était certain que les syndicats socialistes

(1) *Paysan* : novembre 1897.

(2) *Ligne démocratique belge* : *Annuaire de 1898*, p. 37, etc.

ne voudraient pas de la personnification civile, dans de pareilles conditions. Cependant le Comité central n'était pas satisfait. Par une requête au Sénat (1) il tenta un coup décisif, il voulut faire échouer la loi. Au nom des « industries charbonnières, verrières etc.. » il protesta. Il dénonça « le caractère secret, le mystère dont s'enveloppent les sociétés ouvrières ». Il réclamait comme condition *sine quâ non* de la personnalité morale la publicité des noms des associés.

Alors au Sénat ces idées trouvèrent des défenseurs dans les libéraux doctrinaires, tels que MM. Bara, Magis, Piret. On invoqua encore la vieille crainte de la main-morte monacale. M. Janson, le sénateur progressiste qui s'est illustré en 1892 au parlement censitaire pour s'être fait le champion du suffrage universel, tout en reconnaissant la nécessité de protéger le travail, reprit le projet Baudoux-Lambert, qui est inapplicable aux unions ouvrières. A une faible majorité ce projet fut repoussé et le Sénat vota, sans y apporter de modifications, la loi du 31 mars 1898.

(1) Requête du Comité au Sénat (9 mars 1898) : *Bulletin du Comité central industriel*, 1898, p. 202. (15 mars 1898).

CHAPITRE PREMIER

PERSONNIFICATION CIVILE DES UNIONS PROFESSIONNELLES

La personnification civile des unions professionnelles est l'aboutissant suprême de la longue lutte qu'elles ont soutenue au ^{xix}^e siècle, d'abord pour se faire tolérer puis pour se faire reconnaître comme organisations légales. Pour comprendre la portée exacte de la loi du 31 mars 1898 il importe donc de préciser le sens de ces mots : personnification civile.

« Personne civile », « personne morale », « personne juridique », ce sont là des expressions commodes qui attestent que la loi reconnaît certains intérêts collectifs, certains droits dont les sujets ne sont pas des personnes physiques. Mais lorsqu'il s'agit de donner une définition précise, l'embarras des auteurs devient grand et leurs opinions divergentes. Cette question tient en effet au domaine de la métaphysique et à celui de l'histoire, autant qu'à celui du droit pur. Elle varie avec les époques et les milieux comme avec les idées et les passions individuelles. Il n'entre pas dans notre pensée de traiter, même d'une façon sommaire, la question générale de la personnification civile (1). Mais

(1) M. Michoud, dans la *Revue de droit public* (1898) donne une synthèse des différentes théories de la personnalité morale.

nous devons rechercher la signification que le législateur a attachée à cette expression. Nous devons aussi examiner quelle est, en l'absence de toute personnification civile, la situation juridique des associations professionnelles. Il est donc nécessaire que nous connaissions, dans une certaine mesure, les opinions soutenues par la doctrine belge sur cette question. Deux noms domineront surtout cet exposé : Laurent et Van den Heuvel.

I. — Diverses théories sur la personnification civile.

1° Elle est une fiction.

2° Elle est une fiction inutile.

3° Elle est une réalité.

II. — Droit des associations à la personnification civile.

III. — Situation juridique des diverses associations.

1° Associations sans personnification civile.

2° Sociétés commerciales.

3° Personnes civiles. (Les unions professionnelles reconnues et le projet Baudoux-Lambert).

I. — Diverses théories sur la personnification civile.

1° *Elle est une fiction.*

La théorie dominante en Belgique, comme en France, celle qui inspire en somme toute la législation et la jurisprudence, c'est que la personnification civile est un privilège, une création de la loi, une fiction juridique. La Constitution de 1830 adopte cette opinion (1) :

(1) Beltjens : *Encyclopédie du droit civil Belge*. II^e partie : *Constitution Belge révisée*, article 20.

Pandectes belges : V^o Association. n^o 6 etc...

elle proclame la liberté des associations mais ne leur reconnaît pas de personnalité. Il est vrai que l'article 4 de l'arrêté provisoire (16 octobre 1830) : « Les associations ne pourront prétendre à aucun privilège » n'a pas été reproduit par la Constitution, Il est également vrai que le projet de Constitution disait : « Les associations ne peuvent être considérées comme personnes civiles ni en exercer collectivement les droits que quand elles auront été reconnues par une loi » et que ce texte a disparu lors de la discussion à la Constituante. Mais la suppression de ces textes a eu seulement pour but de laisser au législateur toute liberté d'accorder la personnification civile sans recourir à une Révision constitutionnelle.

C'est M. Laurent (1) qui a systématisé de la façon la plus rigoureuse cette théorie de la personnalité civile qui se trouve d'ailleurs chez Savigny. C'est lui qui l'a poussée à ses plus extrêmes conséquences. M. Laurent pose en principe que l'homme seul est une personne, que seul il est sujet de droits. Dieu seul, dit M. Laurent, peut créer des personnes, et les créatures en prétendant créer à leur tour ne sauraient faire que des fictions. Cependant il convient parfois, pour une œuvre d'utilité publique et permanente, d'accorder à des établissements certains droits que l'homme possède naturellement. Mais à défaut de Dieu, dont l'intervention est impossible, M. Laurent exige que ce soit au moins la puissance publique, le législateur qui accomplisse ce prodige, cette création d'une personne, qui ne sera d'ailleurs qu'une fiction. Le caractère exorbitant de cet

(1) *Principe de droit civil*, notamment tome I, 188, etc.

acte implique qu'une pareille création ne peut avoir lieu qu'en vue de l'intérêt public et seulement dans la mesure où elle est nécessaire pour assurer le service de cet intérêt public. Passant en revue les diverses personnes morales : Etat, provinces, communes, hôpitaux, fabriques, séminaires, congrégations hospitalières, M. Laurent se refuse même à les appeler des personnes civiles. Il ne fait une différence que pour l'Etat, dont la personnalité civile est une fiction nécessaire. Les autres établissements publics ne sont que des dérivés de l'Etat. M. Laurent fait remarquer que la loi n'emploie jamais l'expression : personnification civile, mais se borne à indiquer ça et là certains droits patrimoniaux qui peuvent être possédés par d'autres que par des individus. (par ex. 538, 542, 619, 910, 937, C. civil). Cela veut dire, d'après M. Laurent, que la loi seule peut donner des droits à d'autres qu'à des personnes physiques. L'Etat lui-même n'a d'autres droits que ceux que la loi lui accorde.

Quant aux sociétés commerciales, que l'on considère habituellement comme des entités juridiques, elles ne sont, à plus forte raison, pas de vraies personnes pour Laurent. Ici encore le caractère fictif de la personnalité apparaît, puisque les droits des associés sur l'avoir social sont nettement conservés et qu'une fois la société dissoute, l'état de copropriété indivise renaît. Cette idée a été très bien exposée par M. Labbé (1). Cet auteur, tout en reconnaissant aux personnes morales du droit public une capacité générale, pose une distinction très nette des établissements publics, véritables

(1) Note dans Sirey. 1881. 2. 249.

personnes civiles, et des sociétés commerciales dont la personnification n'est qu'une « forte concentration de droits individuels », « un voile qui cache un temps » le fait de la copropriété, voile qui se dissipe à la dissolution pour laisser reparaitre la réalité, c'est-à-dire » la juxtaposition de droits individuels en état d'indivision. »

Ainsi, soit qu'il s'agisse de l'Etat, d'établissements publics ou de sociétés commerciales, la théorie traditionnelle considère la personnalité civile comme une fiction. Tantôt cette fiction recouvre une copropriété d'associés, tantôt elle n'est qu'une spécialisation d'un service public, une autonomie plus grande accordée à une administration. Quand la fiction disparaît, la réalité se manifeste à nouveau : c'est-à-dire un patrimoine indivis que les intéressés se partagent ou des biens sans maître qui appartiennent à l'Etat par droit de deshérence (art. 713. C. civil).

Cette théorie est en somme fondée sur deux concepts qui dominant le droit de la Monarchie française et de la Révolution, idées qui semblent se contredire mais qui sont pourtant historiquement liées, le culte de l'individu et la souveraineté de l'Etat. Dans la Monarchie du XVIII^e siècle le Roi est le maître absolu, c'est un être providentiel qui est au-dessous de Dieu mais qui est fort au-dessus des autres hommes. Dans la République, la souveraineté populaire est inaliénable, indivisible, infaillible et ne tolère aucune puissance rivale. Nous trouvons la même conception de l'Etat chez Laurent : il n'y a qu'une seule personne civile nécessaire, l'Etat : les autres ne sont que des dérivés. Mais aussi cet Etat absolu n'est en réalité

que la force publique d'une société individualiste. L'Etat n'est qu'un policier; toute fonction de production ou d'échange des richesses est dans le domaine privé des citoyens et la puissance théoriquement limitée du souverain est en fait sous la tutelle des possesseurs du sol et des industries. De là, cette notion de la personnalité civile réduite chez Laurent aux provinces, aux communes, aux hôpitaux, aux fabriques, aux congrégations hospitalières, c'est-à-dire à des services indispensables ou traditionnels. De là aussi, cette conception individualiste de la personnalité des sociétés commerciales qui ne sont pas des personnes de mainmorte mais des groupements accidentels contractés par les individus pour mieux satisfaire leurs intérêts privés.

La théorie de Laurent n'est donc pas inexacte comme on le dit souvent. Elle correspond à une conception politique qui a été celle de la Monarchie et de la Révolution française et qui domine encore notre système social, celle de l'Etat souverain au service d'une classe possédante. Ce qu'il y a de bon dans cette opinion c'est qu'elle proclame la souveraineté de l'Etat, c'est qu'elle subordonne la personnification civile à l'intérêt public. M. Laurent (1), suivant nous, a raison de dire que la Constituante en sécularisant les biens du clergé n'a fait qu'appliquer les principes élémentaires du droit : « Vainement crie-t-on à la spoliation », dit-il. « Il n'y a personne de spolié là où il n'y a pas » de propriétaire. Or les corps et établissements publics ne possèdent pas comme propriétaires; ils

(1) *Principes du droit civil*. 1. 316.

» possèdent à titre de service ou de fonction sociale ;
» les biens qu'ils possèdent appartiennent donc en
» réalité à l'Etat comme organe de la société. Il peut
» en disposer comme il l'entend. Doit-il respecter les
» intentions des fondateurs ? Oui si elles se concilient
» avec l'intérêt général. Non si elles le compromettent.
» Et qui est juge de cette question ? la puissance sou-
» veraine de la nation. »

Malheureusement par la conception qu'elle se fait de l'Etat et de l'intérêt public, l'opinion traditionnelle heurte les besoins modernes. La notion de l'Etat centralisateur et policier est contraire aux aspirations démocratiques. Non seulement l'Etat tend à reconnaître une véritable autonomie aux provinces, aux communes et constitue en établissements publics autonomes des services autrefois sans personnalité (musées, universités) mais il étend chaque jour ses attributions dans le domaine de la mutualité (pensions, retraites) de l'industrie (chemins de fer, etc.), de la banque (postes). Il devient beaucoup moins « gouvernement des hommes » pour devenir de plus en plus « administrateur des choses ». Cette extension et cette modification de son rôle sont évidemment de nature à changer la notion des intérêts publics. Par un mouvement parallèle, on s'habitue à voir dans les œuvres de l'initiative individuelle autre chose que des institutions privées, on dégage le sentiment altruiste qui les inspire, on leur assigne un caractère d'intérêt social. En résumé, par cette action combinée de l'Etat qui se décentralise et se démocratise et de l'initiative privée qui fonde des œuvres où l'esprit individualiste ne domine plus essentiellement, la distinction de l'intérêt public et de

l'intérêt privé s'atténue et tous deux tendent à venir définitivement se fondre dans la zone des intérêts sociaux qui inspirent de nombreuses associations, telles que les mutualités et les unions professionnelles. Le service public détaché de l'administration centrale et érigé en établissement autonome, et l'association privée s'élevant à un rôle d'utilité collective contribuent également à former une même catégorie de personnes morales, soustraites à toute tutelle gouvernementale, mais rattachées aux intérêts généraux de la collectivité.

La théorie de Laurent, qui ne voit parmi les personnes civiles que des administrations rendues un peu plus autonomes mais soumises encore à une tutelle étroite du pouvoir central ou des congrégations constituées par une puissance rivale mais annexées de force au domaine public, et des institutions d'ordre tout à fait privé, formées par l'intérêt égoïste des associés, ne répond plus aux nécessités modernes. Elle laisse, en dehors de la légalité, tout un monde d'organisations qui répondent à des intérêts sociaux incontestables, par exemple, les unions professionnelles.

2° La personnification civile est une fiction inutile.

En face de la théorie traditionnelle, si rigoureusement soutenue par Laurent, se place l'opinion tout à fait opposée de M. Van den Heuvel. Ce qui inspire Laurent, c'est la crainte de la mainmorte monacale, c'est la guerre aux couvents. M. Van den Heuvel, professeur à l'Université de Louvain, est au contraire un partisan convaincu de cette liberté de vivre que réclament les catholiques pour leurs œuvres.

M. Van den Heuvel nie la personnification civile. C'est une fiction ridicule et inutile, comme toutes les fictions d'ailleurs, et qui doit disparaître. Les conséquences que l'on déduit généralement de cette fiction peuvent s'expliquer sans elle.

Au lieu de prendre pour type de la personne civile l'établissement public, à qui l'on a conféré une autonomie relative, M. Van den Heuvel choisit pour point de départ de sa théorie la Société commerciale. Il cite les conséquences que l'on s'accorde généralement à tirer de la personnalité civile de ces sociétés et qui se réduisent à trois principales :

- a) caractère mobilier du droit des membres,
- b) représentation en justice de la société par un gérant,
- c) distinction entre le fonds social et le capital des associés.

Or, prétend M. Van den Heuvel, ces conséquences s'expliquent sans que l'on fasse intervenir le « *deus ex machina* » de la personnification civile.

a) Le caractère mobilier des actions et des parts d'intérêts (article 529, Code civil) est un privilège accordé aux sociétés commerciales pour des raisons d'utilité pratique, pour faciliter la circulation de ces valeurs.

b) La représentation en justice a lieu dans la faillite, dans les successions vacantes où il n'y a pas d'être juridique, de l'avis des meilleurs auteurs. M. Van den Heuvel fait aussi remarquer que la règle : « Nul ne plaide par procureur » a été fortement réduite par la jurisprudence qui admet que le président d'une société civile plaide pour ses co-associés en faisant figurer

leurs noms dans l'instance, et que les intéressés renoncent à se prévaloir de la maxime. Cette règle peut donc s'exprimer ainsi : les associations non reconnues peuvent ester en justice à condition que le mandataire nomme les sociétaires intéressés, mais les associés peuvent aussi renoncer à cette règle. Or, dans les sociétés communales, la loi se contente d'une désignation collective. Elle présume la renonciation qui ailleurs doit être expresse. Il n'y a pas besoin, pour expliquer ce phénomène juridique, d'imaginer que les sociétés commerciales sont des personnes civiles. Il suffit de dire qu'elles sont des associations privilégiées.

c) La séparation des patrimoines des associés et du patrimoine social, qui fait que celui-ci est le gage des créanciers sociaux, a lieu aussi dans la succession sous bénéfice d'inventaire qui n'est pas une personne civile. M. Van den Heuvel dit que le droit d'aliéner implique celui de donner à un créancier un droit de préférence sur certains biens ou de soustraire certains biens à l'exercice de son droit de gage général. Or, dans les sociétés commerciales, la loi fait elle-même cette présomption. Elle admet la spécialité du gage.

Ainsi les supériorités que présente la société commerciale sur la société civile et qu'on a l'habitude d'attribuer à la personnification civile s'expliquent sans elle. Il suffit de reconnaître que la loi a privilégié ces sociétés à divers points de vue. M. Van den Heuvel conclut qu'historiquement la personnalité morale est une hypothèse qui perd de plus en plus de terrain à mesure qu'on donne des explications plus vraies des phénomènes juridiques et que théoriquement elle est

un ensemble de privilèges accordés à certaines associations pour leur faciliter la pratique des affaires.

La conséquence la plus importante de cette constatation est que les associés sont les vrais propriétaires, M. Van den Heuvel ne se contente pas de dire comme M. Labbé que la personnification est un voile qui recouvre la propriété des associés, il dit que les associés sont co-propriétaires de l'avoir social. D'ailleurs l'auteur applique cette affirmation aussi bien à l'Etat et aux communes qu'aux sociétés commerciales. Il invoque à l'appui de son opinion l'article 542 du code civil. « Les biens communaux sont ceux à la propriété » ou au produit desquels les habitants d'une ou plusieurs communes ont un droit acquis. »

La théorie de M. Van den Heuvel soulève de fortes critiques. On conteste (1) d'abord les explications qu'il donne du caractère mobilier des actions, de la séparation des patrimoines, etc... Mais ces explications nous paraissent au contraire très plausibles et en tout cas elles peuvent être perfectionnées. L'essentiel est d'avoir montré que l'explication de ces phénomènes pouvait être trouvée ailleurs que dans une fiction qui n'explique rien. Le vice du système exposé par M. Van den Heuvel, c'est d'avoir pris pour point de départ d'une argumentation, destinée à ruiner le mythe de la personnalité civile, l'association commerciale dont la personnalité est précisément des plus contestables. C'est méconnaître la distinction si bien posée par M. Labbé de la société, simple concentration de droits individuels, et de l'établissement, représentant d'intérêts

(1) Michoud : article cité.

sociaux et permanents. — Dire que l'Etat, les communes sont la co-propriété des habitants, cela nous semble contraire à la réalité des choses, en tout cas, à l'utilité générale. C'est précisément la faute de la Révolution d'avoir appliqué aux Communaux cette conception de la personnalité morale. La commune n'appartient pas à ceux qui l'habitent maintenant, elle a une utilité permanente et collective qui s'applique à la Nation dont elle est un élément de grandeur. Son patrimoine, legs des générations passées, appartient indistinctement à toutes les générations futures sans que l'une de celles-ci ait le droit d'en disposer.

Mais, à côté de cette infériorité théorique, l'opinion de M. Van den Heuvel, qui est une thèse éminemment libérale, a les plus heureuses conséquences pour les associations privées.

a). En affirmant l'inutilité de la personnification civile, en montrant qu'elle se réduit en somme à la présomption légale de quelques résultats contractuellement accessibles, elle mène à cette conclusion que la personnification civile devrait être le droit commun et que le législateur, au lieu d'en faire une faveur gouvernementale, devrait la reconnaître à toutes les associations.

b). Au lieu de restreindre le pouvoir des personnes civiles à quelques droits parcimonieusement accordés par la loi, cette théorie leur donne une capacité qui ne connaît d'autres limites que celles mises à la liberté des conventions. Elle aboutit donc à assimiler la capacité des personnes civiles à celle des personnes physiques.

c). Surtout elle permet aux associations qui n'ont pas

obtenu la personnification civile de contracter, de posséder, de se développer sans qu'on puisse à chaque instant leur opposer la nullité de l'être juridique.

3° La personnification civile est une réalité

Si la personnification civile ne doit pas être une simple création de l'État, mais si elle n'est pas non plus une simple copropriété, il faut admettre qu'elle a une réalité et que le législateur ne saurait, sans commettre lui-même une fiction, tenir pour fictive cette personnalité collective ou y voir une simple juxtaposition d'individus.

La doctrine belge semble admettre de plus en plus la réalité de la personnification civile. Mais elle ne présente pas, comme la doctrine allemande, des tentatives approfondies de systématisation de la personnalité morale. Il faut seulement noter qu'à part les libéraux doctrinaires qui restent attachés aux idées de Laurent on s'habitue maintenant à voir dans les personnes civiles autre chose que des dérivés de l'Etat ou des copropriétés indivises. La discussion de la loi du 31 mars 1898 fournit des exemples de cette nouvelle manière de penser. C'est ainsi que le rapporteur de la commission spéciale, M. de Sadeleer a reconnu formellement la réalité de la personnalité juridique, comme le prouve le passage suivant des Annales parlementaires (1).

M. de Sadeleer. — « Une personnalité civile qui est créée par la loi.....

(1) Séance du 28 octobre 1897.

M. Hellepute. — « Reconnue !

M. de Sadeleer. — « En effet, reconnue est plus »
 » juste. Je sais qu'il y a une différence au point de vue »
 » du droit, et, comme vous, je suis plutôt partisan du »
 » droit germanique sur la matière que...

M. Hellepute. — « Ah ! très bien !

M. de Sadeleer. — « ... que du système qui a été sou- »
 » tenu par feu M. Laurent et qui consiste à ne regarder »
 » ces êtres juridiques que comme de pures fictions, »
 » vis-à-vis desquelles l'Etat est le maître absolu. »

De même, le sénateur socialiste, M. Picard (1), direc-
 teur du *Recueil des Pandectes belges*, a dit :

« Elles (les unions professionnelles, les mutualités), »
 » étaient nées, elles étaient sorties des entrailles de la »
 » nation comme un enfant sort des entrailles de sa »
 » mère pour recevoir, lui également, à sa naissance, la »
 » *toga civilis*, c'est-à-dire la personnalité civile dans le »
 » sens légal du mot.

» Ce sont là des réalités, non des fictions... »

Ces diverses citations ne nous renseignent pas, on le voit, sur la conception que les juristes belges se font de la personnalité civile. Leur véritable intérêt, c'est en somme d'affirmer que la personnalité civile est un droit pour les associations et non pas un privilège.

II. — DROIT DES ASSOCIATIONS A LA PERSONNIFICATION CIVILE

La personnalité civile, qui, dans l'opinion traditionnelle, est une faveur législative, nous apparaît, au contraire, comme le corollaire logique de la liberté

(1) Séance du 22 mars 1898.

d'association, si nous lui attribuons un caractère réel. On exprime encore cette idée en disant qu'il ne suffit pas d'accorder aux associations le droit d'exister si on leur refuse celui de vivre. S'il est impossible de trouver dans la doctrine belge une théorie nette de la personnalité morale, on y rencontre souvent cette idée exprimée que la personnalité morale est un droit pour les associations (1).

Lors de la discussion parlementaire sur les unions professionnelles cette opinion a été affirmée à droite et à gauche par des catholiques comme par des socialistes.

M. de Broqueville (2), catholique, a dit : « La liberté » d'association n'est combattue par personne dans ce » pays. Notre droit public la proclame et dans notre » droit privé nous refusons à ces associations la vie » juridique. C'est à peu près comme si après avoir » proclamé que l'homme est libre, nous allions lui » refuser la vie du droit. En effet, la notion de la personnalité du groupement est tout aussi fondée, tout » aussi rationnelle que celle de la personnalité de l'individu. Et vraiment ceux qui refusent aux associations » l'existence de fait me paraissent ressembler un peu » à ces hommes qui n'ont pas le courage de regarder » la liberté en face... »

Avant lui, M. Vandervelde (3) avait dit : « Ce que » nous réclamons maintenant, c'est que la personnalité » civile cesse d'être un privilège pour devenir le droit

(1) Voyez notamment Prins : *l'organisation de la liberté et le devoir social*, chapitre 6.

(2) 27 octobre 1897.

(3) 14 octobre 1897.

» commun. Nous voulons compléter l'œuvre de la
 » Révolution française en accordant à toutes les corpo-
 » tions non plus seulement le droit d'exister mais la
 » possibilité de vivre sous un régime légal qui favorise
 » leur développement ».

Mais si le législateur tend à reconnaître volontiers qu'il ne crée pas la personnalité civile, nous ne devons pas pourtant exagérer l'importance de cet événement. Le législateur restant l'interprète souverain des faits dégage avec un pouvoir discrétionnaire la notion de la personnalité civile et réglemente comme il l'entend cette personnalité. Pour nous en convaincre, achevons le dialogue de MM. Hellepute et de Sadeleer que nous avons déjà cité.

M. de Sadeleer. — « Je ne pense pas que l'honorable
 » M. Hellepute ira jusqu'à déclarer que l'union profes-
 » sionnelle peut faire tout ce qu'elle veut et qu'elle ne
 » doit pas être réglementée.

M. Hellepute. — « Pas plus que l'individu !

M. de Sadeleer. — « Vous défendez cette thèse, mais
 » jusqu'à vous personne ne l'a fait, et si vous voulez
 » être logique vous devez voter contre les trois-quarts
 » des dispositions du projet ».

Les paroles suivantes, prononcées par le chef du cabinet, M. Smet de Nayer (1), sous l'influence encore puissante de la théorie traditionnelle, sont encore plus significatives :

« La Chambre dira si elle veut accorder la personni-
 » fication civile à n'importe quelle association en vue
 » d'opérations quelconques, ou si elle entend au con-

(1) 26 novembre 1897.

» traire restreindre le privilège (*sic*) de la personnification civile dans les limites que comportent la raison, » la justice et les intérêts bien compris des classes » laborieuses. »

En somme, c'est bien moins entre ceux qui reconnaissent la personnalité morale des associations et ceux qui la nient, qu'entre les partisans de leur capacité illimitée et ceux qui veulent la restreindre, que se poursuit le débat séculaire sur la liberté d'association.

III

SITUATION JURIDIQUE DES DIVERSES ASSOCIATIONS (1)

1° *Des associations sans personnification civile.*

Les associations qui n'ont pas obtenu la personnification civile sont très nombreuses en Belgique. Parmi elles se trouvent tous les syndicats ouvriers, à part quelques syndicats chrétiens, et la plupart des corporations agricoles. Or, suivant que l'on adopte les idées de Laurent ou celles de Van den Heuvel, la capacité de ces associations, de ces syndicats non reconnus, varie beaucoup.

Pour Laurent et les adversaires de la mainmorte (2) toute association non reconnue est un « non être » incapable de droits. Le contrat d'association est illicite dans sa cause, nul de nullité radicale :

1°) Comme voulant créer un être moral, ce qui est

(1) Voyez Pandecte. V^o Association.

(2) Par exemple : Orts. *l'incapacité civile de Congrégations non autorisées*,

illicite puisque ce droit est réservé à la puissance publique et impossible puisque pareille création est nécessairement un non être.

2°) Parce qu'il n'a pas pour but un intérêt pécuniaire, un partage de bénéfices.

Les conséquences principales de cette nullité radicale sont :

1° Chacun des membres de l'association peut revendiquer quand il lui plaît ses apports et les bénéfices que ceux-ci ont procurés à la communauté (1).

2° Les héritiers d'un associé ont le droit de réclamer les choses qui sont entrées dans l'association du chef de leur auteur.

3° Les dons et legs faits directement ou indirectement aux associations sont radicalement nuls. Les donateurs restent propriétaires et peuvent revendiquer. Laurent enseigne qu'après trente ans l'action des donateurs est prescrite et que les biens appartiennent à l'Etat comme déshérents puisque l'association ne peut pas acquérir par prescription. — Laurent dit même que dans la rigueur du droit la même solution doit s'appliquer aux acquisitions à titre onéreux faites par les associations (2).

4° Les clauses statutaires par lesquelles le président et le conseil d'administration ont mandat de représenter les associés ne sont pas valables. Les contrats passés par les directeurs n'engagent qu'eux-mêmes. Les actions en justice ne peuvent être intentées ni par le conseil d'administration, ni même par tous les associés qui agiraient, dans ce cas, pour un non être (3).

(1) Laurent. *Principes de droit civil*, XXVI, 201.

(2) Laurent, XI, 180 et XXVI, 203.

(3) Laurent. XXVI, 186.

5° Quant à la situation des biens de l'association, au moins de ceux qui ne constituent pas des apports d'associés ou dont le vendeur ou donateur ont laissé prescrire leurs droits, on dit généralement qu'ils sont la propriété des associés et que chacun d'eux peut à tout instant invoquer l'article 815 du Code civil et réclamer le partage. Laurent admet bien cette théorie pour les sociétés d'agrément mais la repousse pour les couvents dont les biens sont un patrimoine sans maître et appartiennent à l'Etat, puisque dans la pensée de religieux c'est l'être moral qui devait posséder et que cet être moral est inexistant.

Il est évident que si l'on appliquait rigoureusement une pareille théorie les unions professionnelles ne pourraient subsister sans personnalité civile.

M. Van den Heuvel, au contraire, considère le pacte d'association comme un contrat innommé, valable aux termes de l'article 1107 du Code civil. Il réfute la prétention de ceux qui exigent un intérêt pécuniaire pour que le contrat de société soit valable. De ce que l'article 1832 exige un pareil intérêt dans toute société civile, il ne résulte pas que le contrat d'association soit nul quand il n'a pas un objet lucratif. La vérité c'est que la société civile et le pacte d'association sont deux contrats analogues mais distincts, l'un décrit spécialement par le Code, l'autre innommé, valable au nom de la liberté des conventions une fois qu'il ne déroge pas à une prescription d'ordre public. Or ce n'est pas violer une loi d'ordre public que de chercher à constituer, par voie détournée, une personne morale puisque la personnification est une vaine fiction. Il n'y a aucune usurpation sur les prérogatives de l'Etat. Le

contrat d'association est donc valable pour M. Van den Heuvel et il en déduit de très heureuses conséquences.

1. *Droits réels.* — Les associations peuvent posséder valablement un local, une caisse, tout ce qui est nécessaire à la vie en commun, au fonctionnement de l'œuvre à la propagande des idées, etc.

2. *Droits personnels.* — Les membres sont tenus de leurs engagements tels qu'il sont fixés par les statuts (apports ; cotisations ; accomplissement de certains actes personnels tels que l'assiduité aux séances ; amendes qui sanctionnent les infractions à ces engagements) Le mandat des administrateurs tel qu'il résulte des statuts ou d'un vote conforme aux statuts est valable. La responsabilité des sociétaires peut être limitée à leur mise sociale. Ce résultat doit même se présumer, puisqu'il est conforme à l'usage.

3. *Partage.* — Lorsqu'un associé, démissionnaire ou exclu, quitte la société il ne peut invoquer l'article 815 et réclamer le partage. En effet on peut convenir que tout membre, en quittant la société, perd ses droits sur l'avoir social. Cette clause se présume quand elle est conforme au droit commun et à l'équité.

4. *Droit d'ester en justice.* — Un membre peut agir pour tous les autres quand il en a mandat et fait figurer leur nom dans l'instance ou quand les intéressés renoncent à invoquer l'adage : nul ne plaide par procureur. Il le peut certainement quand il s'agit d'une créance indivisible ou solidaire. Par exemple la cotisation d'un membre peut être réclamée par n'importe quel autre membre.

5. *Prescription.* — Si on oppose à l'association qu'elle ne peut prescrire, faute de personnalité civile (par

exemple un don frappé de nullité pour interposition), elle répondra que les membres peuvent prescrire en commun.

Il faut convenir qu'une pareille théorie laisse les coudées franches aux Congrégations. Elle les met à l'abri des présomptions d'interposition qui font annuler les libéralités qu'on leur adresse ou les acquisitions qu'elles contractent. Elle reconnaît la validité des clauses de reversion, c'est à dire de ces conventions par lesquelles sept ou huit religieux en faisant une acquisition stipulent qu'elle aura lieu au profit du dernier survivant et se réservent le droit de faire entrer de nouvelles personnes dans la tontine, de sorte que la Congrégation reste propriétaire sans mutations apparentes.

Mais aussi ce système accorde une large capacité aux associations laïques, notamment aux syndicats. Droit de posséder sans recourir à des hommes de paille, droit de contracter, droit d'ester en justice ; protection de l'avoir social contre les tentatives malveillantes de dissolution ; sanction civile des engagements pris pour assurer la discipline de l'association, toutes ces garanties bienfaisantes sont données à l'union professionnelle non reconnue par le seul fait de ses statuts.

Entre ces deux théories opposées la jurisprudence hésite : les arrêts sont contradictoires si la règle « Nul ne plaide par procureur » est écartée dans une large mesure (1), la théorie de M. Van den Heuvel est loin

(1) Cour de Bruxelles, 27 nov. 1891. B. J. 1894, 374, admet une action en paiement de pension contre les administrateurs d'une société mutualiste.

d'être admise par les tribunaux, et tandis qu'en dépit de toutes les nullités juridiques imaginées par Laurent, les couvents subsistent, se multiplient, développent leurs richesses, tandis que de l'aveu même de Laurent (1) « la fraude » de la loi, par les Congrégations, « réussit malgré la jurisprudence qui la frappe de nullité », les syndicats socialistes pour faire un atelier de chômage doivent recourir à l'expédient des hommes de paille (2) !

2° *Sociétés commerciales* (3).

Dans la législation belge les sociétés commerciales forment un type intermédiaire entre les associations qui n'ont pas de personnalité juridique et les établissements publics. Elles constituent des « individualités » distinctes de celles de leurs membres, elles ont l'« existence civile » et non pas une véritable personification civile. Deux différences capitales séparent les sociétés commerciales et les établissements publics au point de vue de leur capacité.

1° La durée des sociétés commerciales est limitée, Dans les Sociétés de personnes (société en nom collectif, commandite simple) elle est régie par le Code civil qui permet à chaque associé de mettre fin au pacte social, et dans les sociétés par actions la loi de 1873 a

(1) Laurent, I, 298.

(2) Vandervelde : *Corollaires juridiques*, à la fin de son Enquête sur les associations professionnelles.

(3) La loi de 1873 refuse toute individualité juridique aux sociétés civiles. Voir Guillery. Commentaire de cette loi en 3 volumes.

rendu la dissolution obligatoire après une période maxima de 30 ans. (Articles 71, 76, 88 et 89).

2° Elles ne peuvent recevoir de libéralités.

C'est donc l'opinion exprimée par M. Labbé sur la société commerciale « forte concentration de droits individuels » qui est consacrée par le législateur belge. Au contraire la jurisprudence française reconnaît une véritable personnalité morale aux sociétés commerciales et même civiles. Elle admet leur aptitude à recevoir des libéralités (1).

Nous préférons la solution de la jurisprudence française à celle de la loi belge. S'il est vrai que la théorie de M. Labbé est exacte quand il s'agit d'une société de personnes, par exemple d'une petite entreprise en nom collectif, elle s'applique moins bien aux vastes sociétés anonymes, aux grandes compagnies industrielles ou de transport. Assurément les mines, les verreries sont encore de la propriété privée, mais les Compagnies qui les exploitent sont autre chose qu'une juxtaposition d'actionnaires, Elles sont en quelque sorte des gouvernements économiques. La fosse, la verrerie produisent pour une consommation permanente, elles groupent tout un monde de salariés, avec un cadre de directeurs, de contre-maîtres ; avec des corons, des cantines, parfois des œuvres humanitaires : crèches, hospices, écoles. Ce qui est essentiel dans ces grandes sociétés anonymes ce ne sont pas les associés, c'est l'œuvre elle-même. La masse des actionnaires, à part quelques-uns, ne sont que des commanditaires. Que l'on suppose, par un effort d'imagination qui n'a rien d'excessif, une transforma-

(1) Voir plus loin, chapitre XII.

tion collectiviste de la société. L'État aura remplacé les actionnaires, le gouvernement de l'usine ou de la mine sera moins despotique, mais l'œuvre subsistera avec le même aspect général. Il y a donc, dans les grandes sociétés capitalistes, une véritable personne civile qui répond à une utilité permanente et l'on peut dire, en modifiant la formule de M. Labbé, que la » copropriété des actionnaires est un fait accessoire » qui voile la personnalité civile de l'exploitation ».

Toutefois il est incontestable que la loi belge n'a accordé aux sociétés commerciales qu'une individualité restreinte qui n'est pas la vraie personnalité civile des établissements publics. C'est précisément cette individualité restreinte, sans perpétuité, sans aptitude à recevoir des dons ou des legs, que le projet Baudoux-Lambert voulait accorder aux unions professionnelles.

3° Personnes civiles.

Les unions professionnelles reconnues et le projet
Baudoux - Lambert.

Un avantage incontestable de la théorie de Laurent c'est qu'elle distingue nettement l'être moral et les associés qui le composent et qu'elle n'accorde à ceux-ci aucun droit sur le patrimoine de celui-là. C'est par là en effet que l'établissement d'utilité publique, c'est-à-dire l'œuvre d'initiative privée mais de portée sociale s'affirme comme une entité juridique, tandis que la société commerciale reste une simple combinaison de droits individuels. La capacité de recevoir des libéralités, la perpétuité de l'association ne sont pas des caractères irréductibles de la personnalité civile. Au

contraire — bien qu'en législation positive ce principe soit souvent méconnu — le fait que les associés ont renoncé à tout droit sur le patrimoine social, et qu'une fois l'œuvre finie, ce patrimoine restera dans le domaine collectif, ce fait atteste une véritable main-morte, une vraie personnalité morale. — La loi du 31 mars 1898 a le mérite d'avoir appliqué ces principes (art. 4 et 16).

A) Capacité générale des personnes civiles. — Mais il ne suffit pas pour préciser la portée de la personnification civile de dire qu'elle constitue un être distinct des associés, un patrimoine collectif soustrait à l'appropriation individuelle. Il faut encore déterminer les pouvoirs de cette personnalité. Mais alors la théorie de Laurent offre une conception si étroite de l'intérêt public, si autoritaire de l'État que nous devons rejeter ses déductions et attribuer à l'être moral la large liberté que lui donne la théorie de M. Van den Heuvel.

Laurent ne se contente pas de refuser aux personnes morales toute capacité en dehors de leur objet, de défendre sévèrement aux établissements publics d'empiéter sur leurs attributions réciproques, en un mot de les régir très étroitement par le principe de la spécialité. Dans la sphère même de leurs attributions, il ne leur reconnaît que des droits limités, ceux-là seuls que la loi leur accorde expressément. Il en est ainsi, même pour l'État : la propriété nationale est inaliénable, c'est une propriété vinculée.

On comprend qu'une pareille théorie, gênante pour les hôpitaux, les fabriques d'église, etc., ne saurait convenir lorsque l'État érige en personne civile ses

Universités ou reconnaît la personnalité civile à des unions professionnelles. Aussi la plupart des auteurs assimilent la capacité des personnes civiles à celle des personnes physiques. Par cela même que la personnalité civile est accordée à une association ils posent en principe que cette association a tous les droits qui appartiennent aux individus, sauf évidemment ceux qui sont incompatibles avec sa nature spéciale ou qui lui sont retirés formellement par la loi. — Cette opinion, qui est celle de la jurisprudence française, a été exprimée très nettement en Belgique par l'exposé des motifs de M. Begerem. « Il est inutile, dit-il, de proclamer que les unions qui jouissent de la personnalité civile peuvent ester en justice et posséder. Ce sont des prérogatives naturelles à toute personne appelée à la vie juridique. Leur reconnaître expressément ces droits qui découlent de leur existence même sans parler des autres multiples, que suppose l'existence civile, c'est éveiller la tentation de nier ceux-ci sans profit pour ceux-là »

Mais jusqu'où doit-on pousser cette assimilation des personnes physiques et des personnes morales. Peut-on accorder à une association quelconque une compétence illimitée ? Ou bien, tout en laissant à chacune l'emploi de tous les procédés juridiques, ne faut-il pas restreindre sa capacité au rôle qui lui est assigné par ses statuts et par la loi organique de cette association. C'est à cette distinction que s'arrêtent la plupart des auteurs (1), et c'est elle que, pour notre part, nous

(1) Piébourg : De quelques questions sur les personnes civiles. — *Revue de législation française et étrangère*, 1876, pages 82, 217 et 485. — Beudant, note. Dalloz, 1879, 1, 5.

adoptons. Il nous semble impossible en effet de reconnaître à une association quelconque des pouvoirs illimités. Nous ne saurions admettre qu'un orphéon de campagnards puisse faire des achats d'engrais ou de semences pour ses membres. Ici encore il faut considérer dans l'association l'intérêt social auquel elle correspond. De même qu'un acte administratif ou judiciaire est nul lorsqu'il est fait par un fonctionnaire incompétent, ainsi il en sera des actes des associations. Ce principe, qui paraît limiter assez étroitement la capacité des personnes civiles, est au contraire assez flexible.

1° Si une personne civile ne doit pas dépasser les attributions de sa fonction, de même qu'un fonctionnaire ne peut empiéter sur celles d'un autre fonctionnaire, rien ne l'empêche de placer ses économies, son capital dans des œuvres qui dépendent d'une autre association. Ainsi une société de musique ne peut pas faire du commerce mais rien ne l'empêche d'être actionnaire d'une coopérative de consommation. Le principe de la spécialité, tel que nous l'entendons, ne fait pas obstacle à une propriété illimitée.

2° Puis deux sortes d'associations, les sociétés commerciales et les unions professionnelles, ont à notre avis une capacité presque illimitée. La sphère d'action d'une société commerciale doit être aussi vaste que celle d'un individu commerçant. Comme lui elle peut avoir des possessions illimitées, gérer des œuvres accessoires à l'entreprise : écoles, crèches, hôpitaux, etc... Ceci est encore plus vrai des unions professionnelles. Dans une législation idéale, la protection du métier, qui est leur but, devait logiquement englober l'exercice

du métier, et même des œuvres destinées à l'amélioration matérielle, intellectuelle ou morale des travailleurs (cercles, écoles, mutualités).

B) Capacité de l'union professionnelle. — Il n'y a guère qu'un intérêt théorique à dégager de la notion de la personnalité civile les attributions des personnes civiles et notamment des unions professionnelles. La loi du 31 mars 1898 a précisé en effet les limites dans lesquelles l'union professionnelle jouirait de la personnification civile. Elle ne lui a pas reconnu, tant s'en faut, la capacité normale. Elle lui a interdit la mutualité, le commerce, la politique. Elle a limité ses propriétés immobilières.

Une conséquence de ces prohibitions et restrictions c'est que souvent les unions professionnelles pourront sortir de leur rôle légal, accompliront des actes que la loi leur interdit, posséderont des immeubles auxquels elles n'ont pas droit. D'après la conception que nous avons exposée de la personnalité civile nous serions tentés de dire que si une union professionnelle fait du commerce ou de la mutualité ces actes ne seront pas nuls. De même nous dirions que les immeubles qu'elle acquiert deviennent sa propriété, malgré les prohibitions légales.

La loi de 1898 admet bien nos conclusions sur ce dernier point. Elle frappe de déchéance l'union qui acquiert des immeubles au-delà des limites permises mais reconnaît la validité de ces acquisitions. Mais elle n'admet pas que les opérations commerciales ou mutualistes accomplies par l'union soient valables, ou du moins qu'elles soient réputées accomplies par l'union. L'intention bien nette de la majorité conservatrice qui

a voté la loi (1) a été de rendre l'union professionnelle réellement incapable en dehors des attributions strictement professionnelles.

Il faut ajouter que cette loi ne s'est pas contentée de restreindre étroitement la capacité normale des unions professionnelles. Elle a limité leur pouvoir d'accomplir certains actes même dans la sphère de leurs attributions. C'est ainsi qu'elle a soumis les unions professionnelles à une autorisation administrative pour l'acceptation des libéralités et qu'elle a restreint leur capacité de tester.

En résumé la loi du 31 mars 1898, en accordant la personnification civile aux unions professionnelles a encore été dominée en partie par cette idée que la personnalité morale est un dérivé de l'Etat. Elle n'a pas distingué avec toute la netteté désirable l'établissement d'utilité publique et l'établissement public. Elle a spécialisé trop étroitement les attributions de l'union professionnelle. Elle a mis entre les coopératives, les mutualités, les associations politiques, etc. les barrières que le droit administratif met entre les bureaux de bienfaisance, les fabriques, les hôpitaux. Mais ces critiques ne doivent pas faire oublier le mérite qu'a eu la loi belge de faire de l'union professionnelle une œuvre d'intérêt public, de refuser aux associés tout droit sur l'avoir social, de prohiber le partage, et de rejeter la théorie Baudoux-Lambert.

C). Théorie Baudoux-Lambert. — Ces auteurs (2)

(1) Voyez notamment les discours de M. Smet de Naeyer au Sénat. 17 et 18 mars.

(2) *Op. Cit.* M. Yves Guyot. *Revue politique et parlementaire*. Décembre 1898, loue fort cette théorie.

partent de ce fait que de tous temps les associations ont eu pour but soit la protection, soit la coopération, soit ces deux buts à la fois. Ils constatent qu'avec les progrès de l'autorité publique la différenciation de ces deux buts se fait de plus en plus et que seules les associations de coopération doivent subsister. Les trade unions et les syndicats professionnels leur paraissent des anachronismes. Il est vrai que ces associations prétendent protéger le travail contre le capital. MM. Baudoux et Lambert veulent bien reconnaître qu'il y a des causes économiques qui expliquent ces prétentions des syndicats, par exemple les mesures protectionnistes, les cartels, les trusts. Mais, disent-ils, ce n'est pas une raison pour faire rétrograder l'ordre économique et accorder la personnification civile à des formes d'association oppressives pour les individus.

A cette forme archaïque et tyrannique des corporations professionnelles MM. Baudoux et Lambert opposent un type de syndicat tout différent. En attendant une loi générale qui permettra à toutes les associations de vivre et fera disparaître le préjugé qui exige que toute société poursuive un but lucratif pour être valable, ils appliquent aux unions professionnelles la loi sur les coopératives. Ils donnent au syndicat la forme par actions, rendent publics les noms des associés, exigent un bilan annuel, limitent à trente ans la durée du syndicat, prescrivent le partage de l'avoir social, accordent à tout associé séparatiste sa part d'avoir social qu'il réalise en vendant son action.

Ce système nous fait saisir sur le vif l'habileté d'argumentation du Comité central. Sous le prétexte de

vouloir protéger les individus contre l'oppression corporative, on applique aux syndicats des dispositions qui leur répugnent et qui les rendent impossibles en pratique. On invoque la philosophie, l'histoire, mais c'est pour aboutir à faciliter les « listes noires » en rendant publics les noms des syndiqués ; et pour enlever au syndicat toute puissance d'action en vue de la grève et de la lutte de classes, puisqu'on le transforme en une sorte de société capitaliste, privée de moyens de coercition sur ses membres.

Un pareil système pourrait à la rigueur se concevoir pour des sociétés d'agrément. Mais encore est-ce très critiquable. Il n'est pas nécessaire à notre avis de considérer les membres d'une société de gymnastique comme copropriétaires du local et des engins. Ceux-ci appartiennent bien plus à l'œuvre poursuivie qui est le développement physique de la jeunesse. En tout cas, si l'on ne veut pas défendre aux gymnastes de se partager l'avoir social, il ne faut pas le leur imposer. Il faut leur permettre de prévoir par leurs statuts que le membre démissionnaire ou exclu n'aura rien à réclamer et que le patrimoine de la société dissoute sera recueilli par telle autre. La théorie de M. Van den Heuvel permet ces résultats. MM. Baudoux et Lambert, au contraire, tout en reprenant cette théorie, tout en proclamant la validité du contrat d'association à but désintéressé imposent aux associations la forme commerciale et les règles de liquidation qui caractérisent les sociétés à but lucratif.

Mais si une pareille théorie est gênante pour les associations d'agrément, elle est tout à fait inacceptable pour les unions professionnelles. Le syndicat

ouvrier, quoiqu'en disent MM. Baudoux et Lambert, est une association de protection. C'est une armée, engagée dans la lutte contre le patronat, avec sa discipline nécessaire, avec ses armes qui n'appartiennent pas aux combattants mais dont ceux-ci ne sont que dépositaires. En niant cette nécessité, en voulant empêcher les ouvriers de se lier réciproquement par une discipline collective, on annihile les syndicats, on livre les travailleurs impuissants à l'omnipotence du capital.

Il faut donc féliciter le législateur de 1898 d'avoir compris ce qu'avait de sophistique une pareille proposition et de l'avoir rejetée. Il est vrai qu'il a si étroitement limité la capacité des unions professionnelles que la plupart d'entre elles ne sauraient actuellement réclamer le bénéfice de la personnalité civile. Mais en leur attribuant la perpétuité, en faisant de leur patrimoine une propriété de mainmorte soustraite à l'appropriation individuelle, il a eu le mérite d'affirmer nettement leur caractère d'utilité sociale.

CHAPITRE II

Caractère libre de l'union professionnelle.

La loi belge donne au syndicat professionnel le caractère d'une association essentiellement libre. Elle a soigneusement répudié toute idée de syndicat obligatoire. Sa préoccupation constante, excessive, a été de protéger les non-syndiqués contre l'oppression syndicale. Elle n'a pas fait des syndiqués les actionnaires de l'association professionnelle, ainsi que l'ont proposé MM. Baudoux et Lambert, mais elle a consacré le droit pour tout associé de quitter l'union à tout moment, nonobstant toute stipulation contraire, sans avoir à payer autre chose que la cotisation échue et la cotisation courante. Elle a refusé toute sanction civile aux conventions syndicales. Elle a maintenu l'article 310 du Code pénal qui les prohibe, tandis qu'elle a refusé d'incriminer les atteintes portées au droit qu'ont les citoyens de se syndiquer.

Aucune proposition ferme n'a été faite au parlement belge pour rendre les unions professionnelles obligatoires. Cependant, dans les premiers jours de la discussion générale à la Chambre, M. Furnémont (1),

(1) 12 octobre 1897.

député socialiste, et M. l'abbé Daëns (1), chef de la fraction la plus avancée de la démocratie chrétienne, s'étaient, dans une certaine mesure, déclarés partisans du syndicat obligatoire. Le premier a dit qu'il se réservait de parler à la discussion des articles pour soutenir que les syndicats devraient être obligatoires. Le second a dit qu'en principe il était opposé au syndicat obligatoire, mais qu'il en deviendrait partisan le jour où il lui serait prouvé que cette obligation, comme celle du vote, est le seul moyen de prévenir l'abstention forcée... Mais ni l'un ni l'autre ne sont revenus sur cette question. On comprend en effet que les socialistes et les daënsistes ne tiennent pas à ce que les syndicats, tels qu'ils ont été organisés par la loi, soient obligatoires puisqu'ils ont refusé la personnalité pour les leurs... Il est d'ailleurs certain que si le législateur avait admis le principe des syndicats obligatoires il aurait pris des mesures destinées à combattre l'esprit démocratique. Pour les syndicats vraiment ouvriers, la liberté vaut mieux que toutes les faveurs du gouvernement conservateur.

Cependant il est incontestable que la question des syndicats obligatoires présente un intérêt d'actualité et que d'un moment à l'autre elle peut se poser devant le Parlement belge comme devant le Parlement français. L'Autriche et l'Allemagne ont, dans une certaine mesure, rétabli les corporations de métiers. D'autre part, les syndicats ouvriers tendent à devenir obligatoires en fait, à s'incorporer, bon gré mal gré, par les mises à l'interdit comme par la propagande, tous les

(1) 13 octobre 1897.

ouvriers de la profession, et certains socialistes réclament le syndicat légalement obligatoire afin d'établir le régime du contrat collectif et d'assurer l'intervention régulière des associations professionnelles dans les conflits entre le capital et le travail. Le premier point de vue se rattache à la « politique des classes moyennes. » Le second nous transporte aux confins du collectivisme.

I

LE RÉGIME CORPORATIF DE LA PETITE INDUSTRIE
EN AUTRICHE ET EN ALLEMAGNE

La petite industrie en Autriche et en Allemagne a gardé sa prépondérance beaucoup plus longtemps que dans l'Europe occidentale. Actuellement elle est encore nombreuse, bien qu'écrasée davantage chaque jour par les progrès du machinisme, et les partis conservateurs font des efforts assez notables pour prolonger sa résistance et opposer l'esprit corporatif au socialisme que le régime capitaliste traîne derrière lui, comme un navire traîne les requins dans son sillage.

La loi de 1859, en Autriche, avait proclamé la liberté de l'industrie ou du moins, sans autoriser la libre vente de toute marchandise, elle permettait à tout individu d'exercer un métier sans autre condition qu'une déclaration et quelques règles de police. Les corporations anciennes ne furent pas supprimées, elles purent subsister comme sociétés libres, et, comme telles, s'occuper de mutualité, d'enseignement professionnel, etc.

Mais, par suite de l'entrée dans ces corporations

d'individus sans esprit corporatif, elles perdaient leur ancienne utilité et tombaient en pleine décadence. Les petits artisans, écrasés par la grande industrie, attribuaient ce malaise économique à la disparition des Corporations et réclamaient leur rétablissement. Les conservateurs autrichiens virent dans une restauration du régime corporatif un moyen de faire front aux idées socialistes. Une loi du 23 mars 1883 modifia le Code industriel de 1859. Elle divisa les industries en trois catégories : les industries concédées, que, pour exercer, il faut une autorisation administrative ; les industries libres, dans lesquelles une simple déclaration suffit ; et les industries de métier, réservées aux artisans des corporations, ayant fait leurs preuves de capacité technique.

Le but des corporations autrichiennes est de fixer les règles de l'apprentissage, les conditions de l'examen de capacité ; d'organiser l'enseignement technique, une caisse d'assurance, des logements pour les compagnons qui voyagent, etc... Ces corporations ne sont pas un rétablissement pur et simple des anciennes. Elles ne sont pas fermées comme elles et elles sont soumises à une surveillance assez étroite de l'Etat (1). C'est lui qui préside leurs assemblées par ses fonctionnaires, qui approuve leurs statuts et leurs règlements.

Sans reprendre contre cette réforme autrichienne les critiques passionnées (2) de ceux qui condamnent

(1) Il y a là une tentative analogue à celle de la Monarchie de Louis XVI, signalée par M. Monin.

(2) Par ex. Hubert Valleroux, *Bulletin de la Société de législation comparée*, 1886.

systématiquement toute intervention de l'Etat il faut avouer que les résultats n'en sont pas brillants. M. Brants (1), professeur à l'Université de Louvain et admirateur convaincu du régime corporatif, est forcé de le reconnaître, après dix ans d'expériences. Il constate que ces corporations, comme celle de l'ancien régime, ont perdu beaucoup de temps à se disputer leurs attributions respectives. Puis, le but principal qu'on se proposait, l'organisation de l'apprentissage, le perfectionnement technique des artisans, ayant pour conséquence la meilleure qualité des produits, a généralement échoué. Comme sous l'ancien régime, les apprentis sont souvent exploités par leurs maîtres. Enfin, la paix sociale n'a nullement été rétablie par ces corporations. Les ouvriers sont admis dans les corporations, participent à la caisse d'assurance, mais ils forment un groupe à part. D'ailleurs, lorsque les lois de police ne s'y opposent pas, ils préfèrent former des syndicats libres. Il n'y a que 55 % des corporations où les ouvriers soient entrés. En somme, bien que M. Brants tienne pour « incontestable que le régime a donné des résultats très appréciables », les résultats qu'il signale et ceux qu'il laisse deviner prouvent un échec de la loi autrichienne.

En Allemagne, la liberté absolue de l'industrie (Code industriel de 1869) a fait place, vers 1880, à une sorte de socialisme d'Etat que M. de Bismark a voulu opposer au véritable socialisme. Parmi les différentes mesures qui caractérisent la politique sociale du chan-

(1) *Le régime corporatif au XIX^e siècle dans les Etats-Germains*, Louvain, 1894.

celier de fer, la loi du 18 juin 1881 a rétabli les corporations dans la petite industrie. Ces corporations ressemblent à celles de l'Autriche. C'est l'administration qui les crée, qui les réglemente, qui les dissout. Elle n'ont pas le droit de participer aux grèves. Pour les rendre obligatoires en fait la loi de 1881 décidait que ces corporations ne sauraient fermer leurs portes aux artisans qui voudraient y entrer et limitait à une seule par district le nombre de ces institutions. Mais elle n'édicte pas formellement l'obligation. En 1897 (1), sur la réclamation des artisans syndiqués qui se plaignaient de la concurrence des artisans libres, la loi a établi l'obligation optative ; la corporation devient obligatoire, si la majorité des artisans du district le réclame. Cette réforme est trop récente encore pour que l'on puisse porter sur elle un jugement définitif. Notons cependant que M. Brants (2), tout en affirmant que la petite industrie allemande pourra lutter longtemps encore contre la grande industrie ne paraît guère plus satisfait des résultats de la loi allemande que de ceux de la loi autrichienne.

L'insuccès de ces législations se comprend aisément. Leur but est louable mais elles méconnaissent les nécessités de la production moderne en voulant maintenir une forme d'industrie surannée. Ce n'est pas une raison parce que la grande industrie renferme des abus, parce que le machinisme dont tout progrès devrait être un bienfait universel n'aboutit souvent qu'à empirer la condition des salariés, pour revenir à

(1) Brants : *Réforme sociale*, 16 mars 1900.

(2) Brants : *Réforme sociale*, 16 mars 1900.

l'industrie du moyen âge. C'est la mauvaise distribution du capital et non la concentration capitaliste qu'il faut critiquer. Autant un régime coopératif ou un régime collectiviste apparaissent comme la fin logique du système capitaliste, autant le régime corporatif de la petite industrie nous paraît un fâcheux anachronisme. Aussi l'on comprend qu'il ait échoué, qu'il n'ait même pas réussi à rétablir la capacité professionnelle, la bonne qualité des produits que ses protagonistes reprochent à la grande industrie d'avoir anéanties. En voulant maintenir artificiellement l'industrie de métier, les lois autrichienne et allemande rendent les syndicats impropres à leur rôle normal, la lutte de classes. Ce n'est pas avec de pareilles corporations auxquelles la grève est interdite que l'on peut émanciper le prolétariat. Aussi le véritable mouvement syndical (1), très important en Allemagne malgré les entraves légales (loi sur les socialistes, défense aux associations politique de se fédérer), se tient-il en dehors des corporations.

Mais il faut reconnaître que ces arguments ne sont pas de nature à convaincre un législateur conservateur. Bien que la loi de 1898 n'ait pas abordé la question des corporations, elle est soulevée dans l'opinion publique. Récemment M. Lambrechts annonce que dans un avenir très prochain elle se posera au parlement belge (2). Il est très possible en effet que malgré les données de l'histoire et de l'expérience, le législateur catholique dont les opinions manquent souvent de

(1) Edgar Milhaud. Le troisième Congrès des syndicats socialistes allemands : *Revue socialiste* 1899.

(2) Lambrechts : *Op. citato*.

netteté (1) parce qu'il veut concilier la démocratie et la hiérarchie sociales, tente bientôt une réforme analogue à celle des législations germaniques.

II

LE SYNDICAT OBLIGATOIRE ET L'ADMINISTRATION AUTONOME

Lorsque des socialistes, comme M. Furnémont, se déclarent partisans du syndicat obligatoire, ils ne cherchent évidemment pas à prolonger l'existence de la classe moyenne. Ils veulent fortifier l'organisation ouvrière et hâter l'avènement du collectivisme.

Tout d'abord, il est évident que pour obtenir de meilleures conditions de travail les ouvriers ont intérêt à être tous syndiqués. C'est pour cela que les syndicats actuellement tendent à devenir en fait obligatoires, à s'incorporer, bon gré mal gré, tous les ouvriers de la profession. De là les mesures prises contre les sarrazins dans les métiers où les circonstances favorables le permettent, de là la propagande incessante par laquelle le Parti ouvrier engage les ouvriers à entrer en masse dans les syndicats.

(1) Comme type de ce manque de netteté, citons un vœu du Congrès de Liège, 1887, p. 310 : « Considérant le bien matériel que la coopération de consommation peut procurer à la classe ouvrière ; considérant d'autre part le tort que certains modes de coopération peuvent causer aux classes moyennes dont la conservation importe tant à la bonne organisation de la société recommande un mode de coopération fondée sur l'entente avec les négociants de la localité ».

Cf. M. Carton de Wiart, (*Manuel du propagandiste*) tout en conseillant la coopération de consommation recommande aux fonctionnaires de continuer à se fournir chez les petits commerçants.

Mais c'est surtout pour hâter l'avènement du collectivisme que les socialistes veulent rendre le syndicat obligatoire. Le parti ouvrier belge voit dans les syndicats professionnels l'embryon des futures administrations autonomes qui gèreront les services publics de la République collectiviste... Puis le syndicat obligatoire a pour conséquence directe l'institution du contrat collectif où le syndicat intervient comme partie dans le contrat de travail, se charge de toute la main-d'œuvre de l'usine, participe de plus en plus à la direction de l'entreprise, finit par réduire le patron au rôle d'un simple commanditaire dont l'expropriation n'est plus qu'une question de temps et consacre ainsi le triomphe du régime collectiviste.

D'autres raisons encore militent en faveur du syndicat obligatoire. Les institutions nombreuses dont le syndicat apparaît comme le "placenta nourricier", suivant l'expression de M. Denis à la Commission du travail (1) et qui sont actuellement dans le domaine privé, tendent à se constituer en services publics : il en est ainsi de l'enseignement professionnel, de l'assurance ouvrière.

Enfin, le syndicat, de plus en plus tourné vers l'intervention des pouvoirs publics semble appelé tout naturellement à donner son avis sur les lois protectrices des travailleurs, à devenir la base de chambres consultatives du travail, et surtout à veiller à l'application des lois. C'est ainsi que, récemment, M. Millerand a fait entrer au Conseil supérieur du travail des membres nommés par les syndicats ouvriers et a donné aux syndicats un rôle sinon officiel au moins officieux dans l'inspection du travail.

(1) Commission du travail, 5 novembre 1886.

Ainsi, pour améliorer la condition actuelle des salariés, comme pour préparer l'émancipation du prolétariat, il serait désirable que le syndicat ouvrier fût obligatoire. Mais que faut-il entendre par cette obligation ?

L'exemple des corporations de la petite industrie en Autriche n'est pas de nature à nous faire désirer une intervention analogue de l'État dans l'organisation des syndicats ouvriers. Il est évident que si le Gouvernement actuel de la Belgique créait des syndicats obligatoires, ce serait dans une intention réactionnaire, hostile aux socialistes et à la véritable démocratie chrétienne.

Il serait à désirer que le syndicat devînt obligatoire par une évolution analogue à celle qui a transformé la gilde marchande, le corps de métier, la commune, d'abord associations libres en institutions publiques. Il y a notamment une analogie frappante entre la Commune du moyen âge (1), formée pour substituer l'exploitation limitée du seigneur à son exploitation arbitraire et le syndicat moderne destiné à limiter l'exploitation capitaliste. De même que la commune, d'abord association contractuelle, a fini par devenir pouvoir public, à englober les " non jurati " comme les " jurati " il faudrait que par une évolution naturelle le syndicat ouvrier s'incorporât les " non syndiqués " comme les " syndiqués ". Mais une telle évolution risque de n'être accomplie que dans un avenir assez lointain et nous pensons que la loi peut intervenir pour hâter ce mouvement.

Nous ne voudrions pas que les ouvriers d'une pro-

(1) Luchaire : *Les communes françaises à l'époque des Capétiens directs*, livre 1 chap. 1.

fession soient tous forcés d'entrer dans les mêmes syndicats, comme la loi française de 1865 l'édicte pour les associations syndicales de propriétaires. Il faut en effet tenir compte, en Belgique surtout, de la violence des antagonismes politiques et du rôle important que joue la politique dans tout syndicat. L'expérience montre que les syndicats socialistes, chrétiens, libéraux ou neutres savent, quand il le faut, former des ententes passagères sur certains intérêts communs, tandis qu'un syndicat composé de libéraux, de catholiques et de socialistes userait tout son temps et toute sa force en discordes. Mais nous pensons que la loi syndicale devrait obliger tout ouvrier à faire partie d'une union professionnelle exclusivement ouvrière, en lui laissant la liberté de choisir celle qu'il lui plairait. Ainsi, sans réglementer arbitrairement le mouvement syndical, sans contrarier l'autonomie des unions, sans violenter les convictions individuelles, le législateur hâterait singulièrement l'évolution. Il en réaliserait la première phase, la plus difficile, celle qui consiste à amener tous les travailleurs dans les syndicats. Certes, dans bien des cas, une minorité d'ouvriers courageux pourrait être paralysée par la foule des sarrazins, mais, bien souvent aussi, par la vertu même de l'organisation, ces sarrazins perdraient leur pusillanimité et leur indifférence, et s'éveilleraient au sentiment de la solidarité. — Puis le développement des idées socialistes, la prépondérance des questions économiques dans la politique amèneraient l'entente, la fédération, la fusion même des groupes chrétiens et socialistes.

Nous ne nous dissimulons pas qu'une telle innovation, même aussi modérée, soulèverait de vives cri-

tiques. On dirait que le droit des non syndiqués est tout aussi sacré que celui des syndiqués. Mais nous nions précisément que les non syndiqués soient vraiment libres. Ils sont écrasés, dominés par la puissance patronale. C'est par l'union seule qu'ils peuvent être libres et les engagements réciproques qu'ils assumeront envers leurs camarades, c'est-à-dire leurs égaux, les libèreront de la toute-puissance du patron, leur supérieur.

On invoquerait aussi l'esprit égoïste des associations professionnelles. On dirait que l'Etat ne doit pas encourager la résurrection de corporations obligatoires, destinées à dégénérer comme les communes, les gildes et les métiers du moyen âge en corps fermés et exclusivistes. Mais c'est précisément en forçant tous les travailleurs à se syndiquer qu'on ne laissera pas à une minorité la supériorité que donne l'organisation. D'ailleurs l'histoire du mouvement syndical au xix^e siècle montre, ainsi que l'a exposé M. Vandervelde, la décroissance de l'esprit corporatif et l'adhésion des unions ouvrières aux idées socialistes, aux sentiments de large solidarité humaine.

Il est d'ailleurs probable que la transformation du syndicat en institution publique n'aura pas le temps de s'achever pacifiquement. Qu'on le regrette ou non, il est vraisemblable que par la conquête des pouvoirs publics le prolétariat procédera à une expropriation radicale de la société capitaliste. Aussi est-il à souhaiter que cette révolution législative ne soit pas trop soudaine, trop inattendue. Il ne faut pas qu'une foule sans instruction économique, sans discipline sociale se trouve tout à coup investie de la direction de l'in-

dustrie. Il serait à souhaiter que le mouvement syndical ait eu au moins le temps de se dessiner, et que les syndicats devenus obligatoires pussent, dès maintenant, préparer l'émancipation des travailleurs et les travailleurs à leur émancipation.

CHAPITRE III

Caractère professionnel des unions.

Le caractère d'association professionnelle auquel la loi du 31 mars 1898 subordonne la personnification civile des unions doit se manifester dans leur objet comme dans leur composition. C'est par application de ce double principe que la loi exige :

1° Que les unions aient pour but exclusif l'étude et la défense des intérêts professionnels de leurs membres ;

2° Qu'elles soient composées de membres appartenant à la même profession ou à des professions similaires.

C'est aussi pour empêcher la reconnaissance d'associations qui ne seraient pas suffisamment des unions de métier que le législateur a exclu certaines professions du bénéfice de la nouvelle loi.

Section I. But professionnel des unions.

Section II. Professions auxquelles s'applique la loi du 31 mars 1898. (Syndicats mixtes. — Professions libérales. — Employés de l'Etat).

Section III. Composition de l'union. (Professions similaires et connexes. — Membres honoraires).

SECTION I.

BUT PROFESSIONNEL DES UNIONS.

« L'union professionnelle est une association formée exclusivement pour l'étude, la protection et le développement des intérêts professionnels de ses membres » (art. 2). Autrement dit, c'est une union de métier, une « trade union ». Nous verrons, en examinant les diverses attributions des unions ce qu'il faut entendre par « intérêts professionnels de leurs membres ». En précisant leur rôle professionnel, la loi ne veut pas seulement empêcher les unions d'empiéter sur les attributions d'autres associations, telles que les coopératives ou les mutualités. Elle s'oppose aussi à ce que, sous le couvert d'unions professionnelles, des associations quelconques, notamment les établissements de bienfaisance et d'enseignement, obtiennent la personnalité que leur refuse le droit commun.

Une telle remarque peut paraître inutile. Il va de soi qu'une association qui n'a rien d'une association professionnelle ne saurait invoquer la loi organique des unions de métier. Nous nous serions abstenus de mentionner une vérité aussi évidente et qui est presque une naïveté, si dans la discussion parlementaire, des regrets n'avaient été exprimés de ce que la loi n'accordait pas la personnification à toutes les associations, si une proposition même n'avait été faite dans ce sens. Nous avons signalé (1) la tendance moderne — affirmée par plusieurs orateurs lors des débats de la loi du 31

(1) Chapitre I, page 73.

mars 1898 — et qui fait de la personnalité civile un corollaire logique de la liberté d'association. Or, un député socialiste, M. Furnémont, ne s'est pas contenté de formuler cet avis. Il a proposé un texte, d'ailleurs assez obscur, mais qui par le vague même de ses termes et par le commentaire qu'en a donné son auteur (1) tendait à reconnaître la personnalité civile à toutes les associations. « Les unions formées pour l'étude et la » défense des intérêts professionnels, industriels, » commerciaux et agricoles, communs à tous les mem- » bres et des intérêts généraux tant matériels que » moraux et intellectuels de leur profession et métier..... » jouissent de la personnification civile. »

Le ministre de la justice, M. Begerem, s'est opposé par la question préalable à cet amendement et M. Schollaert, ministre de l'instruction publique, a dit que la question de la personnification civile des établissements d'enseignement et de bienfaisance était à l'ordre du jour d'une commission extra-parlementaire, qu'elle n'était pas mûre encore et que le gouvernement repoussait toute proposition pareille comme sortant du cadre de la loi sur les unions professionnelles. Quoique nous pensions que la personnalité juridique est un droit pour les associations, nous approuvons le gouvernement de son attitude. Une même loi ne saurait convenir aux unions professionnelles et aux Universités.

(1) 12 octobre 1897.

SECTION II

PROFESSIONS AUXQUELLES S'APPLIQUE LA LOI
DU 31 MARS 1898

(Syndicats mixtes. — Professions libérales. — Employés des services publics.)

Le principe de l'égalité de tous devant la loi voudrait que les citoyens, sans distinction de profession, pussent former des associations reconnues pour défendre leurs intérêts professionnels. Par application de ce principe la loi reconnaît les syndicats agricoles ou commerciaux aussi bien que les syndicats industriels. Elle ne fait pas de distinction entre les employeurs et les employés. Mais elle écarte du bénéfice de la personnification civile les associations appartenant à certaines professions libérales et celles des employés des services publics :

- 1° Syndicats mixtes ;
- 2° Professions libérales ;
- 3° Employés des services publics.

1° Syndicats mixtes.

La loi de 1898 reconnaît la personnalité civile aux syndicats exclusivement ouvriers aussi bien qu'aux unions patronales ou aux corporations mixtes. Aucune proposition n'a été faite pour restreindre l'application de la loi aux unions mixtes ou pour leur conférer des privilèges spéciaux. Mais, dans les premières années de l'élaboration législative, à la Commission du travail et aux Congrès de Liège, la question avait préoccupé vivement l'opinion catholique.

Malgré les données de l'histoire qui montre les raisons profondes du dépérissement des anciennes corporations mixtes et la nécessité des groupements exclusivement ouvriers, certains catholiques voudraient ressusciter les corps de métiers, réconcilier par eux les intérêts rivaux des employeurs et des employés et maintenir, en face de l'esprit égalitaire du prolétariat moderne, le culte de la hiérarchie sociale. M. Brants proposa à la Commission du travail de n'accorder la personnification civile qu'aux unions mixtes. La Commission eut la sagesse de repousser une pareille proposition qui aurait abouti, suivant l'expression de M. Denis (1), « à faire de la loi une lettre morte, une cruelle ironie pour le travailleur. » Mais au II^e Congrès des œuvres sociales de Liège, où l'on se trouvait entre catholiques, le rapporteur, M. Hellepute, réservait la reconnaissance légale aux associations mixtes et le Congrès en décida ainsi. Au III^e congrès des œuvres sociales (1890) le rapport de M. Cyr Van Overbegh adoptait le même avis, mais sur l'intervention de M. Nyssens, qui déclara que les catholiques n'étaient pas dans leur rôle en restreignant la liberté des associations et de M. Woeste, qui fit remarquer qu'on ne pouvait être moins généreux que le gouvernement, on vota le principe de la personnification civile pour toutes les unions professionnelles. Depuis lors les catholiques n'ont plus contesté la légitimité de la personnification des unions ouvrières. Ils se contentent de regretter l'insuccès des corporations mixtes. C'est

(1) Commission du travail. Séance plénière du 5 décembre 1886.

ainsi que le R. P. Castelein (1) déclarait récemment que l'union est non seulement le type idéal mais normal de l'association professionnelle. Nous pensons que cette affirmation est tout à fait inexacte : Que l'union mixte ne soit pas le type normal de l'association professionnelle, qu'elle soit une tentative éphémère, toute l'histoire le prouve et nous l'avons suffisamment indiqué pour qu'il soit nécessaire de revenir sur ce sujet. Mais nous n'admettons même pas que la corporation mixte soit le type idéal. Elle prétend maintenir, non seulement le bon accord, mais surtout la hiérarchie des classes. Les catholiques belges, tels que le R. P. Castelein, attachent une grande importance à la constitution hiérarchique de la société. Nous pensons au contraire que les distinctions sociales sont une source de préjugés, d'injustices, de discordes. Ce que nous désirons ce n'est pas la bonne entente des classes, c'est la suppression des classes, la fusion des individus libres et égaux dans une large humanité réconciliée. C'est alors seulement que règnera la véritable fraternité. Le syndicat ouvrier est un agent de progrès, précisément parce qu'il poursuit la lutte des classes, tandis que la corporation mixte, avec ses tendances soi-disant pacifiques et fraternelles, aboutit à prolonger les abus actuels.

2° Professions libérales

I. — A peine la loi française de 1884 était-elle promulguée, que des syndicats professionnels de médecins, dont quelques-uns étaient antérieurs à la loi même,

(1) R. P. Castelein. La loi belge sur les unions professionnelles (*Réforme sociale*, 16 août-1^{er} septembre 1898).

réclamaient la personnalité civile. Mais ces prétentions furent repoussées par les tribunaux. C'est ainsi qu'un syndicat de médecins, s'étant porté partie civile dans une poursuite intentée pour exercice illégal de la médecine, le tribunal de Domfront, puis la cour de Caen et la Cour de Cassation (1) se refusèrent à reconnaître la validité de cette association. De même, en 1890, la Cour de Paris, réformant un jugement du tribunal de la Seine, tenait pour illégal un syndicat de professeurs libres (2).

Cette interprétation jurisprudentielle de la loi française et l'obstacle incontestable qu'elle mettait aux revendications des professionnels de l'intelligence appelèrent l'attention du législateur belge. La Commission du travail et M. Lejeune, préoccupés avant tout des intérêts ouvriers, ne s'occupaient pas des profes-

(1) Cass. (Chambre crim.). Arrêt du 27 juin 1885. Sirez, 1887, I. 281.

(2) Cour de Paris : 4 juillet 1890 et tribunal de la Seine, 10 mars 1890, D. P. 1891. 2. 69 et 1892. 2. 302. — Il est vrai que, dans cette affaire, le principal motif invoqué par la Cour est l'absence de similitude des professions des associés.

Pour refuser d'appliquer la loi aux syndicats des médecins, de professeurs libres, etc., la jurisprudence dit que dans la formule « intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles » de l'article 3, les trois derniers adjectifs sont le commentaire du mot économiques, et que le législateur n'admet pas que la communauté des intérêts économiques suffira à légitimer un syndicat professionnel si ces intérêts ne sont ni industriels, ni commerciaux ni agricoles. Dans l'opinion opposée, on dit au contraire que les trois derniers adjectifs ne sont pas le développement du mot économiques.

Notons que postérieurement à la loi belge un arrêt de la cour de Paris a rompu avec la jurisprudence traditionnelle et reconnu la validité d'un syndicat de géomètres. 1^{er} déc. 1898, P. F., 1899. 2. 245.

sions libérales, mais déjà à la Fédération des avocats la question fut soulevée et ce n'est que pour éviter au vote de la loi un retard préjudiciable aux intérêts ouvriers que MM. Ninauve et Vandervelde et la Fédération se déclarèrent opposés à cette extension. Lorsqu'en 1894 M. Begerem déposa un nouveau projet, cet argument de pure opportunité avait perdu beaucoup de sa valeur puisque la personne reconnue comme urgente par la Commission du travail attendait depuis huit ans sa réalisation. D'autre part la loi française du 30 novembre 1892 sur l'exercice illégal de la médecine était un précédent législatif de l'extension aux professions libérales d'une forme d'association faite surtout pour les ouvriers. Aussi le projet Begerem accordait-il indistinctement à toutes les professions, libérales ou manuelles, le droit de former des unions reconnues. Mais la commission spéciale, craignant que cette extension de la loi aux professions libérales ne permit indirectement la personification civile des établissements de bienfaisance et d'enseignement, supprima l'innovation de M. Begerem. Cette divergence d'opinions entre la Commission et le ministre provoqua une polémique intéressante (1) dans les mois qui précédèrent les débats parlementaires. Sur ce point, comme sur beaucoup d'autres, on s'attendait à un débat assez vif à la Chambre mais une transaction fut proposée par le gouvernement et acceptée par la Commission : on limita

(1) M. Vandervelde, dans l'*Avenir social* (1897) et M. Cyr Van Overbegh dans la *Revue sociale catholique* (1896-1897) prirent parti pour le gouvernement, tandis que M. Dubois (*Revue sociale catholique* 1897) et M. Verhagen (*Revue Générale* 1897) se rangeaient à l'avis de la Commission.

aux professions libérales à but lucratif le droit de former des associations professionnelles douées de la personnalité juridique. Cette transaction a été adoptée par le législateur.

II. — En apportant cette restriction à sa proposition primitive, M. Begerem a voulu rassurer ceux qui redoutent dans l'extension de la loi aux professions libérales la personnification civile des établissements de bienfaisance ou d'instruction.

Par profession libérale à but lucratif, a dit M. Begerem (1), il faut entendre celles où la préoccupation d'un gain à réaliser entre dans les intentions de celui qui l'exerce : tel est le cas des médecins, vétérinaires, avocats (sauf pour ceux-ci, le droit qu'à le conseil de l'ordre d'intervenir s'il juge l'association contraire à sa discipline). Quant aux instituteurs, en laissant de côté les instituteurs publics qui sont des fonctionnaires et ne peuvent, comme tels, bénéficier de la présente loi, ceux qui reçoivent un traitement ou un minerval peuvent former des associations professionnelles reconnues, mais les personnes qui donnent l'enseignement gratuitement, par pur dévouement, ne le peuvent pas.

Cette restriction a été critiquée par les socialistes et par les démocrates chrétiens, notamment par M. Carton de Wiart, qui a proposé, sans succès, de rétablir le texte primitif du projet Begerem. On a reproché à la loi d'exclure certaines associations professionnelles pour qui la personnification civile pourrait être très utile, telles que les associations d'étudiants. On a dit aussi que le criterium adopté n'était pas rigoureux. Il

(1) M. Begerem, séance du 19 octobre 1897 à la Chambre.

suffit en effet que des professeurs d'Université ou des membres d'une association charitable se fassent allouer un traitement quelconque pour pouvoir constituer une association reconnue. D'ailleurs si la personnification civile attribuée à une union professionnelle de professeurs d'Université non salariés peut mener à la personnification civile d'un établissement d'enseignement, contrairement à la volonté de la loi, le même danger existe lorsque ces professeurs touchent un traitement. Mais ce danger n'est à craindre dans aucun cas : on ne conçoit pas pratiquement une Université telle que celles de Louvain ou de Bruxelles se constituant en Union professionnelle. Une pareille association, sortant nécessairement du rôle des unions professionnelles, ne saurait échapper à la dissolution.

L'exclusion prononcée contre les unions professionnelles d'individus appartenant à des professions désintéressées était donc inutile. Mais il est vrai quelle n'a pas grand inconvénient. Ceux qui ne travaillent pas pour réaliser des bénéfices n'ont généralement pas besoin de se syndiquer. Il n'y a guère que les associations d'étudiants qui auraient pu entrer dans le cadre des unions professionnelles.

III. — Il faut, par contre, se réjouir de ce que la loi belge n'a pas maintenu contre les professions libérales à but lucratif l'exclusion qu'avait prononcée la Commission spéciale. Les arguments invoqués à l'appui de cette exclusion sont en effet peu sérieux. On est étonné de retrouver en 1897, sous la plume de MM. Verhægen et Dubois, le motif d'opportunité, la crainte de retarder le vote d'une loi utile aux ouvriers alors que depuis 1886 cette loi était sur le chantier parlementaire. Ces

auteurs ont dit aussi qu'une loi faite pour des syndicats agricoles et ouvriers se prêtait mal aux associations d'intellectuels, telles que les facultés de droit, de médecine, les écoles normales, etc... Mais on leur a très bien répondu qu'il ne s'agissait pas d'accorder la personnalité civile aux établissements de bienfaisance ou d'enseignement mais de permettre aux instituteurs, aux avocats, aux médecins etc., de défendre leurs intérêts professionnels. « Nous ne parvenons pas à » comprendre, écrivait M. Vandervelde (1), pourquoi on » refuserait aux instituteurs, aux architectes, aux avocats » ou aux médecins les droits que l'on accorde aux » agriculteurs, aux industriels ou aux commerçants ».

Les avantages que les professionnels de l'intelligence peuvent trouver dans des associations, même soumises au cadre général des unions professionnelles, sont faciles à démontrer. Le droit de posséder des bibliothèques, des laboratoires, des hospices est précieux pour les unions d'intellectuels comme pour toutes les autres. Pour les médecins surtout, l'utilité des syndicats professionnels, attestée d'ailleurs par l'intervention du législateur français en 1892, est incontestable (2). Ils permettent l'achat en commun d'appareils très coûteux et dont un médecin n'est appelé à se servir que très rarement. Ils sont tout désignés pour hériter des livres, instruments qui appartiennent à leurs membres et qui généralement sont dispersés ou vendus à vil prix par les héritiers. Surtout, il est utile qu'ils jouissent de la personnalité civile pour se porter parties

(1) *Avenir social*, 1897.

(2) *V. Gazette de Liège*, 5-12 nov. 1896.

civiles ou user de citation directe dans les poursuites pour exercice illégal de la médecine. Le rapporteur de la loi française au Sénat (1) affirmait ainsi cette utilité : « Les poursuites que font les médecins en leur nom propre sont très délicates et difficiles, sinon impossibles, tandis qu'elles deviennent simples lorsque la poursuite se fait en nom collectif ».

Cette utilité a été affirmée à la Chambre belge par MM. Vandervelde et Brouvier. Celui-ci a montré aussi que les vétérinaires avaient des intérêts identiques. Pour les uns comme pour les autres, la personnalité civile des associations professionnelles est le plus sûr moyen de faire disparaître le charlatanisme empirique. Elle dépasse l'intérêt de la corporation et se hausse jusqu'à l'intérêt social.

3° Employés des services publics

Un amendement présenté par M. Bertrand, député socialiste, pour reconnaître aux unions formées par les employés des services publics la personnification civile a été repoussée à une très forte majorité. M. Begerem s'est opposé énergiquement à cette proposition, affirmant qu'il fallait de l'autorité dans les services publics.

Nous ne saurions approuver cette décision de la loi belge, qui prive du droit commun toute une catégorie de travailleurs, chaque jour plus nombreux à mesure que la notion du service public s'élargit, et qui traite différemment l'État patron et les employeurs particuliers. Certes, on comprend que la loi réprime les coalitions de fonctionnaires (2), de magistrats, de mili-

(1) 1^{er} Avril 1892.

(2) *Code pénal belge*, 233-236.

taires. Mais lorsque l'État devient administrateur des choses, industriel, banquier, entrepreneur de transports, il doit accorder à ses employés, aux ouvriers des chemins de fer, des arsenaux, aux cantonniers, etc., des garanties au moins équivalentes à celles qui appartiennent à tous les salariés pour la défense de leur travail. Il est d'autant moins excusable de le faire que le syndicat tend à devenir une véritable administration autonome et que dans une démocratie les exploitations publiques devraient montrer aux industries privées l'exemple d'un régime parlementaire du travail ou tout au moins réaliser, au profit des travailleurs, toutes les améliorations compatibles avec le maintien du salariat.

Il est vrai que l'on invoque le danger spécial des grèves dans des administrations telles que les chemins de fer, les postes, qui constituent des services publics de première utilité et dont l'arrêt peut être préjudiciable à tous les citoyens. Mais, comme le remarque M. E. de Smet, l'État a suffisamment de force pour réprimer de pareilles coalitions. Que deviendraient les employés remplacés, et ils le seraient facilement, car les compétiteurs ne manquent pas.

On peut ajouter que l'État a la ressource de remplacer momentanément les grévistes par des soldats, faculté dont il use volontiers et dont il abuse même... D'ailleurs, l'État n'aura pas à craindre de coalitions s'il se montre réellement bon patron, s'il accorde à ses ouvriers un salaire suffisant, une journée assez réduite, s'il assure la moralité et l'hygiène des ateliers. Or, il a toutes les facilités pour cela, puisqu'il n'est pas comme un particulier soumis aux nécessités de la concurrence. Proposer des mesures spéciales contre les

coalitions d'ouvriers et d'employés de l'État, c'est un singulier moyen de résoudre la question sociale. Ce n'est pas par des prohibitions et des mois de prison que l'État doit s'attacher ses ouvriers, mais en étant le modèle des employeurs (1). Mais si des mesures spéciales contre les coalitions des ouvriers de l'État nous paraissent illégitimes, du moins seraient-elles explicables. Au contraire, la décision de la loi belge, qui ne punit pas les coalitions des ouvriers et employés de l'État, et qui ne leur défend pas non plus de s'associer, mais qui refuse à leurs associations professionnelles la personnalité morale est non seulement injuste, mais illogique.

SECTION III

COMPOSITION DE L'UNION

Professions similaires et connexes. — Membres honoraires.

La communauté d'intérêts professionnels, qui est la base de toute union de métier, a pour corollaire logique le recrutement des associés dans des professions sinon identiques au moins très semblables. Cette conséquence est tellement évidente que la loi anglaise ne la formule même pas. La seule expression de « trade union » l'implique suffisamment. Mais la loi belge, comme la loi française, ont cru nécessaire de donner à ce fait une formule législative et obligatoire. Elles ont voulu empêcher que, sous le prétexte d'une vague

(1) C'est ainsi que nous ne saurions approuver les art. 4 et 5 du *Conspiracy and protection of property act* qui édictent des peines spéciales contre les coalitions des employés d'une concession d'eau, de gaz, etc. La seule solution digne d'une démocratie c'est de municipaliser ces services et d'assurer aux ouvriers des conditions de travail raisonnables.

communauté d'intérêts professionnels, une association n'obtint la personnification civile à laquelle elle n'avait pas droit. C'est ainsi que la loi française de 1884 exige que les syndicats soient formés entre « personnes » exerçant la même profession, des métiers similaires » ou des professions connexes, concourant à l'établissement de produits déterminés », et que la loi belge (art. 2) définit l'union professionnelle « une association » formée... entre personnes exerçant... soit la même » profession ou des professions similaires, soit le » même métier ou des métiers qui concourent à la » fabrication des mêmes produits ». Ce principe qui est l'expression légale d'un fait peut cependant, si on l'interprète trop étroitement, si on le moule trop rigoureusement sur les spécialisations de l'industrie ou si on l'applique à des localités peu importantes, avoir des inconvénients pratiques. Aussi convient-il de déterminer le sens exact de l'article 2 et les propositions faites pour déroger, en faveur des petites localités, au principe consacré par cet article. D'autre part, la présence de membres honoraires, anciens professionnels ou même tout à fait étrangers à la profession, est un phénomène commun aux unions professionnelles et à beaucoup d'autres associations. La loi belge a tenu compte, dans une certaine mesure, de ce fait :

1° Professions similaires et connexes ;

2° Membres honoraires.

1° Professions similaires et connexes

« Le syndicat », disait M. Octors au xiv^e Congrès (1)

(1) Tenu à Verviers, avril 1898. Compte rendu, p. 76.

« du Parti Ouvrier », doit comprendre les ouvriers » exerçant le même métier, sans tenir compte des » spécialités que l'industrie moderne crée : un seul » grand syndicat bien organisé vaut mieux que dix » petits groupements ». Le caractère professionnel du syndicat, qui est destiné à lui donner de la cohésion, c'est-à-dire de la puissance, devient en effet une cause de faiblesse si on l'exagère.

Il est donc important de préciser la portée qu'il faut attribuer à l'article 2 de la loi belge.

Le rapport de M. Schollaert en donnait un commentaire très satisfaisant. Il considérait comme similaires par exemple toutes les professions où l'on travaille le fer, ou toutes celles où l'on travaille le bois. Il réputait connexes les industries du bâtiment, ou celles de l'habillement, ou celles de l'alimentation. Mais cette interprétation parut trop libérale au Comité central (1). Il reprocha à la loi de permettre la constitution d'unions insuffisamment homogènes qui seraient des foyers de dissension. Il se demandait notamment si, dans les mines, les mineurs, porions, mécaniciens pourraient former une même union ; si les ajusteurs, menuisiers, peintres qui concourent à la construction de wagons pourraient entrer dans un même syndicat. Or M. Smet de Naeyer (2), à la Chambre, a donné une réponse négative à ces questions. Rejetant la large interprétation du rapport Schollaert il a dit que le texte, en parlant de « métiers concourant à la fabrication des mêmes

(1) *Bulletin du Comité central*. N^{os} du 1^{er} janvier 1897 et 15 janvier 1898. Cf. Vergnies. *Revue sociale politique* 1895.

(2) 3 février 1898.

produits » visait par exemple les métallurgistes qui comprennent diverses catégories correspondant aux diverses phases de la transformation des métaux, mais que les peintres, ajusteurs, travaillant à construire les mêmes wagons, pas plus que les peintres et maçons qui travaillent tous dans l'industrie du bâtiment ne pourraient entrer dans une même union reconnue. Nous doutons que cette interprétation soit conforme à la loi. Elle mène à des résultats inadmissibles. Logiquement elle aboutit à forcer les mécaniciens, les cochers, les contrôleurs qui font partie d'une même compagnie d'omnibus à former trois unions différentes alors qu'en France on n'a jamais contesté la validité de syndicats recrutés dans ces diverses catégories de travailleurs. Nous nous refusons donc à admettre le commentaire donné par M. Smet de Naeyer de l'art 2.

Mais il n'y a guère lieu de s'étonner, étant donné cette opinion du chef de cabinet, que le législateur belge ait repoussé une proposition de M. Furnémont ainsi conçue : « Dans les communes inférieures en » population à 2,500 habitants l'union pourra com- » prendre des personnes exerçant des professions ou » des métiers différents. »

Cette proposition avait cependant son utilité. Assurément les syndicats formés sans une solide communauté d'intérêts sont éphémères. Mais, dans les petites villes, il est difficile de constituer des syndicats par métier, et il est encore plus difficile d'en former de ville à ville. D'ailleurs, dans certains bourgs, l'industrie et le commerce sont encore juxtaposés à l'exploitation agricole, et beaucoup d'ouvriers n'y sont que des manœuvres, employés à divers métiers. Enfin on peut

ajouter qu'il importe avant tout que les ouvriers soient organisés. Il est possible que cette organisation soit plus ou moins efficace, mais elle a toujours un rôle éducateur. Telle était la portée de l'amendement Furnémont.

Une résolution semblable avait été présentée en 1890 par M. Cyr Van Overbeegh au III^e congrès de Liège. Le Congrès, dépassant la proposition de son rapporteur, admit que les syndicats pourraient contenir des membres de professions différentes, dans toutes les villes, grandes ou moyennes. Par là on voulait faciliter la constitution de corporations chrétiennes, qui sont surtout des patronages et où la similitude professionnelle des associés n'a qu'un intérêt très secondaire. Mais nous pensons que l'opinion du Congrès de Liège — malgré l'arrière-pensée qui l'inspire — était la bonne. Elle évitait les difficultés d'interprétation et surtout les interprétations trop restrictives. Il suffit que la nécessité du caractère professionnel des unions soit imposée par les faits. Les ouvriers se groupent par métier, parce qu'ils ont des intérêts professionnels communs. Mais lorsque la communauté d'intérêts économiques s'étend d'une profession à une autre, lorsque les peintres ont les mêmes intérêts que les maçons, par exemple quand ils sont employés par un entrepreneur commun, le législateur, en rendant obligatoire la similitude professionnelle des membres des syndicats, transforme en une exigence abusive une règle dont la vérité n'est pas absolue.

2^e Membres honoraires.

Aux jours de Kermesse, lorsque les « joueurs de

balle » ou les « tireurs d'arc » se disputent les prix offerts par la Commune, on peut voir, formant le jury ou derrière lui, au premier rang du public, un groupe de personnages endimanchés qui suivent avec un intérêt passionné ou une sympathie un peu affectée les ébats des jeunes hommes. Les uns sont d'anciens joueurs que la vieillesse ou l'âge mûr, leur établissement ou leur mariage a écartés de la société, mais qui aiment à venir, de temps à autre, admirer les prouesses des « jeunes », se rappeler les leurs et boire un verre de bière avec les camarades. Les autres sont des « Messieurs » qui accordent leur protection et leur cotisation à la société. Les uns et les autres, anciens joueurs ou bourgeois notables, sont des membres honoraires.

Il en est ainsi dans une foule de sociétés, dans les philharmoniques, dans les sociétés de gymnastique, ailleurs encore. Il en est de même dans les unions professionnelles. Là où le caractère de l'ancienne corporation se maintient ou a été ressuscité artificiellement ; là où subsistent les banquets, les messes anniversaires ; là où le syndicat mixte cherche à concilier les antagonismes des classes, les deux catégories de membres ont leur place toute indiquée. Mais, dans le syndicat moderne lui-même, dans la société de grève affiliée au parti ouvrier, ou dans les gildes du Bøerenbond, les membres honoraires sont utiles.

Les anciens professionnels, qui ont à la fois l'expérience du métier, comme les membres actifs du syndicat, et qui ont plus de loisirs, plus d'indépendance vis-à-vis du patron, peuvent par leurs conseils et la plupart du temps par la direction ou l'administration de

l'œuvre apporter aux unions professionnelles un très précieux concours.

Les membres honoraires, recrutés en dehors de la profession, peuvent être utiles aux syndicats. C'est ainsi que dans le syndicat ouvrier chrétien et dans la boerengilde, le vicaire ou le curé font souvent partie de la direction ou de l'administration. Même, dans les syndicats socialistes, on comprend que les syndiqués fassent appel aux lumières d'un homme étranger au métier, mais présentant les garanties de capacité assez difficiles à trouver chez les ouvriers de certaines professions. La tendance nouvelle des syndicats socialistes à avoir des secrétaires permanents (1), comme les trade unions anglaises, rend plus nécessaire la faculté pour les unions d'avoir des membres honoraires. Ces secrétaires, véritables administrateurs des syndicats, ne peuvent être les premiers venus. Ils doivent avoir une certaine connaissance des affaires. On comprend très bien qu'un syndicat de « fileurs de

(1) Secrétaires permanents. — Jusqu'à ces dernières années la gratuité des fonctions administratives dans les syndicats était une règle universelle. Mais on a compris que pour bien gérer les fonds des syndicats, pour assurer le paiement des cotisations, pour faire des démarches auprès des hésitants que l'on veut s'affilier, les syndiqués n'avaient pas de loisirs suffisants. Aussi, à Gand, où les syndicats sont fortement organisés à base mutualiste, il y a actuellement 5 unions qui ont des secrétaires permanents : les fileurs de coton, les ouvriers du lin, les métallurgistes, la Fraternelle des tisserands, les dokwerkers. (*Revue du travail*, décembre 1899, et Varlez, *Plan social de Gand*, 1896). L'institution des secrétaires permanents, recommandée par M. Octors au congrès du Parti ouvrier en 1898 a été récemment adoptée par le Congrès syndical tenu à Bruxelles les 24-25 décembre 1899. En 1898, la Fédération nationale des métallurgistes a décidé également d'avoir un secrétaire permanent.

lin » ou de « dokwerkers » fasse appel au concours d'un instituteur, ou d'un comptable.

La loi belge donne une satisfaction à ces diverses nécessités pratiques en autorisant les syndicats à admettre des membres honoraires. Par là elle corrige le silence de la loi française qui a eu pour résultat de faire proscrire par la jurisprudence, non seulement les membres honoraires tout à fait étrangers à la profession (1) mais aussi les anciens professionnels (2). Les propositions faites au Parlement français (3) pour combler cette lacune de la loi de 1884 étaient un argument de plus pour déterminer cette décision du législateur belge.

Mais en reconnaissant aux unions professionnelles le droit de recevoir des membres honoraires, la loi de 1898 limite leur nombre au $\frac{1}{5}$ du nombre total des membres ($\frac{1}{4}$ du nombre des membres effectifs); et elle ne les admet à la direction et à l'administration que dans la proportion du $\frac{1}{4}$, (articles 3 et 4). Cette double limitation a pour but de maintenir à l'union son caractère professionnel. Elle n'a guère d'utilité parce que dans la plupart des unions cette proportion n'est jamais atteinte et que d'ailleurs l'influence des membres honoraires n'est pas toujours en raison

(1) Cassation, 13 février 1893. Sirey., 1896, I, 377. D. P., 1894, I, 26; affaire des Patrons du Nord.

(2) Cour de Bordeaux. — 27 déc. 93. P. F. 1895, 2, 97; note de M. Mongin.

(3) Proposition de M. Basly en 1891; de M. Sembat, en 1894.

En Angleterre les actes de 1871 et de 1876 ne parlent pas de membres honoraires mais en pratique on les autorise. (Dubois, *op. citato*, partie I).

directe de leur nombre. Sous cette réserve, il faut approuver la loi belge d'avoir réparé le silence de la loi française et regretter que le projet récemment déposé par le Gouvernement français ne l'ait pas imitée sur ce point.

CHAPITRE IV.

Conditions d'admission et causes d'exclusion.

La faculté d'entrer dans une union professionnelle est un droit, non pas une faveur. Mais ici comme ailleurs, dans le droit syndical comme dans le droit public et dans le droit civil, il n'est pas de principe qui ne subisse d'exception. Les étrangers et certains citoyens n'ont pas de droits civiques ; les femmes, les mineurs voient leurs droits civils soumis à une tutelle maritale ou paternelle ; des lois enfin créent des incompatibilités et des déchéances spéciales à certaines fonctions. De même la loi syndicale édicte certaines exclusions et certaines restrictions à la liberté qu'elle organise.

Ces incapacités plus ou moins graves se rapportent à la nationalité, à la condition de la femme mariée, à la minorité, au passé judiciaire, à la profession.

- 1° Étrangers ;
- 2° Femmes mariées ;
- 3° Mineurs ;
- 4° Passé judiciaire ;
- 5° Cabaretiers.

1° Étrangers.

La Constitution (article 20) réserve aux citoyens belges la liberté d'association. Plus libérale que la

constitution, la loi du 31 mars 1898 permet aux étrangers de s'affilier aux syndicats reconnus. Moins large que la loi commerciale elle leur refuse de faire partie de la direction; ou, du moins, elle restreint ce droit à ceux qui sont autorisés à établir leur domicile dans le Royaume et qui y résident effectivement (article 4). C'est, à peu de chose près, le système adopté également par la loi française de 1884. (article 4).

La Commission du travail s'était montrée encore moins favorable aux étrangers. La 2^e section exigeait que les unions professionnelles fussent composées de citoyens belges. Mais à la séance plénière du 4 décembre 1886, M. Denis critiqua vivement cette exclusion et l'on admit les étrangers, ayant au moins deux ans de résidence, à condition que leur nombre ne dépasserait pas le 1/10 de celui des syndiqués indigènes, et en les excluant absolument du conseil d'administration (article 1 de l'avant-projet). Cependant la Belgique, dont tant de citoyens travaillent hors de ses frontières, ne pouvait traiter moins bien les étrangers que la loi française ne le faisait. Aussi le projet de M. Lejeune ne formulait aucune condition de nationalité pour l'entrée des membres dans les unions professionnelles. Mais il exigeait des directeurs la qualité de Belges ou de naturalisés belges et la résidence en Belgique. Malgré les propositions de M. Degreef, de MM. Ninauve et Vandervelde qui supprimaient cette exigence, le projet Lejeune a été conservé dans ses grandes lignes. Il n'a été modifié que sur des points de détail. C'est ainsi que M. Begerem avait admis à la direction les « étrangers autorisés à fixer leur domicile en Belgique », sans parler de leur résidence. La Commission spéciale

a maintenu l'innovation mais exigé la résidence effective en Belgique. Cette opinion a été consacrée par le législateur.

La proscription totale des étrangers aurait été injustifiable. Comme le disait M. Denis, à la Commission du travail, le droit qu'ont les étrangers de travailler implique celui de défendre leur travail. D'ailleurs c'eût été du patriotisme mal entendu. Une pareille mesure aurait été de nature à attirer contre les ouvriers belges expatriés les représailles des autres législations. Puis en entravant l'organisation syndicale des ouvriers étrangers on encourage la concurrence qu'ils font aux ouvriers indigènes, on facilite leur rôle de gâte-salaires.

L'exclusion des étrangers de la direction de l'Union est moins grave assurément mais elle n'est pas plus justifiable. Non seulement elle heurte les principes admis en fait par les syndicats socialistes (1), mais, en bonne logique et en équité on ne comprend pas qu'on force un syndicat à se priver des services d'un étranger, alors que les sociétés commerciales peuvent confier leurs intérêts à des mandataires étrangers. On dit, il est vrai, que les étrangers ne sont pas les meilleurs éléments de la population ouvrière, mais le législateur aurait dû avoir confiance dans la sagesse des unions professionnelles (2). « Laissez les syndicats s'arranger,

(1) Vandervelde : *Corollaires juridiques*, à la fin de son enquête sur les associations professionnelles.

(2) Pour les syndicats de commerçants la prescription est encore plus ridicule. Un étranger peut être directeur d'une grande société anonyme. Il ne peut pas être membre du conseil d'administration d'une union professionnelle de petits commerçants !

» disait M. Furnémont (1), laissez leur prendre des
» hommes de confiance sans vous inquiéter de leur
» nationalité. Du moment où ils habitent le district sur
» lequel s'étend l'influence du syndicat professionnel,
» ne vous inquiétez pas du reste. »

Nous regrettons que le législateur n'ait pas suivi cet avis.

2° Femmes mariées

En Belgique comme en France, les femmes sont généralement rebelles à l'organisation syndicale. Pourtant, plus encore que les hommes, elles devraient se syndiquer. C'est en effet un des spectacles les plus attristants du régime capitaliste que de voir pour quelle paye ridicule les femmes font de longues journées de travail, épuisantes et démoralisatrices pour elles-mêmes, désorganisatrices de la famille, avilissant les salaires des hommes par leur concurrence effrénée. A un point de vue, moins immédiat, mais plus important, n'est-il pas fâcheux lorsqu'un grand souffle d'émancipation entraîne le prolétariat que les femmes se tiennent à l'écart, paralysant les courages des maris, inspirant aux fils la défiance de ce qu'elles pensent une dangereuse nouveauté, au lieu de leur enseigner le devoir de solidarité qui s'impose à tous les travailleurs.

Le Parti Ouvrier belge a compris l'importance de cette question. Il a incorporé les revendications féministes à son programme. Il s'est occupé très activement, dans les dernières années, de créer des syndicats de femmes (2). C'est ainsi qu'à Bruxelles, grâce

(1) 12 octobre 1897.

(2) Destrée et Vandervelde : *Le socialisme en Belgique*, p. 333, etc.

surtout aux efforts de M. Octors et de M^{me} Denis, on a réussi à grouper, dans les faubourgs, les métiers suivants : chapelières, cartouchières, gantières, lacetières, fleuristes, margeuses et pointeuses, monteuses de chaussures. On peut signaler aussi les fileuses de Gand, les couturières de Liège. Les efforts tentés par le Parti Ouvrier n'ont donc pas été stériles, mais il reste beaucoup à faire pour syndiquer la masse des ouvrières.

Ces observations nous amènent logiquement à conclure qu'une loi sur les syndicats professionnels ne doit mettre aucun obstacle à l'entrée des femmes dans les unions professionnelles. Les difficultés pratiques sont déjà suffisantes, sans que le législateur y ajoute encore des obstacles légaux. Or la loi belge laisse aux femmes non mariées la liberté entière de participer aux syndicats et même à la direction des syndicats. Cette solution est d'ailleurs conforme au Code civil qui n'édicte aucune incapacité inhérente au sexe. Mais, fidèle à l'esprit de ce même Code civil, qui place la femme mariée sous la tutelle de son mari, la loi de 1898 permet au mari de s'opposer à ce que sa femme entre dans un syndicat. Il est vrai que la femme peut se pourvoir devant le juge de paix qui statue avec un pouvoir discrétionnaire (article 3).

Cette disposition, identique à celle de la loi de 1894 sur les sociétés mutualistes, est due à la Commission spéciale. Mais la Commission avait refusé de laisser à la femme le droit de se pourvoir devant le juge de paix. L'opposition énergique des démocrates et des socialistes a décidé le gouvernement à proposer et la Chambre à voter ce tempérament, insuffisant à notre avis.

Les arguments invoqués pour justifier la nécessité de l'autorisation maritale sont ceux que l'on oppose à toute mesure qui tend à libérer la femme de la tutelle maritale. C'est le « droit du mari » (1) ; c'est l'« honneur du mari » (2). Nous pensons, au contraire, qu'il faut blâmer cette exigence de la loi, non seulement parce que toute entrave à la libre affiliation des femmes aux syndicats doit être écartée, mais parce qu'elle constitue une extension abusive d'un pouvoir très contestable « la puissance maritale ». L'article 217 du Code civil, qui soumet la femme mariée à la tutelle de son mari, est en effet très critiquable et de plus en plus critiqué. Surtout dans les ménages ouvriers, la présomption d'infériorité morale de la femme est fausse. La supériorité que dans les ménages bourgeois peuvent donner au mari son instruction plus développée et son expérience des affaires, n'existe pas ici, où la femme peine comme le mari et échappe plus souvent que lui à l'alcoolisme. Des lois récentes ont d'ailleurs condamné le principe autoritaire de l'article 217. Les lois françaises du 9 avril 1881 et du 20 juillet 1886 autorisent la femme mariée, quel que soit son régime matrimonial à faire des versements, sans autorisation de son mari, à la Caisse d'épargne postale et à la Caisse nationale de retraites pour la vieillesse. En Belgique, MM. Auseele, Bertrand, Berloz, Denis et Vandervelde, députés socialistes, ont déposé le 23 avril 1896 une proposition de loi pour permettre à la femme mariée de disposer des produits de son travail et de son épar-

(1) M. Woeste, 18 novembre 1897.

(2) M. Begerem, 18 novembre 1897.

gne. Il semble donc que le moment n'est pas opportun pour établir une nouvelle extension de la puissance maritale.

A supposer même que le principe de l'article 217 du Code civile soit louable, c'est par une fausse application de cet article que la loi belge reconnaît au mari le droit de s'opposer à l'entrée de sa femme dans un syndicat. Du moment que le mari autorise sa femme à travailler, il lui donne toutes les autorisations accessoires, celle de discuter les conditions de salaire, de durée, d'hygiène; celle d'entrer dans un syndicat pour obtenir de meilleures conditions de travail.

Il est vrai que la femme peut se pourvoir devant le juge de paix et que celui-ci a un pouvoir tout à fait discrétionnaire. Mais souvent la femme hésitera à poursuivre son mari en justice, à faire intervenir un juge dans les discussions du ménage. Et il est abusif de soumettre l'exercice d'un droit légitime à un magistrat, qui, suivant qu'il sera plus ou moins hostile aux syndicats ou à telle catégories de syndicats, ou bien plus ou moins convaincu de la suprématie maritale, refusera ou accordera à la femme la faculté de se syndiquer (1).

3° *Les mineurs.*

L'organisation syndicale des mineurs présente un grand intérêt, d'abord parce qu'elle est de nature à

(1) Nous n'avons parlé que de la femme ouvrière, parce que c'est le cas le plus intéressant. Mais il est encore plus illogique de soumettre à une autorisation maritale l'affiliation d'une femme commerçante à un syndicat alors qu'une fois autorisée à faire le commerce elle peut accomplir tous les actes très aléatoires que comporte ce commerce.

provoquer les concessions patronales ou législatives en faveur des jeunes travailleurs, ensuite parce qu'elle les soustrait aux influences démoralisatrices qui les saisissent entre la sortie de l'école et l'âge mur, remplace partiellement l'éducation scolaire par une éducation syndicale, et les conquiert plus tôt et plus sûrement aux idées d'émancipation et de solidarité ouvrières.

La loi belge (1) (article 3) accorde au mineur âgé de 16 ans le droit de se syndiquer, mais, sauf opposition du père ou du tuteur, qui peut d'ailleurs être levée par le juge de paix. Elle refuse au mineur voix délibérative dans les conseils de l'Union, elle l'exclut de la direction. Ces dispositions législatives constituent un système moins libéral que celui de la loi de 1894 sur les sociétés mutualistes qui accorde aux mineurs âgés de 18 ans le droit absolu de faire partie d'une mutualité et qui reconnaît le même droit aux mineurs au-dessous de dix-huit ans, lorsqu'ils sont autorisés par leur père ou tuteur. Elle est due, comme celle relative à la femme mariée, à l'initiative de la Commission spéciale. Mais celle-ci était encore plus exigeante que le texte actuel. Elle n'admettait pas dans les unions les mineurs au-dessous de dix-huit ans, elle exigeait pour les autres l'autorisation paternelle sans laisser au Juge de paix le droit d'intervenir.

La proposition de la Commission spéciale et même

(1) La loi française n'a pas prévu la question. Nous en concluons qu'en France les mineurs ont liberté entière pour entrer dans les syndicats, une fois qu'ils sont autorisés par leur père ou tuteur à travailler. En Angleterre la loi admet les mineurs de seize ans. Elle leur défend seulement de faire partie du Conseil d'administration ou d'être trésorier ou « trustee ».

le texte actuel ont soulevé de vives critiques, à la Chambre, sur les bancs démocrates et socialistes. On a blâmé : 1° l'exigence d'une limite d'âge minima ; 2° la faculté reconnue au père d'empêcher l'affiliation du mineur ; 3° le refus aux mineurs syndiqués de toute voix délibérative.

Nous approuvons ces diverses critiques. Le jeune ouvrier ne saurait entrer trop tôt dans un syndicat. Autant que l'homme mûr il a des intérêts à défendre, des concessions à arracher au patron, des réformes à obtenir des pouvoirs publics. Certaines professions telles que les couturières sont recrutées souvent parmi les mineurs. De même, sans adresser à l'autorité paternelle les critiques que nous avons formulées contre la puissance maritale, il faut reconnaître que cette autorité, bien souvent, dans les milieux ouvriers, ne s'exerce pas pour la protection de l'enfant. D'ailleurs, une fois que par suite des nécessités impérieuses de la vie le père livre son enfant au travail de l'atelier, il ne saurait lui interdire de défendre son travail. Comme le commerce, le travail doit émanciper le mineur. Il ne faut pas que les préjugés d'un père alcoolique ou réactionnaire, d'une mère timide ou dévote puissent empêcher l'enfant de remplir ses devoirs de solidarité ouvrière. Le juge de paix, il est vrai, peut lever l'opposition paternelle. Mais il est abusif de soumettre l'exercice d'un droit essentiel au bon plaisir d'un juge et de forcer l'enfant à traîner ses parents en justice.

On ne comprend pas davantage que la loi refuse aux mineurs syndiqués voix délibérative. Evidemment il doit être loisible aux unions professionnelles de fixer par leurs statuts le rôle qu'elles entendent conférer

aux mineurs, mais pourquoi rendre cette règle obligatoire pour toutes les unions, alors que dans certains métiers l'élément mineur est prépondérant. Ici encore le législateur aurait dû avoir confiance dans la sagesse des unions professionnelles.

4° Passé judiciaire.

L'article 4 de la loi du 31 mars 1898 exclut de la direction de l'union et de l'honorariat les individus auxquels la loi du 23 juin 1894 interdit d'administrer les Sociétés mutualistes. Cette interdiction, empruntée par la commission spéciale au projet de M. Dubois, vise :

1° Ceux qui sont privés du droit de vote par suite de condamnation judiciaire ;

2° Ceux qui sont en état de faillite déclarée ou d'interdiction déclarée, ou qui ont fait cession de biens aussi longtemps qu'ils n'ont pas payé intégralement leurs créanciers ;

3° Ceux qui sont notoirement connus pour tenir une maison de débauche ou de prostitution.

Il est inutile d'insister sur les deux derniers cas d'exclusion qui sont très légitimes. Mais il faut remarquer que l'exclusion prononcée contre les individus privés du droit de vote par suite de condamnation atteint les individus condamnés par application de de l'article 310 du Code pénal. M. Anseele a fait remarquer à la Chambre (1) la perfidie de cette mesure qui exclut de la direction des unions reconnues les travailleurs victimes de leur dévouement à la cause

(1) 23 novembre 1897.

ouvrière ». C'est comme si on décidait qu'on ne pourra » pas donner un grade aux soldats blessés dans la » bataille », a-t-il dit. Néanmoins, cette disposition a été maintenue. Elle est conçue, ainsi que l'a avoué d'ailleurs M. Begerem (1) dans le même esprit que celle qui a fait exclure les cabaretiers et dont nous allons parler. Comme l'a dit M. Vandervelde, « on a voulu » dans les deux cas exclure de la direction les ouvriers » les plus courageux, les plus dévoués » (2). Plus d'une fois encore nous aurons à blâmer cette hostilité de la loi belge au mouvement ouvrier.

5° *Les Cabaretiers.*

La loi du 31 mars 1898 assimile dans une certaine mesure les cabaretiers aux tenanciers de maisons de débauche ou prostitution. — L'article 3 interdit aux unions professionnelles d'admettre comme membres honoraires « les débitants de boissons à moins que ces » derniers n'aient exercé durant quatre ans au moins » la profession ou le métier que l'union concerne ». L'article 4 exclut de la direction de l'union « ceux qui, » soit directement, soit par personnes interposées » tiennent un débit de boissons spiritueuses à moins » qu'il ne s'agisse de la direction d'une union formée » entre débitants de boissons ».

Le premier de ces textes, émané de la Commission spéciale, n'a soulevé aucun débat à la Chambre. En n'excluant de l'union que les cabaretiers qui n'appartenaient pas au métier des syndiqués ou qui n'y avaient

(1) Séance du 24 novembre à la Chambre.

(2) Séance du 23 novembre.

jamais appartenu, et en ne restreignant pas la capacité des cabaretiers, membres de l'union, il donnait une satisfaction suffisante aux nécessités de la pratique qui montrent souvent les cabaratiers, membres honoraires ou directeurs dans des syndicats qui concernent le métier auquel ils appartiennent ou auquel ils ont appartenu. Mais le second des textes cités, dû à un amendement de M. Carton de Wiart, député démocrate chrétien, a soulevé à la Chambre un débat très vif. Il a en effet pour conséquence d'empêcher les cabaretiers, même lorsqu'ils appartiennent au métier ou qu'ils sont d'anciens professionnels, de participer à la direction. Il heurte les habitudes de la pratique syndicale, surtout dans les pays houilliers, où les syndiqués confient volontiers la direction des syndicats aux camarades qui cumulent le métier de mineur avec la gestion d'un cabaret ou aux anciens mineurs, chassés de la mine à la suite des grèves, et devenus cabaretiers. Aussi, les députés socialistes ont-ils opposé à la proposition Carton de Wiart, adoptée par le gouvernement, une très vive résistance (1). Leurs efforts, malgré le con-

(1) La combinaison des art. 3 et 4 soulève une petite difficulté d'interprétation. L'article 3 *in fine* dit : « Ne peuvent faire partie d'une union professionnelle en qualité de membres honoraires les personnes qui sont exclues de la direction, aux termes de l'art. 4, et les débitants de boissons, à moins que ces derniers n'aient exercé durant quatre ans au moins la profession ou le métier que l'union concerne ». L'article 4, 4^o dit : « Ne peuvent faire partie de la direction de l'union : a) ceux que l'article 12 de la loi du 23 juin 1894 prive du droit d'être administrateurs d'une société mutualiste reconnue ; b) ceux qui, soit directement, soit par personnes interposées, tiennent un débit de boissons spiritueuses, à moins qu'il ne s'agisse de la direction d'une union formée entre débitants de boissons. » L'article 4 renvoyant à l'article 3, il semblerait que le cabaretier, pour être membre honoraire de

cours de M. Woeste, le leader de la droite, qui n'est pas suspect de sympathie pour les socialistes, mais qui a combattu la proposition Carton de Wiart comme une atteinte au principe de légalité des citoyens devant la loi, n'ont abouti qu'à une légère atténuation de la proscription prononcée contre les cabaretiers. On a fait exception en faveur des débitants qui ne vendent pas d'alcool. Même avec cette restriction l'amendement Carton de Wiart nous paraît injustifiable.

Son auteur a présenté cette proposition comme une mesure destinée à combattre l'alcoolisme, à diminuer l'influence des cabaretiers sur la population ouvrière, à éviter aux syndiqués une occasion nouvelle

l'union, même sans être directeur, doive non seulement être un ancien professionnel, mais ne pas vendre de boissons alcooliques. Il n'y aurait donc que le cabaretier qui est encore professionnel qui pourrait être membre de l'union et vendre de l'alcool. Mais nous croyons que cette interprétation est contraire aux intentions du législateur. Lorsque la Commission décida d'exclure les cabaretiers comme membres honoraires, elle s'exprima ainsi : Ne peuvent faire partie d'une union en qualité de membres honoraires, 1^o les personnes exclues de la direction aux termes de l'article 4; 2^o le débitant de boisson, etc. Mais l'article 4, tel qu'il était rédigé par la Commission, n'excluait que les personnes visées par la loi de 1894, c'est-à-dire les faillis, condamnés, tenanciers. Les deux articles se complétaient donc très bien. — Puis l'amendement Carton de Wiart, voté en première lecture, était ainsi rédigé : Art. 4. Ne peuvent faire partie de la direction de l'union. 1^o Ceux que l'article 12 de la loi de 1894, etc.; 2^o les cabaretiers... qui vendent de l'alcool. Ainsi un ancien professionnel devenu cabaretier pouvait, tout en étant membre honoraire, vendre de l'alcool. C'est seulement quand il voulait devenir directeur qu'il ne pouvait plus vendre d'alcool. Or, la Chambre n'a pas prétendu, en deuxième lecture, modifier le sens de ces dispositions. Elle a voté le texte tel qu'il avait été remanié par le gouvernement, sans s'apercevoir que l'article 3 et l'article 4 ne s'harmonisent plus comme dans le texte primitif.

d'aller au cabaret. Il a prétendu que les cabaretiers poussaient les ouvriers à la grève afin d'augmenter leur débit pendant les journées de grève, et il a cité la grève du Pas-de-Calais, décidée en 1893 par un comité de 25 personnes, dont 18 cabaretiers.

Les députés socialistes ont réduit cette argumentation à sa juste valeur, c'est-à-dire à néant. Ils ont montré que les cabaretiers, dans les pays industriels, étaient souvent d'anciens ouvriers renvoyés de l'usine ou de la fosse, parce qu'ils avaient été les plus ardents à soutenir les revendications communes. Ces ouvriers boycottés d'usine en usine, signalés à la vindicte patronale par les « listes noires » se mettent cabaretiers parce qu'ils n'ont que cette ressource suprême pour ne pas mourir de faim. Sous prétexte de faire la guerre à l'alcool, les conservateurs ont voulu éloigner de la direction des syndicats les hommes les plus dévoués à la cause ouvrière, ceux qui par leur situation jouissent d'une certaine indépendance vis-à-vis du patron, ont plus de loisirs pour faire de la propagande et sont le mieux placés pour connaître les besoins des ouvriers. Quant à prétendre qu'une pareille mesure ait quelque efficacité pour combattre l'alcoolisme, c'est une prétention tout à fait vaine. Les syndiqués se réunissent au cabaret, parce que c'est là une habitude profondément enracinée dans les mœurs belges et parce qu'ils n'ont pas d'hôtel particulier où se réunir. L'exclusion prononcée par la loi n'empêchera pas les syndicats de continuer à se réunir au cabaret. De même il est absurde de prétendre que les cabaretiers poussent à la grève : Ils n'y ont pas intérêt. Si la grève augmente la consommation pendant quelques jours,

elle tarit pour de longs mois la bourse des mineurs et les cabaretiers, eux aussi, s'en ressentent.

Que la loi fasse exception en faveur des cabaretiers qui ne débitent pas de boissons spiritueuses, cela n'atténue nullement les critiques que mérite l'amendement Carton de Wiart. Assurément il est très regrettable que les ouvriers s'intoxiquent aussi volontiers avec les alcools de qualité inférieure, et le Parti ouvrier belge fait une guerre acharnée à l'alcoolisme. Mais on ne saurait exiger qu'un cabaretier qui n'a que son débit comme moyen d'existence s'aliène sa clientèle en leur refusant de l'alcool. Il est souverainement injuste d'édicter une déchéance spéciale contre cet homme, alors qu'on ne frappe d'aucune incapacité les distillateurs, sans lesquels pourtant il n'y aurait pas de débitants d'alcool.

Nous avons donc le droit de conclure que cette disposition de la loi du 31 mars 1898, comme celle qui atteint les individus frappés par l'article 310 du code pénal, est une mesure tout à fait mauvaise et qui révèle la passion politique de la majorité, son hostilité irréductible aux syndicats socialistes.

CHAPITRE V.

Pièces à fournir.

Dans une société civilisée, toute personne physique ou juridique doit avoir son acte de naissance. « Il va de soi, écrivait M. Degreef (1), que les syndicats représentés par leurs fondateurs doivent tout au moins manifester publiquement leur intention et leur volonté de profiter des avantages de la loi. L'Etat ne peut reconnaître en définitive que ce qu'il connaît ». C'est par application de ce principe que la loi exige le dépôt des statuts de l'union professionnelle et qu'elle en ordonne la publication. C'est pour des motifs analogues que l'union professionnelle doit fournir, en cours d'existence, divers renseignements qui permettent à l'administration de vérifier si la loi est observée par l'association.

- 1° Vue générale sur les pièces que l'Union doit fournir à l'autorité publique ;
- 2° Liste des directeurs et administrateurs ;
- 3° Liste des membres ;
- 4° Envois des comptes annuels.

(1) Proposition de loi sur les syndicats professionnels. (Réforme, 14-21 octobre 1889). \

*1° Vue générale sur les pièces que l'Union doit fournir
à l'autorité publique.*

1° L'Union qui sollicite la personnification civile doit déposer au greffe du Conseil des mines les statuts et certaines pièces annexes (article 6).

Les statuts, qui évidemment ne doivent stipuler rien de contraire au droit commun ni au droit spécial des unions professionnelles, doivent en outre contenir certaines indications (article 4). Ce sont :

1° La dénomination adoptée par l'Union et le lieu de son siège social ;

2° L'objet pour lequel elle est formée ;

3° Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des diverses catégories de membres reconnues par les statuts ;

4° L'organisation de la direction de l'Union et de la gestion des biens, le mode de nomination et les pouvoirs des personnes chargées de cette direction et de cette gestion ;

5° Le terme du mandat (au maximum 4 ans) des personnes chargées de la direction et de la gestion ;

6° Le genre de placement des fonds sociaux ;

7° Le mode de règlement des comptes ;

8° La procédure à suivre pour le cas de modification ou de revision des statuts ou de dissolution de l'Union ;

9° Les sanctions que l'Union édictera le cas échéant pour l'observation de ses règlements ;

10° L'engagement de rechercher d'un commun accord avec la partie adverse les moyens d'aplanir,

soit par la conciliation, soit par l'arbitrage tout différend intéressant l'Union et portant sur les conditions du travail.

Aux statuts, les fondateurs de l'Union doivent annexer :

1° La liste des membres qui à un titre quelconque participent à sa direction ou à la gestion de ses biens (noms, prénoms, nationalité, âge, profession, indication de la qualité de membre actif ou honoraire).

2° Une déclaration signée par les directeurs attestant que l'Union est formée en ce qui concerne les diverses catégories de ses membres conformément aux prescriptions des articles 2 et 3 de la présente loi.

Les statuts et les annexes sont déposés au greffe du Conseil des Mines. Lorsqu'ils ont été approuvés par ce conseil ils sont publiés. Cette publication a lieu au *Moniteur* par voie d'annexes qui forment un recueil spécial et qui sont adressés aux greffes des tribunaux et mis à la disposition du public qui peut en prendre gratuitement connaissance et copie.

En cours d'existence l'Union doit encore donner à l'autorité certains renseignements. Chaque année, avant le 1^{er} mars, elle envoie au Conseil des mines (article 8) :

1° Un compte de ses recettes et dépenses clôturé au 31 décembre précédent, et le cas échéant, le compte spécial de certaines opérations de vente et d'achat exceptionnellement permises aux Unions professionnelles. — Ces comptes ne sont publiés que si l'Union y consent.

2° Une liste des membres directeurs et gérants, à la même date. — Cette liste est publiée.

3° Une déclaration relative à sa composition, analogue à celle qui est exigée lors de l'entérinement.

En outre, l'Union professionnelle doit envoyer au Conseil des mines les actes portant modification des statuts, changement du personnel de la direction et de la gestion, dissolution volontaire de l'Union. Ces actes sont soumis à l'entérinement du Conseil des Mines et publiés. C'est alors seulement qu'ils produisent leur effet.

Telles sont, dans leur ensemble, les pièces exigées par l'autorité publique pour que l'Union professionnelle soit admise à la vie juridique, pour qu'elle continue d'en jouir, enfin pour qu'elle cesse d'être une personne morale. Un commentaire détaillé de toutes ces formalités serait inutile, mais il convient de donner quelques explications sur certaines d'entre elles.

2° Liste des membres directeurs et administrateurs.

Le dépôt et la publicité des noms des directeurs et des administrateurs s'expliquent facilement. Il est nécessaire que l'Etat et que les tiers sachent à qui s'adresser, lorsqu'ils ont affaire avec l'Union. Les prescriptions de la loi belge sur ce point sont conformes à celles des lois anglaise et française.

Toutefois il aurait peut-être été suffisant de n'exiger que le nom du président seul, ou ceux du président et du trésorier, ainsi que l'a dit M. Anseele à la Chambre. Il a invoqué les représailles dont souvent les ouvriers qui participent à la direction d'un syndicat sont victimes de la part des patrons. Il est malheureusement trop vrai qu'en Belgique comme en France les chefs

des syndicats, les « meneurs » sont en butte aux persécutions patronales. La publicité des noms de tous les directeurs peut donc avoir pour effet d'écarter certains ouvriers de la direction du syndicat. On a répondu à M. Anseele que le syndicat n'était pas obligé d'avoir plus de deux directeurs. Mais il est évident qu'en pratique deux directeurs ne sauraient suffire. Dans une certaine mesure la loi pousse donc à la fraude.

3° Liste des membres.

L'exigence d'une déclaration signée par les directeurs et attestant la composition légale de l'Union semble une mesure assez anodine. Mais elle rappelle une des discussions les plus vives qui aient précédé le vote de la loi et elle constitue une victoire des députés socialistes. En effet le projet de loi, tel qu'il avait été modifié par la Commission spéciale, ordonnait le dépôt au greffe du Conseil des Mines de la liste entière des membres.

C'est à l'influence du Comité central des Industriels qu'il faut attribuer cette proposition de la Commission spéciale. Pas plus que les lois anglaise ou française, aucun des projets émanés soit des commissions, soit du gouvernement, soit de l'initiative privée n'avait formulé une pareille exigence qui dans l'état actuel d'antagonisme entre les classes aurait rendu la personification civile inacceptable par les unions ouvrières. Mais une des conséquences déduites par MM. Baudoux et Lambert de leur théorie était précisément le dépôt et la publicité de la liste des membres. Au nom de la liberté individuelle, sous prétexte de protéger les individus contre la tyrannie syndicale, ils rétablissaient

une mesure qui permet l'oppression des ouvriers par les patrons en donnant à ceux-ci toutes facilités de dresser les « listes noires ». La Commission spéciale n'osa pas aller aussi loin que le proposait le Comité central. Elle se contenta d'ordonner le dépôt de la liste des membres au greffe du Conseil des mines, tout en décidant que cette liste ne serait ni publiée ni communiquée à des tiers, sauf toutefois au ministère public en cas de poursuites judiciaires.

Pour justifier sa proposition le rapporteur, M. de Sadeleer, prétendait que le dépôt de la liste des membres était indispensable si l'on voulait assurer l'application sincère de la loi. Celle-ci, disait-il en substance, prononce certaines exclusions : cabaretiers, condamnés. Elle exige une autorisation du mari pour la femme mariée, du père pour le mineur. Elle limite le nombre des membres honoraires. Elle exige l'identité ou la similitude de profession des membres effectifs. Or il est impossible au Conseil des mines d'accorder la personification civile en connaissance de cause, et au ministère public de poursuivre les infractions à la loi, sans le dépôt d'une pareille liste. Le rapporteur invoquait ensuite l'impartialité incontestable du Conseil des Mines, qui était une garantie que la liste des membres resterait rigoureusement secrète. Il allait même jusqu'à proposer l'entrée de délégués des unions professionnelles au Conseil des Mines.

Les socialistes ne se sont pas laissé séduire par l'argumentation du rapporteur. M. Denis (1), notamment s'est chargé de prouver que le dépôt de la liste des

(1) 20 octobre 1897.

membres était une mesure inutile et dangereuse. — Reprenant point par point les différentes utilités assignées par M. de Sadeleer à cette formalité obligatoire, M. Denis a critiqué la légitimité de l'autorisation paternelle ou maritale, l'utilité de la limitation du nombre des membres honoraires. En tout cas, a-t-il dit, l'ordre public ne serait pas menacé parce qu'une de ces prescriptions serait violée, parce qu'un mineur de 14 ans ou une femme mariée seraient entrés dans un syndicat professionnel. Par contre le dépôt de la liste des membres présente un danger incontestable. A supposer que le secret du Conseil des Mines fût bien gardé, rien n'aurait empêché les soupçons des ouvriers. Quand bien même ces soupçons seraient radicalement injustes, il vaut mieux que le Gouvernement ne s'expose pas à les provoquer et à les entretenir. D'ailleurs il est impossible d'affirmer qu'une indiscretion ne se serait jamais produite, que quelque employé, gagné par un patron, ne lui aurait livré le nom de ses ouvriers syndiqués et fourni ainsi les bases d'une liste de proscription. Les « listes noires » ne sont pas une légende malheureusement, et l'attitude des tribunaux vis à vis des coalitions ouvrières pendant le xix^e siècle explique que les ouvriers répugnent à livrer leurs noms aux parquets. M. Anseele (1) a raconté, dans ce débat même, qu'au temps de l'Internationale les noms des prévenus, affiliés à cette association, qui comparaissaient devant le tribunal de Gand, étaient soulignés à l'encre rouge. Ces temps ne sont pas si lointains et l'on comprend que la défiance qui s'appuie sur de pareils souvenirs soit vivace.

(1) 26 octobre 1897.

Devant l'opposition des socialistes, le rapporteur a compris que le maintien d'une pareille obligation légale causerait l'échec certain de la loi et il a eu la sagesse de remplacer sa proposition par la simple exigence d'une déclaration des directeurs attestant que l'union est composée suivant le vœu de la loi. En outre l'union doit tenir à jour, au siège social, une liste des membres qui est mise à la disposition de tout associé (article 9).

Ce système de la loi belge est assez satisfaisant. Toutefois il aurait été préférable qu'elle n'exigeât aucune formalité analogue. En effet, comme l'a fait remarquer M. Defnet, député socialiste, il y a toujours à craindre qu'un émissaire des patrons, un ouvrier syndiqué, traître à la cause commune, ne prenne copie de la liste des membres pour la communiquer aux employeurs.

4° Envoi des comptes annuels.

Le principe d'un envoi annuel à l'autorité publique du budget des unions professionnelles avait été admis déjà par la Commission du travail. Mais le projet de M. Lejeune, désireux avant tout de réduire au minimum les formalités et les exigences de la loi, supprima cette obligation. Mais la Commission spéciale, s'inspirant à nouveau de l'exemple de la loi anglaise (1), sur lequel l'ouvrage de M. Dubois venait d'appeler l'attention des législateurs proposa d'instituer l'obligation d'un dépôt annuel des comptes pour les opérations des unions professionnelles. — La principale raison invoquée par la Commission spéciale était que l'union professionnelle

(1) Article 16 du trade union, oct. 1871.

pouvant faire des opérations de mutualité, devait comme les sociétés mutualistes être tenue d'avoir une comptabilité régulière. Cependant pour ne pas heurter trop directement la répugnance manifestée par les syndicats ouvriers à publier leurs comptes, la Commission spéciale n'ordonnait la publication que des opérations faites par les caisses de mutualité ayant une existence distincte au sein des unions professionnelles. Les unions qui ne possédaient qu'une caisse commune ne seraient tenues qu'à un dépôt de comptes sans publication.

Malgré la disparition des fonctions mutualistes des unions professionnelles, l'obligation d'un dépôt annuel de comptes a été maintenue par le législateur. On a prétendu en effet qu'il fallait donner aux unions des habitudes de comptabilité régulière, que l'État ne saurait se désintéresser de la bonne gestion d'institutions aussi éminemment utiles. On a invoqué les intérêts de la statistique. On a fait remarquer, enfin, que cette exigence de la loi n'avait pas d'inconvénients puisque les comptes ne devaient être publiés qu'avec l'assentiment de l'union professionnelle et qu'ainsi les patrons ne connaîtraient pas les ressources des syndicats.

Cependant les socialistes ont critiqué cette disposition de la loi belge, qui soulève les défiances invincibles des syndicats ouvriers. La plupart sont faibles en effet et redoutent qu'une indiscrétion, toujours possible, ne mette les patrons en connaissance exacte de leur faiblesse. — Il est possible que ces défiances soient injustifiées mais elles existent. En voulant les heurter trop directement la loi aboutit seulement à faire

renoncer les syndicats ouvriers au bénéfice de la personification civile. La véritable solution de la question, celle qui conciliait le mieux les intérêts de la statistique et les scrupules des unions professionnelles nous semble avoir été proposée par M. Denis (1). Il n'exigeait aucun envoi de comptes des unions, mais il chargeait l'office du travail d'entrer en relations amiables avec elles et de recueillir les renseignements qu'elles voudraient bien lui donner. M. Denis, à l'appui de sa proposition, a rappelé que l'exigence de comptes annuels a empêché la reconnaissance de nombreuses trade unions tandis que la création d'un Département of labour en 1887, chargé de se mettre officieusement en rapport avec les unions, a obtenu beaucoup plus de résultats, au point de vue de la statistique, que l'obligation légale d'un envoi annuel de comptes. C'est ainsi qu'en 1895 le nombre des trade unions non enregistrées (675) qui ont envoyé un rapport au Département of labour dépasse celui des unions enregistrées (573).

L'expérience syndicale, en Belgique même, confirme cette argumentation de M. Denis. C'est ainsi qu'en décembre 1899 la Revue du travail publie des extraits de la comptabilité de 5 syndicats socialistes Gantois, alors que ces syndicats se refusent au contraire à tout envoi obligatoire de comptes, même non suivi de publication. C'est qu'en effet lorsque les syndicats deviennent forts et conscients de cette force, ils publient spontanément des renseignements sur leur situation financière parce que la publicité donnée à leur prospérité peut

(1) M. Denis : Séances des 20 octobre et 29 novembre 1897.

leur attirer des adhérents et parce qu'ils savent, eux aussi, toute l'utilité sociale des statistiques. Mais tant qu'ils sont faibles, ou dans la période difficile de croissance, l'État s'il veut mériter la confiance des syndicats doit leur affirmer la sienne. Il doit leur accorder la personnification civile sans la faire payer d'obligations dont ceux-ci s'exagèrent le poids ou méconnaissent le caractère. Il doit respecter leurs défiances tout injustes qu'elles puissent être. En affirmant une neutralité sympathique, il leur prouve son impartialité. Les syndicats devenus plus forts et vainquant peu à peu leurs préjugés et leurs défiances, s'habituent à ne plus voir dans l'État le complice des patrons qui dressent les « listes noires ». Ils fournissent des renseignements chaque jour plus nombreux et plus complets aux Offices du travail sans même exiger que ces documents restent secrets. Ils le feront d'autant plus volontiers s'ils savent que tous ces chiffres ne serviront pas seulement à édifier des statistiques, mais à constituer les bases scientifiques de réformes utiles, de lois et de décrets vraiment démocratiques.

CHAPITRE VI

Entérinement des statuts.

La loi française de 1884 limite à un simple dépôt de pièces les formalités nécessaires pour que le syndicat professionnel obtienne la personnification civile. La loi belge, plus exigeante, soumet les pièces déposées à l'examen et à l'approbation de l'autorité publique.

Article 6. — « Les statuts et leurs annexes sont déposés au greffe du Conseil des Mines.

» Le Conseil des Mines, constitué en Commission d'entérinement des Unions professionnelles et siégeant au nombre de trois membres, vérifie si les conditions prescrites par la présente loi pour la constitution d'une Union professionnelle ont été observées ; dans l'affirmative il déclare les statuts entérinés et ordonne la publication au *Moniteur* des statuts et de leurs annexes.

.
» La publication au *Moniteur* a lieu dans les quinze jours qui suivent l'entérinement.

.
» L'Union jouit de la personnification civile le dixième jour après celui de la publication. »

La loi belge n'assigne pas au Conseil des Mines un rôle passif comme celui que la loi française attribue à la municipalité. Celle-ci se borne à recevoir les pièces

et à les transmettre au Procureur de la République. La Commission d'entérinement ne se borne pas à recevoir les statuts et leurs annexes et à en assurer la publication, elle apprécie la régularité de ces pièces, elle décide souverainement si l'Union professionnelle mérite ou non la personnalité morale. Ce système, qui présente une innovation importante sur la loi française, ne figurait pas dans le projet primitif. Il est dû à l'initiative de la Commission spéciale et a subi des modifications assez considérables pendant la discussion parlementaire.

I

Le projet de loi tel qu'il avait été conçu par la Commission du travail et maintenu par M. Lejeune et par la Section centrale, adoptait un système tout à fait analogue à celui de la loi française. La seule différence est qu'au lieu de disperser le dépôt des statuts des syndicats dans les municipalités, il centralisait tous ces documents en prescrivant leur enregistrement dans un bureau spécial. Mais l'enregistrement, comme le dépôt, était un acte purement mécanique. L'Etat n'intervenait que pour dresser l'acte de naissance des Unions professionnelles. Cette solution avait l'avantage d'écarter toute ingérence gouvernementale ou même tout soupçon de cette ingérence. Mais la naissance du syndicat était presque clandestine et surtout rien ne garantissait sa validité juridique. Les syndiqués pouvaient craindre de se voir opposer en justice la nullité de leur association. Pour parer à ces inconvénients, M. Begerem appliquait aux unions professionnelles les prescriptions de la loi de 1873 sur les sociétés com-

merciales. Il substituait à l'enregistrement des statuts leur publication au *Moniteur*. Ainsi la naissance des Unions serait moins clandestine et peut-être des hommes compétents signaleraient-ils aux fondateurs les nullités qui vicieraient leur œuvre. Mais c'était là une mesure encore bien inefficace. Aussi la Commission spéciale, s'inspirant de la loi anglaise, résolut d'introduire dans la loi belge une institution analogue à celle du Registrar.

Le « trade union act » de 1871 décide que pour obtenir la reconnaissance les trade unions doivent envoyer à un magistrat spécial, le Registrar, les statuts de l'union avec le nom et la fonction des administrateurs. Le Registrar n'accomplit l'enregistrement qu'après avoir vérifié la légalité des statuts. C'est alors seulement qu'il inscrit l'Union sur un registre *ad hoc* et lui délivre un certificat d'enregistrement. L'enregistrement n'a pas pour effet de rendre valable une association illégale (acte de 1871, art. 6, acte de 1876, art. 8). Mais il n'en est pas moins vrai qu'elle constitue pour les Unions une garantie de fait qu'on ne contestera pas leur légalité.

La Commission spéciale résolut de donner au Conseil des Mines un rôle analogue à celui du registrar. Mais elle allait plus loin que la loi anglaise. Elle donnait au Conseil des Mines transformé en « Conseil du contentieux administratif » le caractère d'une juridiction. Elle faisait de l'entérinement un acte judiciaire, inattaquable, définitif. « Après l'entérinement, » disait le » texte qu'elle proposait, la validité de la Société ne » pourra plus être attaquée pour omission d'une des » conditions prescrites par la présente loi ». Ainsi les unions professionnelles auraient une certitude absolue

de validité et en même temps on respectait le principe que le Gouvernement n'intervenait pas pour accorder la personnification civile. Ce n'était pas une autorité administrative qui la créait; c'était une juridiction qui la constatait.

II

Cependant l'innovation de la Commission spéciale, très satisfaisante en pratique, soulevait une grave objection. La sentence du Conseil des Mines n'a, par nature, rien de contentieux. Il n'y a pas ici contestation entre deux parties; il n'y a pas appel d'un acte administratif devant une juridiction. La décision du Conseil des Mines est un acte administratif ou tout au plus un acte de Gouvernement.

Dès le premier jour (1) où la proposition de la commission vint en discussion, M. Van Cleempute, trouvant trop absolue cette formule : « Après l'entérinement, « la validité de la société ne pourra plus être contestée « pour omission d'une des conditions prescrites par la « présente loi », demanda à M. de Sadeleer de préciser quelles nullités seraient couvertes par l'entérinement. Le rapporteur répondit par une distinction : l'entérinement devait couvrir les nullités résultant de l'observation de la loi sur les unions professionnelles; par exemple si le Conseil des Mines entérinait une union d'ouvriers n'appartenant pas à des professions similaires ou connexes, on ne pourrait pas invoquer plus tard cette nullité contre l'union. Mais l'entérinement ne devait pas couvrir les nullités de droit commun,

(1) 19 janvier 1897.

celles communes à tous les contrats. Par exemple, si on découvrait ultérieurement que les pièces produites au Conseil des Mines étaient fausses, mensongères, ou que les consentements avaient été extorqués par violence ou par dol, les tribunaux pourraient considérer l'union comme nulle. M. de Sadeleer faisait donc une première brèche à son système. C'était une brèche dangereuse car un jugement n'en est pas moins définitif parce qu'il aurait été surpris à la bonne foi des magistrats.

M. de Lantsheere acheva l'œuvre de destruction commencée par le rapporteur lui-même. Il fit remarquer qu'il n'y avait ici ni contentieux ni juridiction. Il n'y a pas contentieux, disait-il en substance, parce qu'il n'y a pas litige. Il y a un corps administratif appréciant un acte dans ses rapports avec une loi d'ordre public. Le Conseil des Mines se comporte ici comme un receveur d'enregistrement. Il accomplit un acte administratif. M. de Lantsheere ajoutait qu'il n'y avait pas de juridiction. Le Conseil des Mines avait été organisé en 1837 comme corps administratif, sans publicité des séances, sans imperium. Il aurait donc fallu modifier complètement son organisation. La Commission spéciale, en confiant l'organisation de ce nouveau tribunal à un arrêté royal violait l'article 94 de la Constitution qui exige une loi pour la création de toute juridiction contentieuse.

Personne ne contesta l'argument de M. de Lantsheere qui était irréfutable. Cependant on vota le texte de la Commission tout en convenant qu'on étudierait la question pour le deuxième vote.

Lorsque le projet revint en discussion, après avoir

été remanié par le gouvernement, l'expression « Conseil du contentieux administratif » avait fait place à cette autre plus modeste « Commission d'entérinement » et l'on avait supprimé la phrase qui avait provoqué la question de M. Van Cleempute. Le discours de M. de Lantsheere avait porté ses conséquences : on renonçait à faire du Conseil des Mines une juridiction et de sa décision un jugement. L'entérinement n'était plus qu'un acte administratif.

M. Nyssens, ministre du travail, qui dans la première discussion (1) avait affirmé que le Conseil des Mines était érigé en juridiction, s'exprima cette fois (2) d'une façon toute différente. Il assimilait la décision du Conseil des Mines à l'arrêt royal qui reconnaît les sociétés mutualistes. L'entérinement accordait la personnalité civile avec tous les effets pouvant résulter d'un acte de l'autorité administrative intervenant dans ces conditions. Le ministre ajoutait que les difficultés qui pouvaient surgir étaient relatives à la question des conflits possibles entre le pouvoir administratif et le pouvoir judiciaire. Il se contentait de renvoyer au droit commun pour la solution de cette question.

Il est regrettable que M. Nyssens n'ait pas expliqué quel était ce droit commun, comme il devait le faire plus tard au Sénat. Le rapporteur, M. de Sadeleer, s'abstint. Des opinions contradictoires furent soutenues par M. Delebeke, d'une part ; par MM. Van Cleenpute, Voëste et Liebaërt d'autre part. La Chambre vota donc une disposition sur le sens de laquelle elle était incer-

(1) 19 novembre 1897.

(2) 8 février 1898.

taine (quoique le sens en fût incontestable) et qu'elle aurait peut-être modifiée si M. Nyssens lui avait expliqué clairement les conséquences juridiques auxquelles il faisait allusion.

M. Delebeke soutint en effet que la décision du Conseil des Mines conférait la personnalité civile indépendamment de toute fraude employée pour l'obtenir. La révélation ultérieure de la fraude n'avait d'autre conséquence selon lui que de donner lieu à une action en déchéance de la personnalité civile mais ne permettait pas de contester l'existence actuelle de l'être moral. Cette interprétation présentait de sérieux avantages pratiques puisqu'elle garantissait la validité de l'union. Mais cette opinion, qui serait peut-être soutenable en droit public français (1), est inadmissible en Belgique. La loi belge reconnaît bien comme la loi française la séparation des pouvoirs, mais si elle défend aux tribunaux d'annuler les actes administratifs elle leur permet, contrairement au droit administratif français, de n'en pas tenir compte, d'en apprécier la validité, d'en interpréter le sens dans la mesure nécessaire à la solution des litiges (article 107 de la Constitution). L'application de ces principes à notre sujet nous amène à penser que l'union pourra se voir opposer en justice la nullité résultant d'une irrégulari-

(1) En effet, dans le droit administratif français, les tribunaux judiciaires ne peuvent pas contester ou interpréter les actes administratifs. D'autre part les actes discrétionnaires et les actes de gouvernement échappent en principe au recours pour excès de pouvoir. Mais encore il nous semblerait difficile de ne pas admettre ici un recours pour excès de pouvoir, pour violation d'une loi positive, quand l'entérinement aurait été accordé en violation manifeste de la loi sur les unions professionnelles.

té des statuts. Le tribunal, sans prononcer la nullité de l'union, ce qui dépasserait ses pouvoirs, tiendra l'union pour inexistante.

Cette interprétation, qui se dégage du droit public combiné avec l'article 6 de la loi sur les unions professionnelles et qui a été soutenue à la Chambre par MM. Wæste, Van Cleempute et Liebaërt, a d'ailleurs été confirmée d'une façon très nette, au Sénat (1), par M. Nyssens.

III

Ainsi il ne reste rien, au moins en théorie, du but poursuivi par la commission spéciale. L'entérinement des statuts par le conseil des mines ne donne pas à l'union professionnelle une certitude absolue de sa validité. Et, suprême ironie des lois, ce résultat qui serait peut-être possible sous le droit public autoritaire de la France, trouve un obstacle dans la législation plus libérale de la Belgique qui soumet les actes de l'administration à la critique des juges.

Pour atteindre ce résultat, il ne fallait pas hésiter à déroger au droit commun. Il aurait fallu que la Commission spéciale, persistant dans sa première idée, érigeât le Conseil des Mines en tribunal et sa décision en jugement. Certes il y aurait eu une anomalie à donner le caractère de jugement à un acte administratif, mais elle n'aurait pas été unique dans la législation belge. Les jugements qui prononcent les adoptions ne tranchent pas non plus de litige. Le droit moderne n'a même pas cru nécessaire de conserver la fiction contentieuse que le droit romain faisait intervenir dans

(1) 22 mars 1898.

les actes de cette sorte et dans les affranchissements. Les nécessités sociales, en effet, expliquent et justifient les dérogations aux principes juridiques, parce que ces principes n'ont rien d'absolu et n'ont pas d'autre fondement que leur utilité.

Toutefois nous devons reconnaître que nos critiques ont une valeur surtout théorique. L'examen des statuts par trois magistrats compétents, habitués à cette besogne, est une puissante garantie de fait que les statuts ne contiennent rien d'illégal et que l'union est valable, si les déclarations de ses fondateurs sont sincères.

Le seul inconvénient éventuel qu'offre en pratique le rôle attribué au Conseil des Mines c'est qu'il pourrait abuser de son pouvoir pour refuser systématiquement aux unions qui lui déplairaient la personnalité civile. En effet sa décision est souveraine. La loi belge n'a prévu rien d'analogue au recours que la loi anglaise accorde aux trade unions devant le Banc de la Reine. Mais il faut reconnaître que le Conseil des Mines offre en fait des garanties d'impartialité équivalentes à celles de tous les tribunaux. L'arrêté royal du 30 juin 1898 qui a organisé le Conseil des Mines en commission d'entérinement oblige le Conseil à signifier par un rapport écrit les motifs de ses décisions de rejet, et il admet les intéressés à s'expliquer devant lui. Il est bien difficile que dans ces conditions les unions professionnelles n'obtiennent pas la reconnaissance quand elles y ont droit. Aussi nous croyons le système admis par la loi belge préférable à celui que proposait M. Wæste (1) et qui laissait à un arrêté royal

(1) 19 novembre 1897.

le soin de prononcer la personnification civile des unions. M. Wæste a prétendu que sa proposition donnait aux unions professionnelles la garantie de la responsabilité parlementaire. Mais on lui a répondu fort justement qu'il valait mieux éviter dans ces matières l'intervention du gouvernement toujours soupçonné de partialité même quand il s'applique à être impartial.

L'institution de la Commission d'entérinement pourrait assurément être perfectionnée si on y faisait entrer comme le proposait M. Van der Velde (1) des délégués des unions professionnelles. Mais, telle qu'elle est, elle constitue une innovation intéressante de la loi belge. Tout en regrettant que la Commission spéciale n'ait pas maintenu sa conception première qui assurait aux unions une validité indiscutable, on peut la féliciter d'avoir adopté l'institution du « Registrar » anglais.

(1) 19 novembre 1897.

CHAPITRE VII.

Objet des Unions professionnelles.

La Commission du travail de 1886, malgré la largeur incontestable de ses vues, était encore dominée par cette idée qu'en accordant la personnalité civile aux unions professionnelles, elle leur conférait un privilège. Défiante envers la mainmorte, dont elle craignait un retour offensif, incertaine sur les résultats de la nouvelle expérience qu'elle était résolue à tenter en Belgique, d'après les exemples alors très contestés de l'Angleterre et de la France, elle crut prudent de déterminer nettement le rôle des unions qu'elle investissait de la personnalité, d'énumérer limitativement les attributions qu'elle leur reconnaissait.

Bien que cette énumération fût rédigée d'une façon très large, la méthode adoptée par la commission du travail était fâcheuse. Une énumération, si complète qu'elle puisse être, contient toujours quelque lacune. Des besoins nouveaux peuvent, tout à coup, se manifester qui rentrent dans la fonction syndicale. Et les unions se trouveraient alors dans ce dilemme : négliger un objet qui par nature est de leur compétence ou enfreindre la loi. Aussi M. Denis avait-il demandé que

l'énumération adoptée par la commission fût énonciative et non pas limitative.

La Commission néanmoins persista dans son idée. Mais le projet Lejeune, renonçant à cette méthode défectueuse, limita seulement l'activité des unions à l'étude et à la défense des intérêts professionnels (le texte actuel de l'article 2 dit : « l'étude, la protection et le développement ») de leurs membres. Mais la loi restreint formellement la fonction des unions par l'interdiction de certains actes et par la limitation de leurs propriétés immobilières.

Les chapitres qui suivent ont pour but de passer en revue les principales attributions des unions professionnelles, les restrictions que la loi apporte à leur activité naturelle et certaines extensions qui auraient pu être données à leur capacité. Mais avant d'aborder les divers points de cette étude, il n'est pas inutile de jeter sur le rôle légal des unions professionnelles un regard d'ensemble.

1° Les unions professionnelles ont pour but, d'après la définition même de la loi, tout ce qui peut faciliter l'exercice de la profession par les membres et perfectionner leur technique du métier.

Par suite elles peuvent organiser des cours, des conférences, des ateliers d'apprentissage, des bibliothèques. Elles peuvent avoir des laboratoires, des champs d'expérience.

Elle peuvent posséder un outillage commun, des bestiaux, des machines qui seront à la disposition des membres. Dans le même ordre d'idées, l'union se chargera de faire pour le compte de ses membres des achats de matières premières, des ventes de produits

fabriqués. Elle prêterait aux associés un crédit moral en leur permettant d'user d'une marque de fabrique ou de commerce, dont elle aura la propriété.

Pour faciliter le placement de ses membres, s'il s'agit d'un syndicat ouvrier, ou pour leur permettre de recruter plus facilement des employés, elle aura des bureaux de placement, des bourses de travail.

2° C'est en intervenant dans les conflits du capital et du travail, dans la conclusion du contrat de louage de services, que le syndicat, au moins le syndicat ouvrier, facilite surtout l'exercice de la profession, défend et protège les intérêts professionnels de ses membres. L'organisation de la grève, les institutions de conciliation, le contrat collectif et l'exercice collectif des actions judiciaires constituent les attributions capitales des syndicats ouvriers.

3° Telles sont les attributions reconnues aux unions professionnelles par la loi de 1898. Si on néglige l'opposition de la gauche libérale du Sénat, on peut dire qu'elles leur ont été accordées par l'unanimité du parlement. Elles se concilient, en effet, avec une vue très conservatrice de la société. Elles n'ont pour but, en somme, que de faciliter « la profession exercée individuellement » suivant l'expression de M. Smet de Naeyer au Sénat (1). L'intervention des syndicats dans les conflits du travail et du capital tend, il est vrai, à transformer le régime de l'industrie, à imposer la volonté collective des employés à l'employeur. Mais il n'y a là que la conséquence logique, inévitable du principe de la libre concurrence qui amène les faibles

(1) 17 mars 1898.

à grouper leurs faiblesses individuelles afin de devenir les plus forts, de même que les forts se coalisent pour écraser plus sûrement l'éparpillement des faibles. D'ailleurs on verra que la conception du contrat collectif, telle que l'a adoptée la loi belge, répond à une vue tout individualiste.

Au contraire le législateur a écarté certaines propositions émanant des démocrates et des socialistes, par exemple l'amendement Helleputte, qui en autorisant les unions à exercer le métier étaient en désaccord avec sa conception de l'union professionnelle, et portaient en germe une menace de collectivisme.

4° Enfin la loi a limité aux intérêts strictement professionnels le rôle de protection et de défense des unions. Par application de cette idée elle leur a défendu d'organiser la mutualité et de s'occuper de politique.

Ainsi la loi belge apporte trois restrictions importantes à l'activité naturelle des unions. On peut les résumer ainsi : Pas de commerce ! Pas de mutualité ! Pas de politique ! L'étude de ces prohibitions n'est pas moins instructive que celle des attributions reconnues aux unions professionnelles. Elle nous montrera quelle a été la pensée dominante du gouvernement et de la majorité, pensée de défiance et d'hostilité à l'égard des partis démocratiques.

On peut grouper de la façon suivante les questions que soulève l'examen de l'objet des unions professionnelles.

- I. — Facilités accordées par l'union professionnelle à l'exercice individuel du métier. — Enseignement professionnel et institutions de placement.

II. — Action et Contrat collectifs :

I^o Coalitions.II^o Conciliation.III^o Contrat collectif et exercice
collectif des actions en justice.

III. — Les unions et l'exercice de la profession.

IV. — Les unions et la mutualité.

V. — Les unions et la politique.

I

*Facilités accordées par l'Union professionnelle à
l'exercice individuel du métier.*

(Enseignement professionnel et institutions de placement).

1^o Enseignement professionnel. — L'union professionnelle, qu'elle soit mixte, patronale, ouvrière ou agricole, est toute désignée comme cercle d'étude... Aussi, la loi belge lui reconnaît-elle le droit d'organiser des cours, conférences, bibliothèques, collections destinées à l'instruction professionnelle de ses membres. Plus large que la loi française, elle lui permet de posséder des laboratoires, des champs d'expérience, ce qui est très utile pour des professions de plus en plus nombreuses, à mesure que la chimie joue un rôle plus considérable dans l'industrie et que la culture devient intensive.

Elle autorise aussi les unions à posséder des ateliers d'apprentissage. C'est là une institution excellente, destinée à former de bons ouvriers, permettant aux jeunes gens forcés par la nécessité de la vie à gagner quelque argent, de pouvoir le faire sans devenir des

demi-ouvriers, des gâte-salaires, incapables de prétendre à un salaire normal, mais capables, par leur concurrence, d'abaisser le salaire des ouvriers à pleine capacité professionnelle. En fait ces ateliers sont très rares, parce qu'ils ne procurent aux unions que des déficits, mais il faut louer néanmoins la Section centrale de les avoir énumérés parmi les immeubles dont la possession est permise aux unions. Ils peuvent devenir très utiles, lorsque les syndicats seront plus riches.

2° Institutions de placement.

Les unions peuvent jouer un rôle important dans le placement des travailleurs et dans l'écoulement des produits fabriqués ou récoltés. La loi belge permet aux unions d'avoir les immeubles nécessaires à l'installation de bureaux de placement et de bourses de travail. Par ces diverses institutions, dont l'organisation dépasse souvent les moyens d'une union isolée, mais que l'on conçoit très bien pour une fédération de syndicats, les unions tendent à régulariser le jeu de la loi de l'offre et de la demande.

Elles évitent à l'industrie les crises de surproduction ou de disette, en faisant connaître l'état du marché et en permettant de régler la production sur les besoins de la consommation. Elles évitent aux travailleurs de longs chômages en leur faisant connaître les localités où la main-d'œuvre est insuffisante.

Dans le même ordre d'idées, la Commission du travail avait rangé les frais d'émigration. Evidemment cette attribution est encore permise aux unions. Elle présente en effet un caractère nettement professionnel. M. Prins avait proposé également qu'on autorisât

les unions à posséder des auberges professionnelles, institutions utiles pour les métiers où subsiste encore le « Tour de France. » Les auberges professionnelles qui correspondent au « père » et à la « mère » des compagnonnages sont une des institutions reconnues par les lois allemande et autrichienne, aux corporations de la petite industrie. Mais la Commission du travail a pensé que cette institution n'aurait pas d'utilité dans un petits pays comme la Belgique, et depuis l'idée n'a été reprise par aucun des projets successifs. Remarquons toutefois que l'ouvrage publié récemment par l'Office du travail français sur les associations professionnelles ouvrières (1) regrette l'absence, dans les institutions syndicales, des « père » et « mère » de l'ancien compagnonnage et signale les tentatives faites par des syndicats maritimes pour fonder des « hôtels des marins. »

3° L'union facilite encore l'exercice individuel de la profession en faisant des achats, des ventes pour ses membres, en passant des contrats de louage de travail, d'adjudication, etc., pour eux ; en leur permettant d'user d'une marque de fabrique. Ces questions seront examinées, lorsque nous parlerons de l'action et du contrat collectifs et de la prohibition faite aux unions d'exercer le métier

(1) Office du travail français. *Les associations professionnelles ouvrières*, tome I, 1899.

CHAPITRE VIII

Objet des Unions professionnelles (II). Action et Contrat collectifs.

Le caractère essentiel du syndicat ouvrier, c'est d'être une coalition. C'est pour obtenir de meilleures conditions de travail que les ouvriers se syndiquent, comme jadis les serfs urbains se conjurèrent pour limiter l'exploitation seigneuriale.

Comme la commune des x^e, xi^e siècles, le syndicat moderne emploie des moyens violents ou pacifiques, la grève ou la conciliation. Comme la commune, après sa victoire, faisait souvent constater par une charte les privilèges obtenus, le syndicat ouvrier veut à son tour traiter en puissance juridiquement reconnue avec le patron ; il veut lui imposer le contrat collectif et poursuivre en justice l'exécution de ce contrat.

D'ailleurs, si le contrat collectif, si l'action collective en justice apparaissent comme les attributions du syndicat ouvrier, intervenant dans les conflits du capital et du travail, ils s'appliquent aussi aux syndicats de patrons vis-à-vis des ouvriers. On conçoit aussi le contrat syndical dans d'autres questions que des questions de salaires ou d'heures de travail (par exemple un contrat de location, de fournitures). De même l'ac-

tion syndicale s'exerce non-seulement en matière contractuelle, mais en matière délictuelle, pour le redressement de torts causés aux syndiqués : telle l'action des syndicats de médecins, de pharmaciens, dans les poursuites pour exercice illégal de la médecine ou de la pharmacie.

D'une façon générale, l'action collective de l'union professionnelle, soit par la grève, soit par la conciliation, soit par la poursuite judiciaire, de même que la convention syndicale, si elles aident les intérêts individuels des associés, tendent aussi à substituer au régime actuel qui ne connaît que des rapports d'individu à individu, un régime qui associe les intérêts des citoyens, dans des groupements chargés de leur représentation,

Section I. — Coalition.

Section II. — Conciliation.

Section III. — Contrat collectif et exercice collectif des actions en justice.

SECTION I

LA COALITION ET L'ARTICLE 310 DU CODE PÉNAL

La grève est la fonction principale du syndicat ouvrier. Assurément il préfère recourir à la conciliation où à l'arbitrage, mais pour que les moyens pacifiques puissent aboutir il faut que ses adversaires le sachent en état de lutter. Ici plus qu'ailleurs, le vieil adage est vrai « *Si vis pacem para bellum.* » Pour être prêt aux luttes, pour arracher des concessions aux patrons ou résister à leurs prétentions, le syndicat doit

accumuler des munitions. Il doit avoir une caisse de résistance qui lui permette de soutenir les grévistes pendant un certain temps, si bien que le patron, en présence d'un long chômage préjudiciable à ses intérêts soit obligé de céder. Dans le même ordre d'idées les syndicats luttent contre tout acte d'arbitraire patronal par des secours de chômage qui paralysent l'effet de cet arbitraire. Ils ont des ateliers de chômage où les travailleurs expulsés de l'atelier trouvent le pain quotidien sans être à charge aux camarades. Enfin il imposent à leurs membres certains règlements, certains tarifs que ceux-ci doivent s'engager à respecter et usent de moyens disciplinaires vis-à-vis des individualités rebelles. En un mot le syndicat est une association guerrière, un corps de troupe engagé dans la lutte contre le patronat avec son état-major (directeurs), ses munitions (caisse de résistance), ses ambulances (ateliers de chômage), sa discipline commune (règlements, et sanctions de ces règlements.)

Assurément ce rôle combatif du syndicat est regrettable, mais dans l'état actuel de la société, séparée en deux classes rivales, il est essentiel.

La loi belge reconnaît cette fonction des syndicats. Elle leur permet d'avoir une caisse de résistance et une caisse de chômage. Même pour ce rôle simpliste de l'union la personnification civile est précieuse, ne fût-ce que pour mettre la caisse de l'union à l'abri des infidélités toujours possibles de ses hommes de paille ou des convoitises et des dissentiments de ses membres. Mais la loi belge a mis à la personnification civile des sociétés de résistance de telles conditions que la plupart des syndicats ouvriers préfèrent vivre sous le

régime de la liberté d'association sans personnalité.

Sans parler de toutes les prohibitions (mutualité, politique) et de toutes les formalités (envoi de comptes annuels) qui détournent les unions de la personnification civile, la loi empêche leur fonctionnement comme agents de grève et de résistance :

1°) En interdisant aux unions professionnelles de posséder des ateliers de chômage.

2°) En n'accordant aucune sanction civile aux conventions passées entre les membres pour assurer certaines conditions de travail.

3°) Surtout par le maintien d'une loi pénale encore hostile au droit de coalition.

1° Ateliers de chômage :

Quelques syndicats ouvriers possèdent des ateliers de chômage. Ils sont peu nombreux (1), car leurs opérations se soldent presque toujours par un déficit, ce qui s'explique par le caractère passager de ceux qui y travaillent. Le véritable atelier de chômage est en somme la coopérative socialiste : « Les militants du » Parti, lorsqu'ils sont privés de travail et jetés sur le » pavé à cause de leurs opinions, trouvent un refuge » assuré dans le personnel des coopératives (2) ».

(1) M. Varlez cite 9 ateliers de chômage à Gand (5 socialistes, 4 antisocialistes). Mais il dit que certains n'existent que sur le papier. Seul, celui des cigariers socialistes a une certaine prospérité parce qu'il fournit le tabac aux coopératives socialistes. (*Plan social de Gand*, III, et *Musée social*, janvier 1899. La Fédération Gantoise).

(2) Destrée et Vandervelde : *Le socialisme en Belgique*, page 47.

Néanmoins, malgré leur peu d'importance pratique, les ateliers de chômage constituent une forme d'assistance bien supérieure aux secours prélevés sur la charité des camarades ou du public. Aussi la section centrale de 1891, mettant à profit les observations de MM. Vandervelde et Ninauve à la Fédération des avocats, avait-elle mentionné ces ateliers parmi les immeubles permis aux unions professionnelles.

Le rejet de l'amendement Hellepute, la défense expressément faite aux unions d'exercer le métier amenèrent la suppression des ateliers de chômage. Le gouvernement et le rapporteur auraient voulu cependant les maintenir à condition qu'ils ne fussent pas permanents. Mais c'était exiger une condition impossible. Partisans comme adversaires de ces ateliers s'accordèrent à prouver que l'atelier de chômage devait être nécessairement permanent. M. Anseele (1), citant l'exemple de l'atelier des cigariers de Gand, a exposé que la plupart des chômeurs étaient des demi-ouvriers. Il faut donc quelques ouvriers à capacité professionnelle complète et un contre-maitre pour diriger le travail. Les exigences de la clientèle sont d'ailleurs permanentes et exigent que l'atelier produise même quand il n'y a pas véritablement de chômeurs. Devant cette évidence le gouvernement s'est rallié à la partie de l'amendement de M. Dierick qui supprimait les ateliers de chômage. Par un illogisme heureux la partie de cet amendement qui visait les ateliers d'apprentissage a été repoussée.

(1) 1^{er} Décembre 1897.

2° Sanction des règlements des unions :

Certaines unions professionnelles sanctionnent par des clauses pénales l'exécution de leurs règlements. La loi déclare ces sanctions licites en principe, mais elle décide qu'elles ne peuvent faire l'objet d'aucune action civile (art. 4, 9°).

Ainsi un syndicat de typographes élabore un tarif avec un minimum de salaire de 4 francs et avec un maximum d'heures de travail (12 heures). Les syndiqués s'engagent à observer ce tarif et décident de payer une amende de 50 francs s'ils consentent à travailler en dehors des conditions convenues. Un typographe accepte du travail pour un salaire de 3 fr. 50 ou consent à travailler pendant 13 heures. Le syndicat ne peut pas réclamer en justice l'amende prévue.

Cette dérogation importante au principe que les conventions font la loi des parties n'est d'ailleurs pas spéciale à la loi belge. Tout le droit révolutionnaire fait de la liberté du travail un bien inaliénable et lorsque la loi française de 1884 a rendu licites pénalement de pareils engagements, il a été bien entendu qu'ils n'auraient pas de valeur civile. L'article 4 du *trade union act*. 1871 contient des prescriptions analogues. Il y a évidemment des raisons très sérieuses en faveur de ces décisions législatives. La liberté du travail est un grand bien, l'unique propriété de l'ouvrier et le législateur a raison de s'opposer à ce qu'on l'engage dans des conventions qui pourraient compromettre l'exercice et rétablir, dans quelque mesure, les servitudes personnelles. Mais, d'autre part, si l'on reconnaît pour les ouvriers la nécessité de se coaliser,

d'arrêter certaines lignes de conduite afin d'améliorer leur sort, on peut s'étonner que de telles conventions n'aient pas de valeur civile. L'engagement de l'employeur envers l'employé et celui de l'employé vis-à-vis de l'employeur sont valables. Ils ne peuvent être rompus que dans certaines conditions et toute violation du contrat de travail peut entraîner une indemnité. On prétend, il est vrai, que dans le louage d'ouvrage, l'engagement de chaque partie trouve son équivalent dans l'engagement de l'autre partie, tandis que dans la convention syndicale, l'ouvrier ne stipule aucun avantage en échange de sa promesse. Mais l'union ne donne-t-elle réellement rien aux travailleurs en échange de son obéissance. Elle lui assure un salaire suffisant, une journée normale. Et, si on se place à un point de vue moins égoïste mais digne de retenir l'attention du législateur, elle prépare l'émancipation progressive sinon de ce travailleur, au moins de ceux qui viendront après lui et qui lui sont unis par les liens vagues mais indéniables de la solidarité humaine. Nous ne nous dissimulons pas que la question est délicate. Suivant qu'il s'agit d'une réglementation égoïste, par exemple de celle d'un syndicat de médecins, funeste pour le public, ou d'un tarif destiné à garantir à des ouvriers un salaire raisonnable, on incline plutôt en faveur de la négative ou de l'affirmative. Nous croyons cependant qu'il faudrait reconnaître aux conventions syndicales la même validité qu'aux louages d'ouvrage. Il ne faut pas, sous prétexte de liberté individuelle, protéger sans cesse l'ouvrier contre ses propres responsabilités. Emancipation et tutelle sont deux mots qui se contredisent.

3^e Loi pénale.

(Article 310).

A). L'article 310. — Comparaison avec les lois anglaise et française.

a). *L'article 310 et la loi Wæste.* — Le code pénal de 1867 avait reconnu le droit de coalition, mais de façon bien incomplète (1). L'article 310 qui avait remplacé les articles 414-416 du Code Napoléonien incriminait les atteintes à la liberté du travail lorsqu'elles étaient accompagnées de certaines manœuvres réprouvées par le législateur. Après les événements de 1886 le gouvernement catholique crut nécessaire d'aggraver encore l'article 310. Une loi du 30 mai 1892, connue sous le nom de loi Woeste, a augmenté les peines prévues par le Code pénal et désigné de façon spéciale certains faits de grève afin d'en assurer plus efficacement la répression. L'article 310 modifié par la loi Wæste est ainsi conçu :

Article 310 (loi 30 mai 1892). — « Sera punie d'un
» emprisonnement de 1 mois à 2 ans et d'une amende
» de 50 à 1,000 francs ou d'une de ces peines seule-
» ment, toute personne, qui, dans le but de forcer la
» hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte
» au libre exercice de l'industrie ou du travail, aura
» commis des violences, proféré des injures ou des
» menaces, prononcé des amendes, des défenses, des
» interdictions ou toute proscription quelconque soit
» contre ceux qui travaillent soit contre ceux qui font
» travailler.

(1) Introduction, page 30.

» Il en sera de même de ceux qui auront porté
» atteinte à la liberté des maîtres ou des ouvriers, soit
» par des rassemblements près des établissements
» dans lesquels s'exerce le travail ou près de la de-
» meure de ceux qui les dirigent, soit en se livrant à
» des actes d'intimidation à l'adresse des ouvriers qui
» se rendent au travail ou qui en reviennent, soit en
» provoquant des explosions près des établissements
» dans lesquels s'exerce le travail ou dans les localités
» habitées par les ouvriers, soit en détruisant les
» clôtures des établissements dans lesquels s'exerce
» le travail, ou les habitations ou terres occupées par
» les ouvriers, soit en détruisant ou rendant impropres
» à l'usage auquel ils sont destinés les outils, instru-
» ments, appareils ou engins de travail ou d'indus-
» trie. »

Ce texte législatif, tout en reconnaissant le droit de grève, apporte au fonctionnement des coalitions et des syndicats ouvriers de graves restrictions (1).

1° Il punit de peines spéciales, à raison de leur caractère de faits de grève, certains actes (violences, menaces, injures, bris de clôture, destruction d'outils, etc.), qui sont déjà punis par le droit pénal commun (articles 327, 331, 398).

La coalition qui par elle-même est un fait licite devient donc, suivant l'article 310, une circonstance aggravante des délits. Un ouvrier qui en temps ordinaire insulte son camarade ou son patron dans ce qu'il a de plus sacré est passible de 8 jours à 2 mois de

(1). Voir Vandervelde. *Avenir social*, 1897. — *Les unions professionnelles devant le parlement belge*.

prison. Celui qui, dans la surexcitation de la grève traite son patron d' « exploiteur » ou un ouvrier de « jambe de bois » encourt de 1 mois à 1 an de prison (1).

Il est à peine besoin d'insister sur le vice d'une pareille incrimination. Elle s'explique historiquement comme un vestige des lois prohibitives de la coalition, mais elle n'a plus de fondement logique puisque le droit de grève est reconnu. Bien loin d'être une circonstance aggravante, il semble que la qualité de « fait de grève » devrait au contraire atténuer la gravité des délits.

2° L'article 310 punit les atteintes portées à la liberté du travail par des rassemblements. « Je ne sais pas » de texte spécial, disait M. Destrée à la Chambre (2), » qui ait donné lieu à plus d'injustices que cette partie » de l'article 310. Notez que porter atteinte à la liberté » du travail par rassemblement n'exige aucun acte » positif. Il suffit d'être ouvrier et de se trouver sur » une route en temps de grève pour être passible de » deux années de prison. En pays industriel tout chemin est proche d'une usine. On ne peut sortir sans » être exposé à faire partie d'un rassemblement. Si on » rencontre un policier à qui votre figure ne plaît pas, » si l'on a un ennemi qui aime à satisfaire sa rancune, » procès-verbal est vite dressé, puis il n'y a plus rien » à faire. Pas de témoin à décharge possible. Vous » direz, par exemple, que Jacques et Paul étaient à

(1) Destrée. Séance du 13 octobre 1897, à la Chambre des représentants.

(2) *Ibid.*

» vos côtés et savaient que vos intentions étaient pures !
» Très bien ! Mais alors eux aussi, dit-on, faisaient
» partie du rassemblement. Et les voilà assignés, non
» pas comme témoins, mais comme prévenus. »

Il peut y avoir quelque exagération dans ces affirmations. Mais il n'en est pas moins vrai que la présomption légale qui fait du rassemblement une atteinte à la liberté du travail est suprêmement arbitraire. Les rassemblements, les réunions sont des faits licites. Assurément, on comprend que pour éviter des troubles l'autorité administrative suspende l'exercice de ces droits. Mais les lois de police, les arrêtés des bourgmestres suffisent pour assurer l'ordre public et les peines spéciales prononcées contre les rassemblements de grévistes sont injustifiables.

3° Enfin l'article 310 du Code pénal réprime les atteintes portées à la liberté de l'industrie et du travail par « amendes, défenses, interdictions, proscriptions. » Ce texte vise non seulement les amendes, les « damnations » prononcées directement contre des tiers; par exemple contre un patron ou contre un non-syndiqué, mais surtout les clauses pénales par lesquelles les syndiqués sanctionnent leurs engagements réciproques de se conformer aux règlements communs, par exemple de ne travailler que pour un certain salaire ou de ne pas travailler avec des non-syndiqués. L'article 310 ne se contente pas de refuser toute valeur civile à de pareilles conventions, il les répute attentatoires à la liberté du travail. La jurisprudence belge est formelle sur ce point (1). « L'article 310, » dit un

(1) *Belgique judiciaire*, 1892, p. 311.

arrêt de la Cour de Cassation belge du 7 décembre 1894,
« en défendant de prononcer des amendes contre ceux
» qui travaillent a voulu assurer la liberté des ouvriers ;
» il a notamment pour but d'empêcher que des ou-
» vriers ne soient maintenus par la crainte d'encourir
» des amendes dans des coalitions formées en vue
» d'arrêter le travail... Les demandeurs ne sont pas
» fondés à contester cette application sous prétexte
» que l'article 310 serait étranger aux amendes incriminées parce que les ouvriers s'y étaient conventionnellement soumis. »

Ainsi l'article 310, en réprimant spécialement à raison de leur but (hausse ou baisse des salaires, modification des conditions de travail) certains faits déjà prévus par la loi pénale commune ou par les lois de police, et en frappant les mesures par lesquelles les unions professionnelles assurent la discipline de leurs membres et résistent à la concurrence des gâtes-salaires, diminue de beaucoup la valeur du droit de coalition.

Il faut d'ailleurs remarquer que cet article, comme toutes les peines qui visent les coalitions, n'atteint en réalité que les ouvriers. Les coalitions de patrons sont en effet insaisissables. Elles ne se traduisent pas en violences, bris de clôture, etc., parce que les patrons ont des armes bien plus efficaces : l'embauchage et le refus d'embauchage. Elles ne se manifestent pas en rassemblements turbulents, car elles se décident dans des réunions tout intimes, quelquefois par simple correspondance. Enfin l'intérêt des patrons suffit à assurer l'exécution des conventions destinées à produire la baisse des salaires ou la hausse des marchandises

sans qu'ils aient besoin de recourir à des clauses pénales.

Ce qui aggrave encore l'inégalité de traitement créée par l'article 310 entre les coalitions ouvrières et les coalitions patronales c'est que le droit d'association que les travailleurs, comme tous les citoyens, tiennent de la Constitution, n'est pas protégé contre les abus de la puissance patronale. Les proscriptions d'ouvriers syndiqués, les « listes noires » ne sont punies par aucun texte analogue à l'article 310. Pourtant s'il est un cas où la protection d'une liberté est nécessaire il semble que c'est bien celui-là. La malveillance de la plupart des patrons envers les syndicats, les persécutions dont ils enveloppent les ouvriers organisés, sont un fait d'une application contemporaine trop universelle et trop fréquente pour qu'il soit utile d'y insister.

Il semble qu'une modification profonde de cette législation pénale, si défavorable aux coalitions ouvrières, aurait dû être le corollaire logique de la personification civile reconnue aux unions professionnelles.

Il faut ajouter que l'exemple des lois anglaise et française qui ont combiné la reconnaissance des syndicats et des trade unions avec un adoucissement de la loi pénale aurait dû être une raison de plus pour déterminer le législateur belge à abolir le détestable article 310.

b). Loi anglaise (1). — L'abolition du « general

(1) Alf. Lyttelton : *The law of trade combination*, dans *a Policy of free exchange*, IX. page 277, etc.... (1894).

Stephen : *Laws of England*, 4 vol. XI^e édition.

E. Dubois : *Les trade unions et les associations professionnelles*.

Webb : *History of trade unionism*.

combination act » en 1825 avait été une mystification. Les tribunaux continuaient à frapper les coalitions et les trade unions à l'aide d'anciens statuts qui punissaient les serments illicites et surtout grâce à la « Common law » sur la « Conspiracy ».

« Le délit de « Conspiracy », dit M. Stephen (1), peut » être exactement défini une coalition ou une convention entre deux personnes ou plus pour mettre à » exécution un dessein nuisible à un individu ou à » certaines classes de la société ou au public en » général. » L'auteur cite différents cas de conspiracy : pour séduire une femme, pour faire condamner un innocent. Il remarque que ce délit « est réputé consister » bien plus dans la coalition ou la convention coupable » que dans l'acte par lequel il a été mis à effet. » Ainsi la conspiracy pour l'accomplissement d'un fait illicite sera punie même si le fait n'a pas été accompli. Souvent la conséquence de la loi sur la conspiracy est de « rendre punissable un dessein contracté entre plusieurs alors qu'il n'aurait pas ce caractère ou donnerait tout au plus lieu à une action civile s'il avait été conçu par un individu. » Tel était précisément le cas des grèves avant 1871. « Une coalition entre travailleurs, dit » M. Stephen, pour élever le prix des salaires, était » autrefois réputé dans tous les cas une Conspiracy, » bien que le même objet projeté par un seul ouvrier » n'eût pas été criminel ni même sujet à action. »

En somme la loi de la Conspiracy, appliquée aux conflits du travail et du capital, était l'équivalent de notre loi pénale française sur la coalition qui ne punit

(1) Stephen, *op. citato*, vol. IV, livre 6, chap. VIII, p. 263.

pas la cessation isolée de travail mais qui punit la cessation concertée.

Lorsque le législateur de 1871 a reconnu les trade unions il les a soustraites à l'application de loi sur la conspiracy. Il a décidé que « l'objet d'une trade union n'entraînerait contre ses membres de poursuites ni pour conspiracy ni autrement, sous prétexte qu'elle serait de nature à entraver la liberté du travail (1) ».

Le même act, tout en leur refusant une sanction civile, cessait d'incriminer les conventions par lesquelles les trade unionists s'engagent à travailler ou à ne pas travailler dans certaines conditions et les clauses pénales par lesquelles ils fortifient ces engagements (2).

En même temps, le législateur anglais, par un « Criminal law amendment act » (3) abolissait les anciens statuts qui entravaient les coalitions et les trade unions, mais il édictait un nouveau droit pénal sur la matière.

Le criminal law amendment act punissait de peines spéciales les atteintes portées à la liberté de l'industrie et du travail quand elles étaient accompagnées de violences, de menaces ou de certaines manœuvres habituelles aux grévistes et que le législateur considérait comme des procédés d'intimidation (suivre quelqu'un avec persistance ; cacher ses outils ; faire le guet près de son atelier, etc...)

Cette législation qui était un progrès parut cepen-

(1) 34 and 35 Victoria, Chap. 31. 29 juin 1871 (trade union act), art. 2.

(2) 34 and 35 Victoria, Chap. 31. 29 juin 1871 (trade union act), art. 4.

(3) 34 and 35 Victoria, Chap. 32. 29 juin 1871 (criminal law amendment act).

dant bien insuffisante aux trade unions. En effet elle n'avait aboli la loi sur la conspiracy que pour les trade unions enregistrées, laissant les coalitions momentanées et les associations de fait soumises aux rigueurs de la « Common law ». Puis, par ses termes vagues, le « Criminal law amendment act » permettait la répression de faits qui par eux-mêmes n'ont rien de délictuel, tel que le « picketing ».

Le picketing est un des procédés traditionnels des grévistes anglais. Il « consiste, dit M. E. Dubois, dans » le fait de poster des membres d'une trade union en » grève (pickets, piquets) aux abords des ateliers abandonnés dans le but d'observer les ouvriers allant ou » revenant du travail et d'user de toute leur influence » pour engager ces ouvriers à ne pas accepter du travail dans l'établissement mis en grève.

» Les pickets font appel aux sentiments de solidarité » ouvrière des nouveaux arrivants, ils s'expliquent et » supplient, et lorsqu'ils obtiennent gain de cause la » trade union se charge le plus souvent du paiement » des frais de déplacement des premiers venus. »

M. Dubois dit que cette institution peut donner lieu facilement à des violences, que dans la surexcitation des grèves les explications dégénèrent vite en disputes et que par lui-même le picketing constitue une intimidation morale. Il ajoute qu'il y a maintenant d'autres procédés d'informations, par exemple la publicité dans les journaux, et conclut que la loi anglaise aurait dû prohiber le picketing. Nous croyons au contraire que pour être moins nécessaire qu'autrefois le picketing est encore utile. Assurément il peut donner lieu à des abus, mais aussi qui pourrait apprécier le nombre de

gâte-salaires que la présence du « picket » a subitement rappelés à leur devoir de solidarité.

L'insuffisance de la réforme accomplie en 1871 était rendue évidente par les condamnations de grévistes qui, à peu de chose près, continuaient comme par le passé. Webb (1) affirme que sous le couvert des acts il y eut encore des condamnations scandaleuses. Il cite sept femmes condamnées pour avoir dit « Bah » à un « blackleg ».

Mais le mouvement de l'opinion trade unionist, la constitution d'un parti ouvrier et son succès aux élections de 1874 (élections de Macdonald et de Burnt) amenèrent en 1875 l'abolition du Criminal law amendment act qui fut remplacé par une Conspiracy and Protection of property act (13 août 1875) (2).

Cet act corrige les deux graves défauts que nous avons signalés dans le Criminal law amendment act.

a) Il proclame la légitimité de toute coalition de deux ou plusieurs personnes, employeurs ou employées, lorsqu'elle a pour but de commettre un acte qui accompli par un individu isolé ne serait pas illicite (article 3).

b) Tout en continuant à punir les atteintes portées à la liberté individuelle par violences, intimidations, par le fait de suivre quelqu'un avec persistance, de dérober ses vêtements ou ses outils, etc..., il autorise le picketing (article 7).

Il faut d'ailleurs remarquer que la jurisprudence

(1) Sidney and Beatrice Webb : *History of trade unionism*, chap. V.

(2) 38 et 39 Victoria, chap. 86.

anglaise exige pour qu'il y ait intimidation au sens de l'article 7 qu'il y ait menace de violence personnelle (1).

Enfin notons que si les coalitions échappent à la loi pénale de la Conspiracy, elles peuvent donner lieu à la responsabilité civile des administrateurs. La jurisprudence n'est pas encore bien fixée sur ce point, mais elle semble appliquer aux coalitions le principe que l'on peut user d'un droit dans son propre intérêt, sans être responsable du tort causé à autrui, mais que l'on est responsable de ce dommage quand on a usé de son droit en vue de nuire. On comprend ce qu'un tel principe peut avoir d'arbitraire dans son application. Deux exemples cités par M. Lyttelton (2) le prouvent. En 1889, dans une affaire d'accaparements par une compagnie de transports (Mogul SS. Company) il a été jugé que le droit de concurrence impliquait celui de ruiner les concurrents et que ceux-ci, quoique lésés, n'avaient rien à réclamer. Dans l'affaire Tempeston-Russel, au contraire, on a donné tort à une trade union de maçons qui avaient menacé de la grève un entrepreneur s'il continuait à fournir des matériaux à un autre entrepreneur que l'Union voulait réduire à ses conditions.

c) *Loi française.* — En France, la loi de 1864 avait proclamé la liberté des coalitions mais elle n'avait pas reconnu celle des associations professionnelles, et elle avait maintenu de graves restrictions au droit de grève en punissant les atteintes portées à la liberté du travail :

(1) Lyttelton, article cité.

(2) *Ibid.*

1° Par violence, menaces, manœuvres frauduleuses (article 414 du code pénal).

2° Paramendes, défenses, interdictions, proscriptions (article 416 du code pénal).

Le commentaire que nous avons donné de l'article 310 du code pénal belge s'applique, à très peu de choses près, aux articles 414-416 modifiés par la loi française de 1864. Celle-ci avait la supériorité de ne pas frapper de peines exceptionnelles les « rassemblements » et de ne pas désigner spécialement à la vindicte des tribunaux des faits qui par eux-mêmes ne constituent pas nécessairement des menaces ou des violences.

Lorsque le législateur français se décida à établir en faveur des syndicats professionnels la liberté d'association et la personnalité morale, il plaça l'abolition de l'article 416 du code pénal en tête même de la loi de 1884. Il a nettement compris que la liberté des associations professionnelles serait incomplète si la loi pénale continuait à défendre les mesures par lesquelles elles assurent la discipline de leurs membres.

Le seul vestige des lois répressives de la coalition qui subsiste dans le code pénal français est donc l'article 414. Bien qu'il ait été mis hors de doute par les débats de la loi de 1884 que les menaces de grève, ou de mise en interdit, ne tombaient pas sous le coup de cet article, nous pensons que le législateur de 1884, aurait dû supprimer cet article. Ainsi que nous l'avons dit à propos de l'article 310 du code pénal belge, la coalition ne devrait jamais être une circonstance aggravante des délits, le droit pénal commun suffit. Les syndicats français n'ont d'ailleurs cessé de protester

contre l'application de cet article 414 qui a donné lieu à des condamnations abusives. Le terme « manœuvres frauduleuses » a permis d'atteindre le concours prêté par des journaux ou des hommes politiques (1) aux grévistes et la répression des violences n'a atteint en somme que les ouvriers, les patrons ayant d'autres moyens de contrainte beaucoup plus efficaces.

Ce serait d'ailleurs se faire une idée inexacte de la législation française de croire que la suppression de l'article 416 a donné aux syndicats le droit illimité de formuler des « amendes, défenses, interdictions ou proscriptions. » Une jurisprudence constante frappe impitoyablement de lourdes amendes civiles les « mises à l'index », les « proscriptions », par lesquelles les syndicats font la guerre aux non syndiqués.

Le 28 octobre 1890 (2) la Cour de Grenoble rendit un arrêt célèbre qui souleva de vives protestations dans le monde des économistes et même à la tribune du Sénat. Un certain Joost avait abandonné son syndicat. Pour le contraindre à y revenir, les ouvriers syndiqués décidèrent qu'ils ne travailleraient plus avec le transfuge. La décision fut transmise au patron de Joost qui devant cette menace de grève renvoya l'ouvrier mis à l'index. Joost réclama des dommages-intérêts au syndicat. La Cour de Grenoble, invoquant l'abolition de l'article 416, débouta le demandeur. Mais cette jurisprudence, favorable aux syndicats, fut condamnée par la Cour de Cassation le 22 juin 1892 (3). Le procureur général

(1) Par ex. aff. Jaurès trib. Albi, la Loi du 15 février 1896.

(2) D P. 1891. 2. 241.

(3) D. P. 1892. 1. 449. Sirey 1893. 1. 41. Note de M. Raoul Jay.

Ronjat posa le principe que « s'il est permis d'user de » son droit, de tout son droit pour la sauvegarde d'un » intérêt légitime, si minime soit-il, et quelque pré- » judice qui doive en résulter pour autrui, l'usage » d'un droit cesse d'être licite et engendre une action » en dommages-intérêts quand il a pour mobile la » volonté de nuire à autrui ». Or, le procureur général et la Cour de Cassation voyaient dans les mesures prises contre un ouvrier qui ne veut pas rentrer au syndicat, une volonté de nuire à autrui. « Si les » menaces de grève, adressées sans violence, ni ma- » nœuvres frauduleuses par un syndicat à un patron à » la suite d'un concert entre ses membres sont licites » quand elles ont pour objet la défense des intérêts » professionnels, elles ne le sont pas quand elles ont » pour but d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier » parce qu'il s'est retiré de l'association, ou qu'il refuse » d'y rentrer; dans ce cas il y a atteinte au droit » d'autrui. Si les menaces sont suivies d'effet, elles » rendent le syndicat passible de dommages-intérêts » envers l'ouvrier congédié. » Ainsi s'exprime la Cour de Cassation. La jurisprudence ultérieure est restée fidèle à cette opinion de la Cour suprême. C'est ainsi, que la Cour de Nancy le 14 mai 1892 (1) a condamné à des dommages-intérêts un syndicat qui avait mis en interdit un cabaret où se rendaient des renégats. La Cour de Lyon (2 mars 1894) (2) condamne un syndicat de tailleurs, qui a exigé le renvoi d'un nommé Oberlé qui n'avait pas consenti à un partage de travail aux

(1) D. P. 1892. 2. 433. et S. 1893. 2. 20.

(2) D. P. 1894. 2. 305 et S. 1894. 2. 206.

pièces. Les juges disent que le législateur a proclamé le droit pour chacun de faire partie ou non d'un syndicat. La même Cour de Lyon (15 mai 1895), (affaire Burnichon), affirme nettement que les syndicats n'ont pas pour mission de fermer la porte des ateliers aux non syndiqués. Le tribunal de la Seine et la Cour de Paris, en 1895 et en 1896 (1), ont condamné un syndicat qui avait mis au pilori corporatif et par suite privé de tout travail un certain Bonnissent, pour n'avoir pas obéi à une consigne du syndicat. Ici, les représailles du syndicat s'étaient attaquées au fils même de Bonnissent. Le père et le fils ont obtenu 5000 francs d'indemnité (2).

Cette revue de la jurisprudence française montre que la suppression de l'article 416 n'a nullement désarmé les individus vis-à-vis de ce que les économistes appellent volontiers la « tyrannie syndicale ».

Enfin l'expérience française fournit encore une autre constatation intéressante. Elle prouve l'insuffisance d'une loi qui se contente de proclamer la liberté des syndicats sans protéger les ouvriers contre la malveillance des patrons. Une proposition de loi

(1) D. P. 1895. 2. 312 et D. P. 1896. 2. 184. S. 1896. 2. 98.

(2) Cf. tribunal de la Seine, 10 août 1899. *Gaz. Palais* 1899. 322.

Notons cependant qu'un jugement du tribunal du Havre, 26 octobre 1894. (D. 95. 2. 202), a décidé qu'un syndicat pouvait expulser sans indemnité l'ouvrier qui consentait à travailler pour un salaire inférieur à celui admis par le syndicat, et qu'un jugement du tribunal de Lyon (16 décembre 1897. *Revue de sociétés*. 1897. p. 229) dit qu'un syndicat qui agit sans violences, manœuvres frauduleuses, intention malveillante, pour la défense des intérêts professionnels, peut notifier à certains patrons son intention de les mettre à l'index s'ils continuent d'employer certains ouvriers au-dessous du tarif.

Bovier-Lapierre, adoptée par la Chambre (1890), mais repoussée par le Sénat, punissait les atteintes portées par renvoi ou refus d'embauchage au droit qu'ont les citoyens de se syndiquer.

L'exemple des lois anglaise et française fournissait, ce semble, aux législateurs belges les éléments d'une bonne législation pénale des coalitions.

1° Les abus de l'article 414 maintenu par le législateur de 1884 en France, les fâcheux résultats du Criminal law amendment act, la nécessité de reconnaître expressément la liberté du picketing (1875) en Angleterre, invitaient le législateur belge à supprimer toute peine spéciale contre les faits de grève, et à déclarer que la coalition n'est jamais une circonstance aggravante des délits.

2° Surtout il était indispensable d'enlever, comme l'ont fait les législateurs anglais et français, tout caractère délictuel aux « amendes, défenses, interdictions, proscriptions » par lesquelles les unions professionnelles assurent la discipline de leurs membres et la prédominance des syndiqués sur les sarrazins.

La jurisprudence anglaise et française montre que les abus peuvent être réprimés suffisamment par la loi civile.

3° Enfin le législateur belge aurait dû reprendre l'idée de la loi Bovier-Lapierre et faire de la liberté syndicale une réalité protégée contre les abus de puissance patronale.

Ainsi, par un double caractère positif et négatif, en supprimant toutes les entraves pénales à la libre action des syndicats et en instituant des peines pour les protéger, la loi du 31 mars 1898 aurait déduit de l'expé-

rience belge, anglaise et française des conséquences vraiment libérales et heureuses.

B) La loi du 31 mars 1898 au point de vue des coalitions.

On ne saurait s'étonner que la Commission du travail dominée par le souvenir des événements de 1886 n'ait pas adopté de pareilles conclusions. M. Lejeune, lui-même, était si peu disposé à accomplir cette réforme, qu'il reprit comme ministre et fit aboutir la loi Wæste, qui aggrave le code pénal.

Cependant, dès 1889, M. Degreef demandait que l'article 310 punit les atteintes portées à la liberté syndicale, et le rapport de MM. Ninauve et Vandervelde à la Fédération des avocats proposait :

1° La suppression de l'article 310 dans la partie correspondant à l'article 416 du code français.

2° L'établissement d'une peine réprimant les atteintes portées à la liberté qu'ont les ouvriers de se syndiquer.

Ces propositions furent adoptées par la Fédération des avocats qui vota même la suppression radicale de l'article 310. — Au début même de l'élaboration législative, la Fédération des avocats montrait donc clairement la voie à suivre. Mais sa décision n'eut pas d'effet dans les milieux catholiques. Le III^e Congrès de Liège adopta bien le principe d'une peine frappant les atteintes portées à la liberté syndicale, mais il maintint l'article 310. Le rapport Schollaert ne reproduisit même pas la décision du Congrès de Liège.

Ce n'est qu'en 1894, au lendemain de la proclamation du suffrage universel, que le projet de M. Begerem se décida à tenir compte des observations de la Fédération

des avocats. Il emprunta au rapport de MM. Ninauve et Vandervelde la disposition qui modifiait l'article 310. Mais il repoussait la suppression radicale de l'article 310 et l'institution de toute loi Bovier-Lapierre. — Si timide que fût la proposition de M. Begerem, elle souleva pourtant les vives protestations du Comité central (1). La Commission spéciale fut influencée par ces remontrances. Le rapport de M. de Sadeleer invoque la nécessité de protéger la liberté du travail, et les abus auxquels donne lieu en France et en Angleterre l'absence de répression pénale suffisante. Il cite les cas Joost, Burnichon, Bonnissent, et l'avis d'économistes tels que M. Leroy-Beaulieu qui assurent « que tout le monde devient las de l'arrogance des syndicats, et que le vœu général en France est le rétablissement de l'article 416 ». Tout en reconnaissant aux unions professionnelles le droit d'édicter des sanctions pour l'exécution de leurs règlements, lorsqu'elles ne porteraient pas atteinte aux droits des tiers, la Commission spéciale décida de maintenir l'article 310 du Code pénal.

Le ralliement du gouvernement à l'avis de la Commission, sur ce point comme sur d'autres, rendait certain, avant toute discussion parlementaire (2), le triomphe des idées exprimées par le rapporteur. Cependant, les socialistes et les démocrates y ont

(1) De Vergnies : *Revue sociale politique*, 1895.

(2) Dans les mois qui ont précédé la discussion parlementaire, la question de l'article 310 a provoqué d'assez nombreux articles de presse. Par exemple, M. Vandervelde. *Avenir social*, 1897, Bœkman. *Revue sociale catholique*, 1897. — Dubois. *Revue sociale catholique*, 1897. — Verhægen. *Revue générale*, 1897.

opposé une vive résistance. Les socialistes, notamment M. Destrée, ont demandé avec chaleur l'abolition totale de l'article 310 ou tout au moins le vote du projet Begerem, abandonné par son auteur. Les démocrates ont proposé un texte transactionnel. Socialistes et démocrates ont demandé la répression des atteintes portées à la liberté syndicale. Mais toutes ces propositions ont été rejetées par la majorité catholique.

Il est inutile d'indiquer les motifs invoqués par les socialistes pour la suppression totale ou partielle de l'article 310. Nous croyons avoir montré l'inutilité et l'injustice de ce texte, mais il importe d'étudier :

1° Le système consacré par la loi actuelle ;

2° La modification de l'article 310 proposée par les démocrates chrétiens ;

3° Les propositions faites pour garantir la liberté des syndiqués contre les abus de la puissance patronale.

I. — *Système légal.*, art. 4, p. 9.

La loi du 31 mars 1898 maintient l'article 310 du Code pénal, mais elle permet (art. 4, p. 9), aux unions professionnelles d'édicter des sanctions pour l'observation de leurs règlements, « à condition que ces sanctions ne se rapportent pas à des stipulations ou à des faits qui seraient de nature à porter atteinte aux droits des personnes étrangères à l'union ». C'est la combinaison de ces deux textes qui régit actuellement les coalitions.

Il est à peine besoin de faire remarquer que cette réforme législative laisse subsister dans toute leur sévérité les peines édictées contre les atteintes causées à la liberté du travail, soit par violences,

menaces, injures, etc.; soit par rassemblements. Elle n'équivaut même pas à la proposition de M. Begerem, puisqu'elle admet la validité des amendes, défenses, interdictions et proscriptions, seulement quand elles ne portent pas atteinte aux droits de personnes étrangères à l'union.

Le rapporteur a voulu préciser par des exemples la portée de sa proposition. Il admet que les membres d'une union s'engagent, sous clauses pénales, à ne travailler qu'un certain nombre d'heures où à ne pas travailler au-dessous d'un certain salaire.

Il admet aussi que les unionistes s'engagent, sous les mêmes clauses pénales, à ne pas travailler chez un patron qui n'accepte pas le tarif de l'union.

Mais il trouve illicite qu'une union défende à ses membres de travailler avec de non syndiqués; on exige le renvoi de ceux-ci, ou frappe l'atelier d'interdit, parce que le patron ne veut pas les renvoyer.

« L'Union ne se borne plus ici, dit le rapporteur, à » protéger les intérêts de ses membres; elle entrave la » liberté des travailleurs qui lui sont étrangers ».

Tel est, exposé par le rapporteur lui-même, le système de la Commission spéciale, devenu celui de la loi belge. Il soulève de très fortes critiques.

1^o La méthode législative qu'il consacre est tout à fait défectueuse. Puisque l'on déclarait modifier le sens de l'article 310, il était beaucoup plus logique de conformer la rédaction de ce texte à sa nouvelle signification. Ceci est d'autant plus regrettable que l'article 4, p. 9 de la loi de 1898, manque de netteté, qu'il a donné lieu à des divergences d'interprétation, ainsi qu'on le verra. On aboutit donc, comme l'ont fait remarquer

ironiquement MM. Vandervelde et Destrée, à interpréter le sens de l'article 310 non d'après les travaux préparatoires de ce texte mais d'après les déclarations faites par le rapporteur de la loi de 1898, c'est-à-dire par des débats postérieurs de 30 ans au Code pénal de 1867.

Mais ce qu'il y a de plus grave dans cette bizarre méthode législative, c'est qu'elle crée deux catégories de coalitions, l'une privilégiée, l'autre soumise à toutes les rigueurs de l'article 310. En effet l'article 4, page 9, ne s'applique qu'aux unions professionnelles reconnues. Les coalitions passagères, les unions non reconnues sont régies par l'article 310. Il est curieux de comparer ce résultat législatif avec ce qu'écrivait M. Verhægen dans la Revue générale de 1897. Cet auteur conseillait aux législateurs de ne pas favoriser le « mouvent ouvrier révolutionnaire » au détriment du « mouvement ascensionnel légitime des ouvriers honnêtes », c'est-à-dire du mouvement démocrate chrétien dont M. Verhægen est précisément l'un des chefs. Il lui signalait tout le danger social qu'il y aurait à investir les unions socialistes du droit de mise en interdit. Et, après avoir exposé un système qui accordait, dans une certaine mesure ce droit aux unions reconnues, M. Verhægen continuait d'appliquer l'article 310 aux unions non reconnues, c'est-à-dire socialistes. Le conseil de M. Verhægen a été suivi. Par des restrictions, formalités, prohibitions diverses, on a rendu la personnification civile inacceptable pour les unions socialistes. Puis la modification d'ailleurs insuffisante de l'article 310 n'a été rendue applicable qu'aux unions reconnues c'est-à-dire que les socialistes n'en bénéficient pas.

1° La loi belge comme la jurisprudence civile des tribunaux français consacre cette idée, fausse à notre avis, que le syndicat n'a pas le droit de chercher par des moyens licites, tels que la grève ou la mise en interdit, à s'affilier, de gré ou de force, les travailleurs de la profession et à les soumettre à la discipline commune. « Un simple acte d'intimidation », disait M. de Sadeleer, dans son rapport, « une menace sont punis » alors même qu'ils n'auront pas été suivis d'effet, et » que la liberté du travail n'aura pas été sérieusement » entravée ; et d'autre part l'index d'un ouvrier non syndiqué, la proscription d'un atelier parce qu'un patron » y emploie des ouvriers non affiliés au syndicat, l'interdiction généralisée de recevoir un ouvrier dans » une usine quelconque sous peine d'y voir cesser le » travail par les syndiqués, tous ces agissements ne » seraient pas punissable alors même qu'ils auraient » causé le plus grave préjudice à celui qui en est victime et qu'ils l'auraient plongé dans la misère ».

A cette argumentation de M. Sadeleer il nous suffit d'opposer ce qu'écrit M. Vandervelde (1). Il remarque d'abord, conformément à son enquête de 1891, que la situation d'ouvriers proscrits parce qu'ils ne sont pas syndiqués ne se rencontre que dans quelques corporations d'ouvriers des manufactures mais ne saurait se produire dans la plupart des industries où les proscriptions seraient inefficaces parce que la majorité n'est pas syndiquée.

« Certes, ajoute M. Vandervelde, il est impossible de » ne pas s'apitoyer sur le sort des pauvres diables que

(1) *Avenir social*, 1897.

» la misère oblige à vendre au rabais leur force de
» travail.

» Mais, d'autre part, il importe de ne pas oublier
» que les membres des unions professionnelles défen-
» dent leur salaire, le peu de bien-être qu'ils sont par-
» venus à donner à leur femme et à leurs enfants,
» l'étalon de vie qui leur assure une certaine indépen-
» dance intellectuelle et matérielle.

» En introduisant des sarrazins dans son atelier, un
» patron prive de travail un certain nombre d'ouvriers
» à capacité professionnelle complète. Obligés de faire
» concurrence aux « sarrazins », ceux-ci sont obligés
» de renoncer au tarif...

» ... L'apparition de sarrazins dans un corps de mé-
» tier comme la ganterie ou la chapellerie à la main
» doit nécessairement faire la même impression que le
« premier cas de choléra dans une ville. Aussi n'est-il
» pas étonnant que les syndicats établissent des cor-
» dons sanitaires et interdisent à leurs membres de
» travailler avec des intrus ».

Ces remarques de M. Vandervelde nous paraissent tout à fait exactes et mériteraient d'être méditées par nos économistes qui réservent toute leur pitié pour les Joost, Burnichon et autres gâte-salaires, aux dépens des ouvriers organisés et disciplinés. D'ailleurs, quand bien même par suite de l'extension du mouvement syndical, les ouvriers syndiqués pourraient contraindre, même dans la grande industrie, les non syndiqués à entrer dans les syndicats, nous n'y verrions aucun inconvénient. Nous avons indiqué tout l'intérêt qu'il y aurait à ce que le syndicat devînt obligatoire. Nous ne parvenons pas à comprendre pourquoi un syndicat ne

pourrait pas user de moyens licites pour s'attirer tous les travailleurs de la profession, alors qu'un commerçant a le droit de ruiner ses concurrents pour obtenir la clientèle de tous les consommateurs. La jurisprudence française, qui voit dans le but poursuivi par les syndicats l'exercice abusif d'un droit, révèle par là son hostilité persistante à l'action naturelle des syndicats. Elle méconnaît « cette aspiration universelle du trade unionism, l'adhésion obligatoire, qui, suivant S. et B. Webb, se place au même niveau que l'obligation pour le citoyen de remplir ses devoirs civiques » (1). M. Jay (2) nous semble apprécier à sa juste valeur cette jurisprudence française lorsqu'il commente l'arrêt de la Cour de Cassation dans l'affaire Joost : « La décision de la Cour de Cassation nous paraît regrettable » à deux points de vue. Elle donne aux tribunaux le droit d'apprécier les motifs pour lesquels les ouvriers font usage de ce droit de coalition qu'ils ont eu tant de peine à obtenir, et par là elle en soumet l'exercice au contrôle arbitraire des magistrats. Et puis surtout elle est de nature à entraver le développement des syndicats professionnels. Or le développement de ces syndicats apparaît comme la condition préalable de presque tous les progrès de notre législation industrielle ». Et M. Jay cite ici les conseils de conciliation, le conseil supérieur du travail, l'inspection du travail. etc. « A ces points de vue, dit-il, l'existence de syndicats nombreux encadrant la

(1) Vandervelde. *Avenir social*, 1897.

(2) Raoul Jay. Note Sirey, 1893, 1-41.

» grande majorité des ouvriers s'impose comme un
» postulat nécessaire.

» Le régime de la liberté du travail permettra-t-il un
» développement suffisant de l'association profession-
» nelle? Nous en doutons. En tout cas, pour que ce
» développement soit possible, il faut même que nous
» sachions oublier parfois la classique antithèse de la
» liberté et de la licence, fermer les yeux sur des abus
» qu'il y aurait plus d'inconvénients à réprimer qu'à
» tolérer. Je ne sais plus quel défenseur de la liberté
» de la presse comparait un jour cette liberté à une fée
» toute-puissante qui, obligée par un enchanteur fatal
» à se cacher parfois sous des formes repoussantes,
» réservait ses dons inestimables à ceux que sa passa-
» gère dégradation n'avait point rebutés. Peut-être la
» comparaison s'adapterait-elle plus justement à la
» liberté des associations professionnelles ».

Si nous approuvons une appréciation aussi sévère de la jurisprudence française, que penser de la loi belge qui maintient toutes les rigueurs de l'article 310 contre la tendance logique et louable des unions professionnelles à s'affilier tous les travailleurs de la profession? La réponse s'impose. C'est une mauvaise loi!

3° Enfin l'opinion admise par le législateur belge n'a même pas le mérite de la netteté. La distinction posée par le rapporteur entre les amendes, défenses, etc. qui respectent les droits des tiers et celles qui y portent atteinte est artificielle. Aussi donne-t-elle lieu à des interprétations très variables, ce qui est un grave défaut pour une loi pénale qui doit plutôt pécher par excès que par manque précision. Elle permet à des

magistrats hostiles aux syndicats de les frapper comme si la loi de 1898 n'avait pas été promulguée.

En effet M. de Sadeleer trouve lente la convention par laquelle les syndiqués s'engagent à ne pas travailler en dehors de telles conditions, ou chez un patron qui n'accepte pas le tarif de l'union, tandis qu'il déclare illicite la convention par laquelle ils s'engagent à ne pas travailler avec des non syndiqués. Mais « ne voit-on pas, dit M. Vandervelde (1), que les deux hypothèses indiquées, l'une comme licite l'autre comme illicite, se confondent dans l'immense majorité des cas ?

» En effet les patrons qui acceptent les tarifs des syndicats, dans l'industrie gantière ou chapelière par exemple, n'emploient pas de « sarrazins », de non syndiqués dans leurs ateliers. Ceux au contraire qui emploient les non syndiqués n'acceptent pas les tarifs des sociétés de maintien de prix.

» Ainsi donc, c'est presque toujours dans le but de maintenir ou de faire accepter le tarif de leur association que les ouvriers se refusent à travailler avec des non syndiqués. Réclamer l'exclusion de ceux-ci ou le maintien du tarif, c'est au fond la seule et même chose. La forme diffère mais le but est identique et au point de vue des tiers les résultats sont les mêmes.

» On se trouve donc devant la question de savoir si les mesures parfois rigoureuses prises par certaines unions pour maintenir l'étalon de vie de leurs membres sont ou non illicites. »

(1) Article cité.

Cette critique que M. Vandervelde adresse à la distinction posée par le rapporteur, est tellement forte qu'elle a été reprise à la Chambre par M. Wæste, le leader incontesté de la majorité catholique. M. Wæste admet que l'union édicte des amendes, des exclusions, etc., contre les membres qui manqueront d'assiduité aux séances, qui feront tort à leurs associés, etc., etc. Mais il prétend que l'article 4, p. 9 n'autorise aucune atteinte à la liberté du travail. Il n'admet pas que l'union puisse, par exemple, ordonner à ses membres de ne travailler qu'à tel salaire. En somme, d'après M. Wæste, la loi du 31 mars 1898 n'apporte aucune modification à l'article 310 du code pénal.

Cette grave divergence d'interprétation entre le rapporteur de la commission et le leader de la droite montre de façon concrète l'obscurité et l'insuffisance de la réforme accomplie. On a laissé à l'arbitraire des tribunaux le soin de décider si l'article 310 était ou non modifié par la nouvelle loi. Il semble bien assurément que la Chambre a entendu consacrer l'opinion de M. de Sadeleer qui a été admise par M. Begerem. Mais encore, l'autorité du ministre et du rapporteur, tout considérable qu'elle soit, n'a pas la valeur d'un texte impératif. On peut donc conclure que l'amélioration apportée par la loi du 31 mars 1898 au régime légal des coalitions se réduit à rien ou à presque rien.

2. *Système des démocrates chrétiens.* — Les démocrates chrétiens ont adressé de vives critiques à la proposition de la Commission spéciale, et sans aller aussi loin que les socialistes ou même que le projet Begerem, ils ont proposé de modifier l'article 310 du code pénal : un amendement de M. Gutchenaère,

inspiré par l'article de M. Verhægen paru en 1897, dans la Revue générale, cessait d'incriminer les atteintes portées à la liberté du travail par des amendes, défenses, ou interdictions, mais il réprimait les « proscriptions personnelles. » M. Renkin (1) a commenté ainsi la portée de cet amendement : « L'union professionnelle, a-t-il dit, doit avoir entière liberté de » défendre les intérêts professionnels et économiques » de ses membres. L'usage de cette liberté peut avoir » pour effet indirect d'enlever le travail à des ouvriers » étrangers à l'union. Si ce résultat n'a pas été voulu » par l'union, s'il est purement accidentel il ne peut y » avoir lieu à répression. »

» Au contraire la proscription directe qui tend à » priver un individu déterminé de son travail, soit parce » qu'il refuse de se syndiquer, soit parce qu'il déplaît » aux syndiqués, doit être réprimée : Dans le premier » cas, parce qu'elle viole la liberté d'association qui » implique le droit de ne pas s'associer; dans le » second cas parce qu'elle viole la règle morale qui ne » veut pas qu'on prive méchamment ou intentionnelle- » ment un homme de son pain. »

L'amendement de M. de Gutchenaëre aurait certainement réalisé un progrès sur le système adopté par la loi actuelle. Il aurait eu l'avantage de modifier réellement l'article 310 du code pénal tandis que la loi actuelle ne lui a apporté qu'une amélioration problématique. Mais il est permis de trouver que cet avantage se réduit à peu de chose. Les exemples cités par le rapporteur, reconnaissent aux unions les droits que

(1) Séance du 21 octobre 1897.

leur aurait accordés l'amendement de M. Gutchenaère, et les proscriptions personnelles sont frappées par les deux propositions.

Ici encore nous voyons combien manquent de netteté les idées de la démocratie chrétienne. Ces hommes, qui ne cessent de dénoncer l'individualisme n'admettent pas qu'un syndicat cherche par des moyens licites à devenir en fait obligatoire. Eux aussi ont devant les yeux l'exemple des Joost et des Bonnissent, et aboutissent à maintenir une prohibition qui par le vague même des mots « proscription personnelle » peut donner lieu à l'arbitraire des magistrats. Dans une certaine mesure les démocrates chrétiens partagent encore cette idée, repoussée par les lois anglaise et française, que la « coalition, » la « Conspiracy » peut rendre délictuel un fait, tel que la rupture du contrat de travail, qui, accompli par un seul individu, donne lieu parfois à une responsabilité civile mais ne saurait entraîner une poursuite pénale.

L'impartialité nous force donc à constater que la solution libérale, celle qui est en rapport avec les aspirations du prolétariat et les nécessités sociales actuelles, a été soutenue par les socialistes. Il fallait, comme ils le proposaient, après la Fédération des avocats, sinon supprimer radicalement l'article 310 (et ainsi la loi belge aurait eu l'honneur de dépasser la France même, et de poser nettement le principe qu'il n'y a pas de délit de grève), au moins supprimer dans ce texte les mots qui correspondent à l'article 416 du Code pénal français.

3. *Répression des atteintes portées à la liberté syndicale.* — Le législateur qui a défendu aux syndicats de

tyranniser les individus, devait, pour être juste, empêcher les individus d'opprimer les syndicats. Puisqu'il a invoqué la liberté qu'ont les citoyens de ne pas se syndiquer pour punir les manœuvres employées par les syndicats contre les sarrazins, il devrait bien, au nom de la liberté qu'ont les citoyens de se syndiquer, réprimer les abus de la puissance patronale dont sont victimes les ouvriers organisés.

Les démocrates et les socialistes, à la Chambre, ont déposé des amendements en ce sens. M. Furnémont, député socialiste, a proposé un texte ainsi conçu :

« Sera puni d'un emprisonnement de 3 mois à 3 ans
» et d'une amende de 500 à 3.000 francs tout em-
» ployeur qui aura par violences, voies de fait, menaces
» de perte d'emploi ou de privation de travail, refus
» concerté d'embauchage, renvoi isolé ou collectif
» d'ouvriers ou d'employés à raison de leur qualité
» d'associé, dons, offres ou promesses, entravé ou
» tenté d'entraver la liberté des syndicats profession-
» nels ou des fédérations de syndicats. »

M. de Gutchenaère punissait par l'article 310 modifié les « renvois prononcés dans le but de porter atteinte au droit d'autres personnes de faire partie d'une union professionnelle reconnue. »

L'une et l'autre de ces dispositions, dont la dernière avait sur celle de M. Furnémont l'infériorité voulue de ne protéger que les unions reconnues, c'est-à-dire anti-socialistes, (dans la pensée des démocrates), ont été rejetées par le législateur belge.

Les conservateurs du Parlement belge, notamment M. Wæste (1), ont prétendu qu'une loi Bovier-Lapierre

(1) 19 octobre 1897.

était arbitraire ou inutile. Elle est arbitraire, ont-ils dit, si elle prive le patron de la faculté de rompre le contrat de travail, si elle le force de garder un ouvrier qu'il pourrait renvoyer d'après le droit commun. Il ne faut pas que la qualité de syndiqué confère à l'ouvrier une sorte d'immunité attentatoire aux droits de l'employeur et qui rompe aux dépens de celui-ci l'égalité des parties dans le contrat de travail. La proportion est au contraire inutile si l'ouvrier doit faire la preuve qu'il a été renvoyé parce qu'il était syndiqué. Cette preuve, dit-on, est sinon impossible, au moins très difficile à faire.

Ces arguments sont loin d'être irréfutables. Il ne s'agit pas de conférer au syndiqué une véritable immunité. Il est évident que le patron peut toujours le renvoyer s'il a pour cela de bons motifs (manque de travail, incapacité de l'ouvrier) Tout au plus une pareille mesure pourrait forcer le patron à ne pas renvoyer les ouvriers sans motif. Par là elle assurerait aux travailleurs certaines garanties contre les caprices de l'employeur ou de ses sous-ordres. Un tel résultat est plutôt heureux. D'autre part s'il est vrai que l'institution d'une pareille peine serait dans bien des cas inefficaces, elle n'en serait pas moins une déclaration de principe très réconfortante pour les classes ouvrières ; mais il ne faut pas non plus exagérer les difficultés de son application. Comme le dit l'exposé des motifs du nouveau projet déposé par le gouvernement français : « les difficultés de cette sorte sont... aussi » faciles à résoudre suivant les espèces qu'impossibles » à régler par voie de définition.... On admettra difficilement que le renvoi d'un ouvrier syndiqué entre

» beaucoup d'autres syndiqués comme lui tiennent à ce
» qu'il fait partie d'un syndicat ; on n'admettra pas
» plus volontiers que le renvoi d'ouvriers syndiqués à
» l'exclusion des non syndiqués employés par le même
» patron tiennent à leur incapacité personnelle. »

Mais un reproche plus sérieux pouvait être fait à une pareille proposition, au moins en tant qu'elle émanait des socialistes. Les socialistes demandaient en effet la suppression radicale de l'article 310 du code pénal. Mais alors, si l'on permet aux unions professionnelles de s'attirer par mises à l'index, proscriptions, etc., les adhésions forcées des travailleurs ; si on leur permet d'user de leur arme favorite, la grève ; d'en menacer les tiers, afin de développer à leur aise leur zone d'influence, il semble injuste de limiter le droit qu'ont les patrons d'embaucher ou de ne pas embaucher tel ou tel ouvrier. Dans cette éternelle lutte du capital et du travail, n'est-ce pas renverser au profit des ouvriers, l'inégalité qui existait autrefois en faveur des patrons ?

Une preuve topique de la force de cet argument c'est que M. Destrée qui en 1889 a fait adopter à la Fédération des avocats la suppression radicale de l'article 310 y a combattu l'institution d'un « délit spécial » des patrons.

Nous pensons, en effet, que dans une législation pénale où l'action syndicale n'est pas entravée, une loi Bovier-Lapierre ne saurait être qu'une mesure provisoire. Certes elle trouve sa justification en fait — et nous insistons sur cette nécessité actuelle — 1° dans l'hostilité patronale évidente qui ne trouve en face d'elle qu'une infime minorité d'ouvriers conscients de

leurs intérêts et de leurs devoirs ; 2° dans la jurisprudence qui a remplacé les pénalités de l'article 416 par une lourde responsabilité civile. De même en Belgique, si l'article 310 avait été supprimé, l'amendement Furnémont ne serait justifié que par des raisons de circonstance analogues, plus puissantes, il est vrai, parce que l'esprit d'autorité des patrons y est plus fort et l'asservissement des ouvriers plus accentué qu'en France. Mais le jour où l'hostilité patronale s'affaiblira, le jour où les syndiqués constitueront une majorité ou une minorité imposante et où il deviendra impossible de les persécuter, le jour où les derniers vestiges des lois sur les coalitions auront disparu et où les tribunaux civils auront renoncé à leur jurisprudence actuelle, ce jour-là la loi Bovier-Lapierre ou la loi Furnémont devraient disparaître.

Mais il faut avouer que ce sont des reproches purement hypothétiques que nous adressons aux propositions qui ont pour but d'assurer la liberté des syndicats vis-à-vis des patrons. Dans l'état actuel des choses, des mœurs et des lois, l'hostilité générale des employeurs et des magistrats aux associations ouvrières, la lourde responsabilité civile que la jurisprudence française a substituée à l'article 416 du code pénal, le maintien de l'article 310 en Belgique, non seulement suffiraient à justifier l'établissement d'une pareille mesure, mais font de son absence une injustice réelle, une violation du principe égalitaire. « Jus omnibus idem ».

Le projet déposé récemment par le gouvernement français (art. 10 et 11) donne une action civile en dommages-intérêts à l'ouvrier syndiqué, victime d'un refus d'embauchage ou d'un renvoi. Il permet même au

syndicat d'exercer cette action pour le syndiqué. Mais par contre, tout en proclamant que la mise en interdit ne saurait tomber sous le coup de la loi pénale, il rend civilement responsable le syndicat qui use de ce procédé pour forcer des ouvriers à s'affilier à lui. Bien mieux il applique l'article 414 aux menaces, violences etc., employées pour forcer quelqu'un à entrer dans un syndicat ou en sortir.

Il faut louer ce projet d'appliquer l'idée de la loi Bovier-Lapierre. Peu importe qu'il y substitue une simple responsabilité civile, suffisamment efficace quand il s'agit de patrons. Mais il faut regretter qu'il maintienne encore l'article 414 (1), et surtout qu'il consacre législativement la détestable jurisprudence des affaires Joost, Burnichon, Bonnusent, etc.

SECTION II

LE SYNDICAT ET LA CONCILIATION.

I

Les adversaires du mouvement ouvrier reprochent souvent aux syndicats et aux fédérations de provoquer les grèves, d'empêcher la solution pacifique des conflits, en un mot d'être des éléments de discorde dans les rapports du capital et du travail. Aucun reproche n'est moins fondé. Les statistiques (2) prouvent, au contraire, que les syndicats réduisent le nombre des

(1) Voyez notamment : Office du travail français. *Les associations professionnelles ouvrières*. tom I. page 271.

(2) Plus récemment M. Vaillant a déposé un amendement qui supprime cet article 414. C'est le vœu général des syndicats.

grèves, qu'ils recourent volontiers aux voies pacifiques, et que les fédérations surtout tendent à faire de la conciliation et de l'arbitrage une institution permanente et normale.

Cette conséquence n'a rien de surprenant. Tandis que les ouvriers privés d'organisation se lancent pour des prétextes futiles dans des grèves partielles, inopportunes, improvisées, le syndicat, qui est la coalition disciplinée, tend à ne faire des grèves que là où le succès est possible. Il ne tente pareille aventure que s'il a une caisse de résistance suffisamment garnie, si la situation de l'industrie est favorable, si les avantages à conquérir sont importants, si la grève doit être générale. « On fait disparaître par l'action des syndicats », dit M. Varlez (1) « toutes ces petites grèves, sans » motif, inutiles, qui résultent par exemple de ce que » dans un atelier des ouvriers auraient accusé le » patron de certains faits reprehensibles. Ce ne sont » plus les intéressés avec toutes leurs passions, bonnes » ou mauvaises, mais des corps constitués, générale- » ment désintéressés dans la question, qui décident. »

Souvent aussi, il suffit que les patrons sachent les ouvriers groupés en un puissant syndicat, muni d'une bonne caisse de résistance, pour qu'ils fassent droit à leurs réclamations.

Assurément le syndicat et la fédération ne font pas disparaître toutes les grèves. Lorsqu'un différend capital se produit, par exemple lorsque les patrons veulent imposer aux ouvriers une réduction des salaires

(1) Congrès de législation douanière. Anvers, 12-17 septembre 1898, tome I. *Rapports*, p. 143, etc.

à laquelle ceux-ci ne sauraient consentir, la grève éclate et d'autant plus grave qu'elle est plus générale, mieux dirigée et mieux préparée. Mais, d'une façon générale, les syndicats, en donnant à la fois plus de modération et plus de force aux réclamations ouvrières, tendent à diminuer la fréquence des grèves et à faire de la conciliation et de l'arbitrage le mode normal de solution des conflits. Ils ont donc plus qu'une utilité professionnelle : ils ont une utilité sociale puisqu'ils évitent à l'industrie les arrêts subits qui troublent la production et lèsent à la fois patrons, ouvriers et consommateurs. Ils ont aussi une utilité morale puisqu'ils enseignent aux individus à subordonner les passions égoïstes et soudaines à une pensée altruiste et réfléchie.

II

Mais on commettrait une forte erreur, à notre avis, si on pensait que l'entrée du syndicat dans les voies pacifiques le détourne de la lutte des classes et le rend moins menaçant pour le régime capitaliste. L'organisation syndicale ne tend pas seulement à améliorer la condition des salariés, elle vise à supprimer le salariat, sinon par une expropriation totale du capital, au moins par la participation des employés au contrôle, à la direction et aux profits de l'entreprise. Elle veut accomplir, dans le monde économique, une évolution analogue à celle que le xix^e siècle a réalisée dans l'ordre politique, à substituer le régime parlementaire au régime autoritaire du travail. L'abandon systématique de toute grève inutile, inopportune, partielle ; le recours à la discussion pacifique chaque fois qu'elle

est possible, mènent précisément à ce résultat par deux voies parallèles.

1° Par une économie de force, le syndicat hâte le succès final des travailleurs dans leur lutte contre le capital. Toute la force du prolétariat au lieu de se disperser dans des combats violents, où la défaite est fréquente et où le succès est toujours accompagné de pertes sérieuses, se concentre sur un point : imposer de plus en plus la volonté collective des employés à l'employeur, en choisissant les meilleures circonstances possibles et avec le prestige que donne une caisse de résistance bien garnie. Le syndicat préférera céder sur des points de détail, il ne prendra pas fait et cause pour la réclamation d'un individu ou d'un groupe d'individus, lorsque la chose n'en vaut pas la peine. Il sera un peu moins exigeant pour des objets secondaires. Qu'importe, puisque ces concessions savantes sont une économie de force, qu'elles lui permettent d'annihiler par exemple tous les actes d'arbitraire patronal, et surtout de réserver une caisse puissante qui sera le meilleur argument quand le patron voudra réduire les salaires ou repousser une réclamation importante.

2° Le fonctionnement même des institutions pacifiques diminue l'autorité patronale. Lorsque, dans une usine, s'établissent des chambres de conciliation, on peut dire que le système du bon plaisir, du « charbonnier maître chez soi », fait place à un régime qui pour n'être pas encore le régime parlementaire du travail tend à le devenir. Les actes du patron sont désormais soumis à un contrôle, les griefs des ouvriers lui sont régulièrement présentés, le patron est tenu à moins

d'arbitraire. Obligé de discuter avec ses employés, de les traiter avec plus de justice, il ne peut pas les considérer comme des êtres inférieurs. Bon gré, mal gré, il subit leur influence, leur accorde plus d'initiative dans leur travail; il recourt même à leur avis. D'une part dans le contrôle à une part dans la direction, le passage est aisé. Les institutions de conciliation, régulièrement organisées, tendent donc à bouleverser dans un sens démocratique le régime de l'industrie.

En Belgique même, on peut voir déjà s'esquisser le régime constitutionnel de l'industrie déjà très répandu aux Etats-Unis. Les Compagnies houillères de Bascoup et Mariémont (1), dont un ingénieur, M. Weiler, a souvent critiqué l'esprit d'autorité des industriels belges, ont établi tout un ensemble d'institutions ouvrières, notamment des chambres d'explication, de conciliation qui fonctionnent très bien. Ces institutions d'initiative patronale, mais où une large autonomie est laissée aux ouvriers, ont eu pour résultat d'y faire disparaître les grèves, d'y assurer plus de bien-être aux ouvriers sans que la prospérité de la Compagnie en soit atteinte. De même M. Vandervelde (2) cite les papeteries de Willebroek où des institutions philanthropiques, crèches, écoles, mutualités, etc., constituent sinon un embryon de régime parlementaire tout au moins de despotisme éclairé.

A Willebrœk comme à Bascoup et Mariémont, ce despotisme éclairé ou ce régime constitutionnel sont

(1) *Les institutions ouvrières de Bascoup et Mariémont, 1884.* — Weiler. *L'esprit d'autorité en Belgique.* — G. Waterlot. *Arbitrage et conciliation dans les conflits collectifs*, thèse 1896.

(2) *Op. citato.* Tome II.

l'œuvre d'industriels humains et intelligents qui trouvent d'ailleurs la récompense de leur philanthropie dans la prospérité de leurs industries. Mais on peut prévoir que le but poursuivi par les auteurs de ces institutions sera un jour dépassé et il n'est pas téméraire de dire que toute amélioration du sort des ouvriers, si elle a pour effet immédiat d'amener des rapports plus pacifiques entre les patrons et les ouvriers, rend ceux-ci plus aptes à vouloir une transformation plus effective du régime économique. C'est ce que dit M. Vandervelde, qui fait remarquer que les ouvriers de Bascoup et de Mariémont sont les plus socialistes du centre : « Si les salariés, ajoute-t-il, partout où on les traite humainement ne réclament pas, au moins d'une manière persistante l'appropriation collective des capitaux, c'est parce qu'ils savent que le collectivisme autoritaire, actuellement seul possible, ne leur donnerait guère d'avantage. Les ouvriers de Mariémont ou de Willebroek n'auraient certes pas beaucoup à gagner au rachat des charbonnages ou à l'expropriation des papeteries. Mais il est infiniment probable que le jour viendra où ils considéreront l'appropriation collective des capitaux, la république coopérative, comme l'aboutissant naturel et logique des progrès antérieurement réalisés ». De même M. Jaurès (1), commentant la décision arbitrale par laquelle M. Waldeck-Rousseau a ordonné récemment l'institution au Creusot de délégués nommés par les ouvriers y voit un fait d'une grande importance au point de vue socialiste : « Si les

(1) J. Jaurès. Organisation ouvrière. *Petite République*. 12 octobre 1899.

» délégués ouvriers du Creusot, dit-il, remplissent
» sérieusement, avec exactitude, précision et fermeté
» la fonction qui leur est assignée par la sentence,
» s'ils écartent les griefs légers ou vains, pour enre-
» gistrer à chaque entrevue, sans défaillance, les griefs
» sérieux et certains, ce fonctionnement collectif et
» périodique des revendications ouvrières dans une
» grande usine patronale, marquera un progrès
» notable dans l'effort d'émancipation du prolé-
» riat. »

Mais, si de l'avis de ces socialistes éminents, l'institution des chambres de conciliation dans une usine prépare une participation des travailleurs dans le contrôle, puis dans la direction et les bénéfices de l'usine, cette réforme a une importance bien plus considérable quand l'organisme conciliateur est le syndicat. Le syndicat, en effet, ne comprend pas les ouvriers d'une usine, mais de toutes les usines similaires. Il est un groupement beaucoup plus vaste, plus indépendant, moins égoïste. Il tend à réaliser les mêmes conquêtes dans tous les ateliers. Il s'inspire d'idées présentant un intérêt vraiment collectif. Son caractère de généralité, sa tendance à devenir obligatoire, à être un organisme régulier, chargé de traiter pour les ouvriers, donnent à son intervention dans les conflits du travail et du capital une importance qui s'accroîtra sans cesse. Par les institutions de conciliation, il se trouve appelé constamment à discuter les conditions du travail, à participer à la direction de l'entreprise. Il y a dans cette intervention pacifique, permanente, organisée, quelque chose d'autrement subversif pour l'ordre capitaliste actuel, pour la monarchie absolue de l'in-

dustrie, que l'intervention guerrière, accidentelle, désordonnée du syndicat dans une grève.

III

Ces constatations expliquent que le Parti Ouvrier belge recommande avec une égale ardeur aux syndicats de préparer la grève et de l'éviter autant que possible. La tendance du syndicat à la conciliation apparaît aux socialistes comme un élément de succès pour leur idéal économique. D'autre part, le rôle conciliateur des syndicats est un gage de paix actuelle; il procure à l'industrie des conditions plus favorables. Par ses résultats lointains ou immédiats, l'entrée systématique des syndicats dans les voies pacifiques est donc de nature à rallier l'approbation de tous les partis politiques. Aussi le Parlement belge a-t-il été unanime à adopter la proposition de M. Denis, qui oblige les unions à inscrire dans leurs statuts l'engagement moral « de rechercher, de commun accord avec la » partie adverse, le moyen d'aplanir, soit par la conciliation, soit par l'arbitrage, tout différend intéressant » l'union et portant sur les conditions du travail. »

L'initiative de cette disposition remonte à la Commission du travail. Les institutions de conciliation et d'arbitrage ont été une des idées les plus chères de cette compagnie. Elle ne s'est pas contentée de préparer la création des « Comités de l'industrie et du » travail (1), corps élus destinés à donner leur avis sur les questions ouvrières et à servir de juridictions arbitrales. Elle a vu dans les syndicats la base des institu-

(1) Loi du 16 août 1887.

tions de conciliation. Sous l'impression des événements de mars 1886, elle a espéré que les unions professionnelles seraient, pour la Belgique, un élément de paix sociale, de même que les « trade unions » reconnues, après les troubles de Sheffield, ont réalisé, dans certaines grandes industries anglaises, le régime permanent de la conciliation et du contrat collectif. « Le groupement tempère les antagonismes, disait M. Prins (1), rend les rapports plus constants, le travail plus fructueux, le produit meilleur, le placement plus facile. Les unions professionnelles sont les assises naturelles des chambres de conciliation ». Telle est la pensée qui a inspiré la Commission du travail lorsqu'elle a obligé les unions professionnelles « à se prêter à une tentative préalable de conciliation si elle est admise par l'autre partie » (2).

L'idée de la Commission du travail fut maintenue par M. Lejeune, mais il eut tort de l'exagérer. Au lieu de n'exiger qu'un simple engagement moral et tout platonique, le projet de M. Lejeune forçait l'union à se soumettre à l'arbitrage si l'autre partie y consentait. C'était évidemment aller trop loin : l'arbitrage n'est bienfaisant que s'il est volontaire. Aussi le projet de M. Begerem supprima-t-il l'obligation de l'arbitrage.

C'est M. Denis (3), à la fois héritier de la tradition de 1886 et interprète de la pensée socialiste, qui devait reprendre l'idée de M. Prins et la faire aboutir.

(1) M. Prins, Rapport. *Commission du travail*, tome III, p. 74, etc.

(2) Conclusions plénières adoptées par la Commission du travail.

(3) Séance du 20 octobre 1897.

Comme le texte voté par la Commission du travail, l'amendement de M. Denis édicte une simple obligation morale. Le législateur a voulu émettre le vœu platonique que les unions devaient être les agents politiques du progrès économique.

Que l'on se place à un point de vue conservateur ou socialiste, on ne peut qu'approuver les intentions du législateur belge. Mais il faut remarquer que le rôle conciliateur des unions est en raison directe de leur force de combat. En laissant subsister les obstacles que le droit pénal met au développement des unions, en ne les protégeant pas contre les abus d'autorité patronale la loi belge paralyse leur action pacificatrice.

SECTION III.

EXERCICE COLLECTIF DES ACTIONS EN JUSTICE ET CONTRAT COLLECTIF

Le rôle du syndicat serait incomplet s'il se bornait à mettre, par la grève ou la conciliation, les syndiqués en mesure d'obtenir de meilleures conditions de travail. Il faut que son action collective se substitue à celle des individus dans la conclusion comme dans la préparation du contrat de travail. Il importe que le syndicat, étant intervenu comme partie au contrat, puisse en poursuivre l'exécution en justice. Le patron, cette fois, ne se trouve plus en présence d'individus isolés et timides, résignés à subir une violation de leurs droits. Il a devant lui le syndicat professionnel, qui connaît la mesure exacte du droit patronal et du droit des ouvriers, et qui n'hésitera pas à demander le redressement des torts causés aux syndiqués. Plus n'est besoin

de recourir à la grève. C'est la grosse même du jugement, avec sa formule exécutoire, qui assurera à l'union le respect des avantages stipulés. On peut dire qu'une fois incorporés dans le contrat collectif, les résultats obtenus de force ou de gré, par les ouvriers deviennent — dans la limite de ce contrat — définitifs.

Mais ce n'est pas seulement pour la violation des contrats collectifs qu'il est utile au syndicat d'exercer en justice les actions de ses membres. Il est tout désigné pour prendre en main la défense judiciaire de tous leurs intérêts professionnels, pour poursuivre devant les tribunaux la répression ou la réparation des faits qui leur préjudicient. Mais, tandis que le contrat collectif et son exécution concernent surtout les syndicats ouvriers, le redressement des faits délictuels intéresse tout autant les syndicats patronaux ou agricoles et surtout les syndicats de pharmaciens et de médecins.

L'article 10 de la loi du 31 mars 1898 a voulu donner satisfaction à ces diverses nécessités pratiques.

Article 10. — « L'union peut ester en justice, soit » en demandant, soit en défendant, pour la défense des » droits individuels que ses membres tiennent de leur » qualité d'associés sans préjudice au droit de ses » membres d'agir directement, de se joindre à l'action » ou d'intervenir dans l'instance.

» Il en est ainsi notamment des actions en exécution » des contrats conclus par l'union pour ses membres » et des actions en réparation du dommage causé par » l'inexécution de ses contrats. »

Déjà le Rapport de M. Prins à la Commission du travail rangeait « l'assistance judiciaire » parmi les attri-

butions des unions professionnelles, et les conclusions adoptées par la Commission dans ses séances plénières des 4 et 11 décembre 1886 classaient parmi les intérêts professionnels « la défense en justice des intérêts ouvriers ». Le texte actuel de l'article 10 est le développement et l'organisation du principe proclamé par la Commission du travail. Au contraire la loi française de 1884 n'a rien prévu de pareil. Mais dès 1885 les tribunaux français ont eu à résoudre plusieurs des difficultés visées par l'article 10 de la loi belge. Depuis lors, de nouvelles espèces se sont posées chaque jour, relatives à ces questions. C'est pour résoudre ces difficultés, c'est pour éviter à la jurisprudence belge l'incertitude où se trouve la jurisprudence française que M. Begerem a cru utile, en 1894, de formuler sur cette question une solution précise. Aussi pour comprendre la portée de ce texte il importe de retracer, à grandes lignes, la jurisprudence française sur ces matières (1).

I.

Examen de la jurisprudence française.

On peut répartir en deux catégories les espèces qui ont été jugées par les tribunaux français. D'une part les syndicats ont poursuivi en justice le redressement de certains faits préjudiciables aux intérêts profes-

(1) M. Hubert Valleroux a consacré de nombreuses notes à cette jurisprudence dans la *Revue des sociétés* (notamment 1896, p. 485) et divers articles *Réforme spéciale*, 16 août 1898. *Économiste français*, 13 mars 1897, *Bulletin du Comité central industriel belge*, 15 mai 1897. Voyez aussi une synthèse de cette jurisprudence par M. Planiol, note DP. 1898, 2 129; et une note de M. Deslandes, *Pandectes françaises*, 894, I. I.

sionnels des associés. D'autre part ils ont réclamé l'exécution de contrats passés par eux en faveur des syndiqués et ils ont réclamé les indemnités dues à leurs membres pour violation de ces contrats.

1° Dans le premier ordre d'idées on peut signaler les décisions suivantes :

a) Le Conseil d'État (1) a admis des syndicats professionnels à lui déférer pour excès de pouvoir des actes réglementaires de l'autorité administrative.

b) Les tribunaux admettent que les syndicats de pharmaciens se constituent partie civile dans les poursuites intentées pour exercice illégal de la pharmacie ou qu'ils usent de citation directe pour obtenir la répression de ce délit. Affirmée dès 1886 par la Cour de Paris (2), cette jurisprudence confirmée par la Cour de Cassation en 1894 s'est maintenue constamment. Elle a été adoptée par la loi du 30 novembre 1892 pour l'exercice illégal de la médecine. Cette loi, qui autorise les médecins, chirurgiens, dentistes et sages-femmes à constituer des syndicats professionnels, permet à ces syndicats de « saisir les tribunaux par voie de citation directe, sans préjudice de se porter partie civile dans toute poursuite intentée par le ministère public (3) pour exercice illégal de la médecine, de la chirurgie, de l'art dentaire ou de la pratique des accouchements ».

Notons toutefois que la Cour de Lyon (4) en 1888 a

(1) Conseil d'Etat, 25 mars 1887, DP. 1888, 3, 56, s. 1888, 3, 7, et 3 juin 1892, Sirey 1894, 3, 54.

(2) Cour de Paris, 20 janvier 1886, s. 1887, 2, 129.— D. P., 1886, 2, 170.

(3) Cass. Crim., 5 janvier 1894, s. 1895, 1, 382.

(4) Cour de Lyon, 15 mars 1888. D. P. 1891, 2, 29.

refusé à un syndicat d'herboristes le droit d'intervenir en faveur d'un herboriste poursuivi pour mise en vente de produits pharmaceutiques, tandis qu'elle admettait au contraire qu'un syndicat de pharmaciens se portât partie civile dans la poursuite.

c) Des jugements ont admis aussi les syndicats à demander en justice la réparation de dommages causés aux intérêts professionnels de leurs membres, même quand il ne s'agit pas d'une violation de monopole, comme dans les espèces précédentes. Il est vrai que la jurisprudence est moins bien fixée sur ce point. D'abord hostile aux prétentions syndicales elle semble pourtant leur être devenue favorable. Des décisions anciennes avaient rejeté les actions intentées par les syndicats pour obtenir la réparation de dommages causés aux récoltes des syndiqués par des lapins de garenne (1), ou à leur commerce par une concurrence déloyale (2). Mais des arrêts récents (3) de la Cour de Cassation ont admis des syndicats professionnels de fermiers d'étangs ou des associations syndicales libres de propriétaires d'étangs (les deux sortes d'associations présentent de grandes analogies) à demander en justice « qu'il soit » fait défense à des usiniers de laisser écouler dans » les étangs les eaux de leurs usines qui contamine- » raient ces étangs et en amèneraient promptement le » dépeuplement, et d'autre part que dans un délai » déterminé il soit procédé par le soin d'experts au

(1) Tribunal d'Evreux, 21 octobre 1887, D. P., 1888, 3, 136.
— Trib. Arras, 13 juin 1888. D. P. 1890, 3, 55.

(2) Cour d'Aix, 26 janvier 1887. Pand. française, 1888, 2, 214.

(3) Cassation Requête, 5 janvier 1897. D. P. 1897, 1, 120. —
Cass. Crim., 24 avril 1896. D. P. 1897, 1, 471.

» curage des étangs pour enlever la vase empoisonnée
» par les eaux usinières ».

Faisant la synthèse de ces diverses décisions judiciaires, M. Planiol (1) écrivait en 1898, que la jurisprudence française permet en somme de syndicaliser l'exercice des actions en justice. Les jugements qui repoussent l'action des syndicats, disait M. Planiol, sont anciens ou basés sur des circonstances spéciales. Dans son ensemble la jurisprudence, tout en proclamant que les syndicats ont pour objet l'étude et la défense de certains intérêts « collectifs » leur permet, en réalité, d'exercer des actions individuelles : elle répute collectif tout intérêt qui est commun à plusieurs syndiqués, et d'autre part, invoquant le droit reconnu aux syndicats d'ester en justice, elle leur permet d'exercer en justice les actions qui se rapportent à ces intérêts. M. Planiol critique ce raisonnement. Il se refuse à voir dans une pratique illégale de la pharmacie ou dans un empoisonnement d'étang un préjudice causé au syndicat, personne morale. Il n'y a en réalité que des syndiqués qui soient lésés dans leur patrimoine individuel, et le syndicat en plaidant pour eux viole la maxime traditionnelle « nul ne plaide par procureur ».

Je crois qu'en attribuant à la jurisprudence française une telle portée, M. Planiol est trop affirmatif. En effet les jugements anciens qui repoussent l'action syndicale et les décisions plus récentes qui l'admettent ne sont pas rendus dans des espèces tout à fait identiques et l'on ne saurait dire que celle-ci annulent ceux-là. D'ailleurs l'interprétation que M. Planiol donne de la

(1) Dalloz périodique, 1898, 2, 129, (Nov.)

jurisprudence française est loin d'être acceptée par tous les juristes. M. Hubert-Valleroux (1), l'un des plus fervents protagonistes du droit pour les syndicats d'estimer en justice, cite toujours un arrêt rendu par la Cour d'Aix en 1884 comme l'espèce type de la jurisprudence ; et l'exposé des motifs du projet récemment déposé par M. Waldeck-Rousseau invoque « le principe, aujourd'hui consacré, qui ne permet pas au syndicat d'intervenir dans les conflits particuliers qui intéressent un » de leurs membres ».

Si on examine les considérants souvent très brefs des jugements hostiles ou favorables aux syndicats, on remarque que tous s'accordent à admettre l'action du syndicat quand elle présente un intérêt « suffisamment collectif », et à la rejeter quand elle ne concerne qu'un intérêt individuel même professionnel. Malgré le lacunisme habituel de ses décisions, on peut affirmer que la jurisprudence française se fait de l'intérêt collectif une conception différente de celle que lui prête M. Planiol. Elle n'y voit pas une simple addition d'intérêts individuels mais quelque chose qui est à la fois distinct de ces intérêts et qui les combine. C'est ainsi qu'un arrêt de la Chambre des requêtes (1897) qui admet un syndicat professionnel de fermiers d'étangs à poursuivre en justice la réparation des dommages causés à la propriété de ses membres, constate que les étangs communiquent, entre eux, que tous souffrent du jet d'eaux usinières, et que « les mesures dont il » s'agit n'ont point pour but de satisfaire des intérêts » individuels, mais d'assurer, dans un intérêt profes-

(1) *Economiste français*, 20 janvier 1900.

» sionnel et général, la reproduction et la conservation » du poisson, objet même du syndicat ». Mais si la jurisprudence distingue actuellement l'intérêt individuel et l'intérêt collectif, si elle permet au syndicat d'exercer l'un et pas l'autre, elle se trouve pourtant appelée nécessairement à prendre l'extension que lui attribue M. Planiol et à permettre au syndicat d'exercer en justice tout intérêt professionnel de ses membres.

Tandis en effet que les décisions anciennes, dominées par les idées qui inspirent la théorie de Laurent, voient dans la personne morale, dérivée de l'Etat, une abstraction tout à fait distincte de la personnalité des associés, et ne reconnaissent d'autres intérêts collectifs que ceux inhérents à la personnalité juridique, au patrimoine du syndicat, les arrêts plus récents partent d'un point de vue moins individualiste : ils s'attachent à voir dans l'homme un être social, ils recherchent si les droits individuels ne contiennent pas un élément d'intérêt collectif. Par application de ce principe fécond, ils pensent que l'illégalité d'un règlement administratif, que l'exercice frauduleux de la médecine ou de la pharmacie, que l'empoisonnement des eaux d'un étang ne causent pas seulement des dommages à des individus, mais aussi à la collectivité et notamment à la profession. Cette remarque réfute les critiques de M. Planiol qui se refuse à voir dans de pareils faits autre chose qu'un préjudice individuel ; mais elle est aussi de nature à nous faire penser que la jurisprudence française s'arrête à mi-chemin. Actuellement elle hésite encore à considérer tout intérêt professionnel comme un intérêt syndical. Ainsi s'explique un arrêt de la Cour d'Appel

de Paris qui, en 1897 (1), reconnaît que le syndicat peut ester en justice non seulement pour un intérêt inhérent à sa personnalité juridique mais « pour un intérêt de corporation, général et collectif », et qui se refuse à voir pareil intérêt dans l'usage frauduleux d'une marque de fabrique individuelle.

De tout ceci nous devons conclure que si le principe admis par la jurisprudence française est juste, les applications qu'elle en fait sont insuffisantes puisqu'elle n'est pas arrivée encore à confondre les intérêts professionnels des syndiqués avec l'intérêt collectif du syndicat. Il importait donc que la loi belge accordât expressément aux unions professionnelles le droit d'exercer en justice toute les actions qui concernent les intérêts professionnels de leurs membres.

2° Un autre groupe d'espèces sur lesquelles ont eu à statuer les tribunaux français nous montre les syndicats poursuivant en justice l'exécution des contrats collectifs (notamment de conventions de travail), et réclamant les indemnités dues aux syndiqués ou violation de ces contrats.

La jurisprudence, sur ce point, est encore beaucoup moins nette que dans les cas précédents. Parfois elle évite de résoudre la question de droit, en disant que les chefs du syndicat n'ont joué qu'un rôle de mandataires dans le contrat collectif (2). D'autres fois, résolument hostile, elle voit dans la convention de travail une stipulation pour autrui prohibée par les articles

(1) Cour de Paris. 20 mai 1897. *Revue des Sociétés*, mars 1898, p. 104.

(2) Cassation. 1^{er} février 1893. D. 1893. I. 241. P. F. 1893. I. 1. Note de M. Deslandes.

1119-1121 du Code civil et ne lui accorde aucune sanction judiciaire (1). Cependant, en général — bien qu'il manque en ces matières un arrêt de la Cour de cassation — la jurisprudence tend à reconnaître la validité du contrat collectif, et à accorder aux syndicats professionnels le droit de réclamer en justice l'exécution de ce contrat (2). Pour assurer cette exécution les tribunaux vont même jusqu'à formuler des astreintes comminatoires (3). Mais cette même jurisprudence refuse aux syndicats le droit d'exercer en justice les actions en indemnités dues aux syndiqués. Ces actions sont purement individuelles d'après la jurisprudence, et la maxime nul ne plaide par procureur s'oppose aux prétentions syndicales.

Les tribunaux français transportent dans le droit syndical les principes du droit public. La jurisprudence admet en effet que les villes, les départements en concédant des exploitations de chemins de fer, tramways, gaz, etc., stipule certains horaires, certains tarifs, certains avantages en faveur du public ou des abonnés. La Cour de cassation belge précisément a constaté cette théorie par un arrêt célèbre (4). — La ville de Mons avait stipulé de sa compagnie concessionnaire du

(1) Tribunal Seine, 23 juin 1896. *Revue Sociétés*, 1896, p. 485. Note de M. Hubert Valleroux.

(2) Tribunal commerce Cholet, 12 février 1897. *Revue sociétés*, 1897, 303. Cour d'Angers, 8 juin 1897. *Recueil d'Angers*, 8 juin 1897.

(3) Tribunal commerce Seine, 4 février 1892. La Loi du 5 février 1892.

(4) Cass. belge. 21 juillet 1888. Suez. 1889, 4 9. Note de M. Labbé. Cf. Cour de Gand, 7 juillet 1876. Pasicrésie, 1876, II, 375.

gaz que celle-ci abaisserait les prix de l'abonnement d'après les réductions qui se produiraient dans certaines villes voisines et qu'elle restituerait aux abonnés les sommes perçues en trop pendant trois ans. La Cour de cassation (21 juillet 1888) jugea que cette convention était valable et que la ville avait qualité pour faire reconnaître en principe les droits résultant pour les abonnés de cette convention. Mais, s'inclinant devant l'interprétation de la Cour de Liège, qui avait vu dans la convention une stipulation exclusivement en faveur des abonnés, elle décida qu'il appartenait à eux seuls de réclamer les sommes qui leur étaient dues, d'après la convention et le tarif combinés.

Nous croyons inutile de discuter longuement la valeur de cette jurisprudence. Soit que l'on y voit une stipulation pour autrui, permise aux termes de l'article 1121 (1), soit que l'on écarte les règles du droit civil pour dire qu'il présente un intérêt « vraiment municipal » ou « syndical (2) », le contrat collectif nous paraît avoir une validité incontestable. Par contre la décision qui refuse à la ville ou au syndicat le droit de poursuivre en justice les indemnités dues aux abonnés ou aux syndiqués soulève de fortes critiques. Certains « auteurs (3) écartent résolument le traditionnel adage : Nul ne plaide par procureur ». Ils s'étonnent qu'un syndicat puisse « traiter » par procureur et non « plaider » par procureur.

(1) Lambert. *Contrat en faveur des tiers*, thèse 1895.

(2) Stainctelette. *Revue de droit international*, 1888 et Labbé. Note citée.

(3) Stainctelette. *Revue de droit international* et Hubert Valleroux. *Réforme sociale*, 16 août 1898.

De cette question qui présente un très grand intérêt pour les syndicats français, tirons seulement cette conclusion, que la loi belge devait, sur ce point encore, reconnaître aux unions professionnelles la faculté d'exercer en justice les droits des syndiqués.

II

Examen de l'article 10 de la loi du 31 mars 1898.

Pour donner aux besoins de la pratique une satisfaction suffisante, pour permettre le contrat et l'exécution du contrat collectif, pour assurer l'intervention du syndicat dans les instances judiciaires de ses membres, la loi belge ne pouvait donc pas s'en rapporter au droit commun, tel que l'avait interprété la jurisprudence française. Cette interprétation présente en effet de graves lacunes :

1° Elle ne permet pas au syndicat d'exercer en justice l'action d'un syndiqué lésé dans ses intérêts professionnels, quand cet intérêt n'est pas « suffisamment collectif ». Cette exigence donne lieu à des interprétations variables et défavorables aux syndicats.

2° Elle n'est pas unanime à reconnaître la validité du contrat collectif, et en tout cas elle refuse au syndicat le droit de réclamer les indemnités dues aux associés pour violation du contrat.

3° Elle ne prévoit pas le droit pour le syndicat de prendre la défense des syndiqués, lorsqu'ils sont attaqués dans leurs intérêts professionnels ; ni le droit

pour les tiers de mettre en cause les syndicats à raison des délits commis par les syndiqués.

Dans une large mesure la loi belge comble ces lacunes.

1° La formule de l'article 10 : « la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leur qualité d'associés » permet à l'union d'exercer toutes les actions individuelles qui touchent aux intérêts professionnels en vue desquels elle est formée, que les actions aient leur source dans un contrat ou dans un délit. L'intention du législateur belge, affirmée par l'exposé des motifs de M. Begerem et le rapport de M. Sadeleer a été de donner une solution affirmative aux prétentions syndicales que la jurisprudence française a tantôt acceptées et tantôt repoussées.

Un syndicat de commerçants pourra certainement intenter une action à l'auteur d'une concurrence déloyale. De même le syndiqué dont on aura usurpé la marque de fabrique verra l'union soutenir sa revendication. Le texte est même assez large pour permettre à l'union d'intervenir quand il s'agira de droits professionnels créés par des contrats où elle n'aurait pas été partie contractante. Certes le texte parle spécialement des « actions individuelles résultant des contrats passés par l'union ». Mais c'est qu'il s'agit là d'un cas très important en pratique et auquel la loi a voulu donner une mention spéciale. L'article 10 n'est pas limitatif.

2° La loi belge permet à l'union non seulement de poursuivre en justice l'exécution des contrats passés par lui en faveur de ses membres, mais aussi de réclamer les indemnités qui leur sont dues.

C'est là une innovation considérable. C'est la reconnaissance formelle de la validité du contrat syndical et de son efficacité.

3° Enfin le syndicat peut intervenir pour prendre la défense des syndiqués dont on conteste en partie les droits professionnels. Ainsi un syndicat d'herboristes pourra intervenir dans la poursuite intentée contre un de ses membres par un syndicat de pharmaciens. La loi belge réforme très heureusement sur ce point la jurisprudence française. L'intervention des syndicats, dans un cas comme dans l'autre, présente un intérêt professionnel.

D'ailleurs, quand bien même les syndicats ne voudraient pas intervenir, ils pourront être mis en cause par les tiers. Ainsi le syndicat ouvrier qui n'a pas fait tous ses efforts pour assurer l'exécution du contrat de travail par un de ses membres sera poursuivi par l'employeur. Cette conséquence est affirmée par le rapport de M. de Sadeleer. Elle est d'ailleurs l'application du droit commun, et il est juste, qu'en acquérant des droits, le syndicat ne se dérobe pas à ses responsabilités.

Tels sont les résultats auxquels mène l'article 10, résultats heureux à la fois pour l'individu à qui il donne un précieux « patronage » en justice, et pour la collectivité. C'est en effet la corporation entière, le métier dans son ensemble qui y trouve un avantage : le syndicat joue un rôle de surveillance, de police sur l'exercice loyal du métier ; il veille à l'exécution des lois qui protègent le monopole ou garantissent la sincérité de la fabrication. Il assure, sous sa responsabilité collective, l'exécution des contrats qui procurent le relèvement matériel ou moral des membres du métier. Et

comme ces intérêts corporatifs sont souvent connexes avec un intérêt social supérieur (loyauté du commerce, protection des récoltes, hygiène, salaire normal des travailleurs) l'article 10 est un élément du progrès général.

Mais si l'article 10 constitue une innovation considérable sur la loi française, il aurait pu être encore plus progressiste. En effet la commission spéciale, ici comme ailleurs, a fait subir au projet Begerem un fâcheux recul dans le sens des idées individualistes.

Actuellement l'action syndicale ne fait pas obstacle à l'exercice des actions individuelles. Elle peut être arrêtée par la renonciation que fait l'individu de son droit. Le projet Begerem adoptait un système bien différent. Il réservait au seul syndicat, à l'exclusion de ses membres, la faculté d'ester en justice pour la défense des droits individuels que ceux-ci tirent de leur qualité d'associés. L'exposé des motifs disait :
« Si la conclusion des contrats au nom de la collectivité est une des attributions les plus utiles des corporations ouvrières on ne comprend guère comment le soin d'assurer le respect de ce contrat ne leur incomberait pas. L'intervention du syndicat dans la formation de la convention n'est protectrice des droits individuels des membres que si le syndicat est armé pour poursuivre et l'exécution de ce qu'il a conclu et la réparation du préjudice individuel que la violation du contrat a entraîné. L'action individuelle est absorbée par l'action de l'union. Telle est la volonté même des membres par cela seul qu'ils sont membres. Tel est leur intérêt car si isolés ils sont incapables d'obtenir des stipulations contractuelles équitables,

» à plus forte raison seront-ils empêchés de les faire
» respecter par eux-mêmes, à travers les longueurs,
» les embûches et les frais d'un procès. »

Mais, ici encore, le Comité central du travail industriel critiqua le projet du gouvernement. M. de Vergnies dit que ce projet consacrait l'absorption des droits individuels, la « tyrannie socialiste » le « perinde accadaver » des Congrégations. La Commission spéciale subit l'influence de ces critiques. Le texte proposé par elle était ainsi rédigé : « Les unions professionnelles peuvent ester en justice, soit en demandant, soit en défendant..... sans préjudice au droit de ses membres d'agir directement à l'exclusion de l'union ; de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance. »

L'expression : « à l'exclusion de l'union » a disparu du texte définitif sur une observation de M. Van Cleempute (1). On aurait pu croire en effet que l'initiative d'un membre empêchait l'union de se joindre à lui. Mais, d'après les explications données à la Chambre par MM. Begerem et Van Cleempute (2) il reste vrai, qu'à part le droit pour l'union de se joindre aux actions individuelles ou de les intenter, lorsque leurs titulaires négligent de le faire, le droit commun reprend son empire. C'est ainsi que la renonciation de l'individu, ou la transaction consentie par lui, éteignent du même coup l'action individuelle et l'action du syndicat.

L'innovation de la Commission spéciale nous paraît fâcheuse, au moins quand il s'agit des actions nées du

(1) 26 novembre 1897.

(2) 26 novembre et 1^{er} décembre 1897.

contrat collectif. (Car nous admettons volontiers que dans les autres cas le projet Begerem était excessif.) Sous prétexte de sauvegarder la liberté individuelle de l'ouvrier vis-à-vis du syndicat, c'est-à-dire de ses égaux, elle le laisse sans défense en face de son patron, c'est-à-dire de son supérieur. Il peut arriver que le patron force l'ouvrier à renoncer à son action, grâce à l'un des innombrables procédés d'intimidation que possèdent les employeurs. Ce danger a été signalé à la Chambre par divers députés, notamment MM. Denis et Malempré (1). On voit donc à quoi se ramène le libéralisme du Comité central et de la Commission spéciale.

On peut ajouter que le système qui réserve au syndicat l'exercice des actions en justice mène directement à ce régime de travail qui est un pas vers la coopération industrielle ou vers le collectivisme et que l'on appelle le « salariat collectif. » Dans cette phase de l'exploitation industrielle, le patron, au lieu de contracter avec des ouvriers individuellement, traite avec un groupe, un atelier ou une série d'ateliers comprenant tout le personnel nécessaire à la main-d'œuvre d'une entreprise, (contremaîtres, ouvriers de toutes spécialités, apprentis, etc.). Nous verrons que M. Denis avait proposé que l'on autorisât les syndicats à constituer de pareils groupements et que cette proposition a été repoussée. L'article 10 tel qu'il était rédigé par M. Begerem menait indirectement au même résultat. Dans le salariat collectif, en effet, le patron n'a affaire qu'au groupe d'ouvriers. C'est le

(1) 27 octobre 1897.

groupe qui poursuit les infractions faite au droit de ses individus, comme la société commerciale poursuit la réparation des torts causés à l'apport d'un de ses membres. C'est aussi le groupe que le patron assigne lorsqu'un ouvrier viole le contrat de travail. Sans parler de salariat collectif le projet Begerem adoptait donc une conséquence importante du salariat collectif. Pour cette raison encore, il faut regretter la facilité avec laquelle M. Begerem, sur ce point comme sur beaucoup d'autres, s'est rallié aux observations du Comité central et de la Commission spéciale.

Néanmoins — et sous réserve de ces critiques, d'ailleurs importantes — il faut reconnaître le mérite de la réforme accomplie par l'article 10. Les vieux adages du « *Nemo alteri stipulari potest* » et du « *Nul ne plaide par procureur* », obstacles à tant d'évolutions jurisprudentielles, sont définitivement écartés. L'action perd son caractère égoïste; elle est envisagée par le législateur sous un point de vue social, ici, dans son caractère professionnel. Et qui peut dire où s'arrêtera l'application de cette théorie? Qu'on l'étende nettement au droit public et les communes prendront en justice la défense de leurs administrés contre les sociétés capitalistes, maîtresses des services municipaux. Surtout, qu'elle sorte du domaine professionnel, qu'elle gagne les autres associations lorsque la personnalité morale sera de droit commun! Ce ne seront plus seulement les syndicats qui stipuleront et plaideront pour leurs membres. A toutes les associations, dans la mesure de leur objet, un rôle analogue sera dévolu. Les touring-clubs feront avec les hôteliers des conventions en faveur de leurs sociétaires et en assu-

reront judiciairement l'exécution. Les sociétés de gymnastique, les sociétés artistiques passeront des traités destinés à satisfaire les goûts gymniques, les sentiments artistiques de leurs membres.

L'article 10 de la loi du 31 mars 1898 est peut-être le premier pas d'une évolution législative dont nous ne mesurons pas exactement l'immense portée. Il est une de ces quelques innovations que l'on ne peut s'empêcher de trouver remarquables dans une loi condamnée par le vice de ses autres dispositions à rester sans grande application pratique.

CHAPITRE IX

Les Unions et l'exercice de la profession.

Objet (III).

La loi belge n'autorise les unions professionnelles à exercer ni commerce ni industrie, quand même il s'agirait du métier de leurs membres. Mais elle les autorise à accomplir pour le compte des syndiqués certaines opérations, commerciales ou industrielles, destinées à faciliter l'exercice individuel du métier.

Quand on compare les discussions qui ont précédé le vote de la loi du 31 mars 1898 avec les travaux préparatoires des lois anglaise et française, on est étonné de la place considérable qu'a tenue cette question dans l'opinion et dans le parlement belges. Tandis que les législateurs anglais et français n'ont même pas songé à déroger en faveur des trade unions et des syndicats professionnels aux lois sur les sociétés commerciales, en Belgique le droit pour les unions professionnelles de faire le commerce a été soutenu avec énergie par les partis démocrate et socialiste. On peut, sans exagération, affirmer que le débat soulevé par l'amendement Helleputte a dominé presque toute la discussion parlementaire.

C'est que depuis 1885 les faits ont révélé l'insuffi-

sance de la coopération telle qu'elle est réglée par les lois commerciales.

- I. Rôles des syndicats ouvriers et agricoles dans la coopération.
- II. Élaboration législative.
- III. Comparaison de la loi actuelle et des amendements Hellepute, Denis...
- IV. Fraudes auxquelles donnera lieu la loi.

I

RÔLE DES SYNDICATS AGRICOLES ET OUVRIERS DANS LA COOPÉRATION.

Une évolution commune à la France et à la Belgique, et surtout notable depuis environ quinze années, tend à transformer le syndicat agricole en vraie coopérative.

Dans l'industrie urbaine, les coopératives ouvrières ont fait des efforts, souvent malheureux mais cependant remarquables pour se rattacher aux syndicats.

Ce double mouvement mérite d'être retracé, si l'on veut porter sur la loi belge un jugement impartial. Il importe en effet de comparer les tendances économiques, les aspirations nouvelles qu'il révélait au législateur belge et la mesure dans laquelle celui-ci les a satisfaites ou contrariées.

1° Syndicats agricoles.

Les syndicats agricoles, constitués en France grâce à la loi de 1884, achètent des semences, des engrais, des outils, voire même du charbon, des vêtements, des ustensiles de ménage ou des épices, qu'ils reven-

dent à très bas prix, (souvent le prix d'achat, plus les frais) à leurs associés. On peut dire que ce rôle, surtout l'achat d'engrais et de semences, est aussi essentiel pour eux que la grève pour les syndicats ouvriers.

Il n'en est pas autrement en Belgique. C'est ainsi qu'en 1896 le Bøerenbond (1) a acheté plus de 4.000.000 kilogrammes d'engrais, chiffre qui en 1897 s'est élevé à plus de 14.000.000 de kilogrammes. Le bulletin du ministère de l'agriculture (2) donne des chiffres tout à fait édifiants sur l'importance des achats faits par les unions agricoles. En 1897 les syndicats agricoles et les coopératives d'achats ont fait les acquisitions suivantes :

Semences.	environ	300.000 francs
Engrais.	id.	5.000.000 —
Matières alimentai- taires pour bes- taux	id.	3.000.000 —
Machines	id.	9.000 —
Divers.	id.	113.000 —

Or il est à remarquer que cet énorme mouvement commercial, qui s'accroît d'année en année (3) est surtout accompli par les syndicats agricoles, et non par les coopératives constituées suivant les prescriptions de la loi commerciale. Ainsi en 1898, sur 602

(1) *Le Paysan*. — Août 1898. Rapport de l'abbé Mellaert.

(2) Bulletin du ministère de l'agriculture. Exposé statistique, décembre 1898.

(3) *Bulletin du Ministère de l'Agriculture*, exposé statistique, décembre 1898 ; par ex. 6.600.000 fr. d'engrais ; 4.600.000 fr. de matières alimentaires ; 30.000 fr. de machines.

sociétés qui se sont livrées à ces achats, il n'y avait que 72 coopératives et 4 sections d'achats de comices. Les autres sociétés étaient des syndicats agricoles, des gildes, dont aucune avant le milieu de 1898 n'avait la personnalité et dont beaucoup l'ont refusée depuis lors.

Mais le rôle des associations agricoles a dépassé la coopération d'achat des matières premières. La très remarquable enquête de M. de Rocquigny (1) nous montre leur action parallèle à celle des vraies coopératives dans la vente des produits agricoles et même dans la culture. Il cite des syndicats qui se font entrepreneurs de battage, par exemple à Jallanges (Côte-d'Or), à Livron (Drôme). Les syndicats agricoles ont aussi installé des stud-books analogues à ceux du ministère de l'Agriculture. Le même auteur signale aussi des syndicats qui se chargent de faire moudre les grains de leurs membres. Il cite aussi de nombreuses laiteries coopératives dont plusieurs sont à ses yeux de vrais syndicats professionnels. Enfin si les syndicats n'ont pu se charger d'une façon générale de la vente des produits agricoles, ils essayent de se rattacher étroitement les coopératives et les magasins chargés de cette vente. Le Congrès d'Angers, en 1895, a émis le vœu de coopératives régionales annexées à des fédérations régionales de syndicats. Les syndicats ont cherché à se porter adjudicataires pour les fournitures de l'Etat, notamment pour le fourrage des garnisons. Mais ils se sont heurtés à leur incapacité commerciale

(1) De Rocquigny : *La coopération dans la production agricole*, 1896.

(avis du Conseil d'Etat du 11 février 1890). Ils ont par contre réussi à soumissionner pour les vivres d'ordinaires (1).

M. de Rocquigny n'hésite pas à conclure de son enquête : « L'organisme nouveau qu'à la faveur de la » loi de 1884 les cultivateurs ont créé sous le nom de » syndicats professionnels agricoles est un organisme » en germe et tend de plus à devenir en fait une » véritable société coopérative de production et de » vente des denrées agricoles. »

Ainsi, bien que la législation française permette la constitution de coopératives (sociétés à capital variable) les syndicats agricoles dépassant la capacité qui leur a été accordée par la loi de 1884 agissent en fait comme de vraies coopératives et font double emploi avec les sociétés constituées suivant la formule du droit commun (loi de 1867). C'est là une pratique certainement illégale, que les syndicats cherchent parfois mais vainement à masquer par la création d'une coopérative n'ayant qu'une existence fictive. La conséquence de cette illégalité est que le syndicat — personne morale — ne saurait être considéré comme l'auteur des opérations commerciales accomplies par ses membres. Il se forme entre les administrateurs et même les membres du syndicat une société de fait en dehors de toutes les prescriptions de la loi de 1867, c'est-à-dire sans les faveurs de cette loi : les associés sont responsables de leurs engagements sur tout leur patrimoine personnel, et d'autre part les créanciers n'ont pas de

(1) Cf. Hubert Valleroux : *Economiste français*, 26 juin 1897. Compte rendu du Congrès d'Orléans.

droit de gage exclusif sur le patrimoine du syndicat. Une situation aussi fâcheuse indiquait suffisamment au législateur belge la nécessité de reconnaître aux unions professionnelles une personnification civile plus large que celle qui leur est accordée par la loi française de 1884. Mais cette leçon expérimentale était encore confirmée par les vœux des groupes intéressés (1).

Dans les années qui précédèrent le vote de la loi les syndicats agricoles ont mené une vive campagne pour obtenir le droit d'acheter les matières premières nécessaires aux cultivateurs syndiqués, d'industrialiser et de vendre leurs récoltes. En 1897, M. l'abbé Mellaerts, tout en refusant aux unions le droit d'exercer le commerce d'une façon générale, par exemple d'être de vraies coopératives de consommation, écrivait : « Mais » si l'on nous demande si la corporation, sans que » pour cela elle ait pris l'une ou l'autre forme de nos » sociétés commerciales légales, doit être autorisée à acheter en commun et pour ses membres les » matières premières, les machines, etc.... indispensables à la profession, à vendre en commun les » produits agricoles des membres, alors notre réponse » est affirmative. Nous pensons également que les » corporations agricoles doivent avoir la faculté d'exercer toute industrie ayant pour but le travail des » produits agricoles des membres et d'en vendre les

(1) Déjà en France M. Méline avait déposé en 1890 une proposition qui permettait aux syndicats, non seulement de jouer le rôle de sociétés de crédit, mais de faire des achats d'engrais, semences, outils pour leurs membres ainsi que la vente des produits récoltés ou fabriqués par eux.

» produits fabriqués. » M. l'abbé Mellaerts faisait la critique de la loi de 1873, contraire, disait-il, à l'organisation corporative et résumait ses prétentions sous une triple formule. Cette formule, admise à l'unanimité par l'Assemblée générale du Boerenbond (10 mai 1897) (1), fut envoyée sous forme de pétition aux pouvoirs publics et livrée à une grande publicité. Les corporations agricoles réclamaient la faculté :

« 1^o) D'acheter tous les articles agricoles dont les
» membres peuvent avoir besoin dans l'exercice de leur
» profession et de vendre ces articles aux membres ;
» également, de se procurer les machines agricoles et
» les combustibles à l'usage des membres.

» 2^o) D'acheter et de vendre les produits agricoles
» des membres.

» 3^o) De fonder des établissements destinés à l'in-
» dustrialisation des produits agricoles des membres et
» vendre les produits fabriqués (laiteries, boucheries,
» distilleries, sucreries, meuneries...) »

La pétition ajoutait que c'était là un minimum de réclamations. « C'est, quant aux opérations commerciales, le minimum que nous demandons. Car un régime plus étroit rendrait pour nous la loi sur les unions professionnelles inutile. Nous sommes unis en associations professionnelles pour pouvoir exercer plus avantageusement notre profession agricole. Or les trois *desiderata* exprimés ci-dessus ne sont que les trois phases de la production agricole. Nous ne comprenons pas plus une union professionnelle qui ne pourrait pas exercer comme telle la profession, que nous ne pour-

(1) *Le Paysan*, novembre 1897.

rions nous imaginer une société commerciale qui ne pourrait pas faire de commerce.»

Ainsi le Bøerenbond demandait pour les corporations rurales le droit d'exercer la profession agricole. Or, ce vœu, conforme à celui des autres Fédérations agricoles, devait avoir quelque poids sur le législateur belge, si l'on songe à la puissance morale et politique des Bøerengilden.

2° *Syndicats ouvriers.*

L'industrie urbaine n'a révélé aucune pétition des syndicats ouvriers analogue à celle du Bøerenbond.

Les sociétés ouvrières de production sont rares et généralement peu prospères en Belgique. Les seuls ateliers corporatifs y sont presque tous des ateliers de chômage. Indépendamment de ces ateliers, il n'y a que très peu de coopératives de production en Belgique. Constituées en dehors de tout cadre professionnel, elles sont plutôt des sociétés capitalistes et s'adaptent parfaitement à la loi de 1873 (1).

Par contre, si la Belgique ne nous présente pour ainsi dire pas de société ouvrière de production, les coopératives de consommation, les puissantes boulangeries organisées par le parti ouvrier, tels que le Vooruit de Gand, la maison du Peuple de Bruxelles, le Progrès de Jolimont sont très prospères. Nous avons exposé (2) le rôle de ces coopératives dans la Fédération socialiste et par suite dans le mouvement syndical. Nous savons « qu'à quelques exceptions près

(1) Vandervelde. Enquête sur les associations professionnelles.

(2) Introduction. Section II, page , etc.

» les syndicats doivent compter beaucoup moins sur
» eux-mêmes, sur leur encaisse généralement insuffi-
» sante, que sur les secours qui leur viennent du de-
» hors, et sur les subsides que leur apportent les coo-
» pératives, ces arsènaux et forteresses du parti (1). »

Mais, quoiqu'en dise M. Verhægen, dans la *Revue générale de 1897*, la reconnaissance du droit pour les unions de faire le commerce n'aurait pas profité aux Fédérations socialistes. Malgré les rapports incessants, les échanges de subsides qui ont lieu entre les divers groupes de la Fédération : sociétés mutualistes, syndicats, coopératives, la Fédération n'est pas une association à fin multiple. Elle observe au contraire une division du travail très nette, sauf à coordonner ses divers groupes par un lien fédératif et par un but commun : le triomphe du socialisme. M. Vandervelde (2) remarque que l'exemple cité par M. Verhægen va tout à fait contre son but. Les associations fédérées, dit-il, ne constituent pas du tout une association à fin multiple qui pourrait, le cas échéant, bénéficier de la personnalité juridique. Il conclut ainsi : « Au point de vue des grou-
» pements socialistes le droit pour les unions profes-
» sionnelles de faire le commerce ne présente qu'un
» intérêt secondaire. Ce n'est pas l'association profes-
» sionnelle mais la société coopérative de consumma-
» tion qui constitue le pivot des fédérations ouvrières.
» De plus, les quelques ateliers de production qui se
» rattachent à des syndicats : cigariers de Gand, confi-
» seurs, peintres, menuisiers de Bruxelles, etc., cons-

(1) Destrée et Vandervelde. *Le socialisme en Belgique*, p. 36.

(2) *Avenir social*, 1897.

» tituent des ateliers de chômage et rentrent par conséquent dans la sphère des unions professionnelles
 » telle que la détermine le projet de loi. »

Mais, quoique le droit pour les unions ouvrières de faire le commerce ne présente pas d'intérêt actuel en Belgique, l'histoire de la coopération ouvrière (1) en France, surtout à Paris, aurait dû convaincre le législateur belge que d'un moment à l'autre les syndicats de l'industrie pouvaient manifester des tendances analogues à celles des Børengilden, tendances dignes sinon d'être encouragées, au moins de ne pas être contrariées.

L'influence de théoriciens socialistes, tels que Buchez, Victor Noir, Louis Blanc ; les Révolutions de 1848 et de 1871 ; les faveurs du gouvernement et du Conseil municipal qui ont facilité aux associations ouvrières l'accès des adjudications publiques (2) ont permis aux coopératives de production parisiennes un certain développement et des périodes parfois brillantes. Sans retracer ce mouvement ouvrier qui compte bien des périodes lamentables, il est intéressant de noter l'effort qu'il révèle pour lier la production à l'association professionnelle. Ainsi Buchez, en 1831, avait fondé la société des bijoutiers sur le type corporatif avec un patrimoine collectif, sous forme d'une réserve alimentée par des bénéfices. Buchez voulait empêcher l'appropriation individuelle des capitaux. C'était aussi la conception de Louis Blanc qui poursuivait l'union du capital

(1) Office du travail. *Les associations ouvrières de production*. 1897. H. Denis. *Etude morphologique sur la coopération parisienne*. Société nouvelle, 1886.

(2) Règlement du Conseil municipal, 1882, Décret 1888.

et du travail en créant des sociétés ouvrières commanditées par l'Etat, organisées par lui, inaliénables, perpétuelles. Mais ces idées altruistes s'évanouirent avec la disparition du grand souffle démocratique de 1848, et ce qui caractérise ensuite le mouvement coopératif ouvrier qui persiste c'est sa déviation. Il dégénère en un patronat collectif auquel ne répugne pas l'emploi d'auxiliaires salariés sans participation aux bénéfices. Tel est le cas des sociétés constituées en 1848 et en 1865.

Mais à partir de 1880 on cherche à réagir. On veut éviter que la coopération ouvrière profite seulement à quelques-uns. On veut arriver par elle à émanciper l'ensemble des travailleurs. Les associations coopératives, disait en substance M. Denis à la commission du travail (1), tendent à se subordonner aux unions syndicales, y puisent leurs éléments, leurs associés, y réunissant leurs ressources, leurs capitaux, réclamant leur garantie au moins morale... La plupart du temps le capital est encore formé par la participation individuelle des syndiqués, mais presque toujours le syndicat intervient au moins moralement et la coopérative apparaît, dans l'intention des fondateurs, comme un atelier corporatif. Parfois même le syndicat est actionnaire dans la coopérative. La plupart des coopératives citées par l'Enquête de l'Office du travail (1897) ont été formées à la suite de grèves et avec le but idéal de fournir du travail progressivement à tous les ouvriers de la profession, à mesure que l'entreprise prospérerait, afin de les affranchir du patronat. Il est vrai que les sociétés ouvrières

(1) 5 novembre 1886.

fondées dans ces dernières années ont dû bien souvent renoncer à leur idéal primitif. Ainsi la verrerie stéphanoise, fondée à la suite d'une grève (1891) par un syndicat avec un fonds de réserve destiné à alimenter la caisse syndicale, consacre maintenant ce fonds à son mouvement commercial. De même la célèbre expérience de la Mine aux mineurs de Monthieu, constituée comme une sorte de mine de chômage qui forcerait peu à peu les autres mines capitalistes à capituler à donné peu de résultats. Enfin la verrerie ouvrière d'Abli, favorisée par des dons et des souscriptions de tout le parti socialiste et constituée comme propriété de divers groupes ouvriers : coopératives, syndicats, etc... est un exemple très intéressant qui dépasse l'idée corporative elle-même. Mais elle est une création artificielle, qui, réduite à ses seules forces, n'aurait pas survécu. L'Office du travail conclut même de l'enquête de 1897 que le succès des associations ouvrières est en raison inverse de la persistance de l'idée corporative et que la réussite est d'autant plus grande que l'affaire est plus solidement tenue entre les mains d'un noyau de sociétaires exploitant l'atelier. Il constate que la conception d'une corporation tout entière, fondant un atelier, a presque toujours manqué son but.

Cet insuccès assez général s'explique par les difficultés que rencontre une société basée sur des sentiments altruistes encore peu développés, en face de puissantes entreprises capitalistes. Mais il n'en est pas moins vrai qu'il y a là une tendance incessamment affirmée, parfois heureuse, en tout cas généreuse, louable, et digne, sinon d'être encouragée au moins de n'être pas contrariée, par laquelle les associations ouvrières

de France est surtout de Paris ont cherché à se rattacher aux syndicats professionnels, à devenir des instruments d'émancipation pour l'ensemble d'une corporation.

Tels sont les faits et les aspirations en présence desquels le législateur se trouvait et dont, malheureusement, il n'a tenu compte que dans une trop faible mesure.

II

ÉLABORATION LÉGISLATIVE

Le rapport de M. Prins à la Commission du travail classait parmi les intérêts professionnels : « la coopération pour la consommation, la construction et la production ». Les conclusions adoptées par la Commission, en séance plénière, se contentaient d'y ranger : les intérêts agricoles par l'inspection ; le contrôle des denrées, l'achat des denrées et des instruments agricoles. Mais pour remplir ce rôle, l'union professionnelle devait, dans la pensée de M. Prinz (1) et des commissaires, se conformer au droit commun : c'est-à-dire qu'elle pouvait, comme n'importe quelle personne physique, être actionnaire dans une coopérative ou prêter son influence morale à la constitution d'une société formée par ses membres mais juridiquement distincte d'elle-même.

Ce n'est qu'en 1894, par le dépôt du projet de M. Begerem, que se souleva sérieusement la question de la coopération syndicale. « Les unions, disait l'article I de ce projet, ... jouissent de la personnification » civile dans les limites et sous les conditions qui » résultent de la présente loi et sans préjudice aux

(1) Rapport de M. Prins, p. 74.

» dispositions relatives aux sociétés commerciales ou
» autres dont elles prendraient le caractère ».

Dans son exposé des motifs, M. Begerem disait : Le projet « résoud ainsi la question déjà soulevée de » savoir à quelles conditions les unions professionnelles » ont le droit de faire les actes caractéristiques d'une » autre association spécialement réglementée par la loi » ou de participer en dehors d'elle à la création de » pareilles sociétés. Les garanties spéciales dont la loi » entoure la création et le fonctionnement des sociétés » commerciales, de prévoyance, etc..., se justifient par le » but que celles-ci poursuivent. Pourquoi perdraient-elles » leur raison d'être quand cette fin vient se fondre dans » celle plus générale de l'union professionnelle. Le » droit commun s'impose dans l'intérêt même des » unions ».

M. Begerem (1) a prétendu, lors de la discussion générale à la Chambre, qu'il n'avait pas voulu déroger au droit commercial. Dans sa pensée, l'union qui voulait faire du commerce aurait dû constituer entre ses membres une coopérative conforme à toutes les prescriptions de la loi de 1873, mais cette coopérative aurait été juridiquement distincte de l'union. Mais l'opinion n'avait pas admis cette interprétation. M. de Vergnies, en 1895 (2), écrivait que si le texte n'avait pas d'autre signification, il serait inutile. Il ajoutait : « Serait-il possible à une union professionnelle de faire » des actes caractéristiques d'une association commer- » ciale et d'observer les prescriptions relatives aux

(1) 12 octobre 1897.

(2) *Revue sociale politique*, 1895.

» sociétés commerciales sans cesser à l'instant d'être
» une union professionnelle. » M. de Vergnies se demandait par quel procédé mystérieux il pourrait en être ainsi. Il n'admettait pas qu'une union pût prendre le caractère d'une société anonyme ou d'une commandite « sans être une société anonyme ou une commandite et sans cesser d'être une union professionnelle ». Mais, on le voit, c'est bien cette prétention qu'il attribue au projet Begerem.

C'est d'ailleurs le même sens que lui accordaient les divers auteurs (1) qui ont loué ou combattu la proposition du gouvernement. Suivant M. Vandervelde, par exemple, le projet Begerem signifie que les unions pourront prendre le caractère de sociétés commerciales sans perdre leur caractère corporatif. Ainsi un *børenbond* pourra à la fois s'occuper des intérêts professionnels de ses membres en créant des cours, laboratoires, champs d'expériences, et en même temps faire des actes de commerce, acheter des engrais, vendre du lait, exploiter une boucherie. Dans ce cas il devra se soumettre aux prescriptions de la loi de 1873 (dépôt d'un bilan, liste des membres, etc...) Sinon les prescriptions de la loi sur les unions auraient été seuls applicables. La portée du projet Begerem, auquel il reprochait d'ailleurs d'exiger toutes les formalités de la loi de 1873 au lieu de n'en prescrire que quelques-unes, était, suivant M. Vandervelde, de permettre la création d'associations à fins multiples, telles que sont les « *børenbonden* », et de constituer un patrimoine

(1) Vandervelde : *Avenir social*, 1897. — Verhægen : *Revue générale*, 1897. — Cyr Van Overbegh et Dubois : (*Revue sociale catholique*, 1896-1897).

collectif, impartageable, perpétuel, ce qui n'est pas possible avec la loi de 1873 sur les sociétés commerciales.

Le projet du gouvernement, ainsi interprété par ses commentateurs, loué par M. Vandervelde pour ses couleurs socialistes, dénoncé par le comité central comme un bouleversement général des principes du droit commun, ne devait pas trouver grâce devant la Commission spéciale. Bien qu'elle édictât pour les unions professionnelles des exigences analogues à la loi de 1873 (comptes annuels, liste des membres), elle refusait aux unions le droit de faire le commerce. Elle manifesta sa décision en supprimant dans l'article 1 du projet les mots : « et sans préjudice aux dispositions » relatives aux sociétés commerciales ou autres dont « elles prendraient le caractère ».

Le rapporteur partait de ce principe que dans une société commerciale la fin poursuivie doit être l'intérêt individuel des associés, que les bénéfices doivent leur être distribués et l'avoir social partagé entre eux à la dissolution. Au contraire l'union, fondée sur l'esprit d'assistance, excluant le partage de l'avoir social et la répartition des bénéfices, ne se prête pas à cette conception individualiste de la société commerciale. Quant aux opérations habituelles des *bøerenbonden* (achats d'engrais, de semences, d'outils pour les associés), le rapporteur prétendait qu'ils n'étaient pas des actes commerciaux et que par suite l'union pouvait les accomplir. « Il va sans dire que rien n'empêchera les membres de l'union de faire les achats d'objets en commun pour les répartir entre eux au prix de revient. Tel sera le cas d'un syndicat agricole achetant des

semences, des engrais, des instruments aratoires à utiliser par ses membres; tel sera encore le cas d'un syndicat ouvrier industriel achetant les outils destinés à l'exercice de la profession de ses affiliés. Le rapporteur ajoutait que pour les autres exploitations vraiment industrielles, locations d'outils, marchés, soumissions dans les entreprises de travaux, les membres des unions professionnelles conservaient la liberté entière de faire partie de sociétés commerciales ou d'en fonder à côté et en dehors du syndicat.

Cette argumentation était juridiquement exacte. Mais elle ne satisfaisait qu'imparfaitement le triple vœu du Bøerenbond. Elle ne permettait pas à l'union d'industrialiser les produits de ses membres, car s'il est vrai que le paysan fait un acte civil en transformant sa récolte, il n'en est peut-être pas de même de l'Union quand elle transforme la récolte de ses membres, et en tout cas il n'en est pas ainsi quand elle transforme la récolte des non syndiqués, chose souvent nécessaire pour ne pas fabriquer à perte (1). Puis si les membres des unions peuvent faire en commun certains achats pour se les répartir ensuite au prix de revient, c'est avec tous les inconvénients, toutes les responsabilités illimitées que nous avons signalées en exposant le rôle coopératif des syndicats agricoles français. Enfin il faut ajouter que dans la pensée de M. de Sadeleer (2) l'union ne pouvait pas faire, même indirectement, le commerce et qu'il lui était interdit de prendre des

(1) Cyr Van Overbegh : article cité.

(2) Cela résulte de la discussion parlementaire et de l'amendement déposé en ce sens par le rapporteur.

parts d'intérêt ou des actions dans une société commerciale.

M. Begerem, prétextant qu'il n'avait jamais entendu déroger au droit commun des sociétés commerciales, se rallia sans peine aux idées de la Commission. Dans un amendement, déposé au début même de la discussion parlementaire et accepté par le rapporteur, le ministre se contente d'énumérer d'une façon limitative certains actes que les unions peuvent accomplir, quand bien même ils seraient commerciaux par nature, mais qui par suite d'une fiction légale sont réputés « non commerciaux dans le chef des unions ». Cet amendement, après avoir subi des modifications de détail (1), est devenu l'article 2 ainsi rédigé :

Article 2..... les Unions ne peuvent exercer elles-mêmes ni profession, ni métier. Elles peuvent néanmoins faire :

» 1° Les conventions, et notamment les achats et

(1) Ainsi on a supprimé les mots « ateliers de chômage » pour les remplacer par ceux-ci « ateliers d'apprentissage », les ateliers de chômage ayant paru de nature à dissimuler de vraies coopératives de production. L'institution de la marque de fabrique ou de commerce est due à un amendement de M. Hellepute, présenté en deuxième lecture. Enfin, le texte primitif se contentait de dire : « Ne sont pas considérés comme actes de commerce dans le chef des unions : 1° etc..... » MM. Renkin et Hellepute en avaient conclu que ce texte ne prohibait que l'exercice des professions commerciales (et cela explique la forme de l'amendement Hellepute qui réclame pour les Unions le droit de faire le commerce autant qu'il est utile pour l'exercice de la profession). Ils se refusaient à réputer commercial l'exercice d'actes qui accomplis par un individu ne sont pas commerciaux. Cela a déterminé le Gouvernement et la Commission à adopter un amendement Hoyoïs qui précise que l'Union ne peut exercer ni profession ni métier, même non commercial.

» ventes nécessaires au fonctionnement de leurs ateliers d'apprentissage ;

» 2° Les achats, pour la revente à leurs membres de matières premières, semences, engrais, bestiaux, machines et autres instruments, et généralement de tous objets propres à l'exercice de la profession ou du métier de ces membres.

» 3° Les achats des produits de la profession ou du métier de leurs membres et la revente de ces mêmes objets ;

» 4° Toutes opérations de commission pour leurs membres relatives aux actes prévus aux paragraphes 2° et 3° du présent article.

» 5° Les achats de bestiaux, machines et autres instruments et généralement de tous objets destinés à rester la propriété de l'Union pour être mis à l'usage de ses membres par location ou autrement, en vue de l'exercice de leur profession ou métier.

» Les diverses opérations prévues au §§ 1° 5° ne peuvent donner lieu à bénéfice au profit de l'Union et ne sont en aucun cas réputés actes de commerce dans son chef. Elles font l'objet d'une comptabilité distincte de celle des autres actes de l'Union.

» L'Union peut déposer et posséder des marques de fabrique ou de commerce pour l'usage individuel de ses membres en se conformant aux prescriptions de la loi du 1^{er} avril 1879. Elle est seule propriétaire de la marque ; elle en permet l'usage à ses membres, aux conditions de son règlement et sous son contrôle sans qu'il puisse en résulter un bénéfice à son profit. »

Cet article doit être complété par l'article 4, 6°.

« Il est interdit à l'Union de prendre des parts ou des actions dans des sociétés commerciales. »

Enfin notons que l'article 11 permet à l'union de posséder « des abris pour bestiaux, machines et instruments » et des « ateliers d'apprentissage. »

Au système issu de la transaction intervenue entre le Gouvernement et le Rapporteur, les démocrates chrétiens et les socialistes ont opposé des amendements par lesquels ils autorisaient l'union à exercer directement la profession ou à y participer.

L'amendement Hellepute, celui qui domine toute cette discussion et qui a été soutenu avec conviction et souvent avec talent par MM. Hellepute, Renkin, Carton de Wiart et Cartuyvels, était ainsi conçu :

« Chaque union peut dans les limites fixées par la » présente loi faire tous les actes que comporte son » objet, tel qu'il est déterminé par les statuts.

» En matière d'actes de commerce ses droits sont » limités comme suit :

» L'union peut faire les actes de commerce qui se » rapportent à l'exercice de la profession pour laquelle » elle est destinée. »

M. Vandervelde, qui en 1889, à la Fédération des avocats avait combattu le droit pour les unions de faire le commerce parce que la loi sur les coopératives lui semblait suffisante a soutenu les idées de M. Hellepute, en disant (1) que l'exemple des *bœrengilden* l'avait fait changer d'avis. Lui-même a présenté l'amendement suivant :

(1) 14 octobre 1897.

« Les unions professionnelles peuvent si leurs statuts
» les y autorisent :

» 1^o acheter pour revendre, louer et prêter à leurs
» membres les matières premières, semences, engrais,
» bestiaux, ustensiles, machines et autres instruments
» et en général tous les objets propres à l'exercice de
» la profession ou du métier de ces membres ;

» 2^o conclure les conventions, et notamment les
» achats et les ventes nécessaires au fonctionnement
» de leurs ateliers de chômage ou de production.

M. Denis, tout en approuvant les propositions Helleputte et Vandervelde, formulait par des amendements spéciaux les conclusions qu'il tirait de l'évolution coopérative des syndicats agricoles et ouvriers, magistralement décrite par lui à la Chambre (1).

« Les unions professionnelles d'ouvriers peuvent
» organiser dans leur sein la prestation collective du
» travail et des collectivités de travailleurs (sociétés
» coopératives de travail) pour toutes les entreprises
» privées ou publiques auxquelles elles s'appliquent. .

» Toutes les unions professionnelles peuvent parti-
» ciper à la formation des sociétés coopératives prévues
» par la loi de 1873 et en conséquence leurs fonds,
» autres que ceux qui sont, en vertu des statuts,
» spécialement affectés aux sociétés de secours mutuels,
» caisses d'assurance et de retraite, peuvent être placés
» dans ces sociétés ou leur être confiés. »

Tous ces amendements ont été repoussés.

(1) 20 octobre 1897, 29 octobre 1897, 3 février 1898.

III

COMPARAISON DE L'ARTICLE 2 ET DES AMENDEMENTS

HELLEPUTE, VANDERVELDE ET DENIS.

La comparaison du système admis par la loi et des propositions qui donnaient aux syndicats une fonction commerciale nous permettra de porter sur ces dispositions législatives un jugement éclairé.

On peut grouper ainsi les diverses remarques que soulève cet examen comparatif.

1° Portée de l'article 2, et des amendements Hellepute, Vandervelde et Denis;

2° Le petit commerce;

3° Garanties pour les associés et pour les tiers (fiction de non commercialité).

4° Avantages et dangers que présente pour l'union le droit d'exercer le métier.

5° Conceptions sociales auxquelles répondent la loi votée et les amendements repoussés par le parlement belge.

1° Portée de l'article 2 et des amendements Hellepute, Vandervelde et Denis.

Système légal. — Le principe qui domine l'article 2 c'est que les unions ne peuvent exercer ni profession ni métier. Il exclut à la fois la coopération de consommation et celle de production. Non seulement une union professionnelle quelconque ne peut pas se comporter en boulangerie coopérative, mais une union de boulangers ne peut pas fabriquer du pain. Si les boulangers syndiqués veulent pétrir et cuire en commun,

ils doivent former une société commerciale à moins qu'ils ne préfèrent rester dans une association de fait avec toutes les nullités et les responsabilités individuelles qu'entraîne l'indivision. De même des cultivateurs syndiqués, qui veulent exploiter une sucrerie, doivent constituer une société commerciale qui sera sans doute formée des mêmes individus mais distincte de l'union. La loi ne permet même pas à un syndicat de former une société commerciale, en collaboration avec d'autres personnes physiques ou morales, avec ses membres, par exemple.

Cependant, à titre exceptionnel, la loi permet à l'union professionnelle certaines opérations commerciales.

1° Elle peut exploiter un atelier d'apprentissage, et faire toutes les conventions nécessaires à cette exploitation, par exemple acheter les matières brutes, les outils nécessaires et vendre les produits fabriqués.

2° Elle peut, comme le font les bœrengilden, acheter des engrais, semences, bestiaux, machines, etc., outils, instruments propres à l'exercice du métier de ses membres et les leur revendre.

3° Elle peut acheter les produits recueillis ou fabriqués par les syndiqués, par exemple le lait, le beurre et se charger de les revendre à la clientèle, ce qui évitera aux associés des pertes de temps et des frais et ce qui leur procurera un revenu souvent plus rémunérateur.

4° Elle peut faire toutes opérations de commission relatives aux actes prévus par les paragraphes précédents. Ainsi au lieu d'acheter des engrais pour les revendre à ses membres, elle les achètera pour le

compte de ceux-ci, comme un commissionnaire le ferait pour des cultivateurs quelconques.

5° Elle peut acheter des bestiaux, des machines, etc., qui restent sa propriété et qui sont destinés à l'usage des syndiqués, gratuitement ou moyennant un salaire. Ainsi une boerengilde aura un taureau reproducteur et des étalons pour saillir les génisses et les juments des syndiqués; une batteuse qu'il leur louera ou prêtera pour battre leurs récoltes; un semoir qu'ils pourront venir chercher au local de l'union pour aller ensemer leurs terres. En un mot c'est la reconstitution des banalités seigneuriales par le syndicat, dans leur primitive utilité mais sans les abus qui les ont fait dégénérer en servitudes personnelles.

Mais si la loi permet aux unions professionnelles toutes ces opérations commerciales ou industrielles, c'est aux conditions suivantes :

1° C'est pour l'usage seul des membres que l'union possède ces diverses facultés. Elle ne peut pas louer sa batteuse à un non syndiqué quand même celle-ci serait sans emploi, ni vendre le lait de cultivateurs étrangers à l'association afin de rendre moins coûteuse la vente du lait recueilli par ses membres.

2° Par une fiction légale, ces opérations sont réputées « non commerciales dans le chef de l'union ». Ainsi, quoique l'union achète pour revendre, quoiqu'elle joue le rôle de commissionnaire, elle ne fait pas acte de commerce;

3° Elles ne peuvent pas rapporter de bénéfice à l'union. Celle-ci peut seulement prélever de quoi payer ses frais d'exploitation, d'achat, de vente ou amortir son matériel social;

4° Elles doivent faire l'objet d'une comptabilité spéciale.

De même, l'union peut posséder une marque de fabrique ou de commerce. C'est une garantie morale qu'elle confère à ses membres, une facilité qu'elle leur donne pour écouler leurs marchandises. Mais elles ne peut leur faire payer l'usage de cette marque. Elle ne peut pas davantage la louer ou la céder à des tiers.

Il serait injuste assurément de nier que l'article 2 de la loi belge constitue un progrès considérable sur la loi française. Il offre en somme aux syndiqués tous les avantages de la coopération : (achat en commun, vente en commun, matériel commun), sauf un, le plus important il est vrai, le travail en commun, et spécialement l'industrialisation des produits agricoles réclamés par les Børengilden.

Amendement Hellepute et Vandervelde. — Au contraire, les amendements Hellepute et Vandervelle permettaient même le travail en commun, l'industrialisation des produits agricoles. L'union aurait pu établir des boucheries, distilleries, sucreries, et cela dans les conditions les plus avantageuses, puisqu'elle n'était pas obligée de se limiter à la production de ses membres, et qu'en réalisant des bénéfices elle aurait pu les consacrer à un perfectionnement technique de ces institutions. C'est ce que voulaient, au fond, les børengilden. Ils ne songeaient nullement à révolutionner la société. Ils demandaient seulement que les paysans pussent, dans leurs corporations, trouver les avantages de la coopération sans recourir aux formalités de la loi commerciale. Comme l'a dit M. Cartuyvels (1) il s'agissait sim-

(1) 19 octobre 1897.

plement de rendre plus efficaces les concessions mêmes, faites par M. Begerem, par exemple « de reconnaître à » une union, qui s'aperçoit qu'on lui vend de mauvais » engrais, le droit d'en fabriquer et d'en fabriquer » suffisamment pour couvrir ses frais de production, » c'est-à-dire de vendre l'excédent même à des non » syndiqués ». On peut citer encore d'autres exemples qui montrent que l'article 2 n'accorde aux besoins de la pratique que des demi-satisfactions.

Ainsi on permet à un syndicat de pharmaciens d'avoir un appareil à distiller et l'on oblige les associés à s'en servir successivement, alors qu'il serait bien plus simple d'autoriser le syndicat à fabriquer de l'eau distillée, une fois pour toutes. De même l'expérience française nous révèle des syndicats qui se font entrepreneurs de battage. La loi belge permet bien aux unions de posséder la batteuse, capital commun, mais elle défend le battage en commun (1).

Le législateur a tellement redouté de voir les unions professionnelles se transformer en coopératives, qu'il n'a même pas accepté certaines solutions transactionnelles qui lui étaient proposées. M. Cartuyvels avait présenté, après l'échec de l'amendement Hellepute, un paragraphe 6^e qui, tout en respectant le système de la loi actuelle, autorisait l'union à industrialiser les produits de ses membres. En deuxième lecture, M. Hellepute avait proposé un amendement qui subordonnait cette faculté à la garantie d'un arrêté royal. M. Denis, avait de son côté fait l'intéressante proposition suivante : il ajoutait aux mots, « à l'usage de ses membres »,

(1) Exemple cité par M. Denis, 3 février 1898.

les mots « ou de leur association », c'est-à-dire que le texte aurait été ainsi rédigé : « Les achats de bestiaux, machines et autres instruments, et généralement de tout objet destiné à rester la propriété de l'union pour être mis à l'usage de ses membres ou de leur association par location ou autrement ». Ce texte aurait permis à l'union professionnelle de louer ou de prêter ses appareils à une coopérative formée de plusieurs syndiqués, ce qui, sans procurer des bénéfices à l'association, l'aurait du moins autorisée à faire de la coopération.

Ces propositions transactionnelles ont toutes été repoussées. On comprend, d'ailleurs, cette décision du Parlement belge. Le législateur qui défendait aux unions l'exercice du métier devait, pour être logique, écarter ces amendements qui aboutissaient indirectement au même résultat. Il n'en est pas moins vrai que par là il n'a donné aux unions professionnelles qu'une demi-satisfaction et contrarié une aspiration très nettement exprimée par les *børengilden* : l'industrialisation des produits agricoles.

Amendement Denis. — Ajoutons qu'en écartant les amendements présentés par M. Denis, en première lecture, le législateur n'empêche pas seulement les syndicats de participer à la constitution d'une coopérative, il repousse la possibilité d'un salariat collectif. Par « sociétés coopératives du travail », M. Denis visait les coopératives sans capital, les groupes formés par des ouvriers qui constituent tout le personnel d'un atelier et qui louent collectivement leur main-d'œuvre. C'est la forme la plus simple et la plus fréquente de la coopération et qui s'applique facilement à de nombreux

travaux publics (par exemple : terrassiers, piqueurs de grè, etc.). M. Denis voulait rattacher cette forme élémentaire de la coopération aux syndicats, ce qui ne présentait guère de danger pour ceux-ci, puisque les capitaux engagés dans de pareilles entreprises sont nuls ou insignifiants. Cette proposition aussi a été rejetée par le législateur belge. Nous avons vu, d'autre part, que, par la conception qu'il a adoptée du contrat collectif, il a empêché les unions d'établir, même indirectement, le salariat collectif.

2° *Les petits commerçants.*

On a opposé à l'amendement Hellepute l'intérêt des petits commerçants. Il y a eu en effet de nombreuses pétitions adressées au législateur par des petits commerçants, pour l'inviter à repousser cette innovation. Et l'on comprend ce qu'un pareil argument a de puissant sur un gouvernement conservateur qui voit dans le maintien d'une classe moyenne le frein le plus sûr aux idées socialistes. Mais cet argument nous paraît inexact : les unions professionnelles n'auraient été pour les petits commerçants qu'un faible élément de concurrence, à côté des grandes sociétés anonymes et des puissantes coopératives entre lesquelles le petit commerce se trouve chaque jour enserré davantage.

Il faut d'ailleurs remarquer qu'en autorisant les unions professionnelles à faire de achats de matières premières, d'engrais, de semences, etc., pour leurs membres sans leur permettre de prélever des bénéfices, l'article 2 aggrave cette concurrence.

Enfin il est à peine besoin de dire que pour ceux, qui comme nous, n'attachent pas au maintien de la

hiérarchie sociale une importance essentielle, le tort que l'amendement Hellepute aurait pu causer aux petits commerçants n'aurait pas suffi à en justifier le rejet.

« Quant à nous, disait avec raison M. Vandervelde (1),
 » ayant à choisir entre deux intérêts contradictoires
 » nous avons, avant tout, la préoccupation de protéger
 » le paysan contre ceux qui le ruinent : marchands
 » d'engrais, de semences, distillateurs, fabricants de
 » sucre ou de chicorée, en un mot tous les intermé-
 » diaires qui l'empêchent d'écouler dans des conditions
 » favorables le produit de son travail ou qui l'obligent
 » à acquérir à des conditions onéreuses les matières
 » premières dont il a besoin ».

3° *Garanties pour les associés et pour les tiers. —
 Fiction de la non commercialité.*

Les adversaires de l'amendement Hellepute (2) lui ont reproché d'établir un sixième type de société commerciale absolument différent des cinq types reconnus par la loi de 1873, sans en régler les formalités et les prescriptions destinées à garantir les associés et les tiers. Cet argument est peu sérieux, d'abord parce que la loi de 1898 exige certaines garanties analogues à celles de la loi de 1873, ensuite parce que si l'on avait adopté l'amendement Hellepute il aurait été facile de lui étendre quelques-unes des règles édictées pour les coopératives.

Par contre on peut adresser au système légal un reproche que n'encourt pas l'amendement Hellepute.

(1) 14 octobre 1897.

(2) Par exemple M. Wæste.

En établissant la fiction de la non commercialité, la loi a privé les tiers des garanties de la faillite. Il peut arriver que par suite des opérations permises par l'article 2 l'union tombe en déconfiture, tandis que si l'on avait maintenu à ces actes leur véritable caractère de commercialité, l'union aurait été déclarée en faillite comme n'importe quelle société commerciale.

D'autre part la fiction de non commercialité a pour conséquence, comme l'a dit M. Bara (1) au Sénat, de substituer la compétence des tribunaux civils, plus lents et plus coûteux, à celle des tribunaux consulaires. M. Bara a cité aussi la difficulté suivante : un industriel, pour éviter la commercialité de ses actes, et par suite la faillite, se met d'accord avec une union qui achète ses produits pour les revendre. Il y a là une fraude très facile à accomplir. MM. Nyssens et Begerem ont répondu que l'union n'était qu'un intermédiaire et que le commerçant pourrait être mis en faillite, puisque son nom serait révélé par la comptabilité spéciale. Mais M. Bara a répliqué que l'union pouvait être commissionnaire et que le principe de la commission était que le commissionnaire n'était pas obligé de faire connaître le nom du vendeur ou de l'acheteur.

D'une façon plus générale, il peut arriver que l'union dépasse ses attributions légales et accomplisse des actes que ne lui permet pas la loi, par exemple, qu'elle escompte des lettres de change. Pourra-t-elle être déclarée commerçante si les juges pensent que les actes commerciaux sont suffisamment fréquents. Pourra-t-elle être mise en faillite comme le notaire qui fait des actes

(1) 18 mars.

de commerce ? A cette question, posée par M. Bara, M. Begerem n'a pas voulu répondre d'un façon précise. Il s'est contenté de dire : « Tout ce que l'union professionnelle fera en dehors ou en fraude de la loi la » fera tomber sous l'application du droit commun ». Mais quel est ce droit commun ? Nous ne pensons pas qu'on puisse mettre l'union professionnelle en faillite. Nous pensons même que le capital social de l'union n'est pas responsable des actes illégaux commis par ces administrateurs. Lorsque l'union fait du commerce, il se produit une société commerciale de fait ou un acte de commerce qui engage la responsabilité des syndiqués qui y ont participé. Or si cette conséquence est grosse de périls pour les membres du syndicat, puisque tout leur patrimoine personnel répond de leurs dettes, elle est dangeureuse aussi pour les tiers en cas d'insolvabilité des associés. Au contraire, avec l'amendement Hellepute, le syndicat aurait pu être mis en faillite, comme toute société commerciale, et avec l'amendement Denis les actions et parts d'intérêts possédées par le syndicat auraient répondu des dettes de la coopérative. Dans les deux cas on aurait évité les inconvénients que présente la loi actuelle.

4° Avantages et dangers que présente pour l'Union le droit d'exercer le commerce.

Les orateurs du gouvernement et de la majorité ont aussi invoqué l'intérêt même des unions. Ils ont dit que si l'union pouvait faire du commerce elle dévierait de son but qui est la défense des intérêts de la profession, et qu'absorbée entièrement par l'esprit de lucre

elle dégénérerait en société commerciale. Ils ont dit que le commerce était aléatoire et que permettre le commerce aux unions était risquer de voir leurs patrimoines anéantis, car on ne conçoit pas que si les unions faisaient le commerce elles n'encourent pas à la fois les avantages et les inconvénients qui y sont inhérents.

Ces critiques ne nous paraissent pas plus sérieuses que les précédentes. On craint que les syndicats oublient leur rôle professionnel, mais comme le dit le nouveau projet de loi français, « la réponse à cette » objection se trouve dans la liberté d'association » même. Tout syndicat qui abandonne la défense des » intérêts généraux de la profession voit surgir en » face de lui un syndicat nouveau. L'expérience l'a déjà » suffisamment constaté. »

Il faut aussi remarquer que la loi belge assigne aux unions un rôle assez vaste ; elle leur permet d'avoir des bureaux de placement, écoles, champs d'expériences, voire même des hôpitaux et des hospices. Pour qu'une union puisse gérer ces services, il lui faut des ressources. Or les cotisations sont faibles et les dons et legs sont rares. Il semble qu'il faudrait permettre à l'union de réunir les ressources nécessaires en faisant du commerce, ou au moins en prenant des actions dans des sociétés commerciales. Assurément ces bénéfices éventuels, si utiles aux unions, ne sont pas sans risques corrélatifs. L'union peut être ruinée et dans la faillite engloutir ses institutions annexes. Mais que d'industriels aussi n'ont pas été ruinés ? Ces ruines ont été la rançon nécessaire d'une prospérité commerciale qui dépasse de bien haut celle des siècles passés.

Il n'en aurait pas été de même si l'Etat était intervenu sans cesse pour empêcher les particuliers de compromettre leur fortune. D'ailleurs, si le législateur voulait éviter cette chance de ruine aux institutions utiles des unions, telles que les caisses de mutualité (s'il les avait maintenues), il aurait pu limiter leur responsabilité commerciale, exiger par exemple la constitution d'un patrimoine de réserve, gage exclusif des créanciers commerciaux. La vérité c'est que le législateur a craint, bien à tort, selon nous, que les unions ne devinssent trop puissantes. Il a redouté, comme l'a dit M. Anseele (1), qu'elles connussent trop bien la science patronale et, par une concurrence pacifique aux patrons, pussent développer les richesses syndicales. Il a vu dans cette faculté accordée aux unions un moyen propre à faciliter la transformation du régime économique. Le danger était insignifiant pour l'heure actuelle, mais possible dans l'avenir. Aussi l'a-t-il écarté.

Ceci nous amène à comparer les deux systèmes au point de vue des conceptions sociales.

5° Conceptions sociales auxquelles répondent la loi actuelle et les amendements repoussés.

Le législateur de 1898 n'aurait pas repoussé l'amendement Hellepute s'il n'avait eu contre lui d'autre grief que ceux précédemment exposés. Il n'aurait pas refusé de consacrer les vœux du Bœrenbond, il n'aurait pas mis un obstacle à l'évolution spontanée de la coopération ouvrière, s'il n'y avait été déterminé par d'autres motifs. Le droit reconnu aux unions profession-

(1) 26 octobre 1897.

nelles d'exercer le métier aurait modifié complètement la conception individualiste du syndicat qui était celle de la Commission spéciale et de la majorité catholique, et cette modification leur apparaissait comme une première atteinte, sinon effective, au moins très significative au régime économique actuel... La majorité conservatrice a vu dans l'amendement Helleputte et dans les propositions analogues un pas vers le socialisme. Cela explique la vivacité avec laquelle le gouvernement, la Commission, M. Wæste ont combattu les propositions des démocrates. Cela explique l'acharnement avec lequel on a proscrit tout amendement destiné à rétablir ce droit et les précautions dont on a entouré les concessions partielles faites aux *børengilden*. Comme l'a dit M. Denis (1), toute cette discussion a été dominée par les questions relatives aux conceptions de la propriété. Les raisons pour lesquelles la majorité catholique de la Chambre a refusé aux unions professionnelles le droit de faire le commerce sont les mêmes pour lesquelles le Comité central des Industriels et la gauche libérale du Sénat ont combattu leur personnification civile même.

Ce qui distingue l'union professionnelle de la société commerciale c'est, comme nous l'avons fait remarquer (2), que l'union est une personne de mainmorte. Les individus qui y passent n'ont pas plus de droits sur son patrimoine que les habitants d'une ville sur les biens communaux. Comme l'a dit M. Magis (3) au Sénat :

(1) 29 octobre 1897.

(2) Chapitre I, *Personnification civile*, pages 8, etc...

(3) 15 mars 1898.

« Accorder pareille autorisation c'eût été porter une
» atteinte grave à l'industrie et au commerce des par-
» ticuliers et cela au profit de collectivités dont les
» membres n'ont aucun droit sur l'avoir social. C'eût
» été le renversement de toute notre organisation
» sociale. » Pas plus que M. Magis, les conservateurs
catholiques ne veulent un pareil résultat. Leur concep-
tion des syndicats est toute individualiste. L'union
leur apparaît comme un auxiliaire de l'individu dans
son travail mais ils n'admettent pas qu'elle exerce
elle-même la profession. M. Smet de Naeyer, chef du
cabinet, a précisé cette conception au Sénat (1). « Les
» unions professionnelles ne sont pas des associations
» formées en vue d'exercer elles-mêmes l'industrie ou
» le commerce. Leur but n'est et ne peut-être que
» l'intérêt professionnel de leurs membres individuelle-
» ment, par opposition à la communauté d'intérêts qui
» est l'essence des sociétés commerciales. » Le 28 mars
1898, il disait encore, « l'union professionnelle vise
» l'intérêt professionnel proprement dit, c'est-à-dire
» l'intérêt qui s'attache à ce que la profession indivi-
» duelle s'exerce dans des conditions aussi parfaites et
» aussi avantageuses que possible.... Nous sommes
» individualistes, et c'est pour protéger les petits
» producteurs libres vis-à-vis des sociétés anonymes
» et des coopératives que l'union professionnelle s'im-
» pose. » Si la loi accorde à l'union le droit de faire
certaines opérations industrielles, c'est donc seulement
dans l'intérêt individuel des membres. Il y a bien la
constitution d'un patrimoine collectif mais c'est un

(1) 17 mars 1898.

accessoire aux intérêts des particuliers. Le taureau syndical, comme le chemin rural, a pour but d'aider le paysan dans sa petite culture, mais du jour où ce petit paysan veut s'associer avec son voisin pour cultiver en commun leurs deux lopins de terre, ce jour-là il faut qu'ils fassent une association où les droits de chacun seront bien déterminés, ou sa part de co-propriété indivise soit encore de la propriété individuelle. L'exploitation agricole par le syndicat ressemblait fort, pour les conservateurs, à l'exploitation par la commune. Ils ont eu la sensation très nette que l'amendement Hellepute était un pas vers le communisme.

L'appui que cette proposition a rencontré chez les députés socialistes n'était pas de nature à dissiper les appréhensions de la majorité. M. Denis (1) a qualifié l'amendement Hellepute de « socialisme à la Buchez » ; M. Anseele (2) a loué le discours de cet orateur « rempli aux trois quarts d'arguments socialistes. » C'est sur les bancs de la gauche que les discours de MM. Renkin et Hellepute ont soulevé les plus vifs applaudissements. Et M. Vandervelde (3), reprenant une critique d'un député conservateur, M. Lantsheere, a dit qu'il voterait l'amendement des démocrates parce qu'il était un pas vers le « collectivisme décentralisé. »

Aussi le leader catholique, M. Woeste a reproché à M. Hellepute de faire le jeu des socialistes et le chef du cabinet a repoussé avec une suprême énergie l'amen-

(1) 29 octobre 1897.

(2) 26 octobre 1897.

(3) 14 octobre 1897.

dement proposé. La déclaration de M. Smet de Naeyer (1) mérite d'être citée : « Ne nous payons pas » de mots, on parle d'industrialiser les produits agricoles, de les transformer par conséquent. Mais l'agriculture tout entière n'est-elle pas par essence une industrie ? Et conçoit-on une industrie en dehors de la transformation des produits ? Le moyen de faire une distinction logique entre l'opération qui consiste par exemple à extraire le suc de la betterave ou le beurre du lait et celle qui consiste à convertir le produit végétal en produit animal. Si la corporation peut posséder et exploiter une distillerie, une sucrerie, il faut aller plus loin. Il faut pour être logique aller jusqu'à demander qu'elle soit propriétaire de l'étable, qu'elle possède et exploite le champ lui-même, cette usine primaire du cultivateur.... A cet égard, l'honorable M. Vandervelde ne me contredira pas, l'amendement de l'honorable M. Helleputte tend, en fin de compte, à une véritable socialisation du sol et des instruments de travail. Voilà où vous aboutirez le jour où vous serez amenés à subir toutes les conséquences du principe que vous voulez poser aujourd'hui » (très bien ! à droite ; marques d'adhésion à gauche). « Vous l'entendez bien, Messieurs, toute la gauche souligne mes paroles de son approbation et marque ainsi la portée de l'amendement. Que cet aveu vous ouvre les yeux ! » Et M. Smet de Naeyer a menacé la Chambre, si elle votait cet amendement, de le combattre au Sénat, et si le Sénat le votait, de retirer le projet de loi.

(1) 28 octobre 1897.

Est-il donc vrai que cet amendement fût un pas vers le collectivisme ? Nous croyons que l'intention de ses auteurs était tout autre, mais nous pensons aussi que les conservateurs et les socialistes ont très justement apprécié la portée de cette proposition qui malgré la volonté de ses auteurs menait au collectivisme.

Ce que voulaient MM. Hellepute, Cartuyvels, l'abbé Mellaërts c'était, comme nous l'avons dit, rendre plus efficaces les concessions faites par le Gouvernement lui-même, c'était suivant l'expression de M. Renkin « éviter les distinctions meurtrières résultant des amendements du gouvernement et des explications du rapporteur. » M. l'abbé Mellaërts, dans les articles parus en 1897, se défend de toute idée révolutionnaire. Il cite la loi allemande du 10 août 1896 qui permet aux coopératives de verser leurs bénéfices à un fonds de réserve au lieu de les répartir entre les associés et qui attribue, lors de la dissolution, ce fonds de réserve à une autre coopérative, désignée par les statuts, ou à la commune. « Nous ne voulons pas supprimer la » propriété individuelle », disait M. l'abbé Mellaërts, « mais il y a place à côté d'elle pour une propriété » corporative, destinée à créer des services utiles aux » cultivateurs ». Mais s'il est incontestable que les pensées de M. Hellepute, Renkin, etc, étaient pures de toute alliage socialiste, cela n'empêche pas que leurs propositions bouleversent tous les principes du régime individualiste de la production moderne. Peu importe que l'amendement Hellepute ait des précédents dans la législation allemande, peu importe qu'il vise à éviter des « distinctions meurtrières », il n'en est pas moins vrai que la pétition du Boerenbond comme

les propositions des députés démocrates chrétiens s'inspirent d'une conception corporative de la propriété et qu'elles accordent à une personne de mainmorte, permanente, soustraite à l'appropriation individuelle, le droit d'exercer un commerce ou une industrie. Ce n'est pas encore la « Mine à l'État, c'est déjà la « Mine aux Mineurs ». A supposer que ce régime n'aboutisse pas au collectivisme, qu'il soit contre lui le meilleur rempart ainsi que l'a prétendu M. Hellepute (1), il est n'est déjà plus le régime de la propriété privée.

Mais nous pensons que la conception corporative de l'industrie aboutit au collectivisme. Il est vrai que par un des illogismes inhérents à leur doctrine, les démocrates chrétiens veulent maintenir la hiérarchie des classes, qu'ils rêvent la corporation mixte, assemblée fraternelle de patrons et d'ouvriers; il est vrai aussi que résistant au mouvement de solidarité qui entraîne les ouvriers à se soutenir sans tenir compte des nationalités ou des professions, ils espèrent entraver ce mouvement en cantonnant l'individu dans la corporation. Mais si l'on débarrasse l'idéal corporatif de toutes ces constructions artificielles on y trouve la base même du socialisme, la propriété collective. La corporation industrielle, sans caractère

(1) Citons ce dialogue de MM. Hellepute et Lantsheere (14 octobre 1897) M. Hellepute. « A moins de prouver que l'union « professionnelle est un acheminement vers l'absorption de » l'individu par l'Etat, il faut admettre que la propriété collective » dans le chef des unions n'est pas un acheminement vers le collectivisme, mais au contraire un moyen puissant d'empêcher » l'avènement du collectivisme.

M. de Lantsheere. « La décentralisation du collectivisme ou » le collectivisme décentralisé! »

M. Hellepute. « Mais mon honorable collègue, ces deux mots » s'excluent. »

mixte et sans égoïsme corporatif, c'est-à-dire sans les vices originels qui la condamnent nécessairement à disparaître ou à se transformer, c'est l'administration autonome de la République collectiviste où il n'y a plus de patrons ni d'ouvriers, mais des travailleurs égaux, et qui a rejeté tout égoïsme corporatif. « La » conception corporative abandonnée à elle-même, » disait M. Denis (1) à la Chambre, pourrait fort bien » reconstituer d'autres monopoles redoutés, parquer » les individus dans les spécialités du travail. Mais » encore c'est ici qu'intervient la conception socialiste » d'un caractère plus général et qui oppose à la spécialisation du travail cette polytechnique de l'apprentissage, que vous trouverez partout dans les écoles » socialistes. »

Ainsi l'évolution normale du régime corporatif aboutirait au collectivisme. Mais les faibles résultats de la coopération ouvrière nous permettent de penser que les tentatives partielles de production corporative n'aboutiront jamais à édifier un régime économique général. Il est beaucoup plus probable qu'elles seront écrasées par l'industrie capitaliste ou dégèneront elles-mêmes en exploitations capitalistes. Dès lors elle n'auront eu d'autre effet que de faire perdre aux individus l'habitude de la propriété privée, de les préparer à l'expropriation collectiviste, de leur révéler la nécessité de cette mesure radicale et l'impuissance des palliatifs proposés par les démocrates chrétiens... « ... l'avenir des associations rurales ne dépend pas des conceptions théoriques, des préférences indivi-

(1) 29 octobre 1897.

» duelles de ceux qui les ont fondées, dit M. Vander-
» velde (1) : les paysans que l'on a groupés d'abord
» contre les petits commerçants, ces boucs émissaires
» du capitalisme, manifestent déjà l'intention d'indus-
» trialiser eux-mêmes leurs produits, et, par conséquent,
» de se débarrasser des capitalistes qui exploitent les
» industries agricoles. Si, comme c'est infiniment
» probable, ces derniers résistent victorieusement
» à leur effort, écrasant comme des mouches les coopé-
» ratives de production qui essaient de leur faire
» concurrence, les cultivateurs se tourneront aisément
» du côté de ceux qui réclament la socialisation des
» fabriques de sucre, des distilleries, des manufactures
» de tabac, en un mot de toutes les grandes industries
» agricoles. »

On s'explique aisément que les conceptions corporatives de M. Hellepute, aient effrayé les conservateurs de la majorité. Ils ont compris la signification, le danger lointain mais possible de son amendement, et ils n'ont pas hésité, pour écarter le péril socialiste, à contrarier les aspirations des *bøerenbonden*. On a certes le droit de penser que ce résultat est fâcheux. Le caractère socialiste d'une évolution n'est pas une raison suffisante pour qu'un législateur, même conservateur, se croit autorisé à l'entraver. Le législateur n'a pas à se préoccuper si cette évolution tend à réaliser tel ou tel idéal économique. Il doit seulement se demander s'il s'agit de quelques faits isolés, contraires à la marche progressive de l'humanité, ou d'une tendance dont le déroulement normal peut mener par

(1) *Socialisme en Belgique*, p. 442.

des voies pacifiques à une plus grande somme de bien-être, de justice et de liberté réelle. Or l'intervention du syndicat dans la production marque certainement un progrès des idées altruistes. « Dans sa participation à la coopérative, disait M. Denis (1) l'union professionnelle représente la solidarité, l'intérêt général de tous les ouvriers de la profession, de tous ceux qui doivent être émancipés graduellement par la coopération. La présence d'une union professionnelle dans la coopérative est un rappel incessant à la solidarité et une protestation constante contre le rétablissement du salariat, honte des coopératives qui l'ont rétabli. »

Le législateur n'a pas écouté ces sages conseils. Ici encore il a obéi à ses préjugés.

IV

FRAUDES AUXQUELLES DONNERA LIEU L'ARTICLE 2

Cependant, comme la plupart des lois qui vont à l'encontre de besoins réels, la loi du 31 mars 1898 tout en défendant aux unions professionnelles d'exercer le métier ne laisse pas de présenter des points faibles par où la prohibition qu'elle formule pourra être facilement éludée. Il ne suffit pas, en effet, de proclamer que certains actes n'auront pas le caractère de commercialité pour qu'il en soit ainsi. La loi belge (2) fait comme ce moine Gorenflot qui pour manger une poularde la baptisait carpe : « Ego carpam te baptiso »

(1) 29 octobre 1897.

(2) Voyez le discours de M. Carton de Wiart. 13 octobre 1897.

Elle a beau dire que le syndicat ne doit pas faire de bénéfice sur ses opérations commerciales, qu'il doit acheter seulement pour les syndiqués et ne vendre que les produits de ceux-ci. Rien n'est plus facile que de tourner ces prescriptions, d'autant plus que l'union n'est pas tenue de publier la liste de ses membres. Quant à la comptabilité spéciale qu'exige la loi, elle n'est qu'une garantie bien insuffisante. Rien n'empêche l'union de majorer ou de diminuer ses prix et de conserver ainsi un bénéfice. Il y a là une tendance si naturelle et si légitime que cette prohibition légale est tout naturellement destinée à être violée et que la fiction de non commercialité apparaît vraiment dans toute sa vanité de fiction.

Mais ce n'est pas seulement par des bénéfices réalisés sur les ventes et les achats ou par une extension illicite de ces opérations, que l'union peut violer la loi. Dans une certaine mesure les unions pourront, malgré la défense légale, se comporter en coopératives de production, exercer le métier collectivement. En effet, elles renferment plusieurs éléments très importants de la coopération : D'abord elles ont le droit de posséder des outils communs et des immeubles destinés à les abriter, c'est-à-dire en somme un atelier de production. Peu importe que M. Begerem (1) ait déclaré au Sénat que le droit de posséder des outils communs et leurs abris n'implique pas celui de posséder un véritable atelier. C'est là une affirmation purement gratuite. D'ailleurs pour les métiers où la coopération est facile l'atelier est généralement très simple. Les unions

(1) 18 mars 1898.

peuvent aussi acheter en commun les matières brutes destinées au travail de leurs membres et revendre les produits fabriqués par eux, ce qui implique, quoiqu'en ait prétendu M. Smet de Nayer(1), un magasin de vente. Si on prend pour exemple une union professionnelle de tailleurs, elle pourra avoir des machines à coudre, un atelier où seront logées ces machines ; elle achètera l'étoffe, elle revendra les produits fabriqués, elle pourra souscrire pour ses membres une adjudication. Que manque-t-il pour qu'il y ait une coopérative ? La coopération proprement dite, c'est-à-dire la division du travail et les bénéfices communs c'est-à-dire la constitution d'un fonds de réserve. Mais la distinction se réduit à peu de chose : les bénéfices dans une coopérative auraient été répartis entre les associés, et d'autre part il est facile dans une union professionnelle de constituer des fonds de réserve par des majorations ou des réductions de factures. Quant à la division du travail, au moins dans une profession comme celle des tailleurs où elle est peu accentuée, elle est facile à réaliser. Comment défendre à un tailleur syndiqué de ne fabriquer que des habits, à tel autre des manteaux, etc... Evidemment les unions qui malgré la prohibition légale font le commerce encourent de grosses responsabilités : des amendes pour les directeurs, la dissolution de la société, sans compter qu'il se forme entre eux une communauté commerciale où leur responsabilité est illimitée. Il n'en est pas moins vrai que la loi est violée. Ainsi en accordant à l'union le droit de faire certains actes commerciaux par nature et de posséder certains

(1) 22 mars 1898.

éléments de la production sans pouvoir exercer elle-même le métier ou faire le commerce, on l'incite à désobéir à la loi, on lui donne une occasion d'exposer ses membres à de grosses responsabilités et l'œuvre commune à l'anéantissement. Ajoutons que c'est dans les métiers où la division du travail est la plus accentuée, et la coopération plus difficile, que la fraude de l'union est le plus sujette à être révélée. C'est une injustice de plus à reprocher au législateur de 1898.

La facilité avec laquelle la loi pourra être tournée a été suffisamment signalée au Parlement soit par des partisans (1) de l'amendement Helleputte, soit par des adversaires (2) déclarés du droit pour les unions de faire le commerce. La majorité conservatrice était donc prévenue sur la valeur de la prohibition qu'elle formulait. Elle doit en porter nettement la responsabilité. Entre les deux opinions radicales, elle n'a pas su choisir. Elle a préféré, comme l'a dit M. Begerem (3), faire une transaction. Nous croyons que c'est là une mauvaise transaction parce qu'en voulant donner aux intérêts divers une satisfaction partielle elle les méconnaît tous.

Elle n'accorde aux Bøerenbonden qu'une demi-satisfaction en leur refusant l'industrialisation des produits agricoles qui était un de leurs vœux les plus chers et aussi une disposition d'une utilité incontestable. Elle contrarie l'évolution altruiste de la coopération ouvrière

(1) Par exemple M. Bertrand, député socialiste, 28 octobre 1897 ; M. la Fontaine, sénateur socialiste, 15 mars, 18 mars 1898.

(2) MM. Bara, Dupont, au Sénat, 18 mars et le *Bulletin du Comité central*, 15 janvier 1898.

(3) Au Sénat, 18 mars 1898.

entraînée vers le mouvement syndical. Elle veut protéger les petits commerçants mais elle consacre la concurrence redoutable que leur font les syndicats agricoles. Ici comme ailleurs on reconnaît ce que les conceptions sociales des catholiques belges ont de vague. Une seule pensée s'affirme nettement : la crainte irraisonnée, passionnée du collectivisme. Mais le législateur n'arrive même qu'à entraver imparfaitement le mouvement qui pour lui présente un péril socialiste. Les prohibitions qu'il édicte seraient facilement éludées le jour où les syndicats du Parti ouvrier réclameraient la personnification civile et songeraient à la coopération de production dont ils ne veulent et ne peuvent s'occuper actuellement.

Mais si les efforts tentés par MM. Helleputte et Denis à la Chambre belge ont été inutiles, ils ont servi néanmoins à éclairer l'opinion et à tracer la voie aux législateurs de l'avenir. Le projet de loi récemment déposé par le gouvernement français pour compléter la loi de 1884 accorde aux syndicats professionnels le droit de faire le commerce. Il leur permet d'atteindre le but poursuivi soit par l'amendement Helleputte, soit par l'amendement Denis. Un syndicat peut être propriétaire de la totalité des actions d'une société commerciale ou n'être qu'un actionnaire. Les syndicats peuvent se réunir pour fonder des sociétés commerciales, par exemple des coopératives de consommation ; le droit du syndicat n'est donc pas limité au commerce professionnel.

Ce projet pare aux objections faites par M. Woeste à l'amendement Helleputte puisque le syndicat est

soumis aux formalités de la loi commerciale et présente pour les tiers autant de garanties qu'une coopérative quelconque. Il garantit aussi les droits des associés, puisque les statuts doivent régler ces droits pour le cas d'une dissolution. Mais il écarte aussi les inconvénients signalés par l'abbé Mellaerts (partage de l'avoir social ; durée limitée ; répartition des bénéfices). L'union actionnaire a sa part des bénéfices et de l'actif social. Celle-ci peut être considérable puisqu'elle peut englober la totalité des actions. Le projet français permet donc l'exercice du commerce par une personne de main-morte.

Nous n'avons pas à commenter longuement ce projet. Il nous plaît seulement de le donner comme une conclusion aux débats du Parlement belge et comme une revanche de MM. Helleputte et Denis. Il est vrai que par une de ces contradictions assez ironiques que présente la politique, ce ne sont pas seulement des conservateurs, tels que M. Hubert Valleroux (1), qui critiquent le projet français, mais des syndicats ouvriers et des socialistes. Ils reprennent contre lui les arguments que nous avons trouvés dans la bouche des catholiques belges : déviation du but professionnel, risques pour le patrimoine de l'union. Mais ces critiques n'ont pas de valeur doctrinale, elles doivent être considérées plutôt comme l'expression de la conduite à tenir par les syndicats qu'absorbent suffisamment leurs fonctions de résistance. On ne saurait admettre en effet que des groupements ouvriers ou socialistes réclament la tutelle de la loi capitaliste contre leurs propres

(1) *Economiste français*, 20 janvier 1900.

imprudences, et les projets récemment formés par les syndicats des employés du gaz et par ceux de la Compagnie des omnibus de reprendre les concessions de la Ville de Paris prouvent que les propositions rejetées par le législateur belge n'ont pas seulement une valeur théorique.

CHAPITRE X

Objet (IV). — Les Unions professionnelles et la mutualité.

Le rôle d'assistance mutuelle des associations professionnelles est restreint par le législateur belge aux secours de grève et de chômage. Elles ne peuvent pas, comme les sociétés mutualistes reconnues par la loi du 13 juillet 1894, organiser l'assurance contre la maladie, les accidents, la vieillesse, le décès. Cette grave limitation au rôle traditionnel des syndicats s'est précisée seulement pendant la discussion parlementaire. Elle est la conséquence extrême de la conception juridique formulée par le Gouvernement pour interdire aux unions le commerce et la politique et qui a réduit leur capacité aux intérêts strictement professionnels.

1

Suivant l'exemple des lois anglaise et française, les divers projets et rapports successifs, depuis le rapport de M. Prins jusqu'à celui de M. de Sadeleer reconnaissent aux unions professionnelles un rôle mutualiste. L'exemple des trade unions anglaises, l'influence pacificatrice que l'on attribue à la combinaison de la mutualité et de la coalition ouvrière suffisent à expliquer que

ces divers projets n'aient pas voulu rompre avec la tradition. Le projet de M. Dubois, entre autres, inspiré directement par l'expérience anglaise, donnait aux fonctions d'assistance mutuelle une grande importance. Il s'attachait à mettre le plus d'harmonie possible entre la loi sur les unions professionnelles et la loi sur les sociétés mutualistes. C'est ainsi qu'il reconnaissait aux unions professionnelles qui poursuivraient certains buts prévus par la loi de 1894 (secours temporaires pour accidents, maladies, frais funéraires, affiliation aux caisses d'épargne, indemnité de perte de bétail ou de récolte, retraite de vieillesse ou d'invalidité) et qui se conformeraient aux prescriptions de cette loi (envoi annuel de comptes, constitution d'un fonds de réserve) les avantages accordés aux sociétés mutualistes : (dispense de droits de timbre, de frais de procédure ; incessibilité et insaisissabilité des secours temporaires et, dans une certaine mesure, des pensions). « Cette égalité de traitement entre les associations professionnelles mutualistes et les sociétés mutualistes, disait M. Dubois, favorisera, pensons-nous, autant que la chose est possible la poursuite commune du but professionnel et de l'assistance mutuelle par les associations ouvrières. Elle correspondra aux raisons qui ont engagé le législateur anglais à exempter de l'« Income tax » les fonds mutualistes des trade unions. » L'influence du projet de M. Dubois se retrouve dans le rapport de M. de Sadeleer qui lui aussi insiste sur le rôle mutualiste des unions professionnelles et substitue aux indications assez laconiques des propositions antérieures une description assez précise de ce rôle.

Tandis que la loi française de 1884 exige que les caisses de mutualité soient distinctes de la caisse générale du syndicat professionnel, le rapport de M. de Sadeleer laissait aux unions le choix de faire une caisse commune avec plusieurs buts, ou de gérer des mutualités ayant une existence spéciale. Dans le premier cas, l'union professionnelle n'était soumise à aucune obligation particulière mais ne bénéficiait non plus d'aucun privilège ; tandis, que dans la deuxième hypothèse (et c'est ici que se retrouve l'influence du projet de M. Dubois) les mutualités devaient se conformer aux prescriptions de la loi de 1894 et jouissaient des avantages reconnus par elle. Par application de ce principe, la Commission spéciale avait créé un article 6 bis qui obligeait les caisses spéciales de mutualité à envoyer des comptes détaillés, destinés à la publicité, tandis que les unions professionnelles, même mutualistes, à caisse unique, n'étaient soumises qu'à l'envoi d'un compte général sans publication (art. 6 ter).

Mais il ne faut d'ailleurs pas exagérer la portée de cette distinction. Par mutualité spéciale, il ne faut pas entendre une mutualité juridiquement distincte de l'union. Les expressions « société distincte », « société ayant une existence distincte » employées par la Commission spéciale ne doivent pas faire illusion. La séparation des caisses n'est qu'une mesure de bonne administration sanctionnée par la dissolution de l'union « lorsque l'avoir de l'une ou de l'autre des diverses » sociétés mutualistes, d'assurance ou d'épargne reçoit « une destination autre que celle pour laquelle il a été » créé. » Mais elle ne constitue pas une séparation de patrimoines. Les fonds des mutualités spéciales

auraient évidemment répondu des dettes contractées par l'union pour des dépenses quelconques.

Tel était le système proposé par la Commission spéciale et auquel le Gouvernement n'avait pas contredit lorsque la discussion parlementaire s'était ouverte. Rien ne faisait prévoir, à ce moment, qu'il serait abandonné, et l'on peut dire, sans exagération, que le Gouvernement a obtenu par surprise le vote qui a privé les unions professionnelles de leurs fonctions d'assistance mutuelle.

II

Les amendements déposés par M. Begerem, le 12 octobre 1897, supprimaient le mot « économiques », limitant ainsi aux « intérêts professionnels » l'objet des unions. Mais, jusqu'au 29 octobre, la discussion ne révèle pas que l'intention du gouvernement était d'exclure de ce rôle professionnel la mutualité. A différentes reprises, lors de la discussion générale, des orateurs ont parlé des caisses de mutualité des unions. Le rapporteur (1), notamment, a invoqué la protection qu'elles méritaient pour refuser aux unions professionnelles le droit de faire le commerce. Bien plus, M. Begerem qui, par son amendement, avait apporté d'importants changements à son projet primitif (rétablissement de l'article 310 pénal, interdiction de faire le commerce, etc.) n'avait pas modifié les articles 10 et 11, ni l'article 6 *bis* de la Commission, qui prévoyaient les caisses de mutualité. Il est certain que, dans l'opinion générale, la suppression du mot « économiques »

(1) 21 octobre.

ne concernait pas le rôle mutualiste des unions : elle visait soit la défense d'exercer un métier, ainsi que l'avait dit M. Begerem lui-même (1), soit l'exclusion des professions libérales à but non lucratif (2). C'est seulement le 29 octobre que MM. Smet de Nayer et Begerem montrèrent, mais d'une façon bien équivoque, leur intention d'interdire la mutualité aux unions professionnelles. M. Carton de Wiart, ce jour-là, prit la parole pour développer son amendement qui rétablissait le mot « économiques ». Ce mot, disait-il, n'est pas inutile, car les intérêts économiques sont distincts des intérêts professionnels : ceux-ci sont des intérêts collectifs, tandis que ceux-là concernent plutôt les membres individuellement. Il classait parmi les premiers la création d'un atelier d'apprentissage, tandis que les intérêts économiques comprenaient par exemple les caisses de secours mutuels, ou de chômage. M. de Sadeleer répondit à M. Carton que le mot « économiques » était inutile, mais il est manifeste que dans sa pensée la suppression de ce mot concernait seulement le commerce et non la mutualité. C'est alors que M. Begerem contesta pour la première fois la capacité mutualiste des unions. Il combattit le rétablissement du mot « économiques » comme inutile et dangereux : inutile, s'il fallait considérer par là les intérêts qui doivent être considérés comme professionnels ; dangereux, s'il se rapportait au droit de faire le commerce

(1) 22 octobre.

(2) Des amendements de MM. Furnémont et Carton de Wiart qui étendaient l'application de la loi à toutes les professions, rétablissaient précisément le mot « économiques ».

ou s'il concernait des associations au sein de l'union, dont les conditions sont réglées par des lois spéciales. Cette déclaration visait assez explicitement les mutualités professionnelles. Aussi le ministre fut-il interrompu immédiatement par M. de Gutchenaère. « Est-ce que les mutualités et les caisses de chômage...? » M. Begerem ne le laissa pas achever : « Vous n'allez pas, » j'espère, demander à la Chambre de substituer les » dispositions de la présente loi à notre excellente loi » de 1894. » Et à ce sujet M. Begerem fit un éloge de la loi de 1894 qui a favorisé, disait-il, l'essor de la mutualité... M. de Gutchenaère ne se contenta pas de cette réponse. Il demanda au gouvernement de dire nettement si les unions pourraient organiser, dans leur sein, des mutualités. Le chef du cabinet, M. Smet de Nayer équivoqua. Il prétendit que cette question ne concernait pas l'article 1. A quoi M. de Gutchenaère répondit très justement qu'en rétablissant le mot « économiques » M. Carton de Wiart visait précisément les mutualités. « Je suis certain, dit-il, que la majorité de la » Chambre est d'avis qu'il faut autoriser les unions » professionnelles à établir des mutualités, des caisses » de chômage, des caisses de retraite. »

M. de Gutchenaère invoquait l'avis du rapporteur.

Mais M. de Smet de l'interrompre à nouveau. « Permettez-moi de vous interrompre et de répondre » un seul mot. Il y a une loi sur les sociétés mutuelles et les membres des unions professionnelles » devront s'y conformer. »

M. de Gutchenaère : « Vous parlez des sections de » mutualité organisées en dehors des unions professionnelles, tandis que je m'occupe des sections ou

» des caisses organisées dans les unions professionnelles. »

M. Smet de Naeyer : « Les sections de mutualité qui » seront organisées entre les membres de l'union de- » vront se placer sous le régime et dans les termes de » la loi de 1894.... »

M. de Gutचनाère répondit que tel n'était pas l'avis de la section centrale et à l'appui de son affirmation lut le rapport de M. de Sadeleer. Mais la clôture de la discussion fut votée et l'article 1 fut adopté, sans que ni le gouvernement, ni le rapporteur aient cherché à éclairer l'opinion de la Chambre.

Le 24 novembre 1897, M. Begerem demanda la suppression de l'article 6_bis de la Commission. C'était, disait-il, la conséquence logique du vote sur l'article 1 par lequel on avait repoussé le rétablissement de l'expression : « intérêts économiques. » M. Vandervelde remarqua que la Chambre n'avait pas entendu par là interdire les mutualités constituées au sein des unions professionnelles. En effet, les paroles prononcées par M. de Sadeleer, le 29 octobre, n'avaient nullement cette portée et les explications équivoques et laconiques de M. Smet de Naeyer pouvaient s'interpréter différemment. Il n'avait pas répondu nettement à M. de Gutचनाère : Non, les unions ne pourront pas faire de la mutualité. Il s'était contenté de dire : Elles se soumettront à la loi de 1894. Mais, précisément, M. Dubois et le rapport de M. de Sadeleer disaient que les caisses spéciales de mutualité se soumettraient à la loi de 1894 et ils n'entendaient pas leur reconnaître une personnalité juridique distincte de celle des unions.

Il est donc évident qu'en votant l'article 1 la Cham-

bre n'a pas eu la conscience bien nette qu'elle prohibait la mutualité professionnelle. Mais la majorité conservatrice s'est résignée facilement à consacrer l'interprétation que le gouvernement lui dictait de ses votes antérieurs. Seuls les démocrates et les socialistes protestèrent. Le rapporteur ne crut pas devoir défendre le système adopté par la Commission spéciale sous l'inspiration de M. Dubois. Il prétexta que le droit accordé aux unions de faire certaines opérations commerciales rendait le maintien des mutualités confondues avec les unions professionnelles trop dangereux pour les associés. Ce vote est un remarquable exemple de la docilité d'une majorité. On a le droit de trouver fâcheux la facilité avec laquelle la Chambre s'est laissé surprendre une résolution qui mutile gravement la capacité traditionnelle des syndicats.

Encore passerions-nous volontiers sur ce reproche si les motifs invoqués par le gouvernement pour justifier cette innovation étaient fondés et si la restriction apportée à l'activité des unions était bienfaisante pour elles. Mais elle constitue au contraire un obstacle considérable à leur reconnaissance légale. Ici encore le législateur a été guidé par de vaines raisons et par une arrière-pensée politique.

III

Pour justifier la défense faite aux syndicats de s'occuper de mutualité, on a invoqué un argument juridique et un argument historique.

1° On a dit que l'union, par suite de grèves malheureuses, ou de ses opérations d'achat et de vente, pouvait subir des pertes assez considérables de nature

à engager tout le patrimoine social, y compris les caisses de mutualité. La loi de 1851 sur les hypothèques, comme l'article 2092 du Code civil proclame en effet que « quiconque est obligé personnellement répond sur tout son patrimoine. »

2° On a invoqué l'évolution historique qui au XIX^e siècle, sépare de plus en plus les sociétés mutualistes et celles de résistance, et tend à constituer les mutualités en dehors de tout cadre professionnel. Tel est par exemple le cas de la Fédération Moyson à Gand.

Par la combinaison de ces deux arguments on a dit que si la mutualité au sein des unions professionnelles était dangereuse pour les associés et que si l'histoire du XIX^e siècle montre le divorce de plus en plus net des associations professionnelles et des associations mutualistes, il ne fallait pas hésiter à accentuer une évolution bienfaisante, déjà réalisée partiellement et à obliger les travailleurs qui voudraient organiser une mutualité à recourir aux prescriptions de la loi de 1894. Mais cette conclusion repose sur des prémisses inexactes.

1° L'argument juridique invoqué contre la capacité mutualiste des unions professionnelles n'est pas irréfutable, quoi qu'en ait dit M. Smet de Naeyer (1). Comme l'a dit M. de Gutchenaëre, rien n'empêchait le législateur de limiter à certains biens la responsabilité commerciale des unions ou de soustraire certains biens, par exemple les fonds de mutualité, à cette responsabilité. A supposer qu'il y eût là une dérogation au

(1) 24 novembre 1897.

droit commun, elle aurait été très explicable et n'outrepassait nullement le pouvoir du législateur. Mais nous pensons qu'il n'y aurait pas eu là une mesure exceptionnelle. Nous avons vu que M. Van den Heuvel dans la démonstration intéressante qu'il expose de l'inutilité de la personnification civile pour les sociétés, soutient que le droit qu'a tout propriétaire d'aliéner ses biens implique celui de spécialiser le gage de ses créanciers. Le dogme qui fait de l'article 2092 du code civil un principe d'ordre public, tend à disparaître. S'il est encore admis par la jurisprudence, il est très critiqué en doctrine (1). Et en tout cas le législateur catholique aurait pu appliquer aux unions professionnelles la théorie dégagée par le jurisconsulte catholique en faveur des associations.

2° La séparation des unions professionnelles et des mutualités n'est pas absolue. Elle n'est pas achevée et il semble même qu'elle subisse une sorte de recul. Non seulement beaucoup d'unions professionnelles sont restées mutualistes mais il semble actuellement que les sociétés des résistances, fondées pour la grève et la lutte des classes, tendent à s'annexer des attributions d'assistance mutuelle qui pour être accessoires n'en ont pas moins une grande importance puisqu'elles concourent à fortifier le syndicat dans sa fonction principale.

Webb (2) montre que la véritable caractéristique du

(1) Voir la thèse récente de Paul Vandernotte. *De l'organisation des sociétés civiles dans leurs rapports avec les tiers*. Paris, Rousseau, 1898, page 124 etc.

(2) Sidney and Beatrice Webb. *History of trade unionism*. Chap. VII.

nouvel « unionisme » n'est pas l'absence de mutualités mais bien plutôt le sentiment d'une solidarité ouvrière plus étendue et les tendances socialistes. Il dit que le caractère mixte des vieilles trade unions d'engineers, de carpenters, etc., n'a pas empêché leur renaissance spirituelle, l'abandon de leur ancien égoïsme corporatif. Ce qui explique, selon cet auteur, l'absence de fonctions mutualistes dans les trade unions nouvelles, c'est bien moins la paralysie dont elles frappent les associations ouvrières que la difficulté de percevoir de fortes cotisations, là où les salaires sont faibles. Actuellement on se rend compte que ce caractère n'a qu'une importance secondaire dans le nouveau trade unionism. La dépression économique de 1892 a rejeté beaucoup d'ouvriers « unskilled » hors du mouvement syndical et l'on peut craindre que les nouvelles unions non mutualistes n'aient comme celles de l'époque du Grand national (1833-1835) qu'une durée éphémère.

L'histoire contemporaine du mouvement ouvrier en Belgique suggère des observations analogues. La tendance actuelle de nombreux syndicats est de combiner la mutualité avec la défense des intérêts professionnels. Et il ne s'agit pas ici de corporations mixtes ou de syndicats « domestiqués » ; le Parti ouvrier (1) ne cesse de recommander à ses syndicats de s'organiser sur la double base : mutualité et résistance. En 1898, M. Vandervelde remarque que dans les régions houillères les mutualités professionnelles constituent de vrais

(1) Voyez par exemple les Comptes rendus des Congrès de 1897, 1898, 1899. Congrès des Mineurs de la Louvière. 26, 27 novembre 1899. Congrès syndical tenu à la maison du Peuple. Noël 1899.

syndicats ouvriers (1). Dans les villes où l'organisation syndicale est la plus puissante et l'esprit socialiste le plus intense, à Gand, par exemple, les syndicats sont tous ou presque tous mutualistes. Récemment un Congrès des syndicats ouvriers réuni à la Maison du Peuple de Bruxelles (24-25 décembre 1899) a adopté à l'unanimité le principe des syndicats à base mixte, résistance et mutualité.

Ainsi l'argument historique invoqué pour défendre la mutualité aux unions professionnelles est démenti par les faits qui révèlent la tendance générale des syndicats à s'annexer des attributions mutualistes. Et que l'on ne pense pas que ce soit là une tentative artificielle semblable à la création des « ambachten », associations mixtes de patrons et d'ouvriers. Les raisons qui déterminent la tactique actuelle des syndicats sont très profondes. Assurément le Parti ouvrier ne veut pas diminuer l'esprit socialiste des ouvriers ni affaiblir leur énergie dans les conflits avec les patrons. Il veut au contraire rendre les syndicats puissants, leur assurer des membres nombreux, fidèles en tout temps et payant régulièrement de fortes cotisations, afin de leur donner une caisse de résistance imposante. « Une caisse bien fournie », disait M. Hardyns au XIII^e Congrès du Parti ouvrier (1897), « restera toujours pour un syndicat l'élément » principal de sa force et l'on évitera d'autant plus de » grèves que les patrons sauront le syndicat plus fort » pour leur résister. » Or, il est très difficile d'imposer aux ouvriers dont les salaires sont faibles de fortes cotisations lorsqu'ils ne doivent en retirer aucun avan-

(1) Destree et Vandervelde. Le socialisme en Belgique, p. 33.

tage suffisamment immédiat ou tangible. Aussi arrive-t-il que les cotisations sont généralement très faibles, irrégulièrement payées et que le syndicat, très nombreux dans les périodes de conflits, est délaissé quand le danger d'une grève semble écarté.

L'organisation de mutualités au sein des unions a précisément pour but de retenir les ouvriers et de leur faire trouver moins lourds les sacrifices qu'on leur impose. C'est ce qu'écrivait l'abbé Malherbe (1) en 1897 : « Les diverses mutualités donnent aux syndiqués » l'espérance d'être secourus en cas de maladie et de » chômage involontaire, d'avoir une indemnité en cas » d'accident et d'obtenir à un âge déterminé une » pension de retraite — ces diverses espérances les » retiennent dans l'association et les empêchent de se » soustraire imprudemment à l'obligation de payer une » cotisation pour alimenter la caisse de grève, caisse » absolument nécessaire. Et ainsi en cas de conflit » avec les patrons l'association professionnelle se » trouve puissamment organisée, et par le nombre de » ses membres, et par leur discipline, et par l'importance des fonds de grève ».

En prohibant la mutualité aux unions professionnelles le législateur a donc mal interprété l'évolution historique des syndicats ouvriers. Il a gravement méconnu la nécessité pratique qui les force à être mutualistes. Sous prétexte de protéger l'épargne des ouvriers contre des risques qu'il aurait été facile d'écarter, sous prétexte d'empêcher les unions professionnelles de

(1) *Guide théorique et pratique pour les syndicats professionnels*, 1897.

dévier de leur rôle on a mis les syndicats dans l'impossibilité pratique d'obtenir la personnification civile, puisque, sans mutualités, ils sont condamnés à l'impuissance. Il est incontestable que cette prohibition est la cause principale du faible succès ou plutôt de l'échec de la loi du 31 mars 1898 (1).

IV

On a le droit de s'étonner que le législateur se soit laissé entraîner pour des motifs aussi vains à une mesure aussi radicale et qu'il savait en contradiction avec les vœux des syndicats ouvriers, même anti socialistes. Mais ce qui accroit encore notre étonnement, c'est qu'après avoir défendu la mutualité aux unions professionnelles, la loi leur permette d'administrer des hôpitaux et des hospices. Il y a entre ces dispositions une contradiction évidente, que les députés socialistes et démocrates ont vainement signalée au gouvernement. Bien mieux, celui-ci qui s'était opposé avec énergie aux fonctions mutualistes des unions professionnelles, a mis autant d'ardeur à défendre les hôpitaux et les hospices syndicaux contre les attaques de la gauche libérale du Sénat.

Nous croyons inutile d'insister sur les critiques qui ont été adressées par MM. Bara, Janson, Dupont aux hôpitaux et hospices de l'union. La plupart se rapportent au droit de fonder et seront examinées quand nous parlerons de la capacité des unions d'acquérir à titre gratuit. Disons seulement qu'on a reproché à la loi

(1) Voir Varlez : *Questions pratiques de législation ouvrière*, 20 février 1900.

d'accorder la personnalité morale à des établissements de bienfaisance, soustraits au contrôle de l'autorité publique et établis sur une base vicieuse, puisqu'ils sont réservés à des catégories de citoyens, tandis que la charité publique doit être générale. Ces critiques nous paraissent justes, en principe, mais inopportunes. La bienfaisance, à notre avis, est une fonction publique qui doit être réservée à l'Etat et aux communes ; mais elle est actuellement trop incomplète pour que la loi aie le droit de s'opposer à la création d'hôpitaux privés ou professionnels, et d'écarter aucune manifestation, même confessionnelle, de la fraternité humaine.

Mais ces arguments, qui justifient la possession d'hôpitaux et d'hospices par les unions professionnelles, ne rendent pas plus logique l'interdiction qui leur est faite de s'occuper de mutualité. Ils ne diminuent nullement une contradiction évidente et qui, à notre avis, révèle le véritable mobile du législateur. Il a permis aux unions de posséder des hospices et des hôpitaux, parce que, dans l'état actuel des choses, les unions catholiques pourront seules profiter de cette faculté. Cette disposition légale permet à des bienfaiteurs catholiques de fonder des hôpitaux qui emprunteront, par exemple, la personnification civile d'une corporation mixte de patrons et d'ouvriers, et seront soustraits à une autorité publique qui, aujourd'hui est aux mains des catholiques, mais qui, demain, peut leur échapper. En tout cas, il n'y a pas à craindre que cette faculté serve les socialistes. Au contraire, la mutualité, en favorisant l'éclosion des syndicats, en leur maintenant une clientèle nombreuse, en permettant la constitution d'un trésor de grève a paru dangereuse à la majorité

conservatrice. Pour entraver le développement des syndicats socialistes, elle n'a pas hésité à gêner les unions chrétiennes, elle-mêmes. Nous croyons que M. Varlez (1) est trop indulgent quand il reproche au législateur de s'être laissé guider par des conceptions trop abstraites. La vérité, à notre avis, et bien qu'il soit toujours grave d'accuser un législateur d'avoir voulu rendre inapplicable la loi qu'il faisait, c'est que le gouvernement catholique et sa majorité ont obéi à leur crainte passionnée du socialisme. Si notre jugement paraissait trop sévère à quelques-uns, nous les renvoyons aux paroles que le R. P. Castelein (2), admirateur convaincu des « lois sociales » votées par le parlement belge, prononçait en août 1898 à la société d'économie sociale de Paris. M. Cheysson, ayant critiqué la défense faite aux unions professionnelles de s'occuper de mutualité, le R. P. lui répondit qu'on avait voulu « éviter le danger de coalitions ouvrières trop puissantes ».

Au Congrès d'Anvers (3), de la même année, le R. P. Castelein développait la même idée : « Mais pourquoi » défendre la mutualité ? Evidemment la mutualité est » une bonne chose, mais elle peut se développer à » côté des unions professionnelles. La mutualité établit » un lien trop étroit. On a tenu à l'éviter. On a voulu » un lien corporatif assez fort pour retenir dans les » associations honnêtes tous les ouvriers honnêtes, et

(1) Questions pratiques de législation ouvrière, février 1900.

(2) *Réforme sociale*, 16 juillet 1898.

(3) Congrès de législation douanière, septembre 1898. Compte rendu, tome II.

» trop faible pour pouvoir retenir des ouvriers honnêtes
» dans des associations malhonnêtes ».

Si l'on songe que, dans la bouche du R. P. Castelein, le mot « honnête » veut dire chrétien, et le mot « malhonnête » signifie socialiste, on avouera que l'accusation portée par nous contre le législateur belge peut invoquer des autorités !

CHAPITRE XI

(Objet V). — Les Unions professionnelles et la politique.

La loi belge en limitant aux intérêts exclusivement professionnels l'activité des unions leur interdit la politique. Cela résulte de la discussion parlementaire. Le projet primitif, tel qu'il avait été amendé par la section centrale et maintenu par MM. Begerem et Sadeleer, en autorisant les unions à s'occuper des « intérêts professionnels et économiques », avait une certaine élasticité qui aurait pu permettre sinon la participation active des syndicats aux luttes électorales, au moins leur affiliation à un parti politique, tel que le Parti ouvrier. Dans les corollaires juridiques, dont il faisait suivre son Enquête sur les associations professionnelles, en 1891, M. Vandervelde demandait qu'on précisât encore dans ce sens le texte de la section centrale. L'exposé des motifs de M. Begerem et le rapport de M. de Sadeleer ne traitent pas la question, mais l'amendement déposé par le ministre dès le début de la discussion rétablissait l'expression « exclusivement professionnels » en biffant le mot « économiques. » Le 29 octobre, le ministre confirmait l'opinion déjà soutenue par M. Wæste (1) qui interprétait cet amendement en disant que les unions ne

(1) 27 octobre.

pourraient pas faire de politique. De même il a été déclaré qu'une union ne pourrait pas envoyer des subsides aux grévistes d'une autre profession. La sanction de ces prohibitions est très grave : c'est la dissolution même de l'union.

La loi belge s'oppose donc à ce que les syndicats participent au mouvement qui, dépassant l'action économique et l'esprit professionnel, entraîne les associations ouvrières vers l'action politique et vers la solidarité générale de tous les travailleurs. Elle est d'ailleurs conforme, par là, aux lois anglaise et française.

La jurisprudence française présente des applications de cette prohibition. La plus célèbre est l'affaire du syndicat des Patrons du Nord, syndicat mixte de l'industrie textile qui, poursuivi devant le tribunal de Lille, a été dissous, d'abord pour avoir admis la collaboration de personnes étrangères à la profession textile, ensuite pour s'être occupé de propagande religieuse. Ce syndicat était, il est vrai, devenu une sorte de congrégation de « Notre-Dame de l'Usine », créant des confessionnaux, des oratoires, organisant des pèlerinages ouvriers à Rome, répandant la lecture de la « Croix. » Le jugement du tribunal de Lille a été confirmé par la Cour de Douai et par la Cour de Cassation (18 février 1893). — Plus récemment le tribunal correctionnel d'Albi a dissous le syndicat de Carmaux pour avoir subventionné un journal politique et voté des fonds pour soutenir une candidature socialiste aux élections législatives (1).

(1) *Gazette du Palais*, 1899. 1 semestre, II. 473.

Mais pour avoir des antécédents, cette disposition de la loi belge n'en est par moins regrettable. Elle est en contradiction avec les faits contemporains et ne s'appuie sur aucun bon motif.

I

LE MOUVEMENT SYNDICAL ET LA POLITIQUE AU XIX^e SIÈCLE.

L'histoire du mouvement syndical, en Belgique, comme en France et en Angleterre (1), prouve que les syndicats tendent de plus en plus à adhérer à l'action politique et à sortir de leur isolement professionnel.

Les trade unions anglaises ont résisté longtemps et résistent encore au mouvement socialiste. Mais, déjà en 1825, elles avaient pris part à l'agitation politique pour l'abolition du Général Combination Act. Puis si le grand mouvement Owenist de 1829-1834 méprisait l'action politique, il fut par contre un admirable élan de solidarité ouvrière, dépassant les cadres étroits et l'esprit égoïste des trade unions pour se résumer dans une organisation unique la « Grand National Consolidated trade union » qui malgré son insuccès n'en est pas moins une tentative remarquable, et dont l'insuccès d'ailleurs est dû en grande partie à l'absence d'action politique. Quant à l'attitude opportuniste de la Junta (2), si elle marque un recul de la solidarité générale, elle montre aussi l'intervention constante et croissante du monde trade unionist dans la politique. C'est ainsi

(1) En Allemagne aussi, les syndicats sont nettement socialistes.

(2) On entend par Junta le groupe formé à Londres par les secrétaires permanents de trade unions, entre 1860 et 1875, et qui dirigea pendant cette période tout le mouvement unionist.

qu'en 1866 elle prend une part active à la propagande en faveur du Reform bill, cette loi électorale qui affranchit les artisans urbains. C'est aussi par son action politique qu'elle obtint les acts de 1869 et de 1871 qui reconnurent les trade unions. De même, pour obtenir le retrait du « criminal law amendment act » la Junta, aux élections de 1874, provoqua la création d'un parti ouvrier (indépendant labour party) qui fit élire Macdonald et Burnt, et ailleurs elle soutint les tories contre les whigs.

A partir de 1880 environ, sous des causes diverses (1), le socialisme se propage dans les classes ouvrières de la Grande Bretagne et le mouvement syndical se laisse de plus en plus pénétrer par lui. Les Congrès des trade unions adoptent en 1883 le principe de la limitation légale de la journée de travail à 8 heures et en 1888 la nationalisation du sol. En 1889, au Congrès de Dundee, les socialistes subissent un échec, mais après la grève des Dockers, qui fut un succès pour les chefs socialistes, MM. Tillet, Burnt, et une preuve de la solidarité ouvrière générale (il y eut des souscriptions de tous côtés, même d'Australie) le mouvement trade unioniste gagne les ouvriers « unskilled » sous un aspect socialiste, et pénètre bientôt avec le même caractère dans les anciennes unions de carpenters, engineers, qui abandonnent dès lors leurs idées exclusivistes. Au Congrès de Liverpool (1890), les anciennes trade unions, elles-mêmes, votent pour la jour-

(1) L'influence des ouvrages de H. Georges et de Karl Marx ; l'impuissance des trade unions mutualistes dans les grèves causées par la dépression économique de 1882-1885.

née légale de huit heures. Sur soixante résolutions votées à ce Congrès, dit M. Webb, quarante font appel directement à l'Etat et aux communes. Ainsi les trade unions anglaises inclinent de plus en plus vers une politique interventionniste et même vers le collectivisme.

En France, où le suffrage universel date de 1848, il serait puéril de nier que les syndicats sont intimement liés à l'action politique, en même temps qu'ils participent au mouvement de solidarité générale ouvrière. Si tous les socialistes français ne sont pas favorables aux syndicats, la plupart des syndicats sont socialistes ou presque socialistes. L'influence des syndicats semble croître chaque jour dans la direction du Parti socialiste. Près de deux cents étaient représentés au Congrès de décembre 1899 et bien plus l'auraient été s'ils n'avaient redouté la dissolution. Ils ont une délégation permanente au Comité général du Parti. On peut dire que l'action politique et l'action économique du Parti socialiste français tendent à se compléter et à se pénétrer de plus en plus. Syndicats, coopératives, groupes politiques sont mis sur un pied d'égalité, dans les Congrès de même qu'ils prennent part à la solidarité générale par un échange constant de subventions et de secours.

En Belgique, comme en France et en Angleterre, la politique est intimement liée à l'organisation syndicale. Par exemple à Gand (1) il y a 19 syndicats affiliés au parti ouvrier, 17 antisocialistes, 5 libéraux et seulement 4 indépendants. Tous les syndicats ouvriers, en Belgi-

(1) Destrée et Vandervelde. *Le socialisme en Belgique*, p. 34.

que, sont, à part quelques rares exceptions, affiliés soit au parti Ouvrier, soit à la Ligue démocratique. La grande majorité des ouvriers syndiqués est incontestablement groupée dans les Fédérations du Parti Ouvrier. Les syndicats socialistes s'y trouvent réunis, à côté des mutualités, des coopératives, des sociétés d'agrément, des associations politiques. Ils font partie d'un ensemble qui a pour but le triomphe du socialisme. Ils contribuent aux dépenses de la propagande du Parti par des cotisations (0 fr. 10 par membre et par année), ils reçoivent des subsides des coopératives en cas de grève et bénéficient des appels à la solidarité que lance en leur faveur le Conseil général du parti. Quant aux syndicats chrétiens, fondés pour combattre le socialisme en s'appuyant sur le sentiment religieux des ouvriers, ils sont intimement liés eux aussi à une propagande politique et religieuse. Le Boerenbond, lui aussi, est une vaste association politique, soumise à la direction morale des prêtres, dans chaque paroisse, et qui poursuit tout autant que l'amélioration matérielle le maintien de la religion parmi les paysans. Enfin les syndicats libéraux, beaucoup plus récents et moins nombreux, ont été créés pour maintenir au parti libéral l'influence qu'il perd chaque jour davantage dans les classes ouvrières et pour combattre les tendances socialistes des ouvriers. Ils ont donc un but politique évident.

En interdisant la politique aux unions professionnelles la loi de 1898 contrarie donc une situation de fait très générale. Par là même elle détourne les syndicats de la personnification civile ou les incite à violer la loi. Cette interdiction ne pourrait se justifier que si elle s'appuyait sur des motifs sérieux.

II

NÉCESSITÉ POUR LES UNIONS PROFESSIONNELLES DE FAIRE
DE LA POLITIQUE

M. Nyssens (1), ministre du travail, a dit que l'affiliation d'un syndicat au parti ouvrier n'était pas nécessaire pour que celui-ci pût soutenir une grève. Il s'est indigné, à la pensée que la majorité d'un syndicat pourrait, avec les cotisations payées par les membres de la minorité, soutenir une élection que ceux-ci désapprouveraient. Il a dit qu'un tel système n'avait d'autre but que d'établir la domination des politiciens sur les cités ouvrières. Enfin il a ajouté que les syndiqués conservaient toute liberté de se réunir, en dehors de l'union professionnelle, pour former un groupe politique, pour verser des cotisations au Parti Ouvrier ou des souscriptions à des grévistes.

Le rapporteur du Sénat a reproduit les mêmes arguments : « Pourquoi, écrivait-il, risquer de transformer » les unions de métiers en clubs politiques où bien » souvent les intérêts de membres et de la collectivité » seront méconnus, négligés, sacrifiés pour le plus grand » profit des chefs ou de meneurs ambitieux, habiles à » flatter les mauvaises passions, ne reculant ni devant » la lutte des classes, ni devant la guerre sociale ».

Ces arguments se réduisent en somme à nier l'utilité du mouvement dont nous avons constaté la généralité. Or il est absolument faux de prétendre que la participation des syndicats à la politique soit inutile pour eux.

(1) 19 octobre 1897.

Elle s'impose au contraire comme une nécessité de premier ordre.

Même en dehors de toute idée socialiste l'action politique du syndicat se conçoit. Il est évident, par exemple, qu'un syndicat industriel ou agricole peut avoir intérêt à l'établissement de tarifs protecteurs. Tout ce qui concerne l'instruction publique, le service militaire, intéresse aussi les syndiqués, non seulement comme citoyens, mais comme professionnels. Les syndicats ont encore intérêt à ce que la loi pénale ne punisse pas les coalitions : ainsi s'explique l'action politique des trade unions en 1825, en 1869, en 1875, Pour faire aboutir ces réformes utiles, les syndicats sont tout naturellement amenés à réclamer un élargissement du droit de vote, ou l'établissement du suffrage universel et à soutenir les candidats favorables aux mesures légales qu'ils préconisent.

Mais c'est surtout lorsqu'on abandonne les principes du « laissez faire », lorsque l'on adopte les idées socialistes ou même simplement lorsqu'on admet, dans une mesure quelconque, l'intervention de l'Etat dans les rapports du capital et du travail, dans la production et la distribution des richesses, que le droit pour les unions professionnelles de s'affilier à un parti politique ou de soutenir des candidats aux élections politiques, est utile et nécessaire. La distinction de la politique et de l'économie politique, déjà imprécise auparavant, devient de plus en plus vague, la prohibition de la politique aux groupes économiques de plus en plus arbitraire. La transformation de l'industrie rend les règlements restrictifs inefficaces, et le succès des grèves chaque jour plus difficile. Elle pousse les ouvriers à regarder

au delà des cadres du métier, elle ne leur offre d'autre salut que dans la solidarité générale des travailleurs et dans l'intervention des pouvoirs publics. L'expérience montre au syndiqué que les résultats, péniblement acquis par l'action économique, sont insuffisants et précaires. C'est dans la loi qu'il met sa confiance, c'est d'elle qu'il attend la journée de 8 heures, le salaire minimum, l'assurance contre le chômage, la maladie et les accidents, une pension de retraite. La politique n'est plus alors une politique de rivalités mesquines entre partis bourgeois, presque également conservateurs. Elle devient — fait beaucoup plus grave — une politique de classe, elle remue la société non plus à sa surface mais dans ses fondements. Dès lors il est impossible que le syndicat se désintéresse de la politique, qu'il ne s'affilie pas à un parti démocratique, qu'il ne participe pas aux élections qui amèneront ce parti au pouvoir. A un point de vue plus immédiat c'est l'affiliation à un parti politique qui arrache le syndicat à son isolement et qui le signale à la solidarité générale des travailleurs en même temps qu'elle la lui enseigne...

Au Congrès du Parti ouvrier tenu à Gand en 1897, M. Hardyns (1), dans son rapport sur l'organisation syndicale, disait: « Il nous reste à dire un mot d'une » tendance qui se manifeste parfois parmi une partie » de la classe ouvrière et qui est ouvertement encouragée par nos adversaires. Pas de politique dans les » syndicats, tel est le cri. Le Parti ouvrier ne peut

(1) Compte rendu du XIII^e congrès du Parti ouvrier.

Cf. Hardyns : *Les syndicats professionnels et le mouvement ouvrier*, 1896.

» pas se laisser refouler sur ce terrain, et à chaque
» tentative de ce genre il faut opposer nettement
» notre mot d'ordre : plus de politique que jamais
» dans les syndicats et partout. L'organisation syndicale
» isolée est vouée à l'impuissance croissante. Les
» rapports des trade unions le prouvent. L'Etat bour-
» geois est d'ailleurs, et les faits le démontrent jour-
» nellement, la forteresse de la société capitaliste. La
» classe ouvrière doit se lancer à l'assaut de cette
» citadelle et s'emparer de la machine gouvernemen-
» tale pour la faire travailler en faveur de son émanci-
» pation. Ce n'est d'ailleurs que par des lois qu'il est
» possible de réaliser des réformes générales et du-
» rables. Et, loin d'abandonner la politique, les
» ouvriers doivent l'étendre, l'élargir et avoir leur
» politique internationale pour combattre un régime
» qui, lui aussi, est international. Que nos camarades
» réagissent donc fermement contre cette tendance
» qui n'a pour but que de morceler le mouvement
» ouvrier, c'est-à-dire de le rendre impuissant, inca-
» pable d'un mouvement d'ensemble. » Ces paroles
expriment d'une façon très vraie, à notre avis, les
causes profondes qui déterminent l'entrée en masse
des syndicats ouvriers dans la politique socialiste, ou
dans toute autre politique interventionniste, celle de la
démocratie chrétienne par exemple. Loin d'être due à
la mainmise de quelques politiciens sur les ouvriers,
elle est un phénomène nécessaire, un aspect particulier
de la solidarité générale du prolétariat, une conséquence
de la transformation capitaliste de l'industrie.

En présence de cette nécessité de l'action politique
pour les unions professionnelles, les arguments invo-

qués par M. Nyssens sont bien faibles. Qu'importe que çà et là un politicien ambitieux se serve des syndicats pour arriver à la Chambre des représentants ou au Conseil municipal, ou qu'un syndicat se laisse entraîner à des dépenses inconsidérées. Ce sont là des inconvénients inévitables, des dangers corrélatifs à une liberté nécessaire.

Sur ce point encore les avertissements n'ont pas manqué au législateur. Les démocrates et surtout les socialistes, notamment M. Anseele (1), ont montré la nécessité pour les unions professionnelles de faire de la politique. Il est visible qu'en maintenant cette prohibition le législateur a voulu écarter de la personification civile les associations professionnelles socialistes. L'affiliation au parti ouvrier est pour elles une condition vitale. En interdisant aux unions reconnues de s'affilier à un parti politique, le législateur refusait par là même la reconnaissance légale aux syndicats socialistes. Toujours la même préoccupation domine la loi de 1898 : pour servir ses passions politiques, le parlement belge n'a pas hésité à nier les faits les plus généraux et les plus nécessaires.

(1) 20 octobre 1897, 8 février 1898.

CHAPITRE XII.

Patrimoine de l'union professionnelle.

(Possessions immobilières et capacité de recevoir à titre gratuit.)

La personnalité morale implique, en principe, le droit de posséder un patrimoine illimité et d'acquérir par tous les procédés juridiques, à titre gratuit ou à titre onéreux, toutes sortes de biens, meubles ou immeubles (1). Mais la loi du 31 mars 1898, comme beaucoup d'autres relatives aux associations, apporte à la capacité patrimoniale des unions professionnelles certaines restrictions.

1° Elle limite leurs propriétés, surtout immobilières.

2° Elle subordonne à l'autorisation administrative l'acquisition des libéralités faites aux unions.

3° Elle frappe leurs immeubles d'une taxe spéciale d'amortisation, destinée à remplacer les droits de mutation.

La taxe d'amortisation répond à une idée d'équité fiscale, mais les restrictions à la propriété immobilière et à la capacité de recevoir des dons et des legs sont inspirées par la crainte de la mainmorte. Dans son exposé des motifs, M. Degreef disait : « Des raisons d'ordre public, basées sur le danger qu'il pourrait y

(1) Voir notre Chapitre I^{er}, page 84.

avoir à la concentration de la propriété immobilière entre les mains de collectivités permanentes et anonymes justifient la restriction qu'il faut apporter au droit des syndicats professionnels d'acquérir des immeubles à titre onéreux autrement que pour la réalisation de leur but social qui ne pourra jamais être que professionnel. — Par cela même que la loi, en leur accordant la personnification civile, les assimile à des institutions d'utilité publique, nous devons également, en ce qui concerne les dispositions entre vifs ou testamentaires, les soumettre à la législation en vigueur pour les établissements de ce genre. » Ces lignes quoiqu'extraites d'une proposition de l'initiative privée expriment l'état d'esprit du législateur. La crainte de la mainmorte est sans doute moins vive chez les catholiques que chez les libéraux, parce que cette crainte a pour cause principale le développement excessif des couvents, mais elle se transmet néanmoins de régime à régime. Pour tout gouvernement, même catholique, la mainmorte ecclésiastique est un danger, elle est contraire à la suprématie du pouvoir civil. Et puis la mainmorte syndicale ne peut-elle pas, un jour où l'autre, fournir une arme au socialisme ? Toutes ces raisons jointes à la force d'inertie de la tradition expliquent que le législateur belge, tout en fixant d'une façon assez large les limites de la propriété syndicale, ne l'ait pas rendue illimitée et qu'il se soit réservé un droit de contrôle sur leurs acquisitions à titre gratuit.

I

LIMITATIONS À LA PROPRIÉTÉ IMMOBILIÈRE DES UNIONS.

La loi belge n'apporte à la propriété mobilière des unions qu'une seule restriction: elles ne peuvent posséder des parts d'intérêts ou des actions dans une société commerciale, mais elles peuvent posséder des obligations et faire n'importe quel autre placement mobilier. Au contraire, la loi énumère de façon limitative les immeubles que les unions peuvent posséder. Sur ce point elle est d'accord avec les lois anglaise et française qui ne restreignent pas la propriété mobilière des associations professionnelles tandis qu'elles limitent leur patrimoine immobilier.

La loi anglaise fixe à 1 acre de terrain la superficie des immeubles de l'union. La loi française prend pour base de limitation, non pas l'étendue mais la destination des immeubles: les syndicats professionnels ne peuvent posséder d'autres immeubles que ceux nécessaires à leurs réunions, à des bibliothèques et à des cours d'instruction professionnelle. C'est le système de la loi française qu'a adopté la loi belge. Aucun des projets émanés, soit des ministres, soit des commissions, soit de l'initiative privée, n'a proposé d'imiter la loi anglaise. Notons cependant qu'à la Chambre des Représentants M. l'abbé Daëns, sans rédiger une proposition formelle, s'est déclaré pour le système anglais. « Accordez aux » unions, disait-il, un demi-hectare de terrain et bâtissez » là-dessus tout ce que vous voudrez. Alors vous ne » viendrez pas réclamer de conséquences contraires

» aux principes de la loi ». Ce n'est d'ailleurs qu'une opinion isolée et émise accidentellement.

L'article 11 de la loi belge limite de la façon suivante les propriétés immobilières des unions professionnelles.

Article 11 : « L'union ne peut posséder en propriété » ou autrement d'autres immeubles que ceux qui sont » nécessaires à l'établissement de ses locaux de réunion, » bureaux, écoles professionnelles, bibliothèques, » collections, laboratoires, champs d'expérience, abris » pour bestiaux, machines et instruments, bureaux de » placement, bourses de travail, ateliers d'appren- » tissage, hospices et hôpitaux (1) ».

« Elle peut être autorisée, par Arrêté royal, à » posséder des immeubles ayant une de ces destinations » mais dont il lui serait impossible de faire immédia- » tement usage à cette fin ».

Il est inutile de commenter en détail l'énumération limitative de l'article 11 : La possession des divers immeubles énumérés se rapporte aux attributions de l'union professionnelle que nous avons suffisamment décrites. Pas plus que la loi française, la loi belge ne reconnaît aux unions le droit de posséder des immeubles

(1) Les mots « bureaux de placement, bourses de travail, ateliers d'apprentissage, hospices, hôpitaux » sont dus à la section centrale de 1891 (Rapporteur : M. Schollaert) qui les a empruntés aux projets Ninauve et Vandervelde, (Fédération des avocats 1889) et Cyr Van Overbeegh (III^e Congrès de Liège, 1890). Les mots « abris pour bestiaux, machines, instruments » proviennent d'un amendement de M. Helleputte : ils sont la conséquence du droit reconnu aux unions de faire certaines opérations commerciales. Les autres termes se trouvaient déjà dans le projet Lejeune, plus large que la loi française. Notons qu'on a supprimé les mots « ateliers de chômage » dus à la section centrale, et qu'on a repoussé le mot « entrepôts » proposé par M. Denis (8 février).

comme valeurs de placement. La propriété immobilière ne leur est permise que dans la mesure où elle est nécessaire pour accomplir leur rôle, tel qu'il est fixé par la loi et par les statuts. Le gouvernement peut, il est vrai, faire fléchir la règle et permettre à une union de posséder un immeuble dont elle n'a pas un besoin immédiat. Mais encore faut-il qu'il s'agisse d'un immeuble rentrant dans l'une des catégories déterminées par l'article 11, et cette faveur administrative n'a d'autre but que d'éviter l'aliénation inopportune d'un immeuble dont le syndicat trouverait difficilement l'équivalent.

Cependant, bien que la propriété immobilière des unions soit limitée aux besoins de son fonctionnement, bien qu'il lui soit interdit de posséder, comme toute société capitaliste, des maisons de rapport, le Comité central et la gauche libérale du Sénat ont trouvé la loi belge trop généreuse. A vrai dire, c'est leur aversion pour la personnification civile même, pour la mainmorte en général et en particulier pour la mainmorte cléricale, qui a provoqué leurs critiques. Ce sont les mêmes préoccupations, anticléricales qui leur ont fait dénoncer dans les écoles professionnelles de l'union la personnification civile des établissements d'enseignement libre, et dans les hôpitaux professionnels la personnification de la bienfaisance privée. C'est le même état d'esprit qui faisait dire ironiquement à M. Magis (1) qu'il ne manquait plus à l'union professionnelle qu'une maison de campagne ! Comme si la Belgique serait en danger parce qu'une union professionnelle de petits commer-

(1) 15 février 1898.

çants aurait un chalet au bord de la mer, où les enfants des associés passeraient leurs vacances ; ou parce qu'un syndicat ouvrier aurait une villa à la campagne, dans laquelle les travailleurs épuisés pourraient annuellement refaire leur santé. En attendant que la tendance déjà manifestée par certaines municipalités françaises (1). d'assurer des vacances aux enfants des écoles ait été constituée en service public, en attendant que la « montagne » ou la « mer » ne soient plus le privilège de quelques-uns, les unions ne dévièrent nullement de leur rôle, quoiqu'en ait dit M. Magis, parce qu'elles auraient des maisons de campagne !

Sans nous arrêter davantage à ces critiques qui visent en somme la reconnaissance légale des unions professionnelles dont nous croyons avoir démontré l'utilité ; examinons la valeur du principe adopté par la loi belge qui limite étroitement la patrimoine immobilier tandis qu'elle ne met pas de borne à la richesse mobilière des unions. Le principe traditionnel de la limitation des immeubles a été admis unanimement par les divers projets successifs et aucune proposition n'a été faite au Parlement belge pour le combattre. Pourtant il est souvent attaqué soit par ceux qui voudraient une propriété illimitée des associations, soit par les adversaires de la personnification civile... Les arguments que l'on peut invoquer à l'appui de ce principe ont été exposés d'une façon assez nette par M. Hauriou (2) : « Nous » posons en thèse, dit cet auteur, qu'une seule force » dans les institutions corporatives serait dangereuse

(1) Celle de Lille, par exemple.

(2) *Manuel de droit administratif*, page 129.

» pour l'Etat, ce serait celle que leur donneraient de
» grandes possessions territoriales. Ni le nombre des
» associés, ni la fortune mobilière des établissements
» ne constitueraient un danger sérieux, mais seulement
» l'assiette territoriale. Il y a à cela une raison profonde,
» c'est que l'Etat lui-même est essentiellement un
» pouvoir territorial. L'Etat agit sur les hommes grâce
» au territoire et à leur groupement sur le territoire.
» C'est par là qu'il les tient ; ses divisions administra-
» tives sont territoriales ; ses lois de police et de
» sûreté sont territoriales ; son mécanisme électoral est
» territorial. Dans sa souveraineté il y a certainement
» un droit éminent sur le territoire. Il ne faut donc
» pas qu'une partie importante du territoire soit sous-
» traitée à son pouvoir et encore moins qu'elle obéisse
» à un pouvoir hostile. On tolère que des étrangers
» possèdent une grande partie de la rente française,
» des valeurs industrielles françaises, on ne tolérerait
» pas que des étrangers possédassent des étendues de
» territoire français ». Et M. Hauriou fait en note cette
remarque :] « Que deviendrait notamment le régime
» électoral si des communes entières pouvaient appar-
» tenir à des corporations où à des congrégations dont
» les électeurs seraient les tenanciers ? Il est déjà
» difficile d'accorder le suffrage avec la grande propriété
» foncière, et celle-ci change de main tandis que la
» propriété corporative n'en changerait pas. » M. Hauriou
continue : « Le danger de la mainmorte territoriale
» apparaît surtout si l'on se place au point de vue de
» la durée. Le régime d'Etat suppose circulation des
» biens et mobilité des fortunes. Le régime d'Etat est
» l'opposé de l'immobilité féodale... etc... Il ne persiste

» que si tout, autour de lui, est éphémère. Or dans les
» fortunes individuelles, la propriété territoriale est
» éphémère. Elle change de main et de direction à
» chaque génération, elle se morcelle, elle s'effrite. Au
» contraire dans les patrimoines corporatifs la propriété
» territoriale et le pouvoir qu'elle donne sont immuables.
» Les corporations ne meurent pas et n'aliénent pas.
» Elles ont la mainmorte pour aliéner.... Cette raison
» politique de prohiber la mainmorte territoriale est la
» plus profonde. Mais il y a aussi des raisons écono-
» miques plus connues : les territoires de mainmorte
» généralement mal cultivés sont peu productifs. Cet
» inconvénient ne se présente pas pour les capitaux
» de mainmorte qui sont forcés de s'employer dans
» des entreprises productives. Le territoire de main-
» morte ne changeant jamais de mains ne paye pas de
» droit de mutation, tandis que les capitaux de main-
» morte payent le même impôt que tous les autres
» capitaux ».

Les arguments donnés par M. Hauriou contiennent une part incontestable de vérité mais ne nous semblent pas suffisants pour justifier le principe admis par l'article 11 de la loi belge. Il est incontestable que la propriété foncière donne une puissance considérable. L'histoire de la féodalité montre les Carolingiens dépouillés de l'autorité publique en même temps que de leurs domaines, et le gouvernement des hommes intimement lié à la sujétion des terres. Actuellement encore il est facile de constater combien la possession des terres d'un village par un grand propriétaire ou par un couvent leur assure, en fait, le pouvoir communal.

Mais cela ne prouve pas que la mainmorte territoriale soit plus dangereuse que la mainmorte mobilière. La propriété des grands établissements industriels, commerciaux, financiers, qui est constituée par actions et qui, par suite, est mobilière, donne une puissance encore plus considérable que la possession des terres. Il est évident, par exemple, que la possession d'une grande partie de la rente par un établissement de mainmorte, notamment par une congrégation, mettrait dans une certaine mesure le crédit de l'État à sa disposition. On peut même affirmer qu'il vaut mieux pour l'État que la mainmorte des congrégation soit territoriale. Tandis que les richesses mobilières des couvents, consistant en valeur internationales, en titres au porteur, etc., trompent sa surveillance, leurs possessions territoriales ne sauraient lui échapper quand leur expropriation lui apparaît comme une mesure de salut public.

D'ailleurs, en laissant de côté le danger que peut présenter la richesse mobilière accumulée par des établissements de mainmorte tels que les Congrégations, nous pensons que c'est la propriété capitaliste, par elle-même, qui mérite le reproche de M. Hauriou, et nous voyons précisément dans l'extension de la mainmorte syndicale, même immobilière, un moyen de détruire ces fâcheux résultats.

Peu importe que la propriété capitaliste soit morcelée, transmissible, il n'en est pas moins vrai que les grandes exploitations industrielles, les mines, les usines, les compagnies de transport sont de véritables gouvernements gérés, plus ou moins despotiquement, par un pouvoir qui bien qu'impersonnel et variable dans ses

individualités est réel et constant dans sa fonction ; le capital. Par la possession du sol et des instruments de production, la classe capitaliste domine les individus et accapare la chose publique. La propriété privée qui, juridiquement, est l'opposé de la mainmorte, est cependant la mainmorte d'une classe possédante. La spéculation financière, dit César de Paëpe (1) « attire à » elle tous les capitaux disponibles pour les faire » fructifier dans les grandes entreprises d'utilité » générale, dans les services publics relatifs à la circu- » lation et aux transports, dans la production des » principaux matériaux industriels, la houille et les » métaux, dans toutes les grandes industries, et, » surtout dans ces grandes entreprises, qui comme les » chemins de fer, les mines, les carrières constituent » les monopoles naturels. Par l'accaparement de la » plupart de ces grandes entreprises d'utilité publique » (dont quelques-unes, telles que la poste, ne sont » restées qu'avec grande peine sous la direction de la » collectivité sociale), la haute finance se trouve être » la maîtresse souveraine de la société. L'État et la » commune sont tombés sous la tutelle de la féodalité » industrielle constituée par cette haute finance. »

La mainmorte syndicale nous paraît de nature à délivrer l'État et les individus de la domination de cette mainmorte capitaliste. Il ne s'agit pas, en effet, de reconstituer une mainmorte, soumise comme celle des établissements publics à la tutelle routinière de l'administration centralisatrice ou possédée comme celle des couvents par un pouvoir rival de la société

(1) *César de Paëpe*. — Les services publics.

laïque. La propriété syndicale, comme les communaux des villages, est un patrimoine collectif dont l'usage est ouvert à tous et dont l'utilité est vraiment sociale. Si l'union professionnelle, qui contient en germe la future administration autonome, possède un jour des habitations, des terres, des usines ce sera pour les soustraire à l'égoïsme de la classe capitaliste, pour en démocratiser la propriété, pour les mettre effectivement à la disposition de la collectivité, pour les faire entrer dans le domaine communal ou national, tout en transformant le caractère gouvernemental de l'État et de la commune en un rôle d'administrateurs des choses. Loin d'être une cause d'oppression et de routine, la mainmorte syndicale tend, en fin de compte, à affranchir l'État et les individus de la domination de la haute finance, en même temps qu'elle assurera un régime aussi productif que la grande industrie et infiniment plus équitable, grâce à l'association des travailleurs et à la constitution de la propriété collective.

Mais on comprend que ces arguments en faveur d'une propriété illimitée des unions professionnelles ne soient pas de nature à déterminer un législateur conservateur. D'ailleurs la question ne présente qu'un intérêt surtout théorique. Les syndicats n'ont généralement pas de ressources suffisantes pour les immobiliser dans la possession de terres ou de maisons de rapport. Puis c'est en interdisant aux unions professionnelles l'exercice du métier et la possession de parts dans les sociétés commerciales, bien plus qu'en limitant leur propriété immobilière que la loi du 31 mars 1898 s'oppose au développement possible de

la mainmorte syndicale. C'est en effet par la possession de l'usine, de l'atelier, du matériel de transport que le syndicat pourrait devenir un jour grand propriétaire. En résumé, ce qui est actuellement important pour les syndicats c'est de pouvoir posséder des immeubles nécessaires à l'accomplissement de leur objet. L'énumération de l'article 11 est bien suffisante à ce point de vue et ce qu'il faut critiquer c'est bien moins la limitation de la propriété immobilière des unions, que celle de leur rôle.

Notons que le projet, déposé récemment par M. Waldeck-Rousseau, accorde aux unions professionnelles une capacité illimitée de posséder, et qu'il reconnaît aux Fédérations le droit d'avoir les immeubles énumérés par l'article 11 de la loi belge.

II

TAXE D'AMORTISATION

Une des critiques secondaires adressées au régime de la mainmorte est de priver l'Etat des droits de mutation entre vifs et par décès, parce que les personnes morales n'aliènent que rarement leurs biens et ne meurent jamais. Cette critique s'évanouit si on frappe les biens de mainmorte d'une taxe annuelle destinée à compenser les droits de mutation que payeraient les immeubles s'ils étaient propriété privée. C'est ce qu'ont décidé les lois françaises du 20 février 1849 et du 30 mai 1872. La première a établi sur les biens immobiliers, passibles de la contribution foncière, qui appartiennent aux départements, communes,

hospices, séminaires, fabriques, congrégations, consistoires, établissements de charité, bureaux de bienfaisances, sociétés anonymes et tout établissement public légalement autorisé, une taxe annuelle représentative des droits de transmission entre vifs et par décès. Cette taxe calculée à raison de 62 centimes par franc du principal de la contribution foncière a été portée par la loi de 1882 à 70 centimes. Ajoutons que les lois fiscales de 1880 et de 1895, dites lois d'accroissement, ont frappé les biens des congrégations autorisées ou non autorisées de taxes spéciales. Il n'y a pas en Belgique d'impôt général équivalent à la taxe d'amortissement française. C'est au sujet des syndicats professionnels que le légistateur belge a fait une première application de ce principe fiscal. Déjà M. Prins, dans son rapport supplémentaire, indiquait qu'une pareille taxe serait le correctif de la propriété corporative. L'idée fut reprise par M. Lejeune qui établissait au profit de l'Etat, sur les immeubles des unions professionnelles, une taxe destinée à remplacer les droits de transmission entre vifs et par décès. Elle devait être calculée à raison de 50 centimes par franc du principal de la contribution foncière. La base de cet impôt fut modifiée par la Commission spéciale. Le rapporteur critiquait le mode d'établissement de cet impôt, en disant que le principal de la contribution foncière est variable et ne doit pas dès lors servir de base à une taxe qui remplace les droits de mutation par décès. La commission établit une taxe annuelle de 3 % de revenu cadastral des immeubles de l'Union. Cette taxe, portée à 4 % par le gouvernement, a été consacrée par la loi actuelle.

Art. 13. « Il est établi au profit de l'Etat une taxe
» annuelle de 4 % du revenu cadastral des immeubles
» appartenant aux unions professionnelles. Les formes
» prescrites pour le recouvrement de la contribution
» foncière seront suivies pour le recouvrement de la
» dite taxe. »

Quoiqu'il en soit de l'excellence de telle ou telle base d'imposition, la taxe inaugurée par l'article 13 est une application partielle d'un principe qui devrait être étendu à tous les immeubles de mainmorte : congrégations, sociétés financières, etc. Ainsi le voudrait le principe de l'égalité de tous devant l'impôt.

III

CAPACITÉ D'ACQUÉRIR A TITRE GRATUIT

Dans les limites que nous avons exposées, l'Union peut acquérir à titre gratuit aussi bien qu'à titre onéreux. Mais si la loi ne soumet les achats à aucune tutelle, elle subordonne l'acquisition des libéralités à l'autorisation administrative.

Art. 12. « Les donations entre vifs ou par testament
» au profit de l'Union n'auront leur effet qu'autant
» qu'elles seront autorisées conformément à l'article
» 76 de la loi communale.

» L'arrêté qui autorise, au profit d'une union, l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est
» compris fixe, s'il y a lieu, le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné. »

L'article 76 de la loi communale (loi du 30 mai 1836) exige l'avis de la députation permanente du Conseil

provincial et l'approbation du roi pour les dons et legs au-dessus de 5.000 francs, Il se contente de l'approbation de la députation pour les legs et les dons qui ne dépassent pas cette somme. Ce texte est une application de l'article 910 du Code civil, qui subordonne l'effet des dons et legs faits aux établissements d'utilité publique à l'autorisation administrative.

En France la loi n'a pas prévu cette question. Aussi est-elle controversée. Suivant la conception qu'ils se font de la personnalité morale, suivant l'interprétation qu'ils adoptent de l'article 910, les auteurs accordent ou refusent aux syndicats le droit de recevoir des libéralités, ou bien subordonnent ce droit à l'autorisation administrative.

Les uns refusent aux syndicats le droit d'acquérir à titre gratuit. Tel est le cas de M. Hubert Valleroux (1) qui prétend que telle est la loi, tout en le regrettant. Cette opinion peut se rattacher à celle qui refuse aux sociétés commerciales le droit de recevoir des dons et des legs et qui a été notamment soutenue par M. Labbé (2). La grande majorité des auteurs reconnaissent aux syndicats la faculté d'acquérir des libéralités mais ils se divisent sur la question de l'autorisation administrative. Les uns appliquent aux syndicats l'article 910, les autres le repoussent. Parmi ceux qui appliquent l'article 910, les uns (3) disent que cet article est général et s'applique à toutes les personnes

(1) *Annuaire de la société de législation comparée*, 1886 et *Réforme sociale*, 1898.

(2) Sirey, 1881, 2, 251, note.

(3) Hauriou : *Droit administratif*. — Tissier : *Dons et legs*.

morales, aussi bien aux sociétés commerciales qu'aux établissements publics. D'autres⁽¹⁾, appliquant aux sociétés commerciales l'opinion de M. Labbé, réservent à ce qu'ils appellent les personnes morales publiques le droit de recevoir des libéralités mais sous la condition de l'autorisation administrative. Parmi les personnes morales publiques ils rangent les syndicats professionnels.

Enfin une opinion plus libérale⁽²⁾ reconnaît aux syndicats professionnels le droit d'acquérir à titre gratuit sans autorisation administrative. Cette opinion applique l'article 910 aux seules personnes morales publiques mais au lieu de le considérer comme une faveur elles le réputent comme une charge, comme une restriction à la personnalité morale qui, suivant elle, possède une capacité aussi vaste que celle des personnes physiques. Cette opinion a été consacrée par la jurisprudence française⁽³⁾. Elle reconnaît aux syndicats professionnels, comme aux sociétés commerciales et même aux sociétés civiles, l'aptitude à recevoir des libéralités sans autorisation préalable. Les tribunaux français, tout en distinguant nettement les sociétés commerciales ou civiles qui ont pour but un partage de bénéfices et les syndicats professionnels qui ont un « certain caractère d'utilité publique », di-

(1) M. Sauzet : *op. citato*.

(2) Jay. — De la personnalité civile des candidats professionnels, 1888.

(3) Tribunal civil d'Alençon, 16 janvier 1894. Revue des sociétés 1894, p. 356. — Tribunal de la Seine : 16 juillet 1895 (aff. Monchaussée). D. P. 1898. 2. 138. — Tribunal Seine, 3 août 1899 : *Gazette du palais*, 1899, p. 403.

sent que ce caractère d'utilité publique n'implique nullement l'application de l'article 910. « La loi nouvelle, disent les considérants d'une de ces décisions judiciaires, (1) de même qu'elle leur permettait de se former sans aucun des modes d'autorisation requis pour la fondation des autres établissements d'utilité publique, a affranchi leur fonctionnement de toute tutelle et n'a institué aucune procédure pour autoriser les acquisitions à titre gratuit qu'elles pourraient faire... Pour sauvegarder la sécurité publique et les droits de l'Etat, cette même loi a cru devoir substituer à l'intervention préventive de l'administration la seule action répressive des tribunaux au cas d'infraction aux statuts. »

En Belgique nous ne trouvons pas un grand mouvement d'opinion pour consacrer l'avis de la jurisprudence française. Les divers projets et rapports successifs ont maintenu intact le principe posé par M. Lejeune et qui est devenu le texte de l'article 12 (parag. 1 et 2) que nous avons cité. Cependant la Fédération des avocats, en 1889, suivie par le III^e Congrès des œuvres sociales de Liège (1890) a revendiqué pour les unions professionnelles la liberté entière d'acquérir à titre gratuit (2). A la Chambre des Représentants, M. Vandervelde, reprenant l'idée qu'il avait fait prévaloir à la Fédération des avocats, proposa de permettre à l'union de recevoir les dons et legs sans autorisation administrative. Mais devant les intentions manifestement hos-

(1) Tribunal Seine, 3 août 1899.

(2) Cf. M. Dubois, dans son projet sur les associations professionnelles.

tiles du gouvernement et de la majorité, il renonça à développer son amendement qui fut rejeté sans discussion.

Par contre, toute restreinte qu'elle soit, la faculté reconnue aux syndicats par l'article 12 a soulevé de vives critiques au Comité central des industriels et au Sénat. La gauche libérale y a dénoncé le rétablissement du droit de fonder. Il ne faut pas oublier que nous sommes dans la patrie de Laurent qui déclare que les établissements publics eux-mêmes sont incapables d'acquérir à titre gratuit et que l'autorisation administrative « crée la capacité ». N'oublions pas non plus que la jurisprudence belge ne reconnaît pas aux sociétés commerciales la faculté de recevoir des libéralités. Au Sénat, M. Janson (1) a rappelé ces principes de la loi commerciale et demandé qu'on les appliquât aux associations professionnelles. « Ne confondons donc » pas deux choses absolument distinctes », a-t-il dit, « le droit à l'existence comme être moral, le droit » d'ester en justice, d'acquérir des meubles et des im- » meubles, de faire le commerce, avec le droit spécial » de recevoir par donation ou par testament et à per- » pétuité pour une œuvre déterminée, reconnue d'uti- » lité publique. »

Ainsi trois opinions ont été soutenues devant le parlement belge. Entre l'opinion la plus large, consacrée par la jurisprudence française qui reconnaît aux syndicats le droit de recevoir à titre gratuit et l'opinion, restrictive de la personnalité morale, qui leur refuse ce

(1) 18 mars 1898.

droit, la loi belge a choisi l'opinion intermédiaire, celle qui soumet les dons et legs à l'autorisation administrative.

1° Liberté des Fondations.

La gauche libérale a critiqué dans la faculté accordée aux unions par l'article 12 le rétablissement du « droit de fonder ». Le mot « fondation », au sens propre du mot, suppose un patrimoine ou un bien laissé par disposition de dernière volonté en vue d'une œuvre à accomplir et devenant le substratum d'une personne morale qui s'identifie avec cette œuvre (1).

D'origine chrétienne, cette institution, déjà admise par le droit de Justinien, a subsisté pendant tout le moyen âge et l'ancien régime, mais soumise de plus en plus étroitement au pouvoir royal. Elle a été supprimée, comme les corporations, par la Révolution française (loi du 12 juillet, 24 août 1790, titre I, article 22). Actuellement le mot « fondation » désigne une libéralité adressée à une personne morale préexistante en vue d'un service public à remplir. La raison historique qui s'oppose à la liberté des fondations, c'est la crainte de la mainmorte ecclésiastique. La plupart des fondations, sous l'ancien régime, n'étaient que des fondations pieuses et il en serait encore de même, actuellement, parce que les gens riches sont généralement catholiques et parce que le clergé a des ressources spéciales pour s'attirer les donations et surtout les legs. Aussi malgré les avantages que présente la fondation en elle-même, le législateur français ou belge a-t-il toujours proclamé que l'Etat seul a le droit de

(1) Pandectes belges. v^o Fondation.

fonder. « En théorie, dit Laveleyé (1), on ne peut méconnaître les avantages de fondations ayant un but d'utilité générale. Des œuvres nécessaires se perpétuent ainsi sans rien coûter aux contribuables. En outre elles constituent des centres de vie indépendante, mais dans un pays catholique un tel régime ne conduirait-il pas fatalement à la perte de la liberté qu'on veut fonder. »

La fondation, au sens actuel du mot, c'est-à-dire la libéralité adressée à un établissement public avec affectation à une œuvre d'utilité générale ne soulève pas les mêmes critiques. Non seulement l'État a le droit arbitraire d'accepter ou de refuser la fondation, mais il puise dans la théorie de la « spécialité des établissements publics » toutes les garanties désirables. Il considère ces établissements comme de simples services chargés de gérer des biens qui appartiennent en réalité à la nation. Chacun de ces services a des attributions spéciales, un rôle distinct de celui des autres. Par suite lorsqu'on fait un legs à un établissement public, l'État qui se considère comme le véritable institué se reconnaît le droit de changer l'affectation des biens, si la désignation faite par le testament lui semble contraire au rôle de l'établissement affecté. C'est ainsi qu'il transporterait à un bureau de bienfaisance le legs charitable fait à une fabrique d'église ou à une congrégation autorisée. Ce principe consacré en France par des avis du Conseil d'État (avis du 13 avril et 13 juillet 1881) est admis également en Belgique. La jurisprudence

(1) Ernest de Laveleyé. *Le gouvernement dans la démocratie*, I, 114.

belge déclare que l'autorité administrative seule est compétente pour fixer l'établissement bénéficiaire, qu'elle a le droit de tenir pour non avenues les conditions des libéralités, et qu'elle peut cesser d'en acquitter les charges. Le droit des donateurs se réduit à attribuer à leurs biens une affectation conforme à l'objet général de la loi qui organise l'établissement bénéficiaire. Ils ne peuvent même pas imposer une réglementation conforme à la loi ni défendre d'aliéner les biens, ni déterminer leur emploi. Ainsi l'État se trouve protégé contre les fondations privées et l'abus que pourrait en faire un pouvoir, rival du sien. Un legs de bienfaisance, une fondation d'hôpital, d'écoles faits au profit de congrégations autorisées ou de fabriques d'église seront affectés par lui au bureau de bienfaisance ou à la commune. Il supprimera, s'il le veut, les clauses qui lui déplairont, par exemple le caractère confessionnel de l'hôpital ou de l'école. Si les particuliers veulent établir de pareilles institutions sans recourir à lui, ce ne sera que par des procédés d'une validité douteuse et d'une efficacité éphémère.

Mais la question des fondations change d'aspect si on les suppose établies par l'intermédiaire de personnes morales, telles que les sociétés commerciales ou les syndicats professionnels auxquels notre jurisprudence française reconnaît le droit d'acquérir à titre gratuit sans autorisation administrative. N'est-il pas à craindre que les particuliers recourent à l'intermédiaire des sociétés commerciales, des syndicats professionnels dont la constitution est si facile, pour fonder des hôpitaux et des écoles indépendants de l'État et jouissant de la personnalité morale empruntée à la

société ou au syndicat. — La jurisprudence française ne présente pas d'exemple de fondation faite au moyen d'une société commerciale. C'est qu'en effet les sociétés commerciales n'ont pas le prestige moral qui attire les libéralités aux associations charitables et la question importante pour elles, dans le droit de recevoir des libéralités, c'est de grossir le fond social, de constituer un fond de réserve, par exemple. Cependant M. Thaller (1) signale le caractère que prennent certaines sociétés commerciales ou civiles qui deviennent de véritables petits gouvernements, avec des institutions complexes de prévoyance, des économats, écoles, crèches. On conçoit très bien qu'un donateur ou testateur donne une affectation spéciale à la libéralité qu'il adresse à une société commerciale, charge par exemple une Compagnie houillère d'établir une école congréganiste. — La capacité d'acquérir à titre gratuit, reconnue par la jurisprudence, aux syndicats professionnels, rétablit aussi, dans une certaine mesure, la liberté des fondations. C'est ainsi qu'un jugement du tribunal civil de la Seine, en 1895, a validé le legs fait par le tapissier Monchaussée à un syndicat patronal, à charge de servir deux pensions annuelles à un vieil ouvrier et à une vieille ouvrière de la corporation. Mais les limitations considérables apportées par la loi de 1884 à la propriété immobilière des syndicats professionnels réduit fortement la portée de cette liberté des fondations.

La loi belge ne présente pas la même liberté de fonder puisque les sociétés commerciales n'y peuvent

(1) Note. Dalloz, 1896, 1. 145.

recevoir de libéralités et que la loi du 31 mars 1898 soumet l'acceptation des legs et des dons à l'autorisation administrative. Mais il semble, que sous réserve de cette autorisation, on peut fonder au profit des unions professionnelles les institutions prévues par l'article 11, telles que les hôpitaux, les hospices, les écoles professionnelles et affecter des fondations à ces institutions. Cela explique, que malgré l'exigence de l'autorisation gouvernementale qui semble mettre sur le même pied les unions professionnelles et les établissements publics, la gauche libérale (1) ait vivement critiqué la faculté reconnue par l'article 12 aux unions professionnelles. Elle a pensé que le gouvernement actuel autoriserait toutes les fondations faites aux unions catholiques et que le parti conservateur se réserverait ainsi, pour le jour où les hasards de la vie politique l'auraient chassé du pouvoir des établissements de bienfaisance confessionnels, jouissant de la personnalité civile mais soustraits au contrôle du gouvernement. En effet, si le gouvernement intervient pour autoriser l'acceptation des fondations faites aux syndicats, il n'a plus ensuite de tutelle à exercer comme sur les établissements publics ; on ne saurait admettre qu'il modifiât après coup l'affectation des biens donnés à l'union, qu'il décidât que les biens cesseraient d'être employés aux charges prescrites par l'acte constitutif de la libéralité. Ce pouvoir qu'il a vis-à-vis d'établissements qui ne sont en somme que des administrations personnifiées, il ne saurait l'avoir vis-a-vis d'une association indépendante, telle que

(1) Séance du 18 mars 1898.

l'union professionnelle. Il n'aurait d'autre ressource, à moins que l'union n'encouré une déchéance de la personnalité civile, que de recourir à une expropriation, mesure toujours grave pour un gouvernement conservateur, même anticlérical. Aussi M. Janson, soutenu par toute la gauche libérale, a-t-il demandé la suppression des mots « hospices et hôpitaux » qui leur paraissaient les plus propres à rétablir la liberté des fondations catholiques et l'article 84 (1) de la loi communale, supprimé en 1859.

MM. Begerem et Smet de Naeyer ont voulu apaiser les craintes des sénateurs libéraux. Ils ont prétendu que la loi de 1898 n'avait pas la portée que MM. Dupont et Janson lui avaient attribuée, en combinant les articles 11 et 12. Le chef du cabinet s'est ainsi exprimé : « Tout en autorisant les unions professionnelles, d'une part à établir des hospices, et d'autre part à recevoir des dons et legs, nous n'avons jamais songé à permettre d'instituer sous leur couvert, par le moyen de l'affec-

(1) L'article 84 de la loi communale attribuait au Conseil Communal la nomination des Commissions d'hospices, bureaux de bienfaisance en réservant « l'intervention des administrateurs spéciaux ». En 1857 M. Nothomb, se basant sur l'opinion de ceux qui voyaient dans l'article 84 la faculté reconnue au roi d'autoriser la création de personnes civiles en matière de charité et d'enseignement, en dehors des établissements officiels, et gérées par des titulaires d'offices, tels que les évêques, ou des particuliers, déposa un projet de la loi qui permettait d'autoriser pour le passé comme pour l'avenir les administrations spéciales en matière de charité. — Ce projet échoua, et l'on aboutit à une mesure transactionnelle qui validait les administrations spéciales existantes, mais que les prohibait dans l'avenir.

Les orateurs de la gauche ont reproché à l'article 11 de la loi sur les unions professionnelles d'être la revanche de M. Nothomb, (voir par exemple le discours de M. Dupont, 18 mars 1898).

» tation obligatoire à perpétuité, des fondations qui ne
» pourraient être créées sous le nom de personnes
» privées (1). C'est là une affirmation purement gratuite, ainsi que l'a fait remarquer M. Bara (2). On ne peut pas admettre que l'union ait le droit de changer la destination de la libéralité, une fois que celle-ci est conforme à la loi. Tel est précisément le cas des dons et legs affectés aux hospices et aux hôpitaux. D'autre part on ne saurait admettre que la puissance publique puisse arbitrairement changer l'affectation des libéralités faites aux unions professionnelles, comme s'il s'agissait d'un établissement public soumis à la tutelle administrative.

D'ailleurs la réponse de M. Smet de Naeyer, quand même elle serait exacte, ne répondrait pas aux critiques de la gauche libérale. Le donateur s'adressera évidemment à une union professionnelle qui sera en communion d'esprit avec lui et qui n'aura garde d'enfreindre ses dernières volontés parce qu'elles seront conformes aux propres aspirations des associés. Tel sera le cas de l'hospice fondé par un bienfaiteur catholique au profit d'une corporation mixte de patrons et d'ouvriers chrétiens.

Les ministres auraient donc été plus sincères en répondant nettement qu'on rétablissait, dans une certaine mesure, au profit des unions professionnelles la liberté de fonder (3).

(1) M. Smet de Naeyer. Séance du 18 mars 1898.

(2) M. Bara. 18 mars 1898.

(3) Le nouveau projet français en reconnaissant aux fédérations le droit de posséder certains immeubles (ceux énumérés par l'article 11 de la loi belge) leur accorde le droit de recevoir des libéralités « avec affectation à ces institutions. »

2° Avantages de la liberté des fondations.

Nous pensons en effet, malgré le danger éventuel que présente la liberté des fondations aux mains d'un pouvoir tel que l'Eglise, que cette liberté doit être reconnue aux unions professionnelles. Trop longtemps déjà, la crainte de la mainmorte monacale s'est opposée à la reconnaissance des associations laïques, des syndicats ouvriers par exemple. Trop longtemps, les entraves légales ont arrêté leur essor, tandis que la mainmorte des couvents se développe et prospère en dépit de toutes les prohibitions. La perpétuité des fondations pourrait actuellement servir à l'Eglise mais elle n'est que secondaire pour elle qui a la perpétuité morale. Au contraire les fondations peuvent aider puissamment au développement des syndicats ouvriers, et, par eux, à l'amélioration de la Société. C'est par les syndicats, centres d'initiative populaire, animés de la grande foi démocratique, que la fondation peut jouer le rôle que lui assigne Laveleye : soustraire une part de plus en plus grande de la fortune publique à la jouissance individuelle, pour l'appliquer au bien de la collectivité.

Par les fondations au profit de syndicats on pourrait voir se développer des écoles professionnelles, des écoles normales, des hôpitaux, etc... soustraits à la routine inévitable des établissements publics conçus suivant la vieille formule ; plus innovateurs, parce qu'ils sont gérés par les administrés eux-mêmes et non par l'administration ; capables d'influer à leur tour sur les institutions officielles. Il est vrai que cette

éventualité n'est sans doute pas prochaine, parce que les legs faits aux syndicats sont rares. Mais encore la pénétration des idées démocratiques jusque dans les cerveaux les plus aristocratiques peut, dans l'avenir, amener aux syndicats et surtout aux fédérations des legs importants. En somme, cette innovation qui n'augmente guère l'influence de l'Église, peut-être très précieuse pour les syndicats.

3°. — *Autorisation administrative.*

Aussi faut-il louer le récent projet français de la consacrer expressément et la loi belge de l'avoir adoptée, quoi qu'en aient dit les ministres. Mais on peut reprocher à la loi belge d'avoir soumis cette faculté à l'autorisation gouvernementale. Le gouvernement peut être accusé de partialité. Quand bien même il serait impartial, il suscitera des soupçons qu'il vaudrait mieux, pour lui, éviter. Et dans un pays où les passions politiques sont vives, la querelle clérico-libérale aiguë, et le socialisme traité en ennemi public par les conservateurs, qui oserait affirmer que de pareils soupçons seraient toujours des calomnies ? Il est vrai qu'on invoque en faveur de la nécessité de l'autorisation administrative certaines considérations. Elles ont été très rapidement indiquées par M. Begerem pour repousser l'amendement Vandervelde. Ce sont d'ailleurs les raisons classiques, déjà exposés par Daguesseau dans son édit de 1749.

1° On invoque l'intérêt public qui s'oppose à une trop grande concentration de biens de mainmorte ;

2° On invoque l'intérêt des familles qu'il faut protéger contre les captations d'héritage;

3° On invoque l'intérêt de la personne morale elle-même, qu'il faut prémunir contre des acceptations dangereuses et irréfléchies.

Or ces arguments s'appliquent très mal aux unions professionnelles :

1° La concentration de biens trop nombreux aux mains de l'union n'est guère à craindre. Les corporations étaient endettées à la fin de l'ancien régime et les syndicats contemporains sont presque toujours insolvables. Les dons et legs sont très rares, trop rares même.

2° L'intérêt des familles est suffisamment protégé par les règles de la réserve. D'ailleurs cet argument a perdu beaucoup de sa valeur depuis Daguesseau. L'esprit qui tend à maintenir, par tous les moyens, le luxe des familles est contraire à l'intérêt général et il serait souvent préférable qu'un mourant instituât un syndicat que des cousins au 12° degré ou même des neveux ingrats.

3° Quant à l'intérêt de la personne morale il ne saurait être sérieusement invoqué. Lorsqu'il s'agit d'un hospice ou d'une société mutualiste ce motif a quelque valeur, mais le syndicat est une association libre, soustraite à la tutelle de l'État et dont la force provient de son initiative même et de sa liberté d'action.

L'exigence d'une autorisation gouvernementale, dont l'utilité est déjà très contestable pour les établissements publics et qui s'explique seulement comme une mesure de défense vis-à-vis de la mainmorte monacale, est donc tout à fait regrettable, lorsqu'on l'applique

aux unions professionnelles. L'exemple de la Révolution française montre d'ailleurs que l'État peut exproprier les biens de mainmorte lorsqu'ils ne répondent plus aux besoins contemporains ou lorsqu'ils deviennent un danger pour la société.

CHAPITRE XIII

Amendes et déchéance de la personnification civile.

Une des analogies les plus incontestables de la personne morale et de la personne physique c'est qu'elles sont soumises toutes deux à des prohibitions et à des pénalités par les lois positives. Le législateur, qui répugne tant à assimiler les associations aux individus pour leur reconnaître des droits, n'hésite pas à le faire quand il s'agit de leur appliquer, sous le nom de « dissolution », la peine capitale des lois criminelles. C'est ainsi que la loi du 31 mars 1898 sanctionne les prescriptions qu'elle édicte, non seulement par des amendes contre les directeurs mais aussi par la déchéance de l'être juridique.

Nous n'avons pas à rechercher si l'État a le pouvoir de supprimer les personnes morales. C'est d'ailleurs une question qui nous paraît oiseuse. Qu'on adopte ou qu'on rejette la théorie de Laurent, que l'on considère la personne morale comme un simple dérivé de l'État, dépositaire de biens nationaux, ou qu'on l'assimile à une personne physique, peu importe. L'État peut exproprier les personnes morales comme il pourrait exproprier les individus. Il ne relève, dans de pareils actes, que de la conscience humaine et du jugement de l'histoire. Soit qu'il détruise des organismes en

décadence, telles les anciennes corporations ; soit qu'il brise des associations vivaces, mais contraires à l'intérêt général, tels les couvents, l'histoire dira s'il a sainement interprété les faits ou usé judicieusement de sa souveraineté.

Ce n'est pas à ce point de vue historique et sociologique que nous voulons examiner le droit pour la puissance publique de dissoudre les unions professionnelles. L'État qui vient d'accorder aux syndicats la personnalité civile, les considère comme des groupements utiles mais exige qu'ils se soumettent à la loi organique qui les régit. La dissolution de l'union professionnelle — comme les amendes qui frappent ses directeurs — n'est pas un acte politique ou révolutionnaire destiné à abattre un pouvoir rival ou une institution inutile, mais seulement une mesure disciplinaire qui a pour but d'assurer l'application de la loi. Le caractère pénal de la dissolution soulève deux observations.

1° Il ne faut pas confondre la déchéance qui frappe l'union lorsqu'elle viole la loi et la nullité qui vicie l'union lorsqu'elle s'est constituée contrairement à ses principes. La déchéance est une peine qui anéantit la personnification civile et qui suppose donc la validité de l'union. Au contraire la nullité de l'union infirme tous les actes accomplis par elle. Tandis que les juges prononcent la déchéance, ils constatent la nullité. Ainsi les tribunaux français ont déclaré nuls des syndicats de médecins ou de chasseurs, tandis qu'ils ont dissous le syndicat des Patrons du Nord qui faisait de la propagande religieuse et celui de Carmaux qui faisait de la politique socialiste. Cette distinction a une

grande importance en France où la loi de 1884 ne soumet les syndicats à aucun examen analogue à celui de la Commission d'entérinement ou du « Registrar. » Il peut même se produire des divergences dans la jurisprudence, les uns ne voyant qu'une infraction commise par le syndicat, là où d'autres voient une nullité originelle de l'association (1). Même en Angleterre et en Belgique, la question présente un certain intérêt puisque l'examen des statuts par le Registrar ou par la Commission d'entérinement ne couvre pas les nullités constitutives de l'union.

2° Lorsque l'association accomplit un acte que la loi lui interdit, on conçoit très bien que le législateur considère cet acte nul, sans que nécessairement la déchéance intervienne, ou qu'il tienne l'acte pour valable tout en en faisant une cause de déchéance. Ainsi, le syndicat agricole qui fait du commerce accomplit des actes nuls. Or il se peut que le tribunal civil, constatant cette situation juridique, refuse une action à l'union professionnelle, tandis que le ministère public usant de son pouvoir discrétionnaire s'abstiendra de poursuivre la dissolution.

Ces remarques préliminaires fournissent les éléments d'une bonne solution législative. La déchéance de la personnification civile étant non pas une nullité mais

(1) Ainsi tandis que la jurisprudence générale décide que les syndicats qui n'ont pas déposé les noms des administrateurs, lors d'un changement du personnel de direction, n'encourent que la dissolution, un jugement du tribunal de commerce d'Alger, à tort selon nous, y voit une véritable nullité et refuse toute action à pareil syndicat. (Paris. — 20 janvier 1886. D. P. 1886. 2. 170. — Trib. comm. d'Alger. 30 nov. 1898. *Revue des sociétés*, mai 1899. p. 311.)

une peine, et une peine capitale, puisque l'union est anéantie et que l'interdiction de partager l'avoir social empêche la reconstitution de l'œuvre, il ne faut l'employer qu'à la dernière extrémité.

1° Chaque fois que l'application du droit commun, la constatation de la nullité de l'association ou des actes accomplis par elle suffit, il est inutile de formuler des peines.

2° Lorsque d'autres peines moins graves sont assez efficaces, il faut éviter la peine capitale, par exemple ordonner l'aliénation des biens acquis contre la volonté de la loi ou des amendes contre les directeurs.

4° Il faut appliquer le grand principe du droit pénal qui frappe plus rigoureusement la récidive, mais pardonne le premier délit. Il faut permettre à l'union de réparer sa faute, quand cela est possible.

4° La procédure de déchéance doit être entourée de toutes les garanties désirables (mise en demeure préalable).

La loi anglaise permet au Registrar de retirer l'enregistrement à toute union qui viole une prescription quelconque des Acts. Mais elle ordonne que ce magistrat fasse préalablement connaître à la trade union les motifs qui l'exposent à cette mesure. L'union a un délai de deux mois pour se soumettre à la loi et éviter la déchéance (1).

La loi française de 1884 cumule les peines, amendes et dissolution, et prononce la déchéance de la personification civile pour toutes les infractions. Cette sévérité est excessive. Les magistratures des syndicats

(1) Trade union act amendment act, 1876, art. 8.

sont déjà assez peu enviables : généralement gratuites elles ne valent guère à ceux qui les exercent que la vindicte patronale et l'ingratitude des camarades. Il est vraiment abusif d'en faire une occasion constante de condamnations judiciaires. D'autre part, en permettant aux tribunaux de dissoudre, sans mesure analogue à la « previous notice » du Registrar anglais, les syndicats coupables d'illégalités minimales, par exemple de s'être occupés de politique, d'avoir nommé un directeur étranger, elle livre à une instabilité fâcheuse des œuvres dont pourtant elle proclame l'utilité sociale.

Mais il faut reconnaître qu'en limitant au strict minimum les formalités requises, elle diminue d'autant les causes de déchéance. Elle a aussi le mérite de réserver l'action en dissolution au ministère public qui dans une société démocratique et grâce à la responsabilité parlementaire des ministres doit user d'une grande tolérance vis-à-vis des syndicats.

Enfin la loi française consacre une disposition intéressante et qui serait tout à fait louable s'il était défendu aux tribunaux de la cumuler avec d'autres pénalités. Elle permet au ministère public et à tout intéressé de poursuivre la nullité des acquisitions faites contrairement à la loi. « Lorsque les biens » auront été acquis contrairement aux dispositions de » l'article 6 (qui limite les possessions immobilières) la » nullité de l'acquisition ou de la libéralité pourra être » demandée par le procureur de la République ou par » les intéressés. Dans le cas d'acquisitions à titre » onéreux les immeubles seront vendus et le prix en » sera déposé à la caisse de l'association. Dans le cas

» de libéralités les biens feront retour aux disposants » ou à leurs héritiers ou ayants cause » (article 8). Ce texte ne prévoit pas une véritable incapacité du syndicat. Si le syndicat était incapable de posséder au delà des limites où cette possession lui est permise l'acquisition faite par lui serait nulle, la mutation de propriété ne se serait pas accomplie, et la loi n'aurait pas à prescrire l'aliénation des immeubles acquis à titre onéreux. Ce qui est défendu au syndicat c'est bien plutôt de conserver des immeubles que de les acquérir. Nous en concluons que le syndicat, étant devenu propriétaire, a pu valablement transférer l'immeuble à un tiers ou constituer sur lui des droits réels. Nous pensons aussi, bien que l'opinion contraire soit généralement admise, que les mêmes principes doivent s'appliquer quand il s'agit d'un immeuble donné ou légué au syndicat. Le retour s'opérera comme dans le cas de révocation pour ingratitude (article 958 du Code civil), c'est-à-dire avec le maintien des droits réels consentis par le syndicat. Le donateur n'a pas à se plaindre, car le retour est une faveur que lui accorde la loi. Elle aurait pu légitimement attribuer à l'Etat les biens donnés, ou les faire vendre au profit de l'association. La nullité des acquisitions immobilières ou plutôt leur réaliénation peut d'ailleurs être demandée par les intéressés comme par le ministère public. Le droit du ministère public s'explique facilement puisqu'il ne s'agit pas ici d'une véritable nullité mais d'une mesure prise dans l'intérêt général. L'action des intéressés qui, à première vue, pourrait sembler l'application du droit commun est au contraire une faveur de la loi.

La loi belge, à part des infériorités partielles, réalise sur la loi française de grands progrès. Elle édicte deux sortes de pénalités.

1° Des amendes contre les directeurs ou administrateurs du syndicat.

2° La dissolution de l'union professionnelle.

Elle ne prévoit pas de pénalité consistant dans l'aliénation des immeubles acquis illégalement, mais elle aboutit indirectement au même résultat.

A) Amendes.

B) Annulation des acquisitions d'immeubles.

C) Dissolution.

A) Amendes.

Elles sont indiquées par l'article 17.

Article 17. — « Seront punies d'une amende de 26 à » 500 francs :

» 1° Quiconque fera sciemment une fausse déclaration relative aux statuts, aux conditions prescrites » pour l'admission des membres ou aux actes mentionnés aux articles 5, 7 et 8.

» 2° Tous directeurs d'une union qui ne se conformera pas aux prescriptions des articles 8 et 9.

» 3° Quiconque, après que la dissolution aura été » prononcée, participera à la direction de l'union autrement que pour en assurer la liquidation. »

« L'article 85 du Code pénal est applicable à ces » infractions. »

Ce texte a l'avantage de limiter les cas où les amendes peuvent être prononcées, tandis que la loi française édicte des amendes pour toutes les infractions.

ne s'acharne pas systématiquement, comme elle, contre les directeurs. Il a aussi le mérite de permettre l'application des circonstances atténuantes.

B) Aliénation d'immeubles acquis contrairement aux volontés de la loi.

La loi du 31 mars 1898 ne contient pas de disposition analogue à l'article 8 de la loi française qui permette au ministère public de poursuivre l'annulation des acquisitions illégales d'immeubles. D'ailleurs, comme la loi française, elle considère ces acquisitions comme valables en elles-mêmes et elle admet la même solution pour les libéralités puisqu'elle en subordonne le retour à une stipulation expresse et le fait consister dans une simple indemnité pécuniaire.

Mais il faut remarquer que, la loi faisant précéder la dissolution d'une mise en demeure préalable, l'union qui aurait acquis un immeuble auquel elle n'aurait pas droit, éviterait la dissolution en aliénant cet immeuble.

C) Dissolution de l'union professionnelle.

Article 14. — « La dissolution de l'union peut être » prononcée par les tribunaux, à la demande du ministère public ou de tout intéressé :

» 1^o Quand l'union ne se conforme pas aux prescriptions des articles 2 et 3 de la présente loi.

» 2^o Lorsque les biens de l'union sont employés à un autre objet que celui pour lequel l'union est formée.

» 3^o Lorsque la direction de l'union n'est pas constituée conformément à l'article 4.

Article 15. — « Somme d'avoir à obéir à la loi

» est notifiée à l'union préalablement à la demande en
» dissolution.

» Cette sommation est à la diligence du réquérant,
» publiée par extraits aux *Annexes du Moniteur*. Il ne
» peut être statué sur la demande que trois mois après
» la date de la publication.

» L'instance est instruite et jugée comme en matière
» sommaire. Le jugement où l'arrêt qui prononce la
» dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs, s'il
» n'en est désigné par les statuts.

» Un extrait du jugement ou de l'arrêt est, par les
» soins du ministère public, déposé au greffe de la
» commission d'intérimement pour être publié dans les
» 15 jours conformément à l'article 6.

Le caractère pénal et la gravité de la dissolution qui anéantit l'œuvre syndicale elle-même ont été mieux compris par le législateur belge que par le législateur français. Non seulement il a, comme celui-ci, confié aux tribunaux et non à l'administration le soin de prononcer la déchéance de la personne morale, mais il a décidé que l'union ne pourrait être dissoute qu'après une mise en demeure préalable, après une sommation d'obéir à la loi restée sans effet.

On pourrait ajouter, à l'éloge de la loi du 31 mars 1898, qu'elle précise les cas où les unions professionnelles encoureront la déchéance de la personnification civile tandis que la loi française l'édicte par toutes les infractions. Mais en réalité la loi belge punit et frappe de la peine capitale presque toutes les illégalités commises par l'union.

Par contre elle a le tort de permettre aux tiers intéressés de demander la dissolution de l'union tandis

que la loi de 1884 réserve cette faculté au ministère public.

Le système admis par les articles 14, 15 n'a été construit que progressivement. Chacun des projets et rapports successifs a contribué d'une façon plus ou moins heureuse à l'édifier, et l'innovation la plus importante, la mise en demeure préalable est due à un amendement soutenu par M. Denis à la Chambre des Représentants.

Le rapporteur de l'avant-projet sur les unions professionnelles à la commission du travail, M. Prins, semble avoir été préoccupé par l'idée de ne pas formuler de peine spéciale contre l'union et d'éviter ainsi la rigueur excessive de la loi française. Il trouvait conforme au caractère attribué par la Commission du travail, à l'enregistrement des unions, simple acte mécanique où le gouvernement intervenait seulement comme officier d'état civil, de soumettre aux règles du droit commun les questions relatives à la validité de l'association. L'union constituée en dehors des prescriptions de la loi restait communauté de fait. Les tribunaux suivant les cas déclareraient soit la nullité de l'union, soit celle de certains actes, par exemple des acquisitions d'immeubles, ou bien ils prononceraient des peines contre les auteurs de fausses déclarations. L'erreur de M. Prins était de confondre les principes que nous avons distingués, la nullité de l'union et sa déchéance. C'est ainsi qu'il déclarait à la Commission du travail que les tribunaux pourraient prononcer la nullité de l'union professionnelle pour violation de la liberté du travail. Une autre preuve que sa proposition n'appliquait pas le droit commun c'est

qu'il réservait au ministère public les actions en nullité. La Commission du travail comprit bien l'inexactitude des conceptions juridiques de M. Prins mais elle-même maintenait cette confusion en laissant aux tribunaux le pouvoir arbitraire de prononcer les nullités. En effet une vraie nullité se constate, elle ne se prononce pas. D'autre part en introduisant l'action des intéressés à côté de celle du ministère public elle appliquait évidemment le droit commun des nullités mais dérogeait aux principes de la déchéance consacrés par le législateur français.

Le projet de M. Lejeune posa la question sous son véritable aspect.

Article 11. « La déchéance de la personnification » civile peut être prononcée par le gouvernement si » les biens de l'union sont employés contrairement » aux dispositions de la présente loi.

» Il en est de même en cas d'infraction à l'article 4 » de la présente loi... »

Ce projet réalisait des innovations importantes sur celui de la Commission du travail. Il dissipait toute confusion entre la nullité et la déchéance de l'union. Ne parlant pas de la nullité de l'union il la laissait par suite soumise au droit commun. En disant que l'emploi des biens contrairement à la loi ou l'inobservation des prescriptions relatives à la direction constitueraient des causes de déchéance, il évitait de les considérer comme frappant de nullité l'union même. Enfin il refusait aux intéressés le droit de poursuivre la dissolution de l'union. Mais il avait le tort de laisser au gouvernement le soin de dissoudre l'union. C'était placer un peu trop brutalement les syndicats sous la

domination du gouvernement et attirer à celui-ci des reproches de partialité qu'il doit éviter.

La section centrale (1891) tenant compte des propositions admises par la Fédération des avocats (1889) et par le Congrès de Liège (1890) réservait aux tribunaux le soin de prononcer la dissolution et au ministère public le droit de la poursuivre. On combinait ainsi pour les unions les garanties du droit civil et du droit administratif. Après avoir cru comme la Commission du travail que la déchéance des unions professionnelles n'était que l'application du droit civil, que c'était aux tribunaux à la constater et à tout intéressé de l'invoquer, on avait pensé comme M. Lejeune que cette déchéance était une mesure disciplinaire, un acte administratif réservé à la puissance publique. Enfin la section centrale arrivait aux vrais principes, ceux de la loi française : « la déchéance, distincte de la nullité est une peine ; l'action en déchéance appartient au seul ministère public mais elle est prononcée par les tribunaux, comme toute peine et sans effet rétroactif. »

Le projet de M. Begerem, en 1894, maintenait, à part quelque différences de détail, le système arrêté par M. Schollaert.

La Commission spéciale, influencée par les remontrances du Comité central qui dénonçait dans les unions des associations secrètes à qui tout serait permis, voulut augmenter les chances de contrôle de l'union et autorisa tout intéressé, c'est-à-dire les membres et même les créanciers, à en poursuivre la dissolution. En outre elle ordonnait la déchéance de l'union, lorsque l'avoir d'une des caisses de mutualité,

d'assurance ou d'épargne ayant une existence distincte était détourné de sa destination. Le gouvernement se rallia aux propositions de M. de Sadeleer.

Le système présenté aux suffrages de la Chambre se résumait donc ainsi :

Dissolution de l'union prononcée par les tribunaux à la requête du ministère public ou de tout intéressé (associé, créancier) dans les trois cas suivants :

1^o Emploi de biens contrairement à l'objet de l'union.

2^o Direction constituée en violation de la loi.

3^o Virements des fonds de caisses spéciales.

Les propositions de la Commission ont soulevé à la chambre des Représentants un débat très intéressant. M. Denis a critiqué l'instabilité redoutable à laquelle elles livraient les unions professionnelles : 1^o) en édictant des cas trop nombreux de dissolution ; 2^o) en laissant aux individus le droit de poursuivre la dissolution alors que cette action devait être réservée au ministère public ; 3^o) en obligeant les juges à prononcer la dissolution au lieu de leur accorder un pouvoir discrétionnaire.

M. Denis a critiqué, ici comme ailleurs, les trop nombreuses prohibitions formulées par la loi (commerce, mutualité). Il a dénoncé comme une pénalité excessive la dissolution qui frappait des infractions de minime importance, par exemple un comité constitué contrairement à l'article 4. Mais ses efforts ont été vains sur ce point. Bien mieux, si le cas de dissolution qui visait les virements de fonds des caisses de mutualité a disparu, faute de raison d'être, on a par contre sanctionné de la déchéance les infractions aux dispositions

relatives aux mineurs, femmes mariées, membres honoraires, etc... M. Denis n'a pas réussi non plus à faire réserver au ministère public l'action en dissolution, mais un amendement de M. de Carton de Wiart a fait reconnaître aux juges le pouvoir discrétionnaire de prononcer ou non la dissolution. Surtout, M. Denis a fait adopter le principe de la « previous notice ».

Lorsque l'union commet une infraction de nature à entraîner sa déchéance, le ministre public ou le tiers qui poursuit sa dissolution doit adresser à l'union professionnelle une sommation d'obéir à la loi et ce n'est que trois mois après cette sommation que la dissolution peut être prononcée par les tribunaux (1).

On avait aussi admis en 1^{re} lecture un amendement de M. de Gutchenaère qui complétait d'une façon très satisfaisante l'institution de la sommation préalable. Cet amendement obligeait le président de l'union, qui avait reçu une pareille sommation, à convoquer une assemblée de directeurs dans les quinze jours. Si cette assemblée ne donnait pas suite à la mise en demeure, elle devait convoquer une assemblée générale des membres. On voulait éviter que l'union fût dissoute contre la volonté et dans l'ignorance de la majorité. Entre les deux lectures cet amendement a été supprimé et remplacé par la disposition qui ordonne la publication de la mise en demeure aux annexes du Moniteur.

(1) Il se peut que l'acte illégal ne puisse pas être réparé par l'union, par exemple quand il s'agit d'une souscription faite à une grève de travailleurs étrangers à la profession. Que veut dire alors la disposition légale ? Suivant M. Wæste (2 décembre 1897) elle veut dire qu'au cas de nouvelle dérogation l'union pourra être dissoute sans mise en demeure.

M. Begerem a dit qu'on avait voulu éviter aux unions la nécessité d'assemblées générales trop fréquentes. Mais la garantie qui résulte d'une publication au *Moniteur* est évidemment bien inférieure à celle de l'amendement Gutchenaëre.

Sous réserve de ces critiques partielles, on peut dire que le principe de la mise en demeure, adopté par la loi belge, est une excellente disposition, qui protège le syndicat contre la brutalité d'une expropriation pour des causes souvent futiles, l'emballement d'une majorité de hasard ou l'ignorance souvent excusable des lois.

Mais le bienfait de cette disposition est contrarié par l'existence de trop nombreuses chances de dissolution. En effet l'union peut être dissoute :

1° Quand elle accueille des membres étrangers à la profession, des mineurs de seize ans ; ou des femmes mariées et des mineurs de plus de seize ans contre l'opposition du mari ou du père ; des débitants de boissons ; des membres honoraires au-delà d'un certain nombre.... (article 14, page 1).

2° Quand elle emploie ses biens à faire du commerce, de la mutualité, de la politique ; quand elle souscrit à une grève d'ouvriers étrangers à la profession ; quand elle acquiert des immeubles qu'elle n'a pas le droit de posséder, des actions de sociétés commerciales, etc.... (art. 14, parag. 2).

3° Quand la direction comprend des étrangers, des cabaretiers, des membres honoraires dans une proportion supérieure à $\frac{1}{4}$ du nombre total des directeurs. (art. 14, p. 3).

Nous ne voyons guère d'infraction qui ne soit pour

l'union une cause de déchéance, à part la négligence dans les envois de compte annuels. Cette multiplicité de cas de dissolution est d'autant plus grave qu'on a permis aux intéressés, c'est-à-dire à des créanciers ou à des associés, passionnés ou malveillants, de saisir les tribunaux.

En somme la critique que l'on peut adresser ici comme ailleurs à la loi belge est toujours la même qui revient comme un rythme chaque fois que nous apprécions l'une de ces dispositions. Conçue dans un esprit trop abstrait et trop étroit, elle a formulé trop de prohibitions. Mais appliquée au nouveau projet de loi français, l'idée de M. Denis constituerait un complément très précieux et protégerait contre l'hostilité éventuelle des parquets et des juges, les bienfaits que le législateur accorde aux syndicats professionnels.

CHAPITRE XIV.

Liquidation de l'union professionnelle

Lorsqu'un syndiqué quitte l'Union professionnelle, il n'emporte aucune part de l'avoir social. Lorsque l'union s'éteint, soit par déchéance de la personnification civile, soit par dissolution volontaire, les syndiqués ne peuvent se partager le patrimoine social. L'évanouissement de la personnalité morale ne les rend pas copropriétaires et c'est à d'autres personnes morales que va l'hérédité jacente.

Ce double principe constitue la caractéristique la plus remarquable de l'union professionnelle. Elle manifeste clairement la conception juridique adoptée par le législateur, elle oppose comme il convient le syndicat professionnel et la société commerciale. Nous avons déjà montré toute l'importance de cette conception juridique de la personnalité syndicale : la loi belge érige à côté de la propriété privée des citoyens un domaine corporatif soustrait à l'appropriation individuelle. Elle crée, suivant l'expression de M. la Fontaine (1) « un organisme qui est propriétaire pour tous mais dont tous ne sont pas propriétaires au sens quiritaire du mot ». M. Mellaërts (2) écrivait en 1897 qu'il y a place

(1) M. la Fontaine : Sénat. 16 mars 1898.

(2) M. Mellaërts : Paysan, mai 1897.

pour la propriété corporative à côté de la propriété individuelle. Il n'en est pas moins vrai que tout développement nouveau de celle-là est une diminution de celle-ci, que toute exploitation par le syndicat empiète sur le régime de l'industrie privée. « En attribuant aux unions professionnelles une durée illimitée, en interdisant le partage de l'avoir social, dit M. Vandervelde, (1), en affirmant que ce dernier existe dans » l'intérêt général et non dans l'intérêt de quelques » particuliers, le projet de la loi substitue donc aux » concepts de la propriété privée des formes juridiques qui préparent l'avènement de la propriété collective ».

Cette conclusion explique l'opposition du Comité central et de la gauche libérale à la personnification civile des unions professionnelles. Elle explique aussi la résistance opposée par la majorité conservatrice de la Chambre à une trop grande extension de la fonction syndicale, et les efforts des socialistes et des démocrates pour ouvrir un champ libre à l'activité des unions professionnelles. C'est aussi à cette conception juridique de l'Union professionnelle que MM. Baudoux et Lambert ont opposé leur système d'association contractuelle qui a été repris, au Sénat, par MM. Janson et Dupont. Nous avons déjà apprécié la valeur de cette théorie, intéressante assurément, mais contraire aux aspirations du prolétariat. Rappelons seulement que d'après ce système qui appliquait aux syndicats professionnels la forme coopérative, c'est-à-dire la forme par actions (la loi belge de 1873 n'admet que des coopéra-

(1) M. Vandervelde : *Avenir social*, 1897.

tives par actions, article 86) tout associé pour rentrer dans une union professionnelle devait acquérir une action, mais qu'il ne subissait aucune perte en abandonnant l'union, puisqu'il réalisait sa part d'avoir social, en négociant ses titres. L'union professionnelle n'était pas perpétuelle; elle pouvait être dissoute à toute époque par l'unanimité des membres et elle l'était obligatoirement au bout de trente ans. Les associés se partageaient l'avoir social, comme dans toute société commerciale.

Il est inutile d'insister plus longtemps sur ce système qui modifiait radicalement la conception juridique de la personnalité du syndicat. Mais, pendant la longue élaboration de la loi belge, entre le rapport de M. Prins et le vote définitif, les projets officiels comme ceux de l'initiative privée ont résolu diversement les questions que nous étudions. La théorie consacrée par la loi du 31 mars 1898, sans être systématiquement contredite comme par le projet Baudoux Lambert a subi des variantes et des restrictions. Elle ne s'est pas affirmée tout d'un coup. Le caractère mutualiste des unions professionnelles avait fait reconnaître certains droits aux membres séparatistes. Il y a eu aussi des divergences d'opinions sur le sort des biens après la dissolution.

Section I. — Retrait d'un membre de l'Union.

— II. — Liquidation de l'Union.

SECTION I

RETRAIT D'UN MEMBRE DE L'UNION.

Article 4. — 3°. « Chaque associé a le droit de » se retirer à tout instant de l'Union; celle-ci ne

» peut, le cas échéant, lui réclamer que la cotisation
» échue et la cotisation courante.

Par une double dérogation au droit des sociétés commerciales (1) la loi belge permet au syndiqué de quitter l'association professionnelle, à tout instant, nonobstant toute stipulation contraire, mais elle le prive de tout droit sur le patrimoine social. Ainsi l'union professionnelle se trouve protégée contre la malveillance et l'égoïsme des individus et l'individu ne peut être reconnu malgré lui dans l'association. Mais le droit commun, écarté par la loi belge, parce qu'il contrarie ces deux nécessités pratiques, reprend son empire pour régir la question de l'exclusion des membres.

a) Droits réciproques de l'associé séparatiste et du syndicat,

b) Exclusions.

A) Droits du séparatiste et du Syndicat

Tous les projets successifs se sont accordés à proclamer la liberté absolue pour les associés de quitter à tout instant, nonobstant toutes stipulations contraires,

(1) La loi de 1873 sur les sociétés commerciales n'a pas dérogé aux principes du code civil d'après lesquels, dans les sociétés de personnes (en nom collectif, commandite simple) tout associé peut se retirer à tout instant pourvu que sa renonciation soit de bonne foi, qu'elle ne soit pas faite à contre-temps et que la durée de la société ne soit pas limitée. Dans les sociétés par actions les membres peut se retirer en négociant ses actions ; mais dans les coopératives, le droit de démission des membres est limité aux six premiers mois de l'année sociale (article 93) et les statuts peuvent supprimer ce droit de démission. Mais rappelons que la durée de la coopérative est au maximum de 30 ans, et normalement de 10 ans (article 89).

le syndicat. (Le projet Lejeune ne permettait même pas au syndicat de réclamer la cotisation échue et la cotisation courante). Cette liberté est en effet un caractère essentiel du syndicat moderne qui dans la pensée des législateurs belge, anglais et français ne doit ressembler en rien à une corporation obligatoire. Il ne faut pas que l'obligation de payer une amende puisse river l'individu à l'association.

Le même motif avait décidé les auteurs des différents projets à reconnaître aux séparatistes certains droits sur les institutions de mutualité, annexées à l'union, auxquelles ils avaient contribué par des cotisations ou des versements. Si on quitte sans peine une société de résistance dont les profits immédiats et individuels sont souvent négatifs, on abandonne moins facilement un syndicat mutualiste, auquel on a fait des versements assez considérables, pour s'assurer des secours de maladie ou de chômage, ou une pension de vieillesse. L'associé, dans bien des cas, préférerait rester dans une union qui ne représente pas ses idées politiques, qui entrave un peu sa liberté individuelle, que de renoncer à des avantages aussi précieux. Il y aurait là une alternative dont les deux termes sont également blâmables : une expropriation assez considérable ou la violation de la liberté individuelle (1).

C'est pour éviter cette injustice que le projet de M. Lejeune, adoptant les idées du législateur français et de la Commission du travail, disait : « Toute

(1) Cette argumentation suppose que l'on ne conteste pas le principe légal qui veut empêcher le syndicat de devenir obligatoire. Elle a beaucoup moins de valeur pour ceux qui, comme nous, voudraient que le syndicat devînt obligatoire.

» personne affiliée à une union jouissant de la personnalité civile peut s'en retirer à tout instant, nonobstant toute stipulation contraire, et sans que sa retraite puisse entraîner pour elle la perte d'aucun droit qu'elle aurait acquis par des cotisations ou versements de fonds dans une société de secours ou autre institution dépendant de l'Union. » Cette proposition de M. Lejeune, comme la loi française, avait le mérite de sauvegarder les droits individuels, mais elle dépassait le but en autorisant les membres démissionnaires ou même exclus à rester dans les institutions annexées à l'union professionnelle. Ce qui est légitime c'est une liquidation des droits, qui, tout en garantissant l'individu contre une expropriation, ne condamne pas le syndicat à subir la présence d'un intrus. D'ailleurs il était excessif de généraliser à tous les versements une solution qui, logiquement ne doit s'appliquer qu'aux versements faits pour une pension de retraite ou à une caisse d'épargne. En effet les cotisations payées aux caisses de chômage, de maladie, d'accidents procurent un avantage immédiat, soit qu'elles fournissent des secours en cas de besoin, soit qu'elles garantissent la sécurité.

Ces observations furent faites à la Fédération des avocats par MM. Ninauve et Vandervelde et au Congrès de Liège par M. Cyr Van Overbegh. Le section centrale (1891) en tint compte et la nouvelle rédaction de l'article 10 en même temps qu'elle assurait aux syndicats le paiement de la cotisation échue et de la cotisation courante paraît aux inconvénients que nous avons signalés dans le projet Lejeune.

» *Article 10.* — Tout associé a, nonobstant toute

» stipulation contraire, le droit de se retirer, à tout instant, de l'union qui ne pourra lui réclamer que la cotisation échue et la cotisation courante.

» Toutefois s'il a fait des versements à des caisses spéciales de retraite il pourra, même en cas d'exclusion, réclamer une indemnité qui à défaut d'entente amiable sera déterminée par les tribunaux en tenant compte des versements faits par lui, des secours qu'il aurait reçus comme aussi des versements et des indemnités ou secours reçus par d'autres associés. »

Ce texte fut maintenu intégralement par M. Begerem, mais la Commission spéciale revint partiellement au projet primitif. Comme la section centrale de 1891 elle ne reconnaissait aux syndiqués exclus ou démissionnaires de droits que sur les versements faits à une caisse spéciale de retraite, mais elle écartait le principe d'une liquidation et maintenait au membre sortant « même en cas d'exclusion, les droits qu'il a acquis par ses versements antérieurs. »

Le rapporteur dit, non sans raison, que les bases fixées par le rapport Schollaërt ne sont pas rigoureuses et que le rachat des rentes viagères ne se conçoit pas dans une institution de retraite bien gérée. Mais, en voulant supprimer un mal, la Commission tombait dans un pire, puisqu'elle permettait aux membres exclus de continuer à faire partie de sociétés intimement liées à l'union professionnelle.

Au point de vue de la loi belge, cette question ne présente d'ailleurs qu'un intérêt historique, puisque la suppression de la mutualité au sein des unions a du même coup supprimé toute indemnité ou tout maintien de droit aux membres exclus ou démissionnaires. Mais

le système, consacré par le rapport Schollaërt, pourrait être appliqué avantageusement à la loi française.

B) Exclusions

La nécessité de protéger le syndicat contre les réclamations égoïstes des associés légitime que la loi déroge au droit commercial pour priver les séparatistes de tout droit sur l'avoir social, mais elle ne justifierait pas que l'on reconnût aux unions professionnelles un pouvoir arbitraire d'exclure leurs membres. De même le souci de la liberté individuelle explique que le syndicat ne puisse réclamer aucune indemnité à l'associé qui viole ses engagements, mais il serait abusif de forcer le syndicat à conserver un membre rebelle. En somme, l'exclusion des membres doit être régie, sinon par les principes du droit commun (1184 code civil) au moins par une législation analogue à certaines dispositions des lois commerciales, qui tout en donnant des garanties aux associés assurent la discipline de l'union professionnelle.

D'après le droit commun, le pacte syndical étant un contrat synallagmatique, l'exclusion des membres est régie par l'article 1184 du code civil. Lorsqu'un syndiqué méconnaît ses devoirs d'associé, refuse d'obéir aux règlements, use de mauvaise foi vis-à-vis de l'union, celle-ci peut demander, non pas l'exécution de ce contrat, puisque la loi répute contraire à la liberté individuelle un pareil résultat, mais la rupture du contrat, c'est-à-dire l'exclusion du membre. Mais il faut remarquer que l'article 1184 oblige le syndicat à s'adresser à la justice et qu'il laisse aux tribunaux un pouvoir discrétionnaire de déclarer le contrat résolu ou maintenu.

Il est vrai que les syndicats peuvent prévoir dans leurs statuts certaines causes d'exclusion, par exemple certaines condamnations judiciaires. Dans ce cas, c'est l'article 1183 du Code civil qui régit la question. L'arrivée d'un fait prévu par les statuts est une condition résolutoire par laquelle le contrat est rompu de plein droit.

Ces principes sont appliqués par la jurisprudence française (1) qui, dans le silence de la loi, ne peut appliquer que le droit commun. On comprend aisément qu'une pareille solution de la question est bien insuffisante. La force du syndicat est la discipline : s'il doit conserver des membres rebelles, ou s'il doit recourir aux tribunaux pour les exclure, sa puissance d'action est fort amoindrie. Quant à prévoir des causes d'exclusion dans les statuts, c'est une ressource bien insuffisante. En fait la plupart des syndicats omettent de le faire et de pareilles prévisions sont toujours incomplètes.

Il serait nécessaire de reconnaître au syndicat professionnel le droit d'exclure ses membres, moyennant certaines garanties de procédure. Cette nécessité est tellement évidente que les lois française de 1867 (article 52) et belge de 1873 (article 89) permettent à l'assemblée générale, dans les coopératives, de décider qu'un ou plusieurs membres cesseront de faire partie de la société ; et que le tribunal du Havre (2), en 1894, dérogeant à la jurisprudence traditionnelle et même à

(1) Cour de Rouen, 24 mai 1890. — Cour de Dijon, 4 juillet 1890. DP. 1891. 2. 2. — Cour de Nancy, 14 mai 1892. DP. 1892. 2. 434.

(2) Tribunal civil du Havre, 26 octobre 1894. D. P. 95. 2. 202.

la loi, a décidé qu'un syndicat, ayant le droit de prendre des délibérations pour fixer les salaires, pouvait expulser sans indemnité le membre qui accepte du travail à un taux inférieur.

La loi du 31 mars 1898 nous semble avoir résolu d'une façon assez satisfaisante la question en obligeant les statuts à « mentionner les conditions mises à » l'entrée et à la sortie des diverses catégories de » membres. » (Article 4, p. 3). Nous croyons que les statuts ne sont pas obligés de mentionner expressément les cas où l'exclusion pourra être prononcée, mais seulement la procédure d'exclusion, par exemple qu'ils doivent indiquer si l'exclusion est prononcée par les directeurs, ou par l'assemblée générale, avec ou sans mise en demeure, etc.

Cependant le maintien de l'article 310 du Code pénal et le refus de toute action civile aux sanctions que l'union édicte pour l'observation de ses règlements soulèvent des difficultés. Ainsi lorsque l'union décide que ses membres ne devront plus travailler avec des « sarrazins » et exclut ceux qui contreviennent à cette défense, l'article 310 ne peut-il être appliqué ? Même lorsque les exclusions sont licites au point de vue pénal, par exemple quand il s'agit de l'exclusion prononcée contre un membre qui manque d'assiduité aux séances, qui ne paye pas ses cotisations, qu'arrivera-t-il si le membre exclu refuse de se considérer comme tel, continue de prendre la qualité de syndiqué ?

Doit-on appliquer dans toute sa rigueur l'article 4, p. 9 ? Refusera-t-on au syndicat le droit de faire constater par les tribunaux la légitimité de l'exclusion prononcée et d'en réclamer l'exécution ? Un tel résultat

est inacceptable en pratique ; il désarmerait totalement les unions vis-à-vis de l'indiscipline de leurs membres. Pourtant, il nous paraît conforme au texte de la loi.

C'est une raison encore pour regretter le maintien de l'article 310 et la disposition qui dénie toute valeur civile aux conventions syndicales.

SECTION II.

LIQUIDATION DE L'UNION PROFESSIONNELLE.

Pour protéger l'union professionnelle contre l'égoïsme de tel ou tel membre, la loi belge refuse aux séparatistes tout droit sur l'avoir social. Pour empêcher que la coalition des égoïsmes individuels ne hâte la fin des associations, la loi prohibe le partage de l'union dissoute et attribue son patrimoine à une autre œuvre collective. Les règles qui président à la liquidation des unions professionnelles et qui s'appliquent indistinctement, qu'il s'agisse d'une dissolution volontaire (1)

(1) La dissolution volontaire de l'Union est prévue par l'article 4, p. 8, qui range parmi les mentions obligatoires des statuts :

« La procédure à suivre pour le cas de revision des statuts ou de dissolution de l'Union. »

La dissolution de l'Union, d'après ce même texte, ne peut être valablement décidée « qu'à la majorité des 3/4 au moins des membres présents dans une assemblée générale spécialement convoquée à cette fin et composée de la moitié, au moins, des membres ayant le droit de vote. »

M. Smet de Naeyer a expliqué au Sénat que les statuts des unions ne pourraient déroger à ce texte, c'est-à-dire exiger des conditions plus rigoureuses ou moins rigoureuses. S'il ne faut pas que l'union soit dissoute par une majorité de hasard, elle ne doit pas non plus être perpétuelle, indissoluble, et c'est pour cela que la loi n'a pas exigé l'unanimité des votes.

ou d'une déchéance de la personnification civile, sont exposées par les textes suivants :

Article 16. — Les unions sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.

« Après paiement des dettes l'avoir de l'union est
» réparti comme suit :

» Le montant des dons et legs fait retour au dispo-
» sant ou à ses héritiers et ayants cause, pour autant
» que le droit de reprise ait été stipulé dans l'acte
» constitutif de la libéralité et que l'action soit inten-
» tée dans l'année qui suit la publication de l'acte de
» dissolution.

» L'actif net, déduction faite, s'il y a lieu, du mon-
» tant des dons et legs faits à l'union, est attribué à
» une œuvre professionnelle similaire ou connexe, dé-
» signée soit par les statuts, soit par une assemblée
» générale. Cette désignation n'aura d'effet que si l'af-
» fectation donnée aux biens est reconnue conforme à
» la loi par la commission d'entérinement.

» Lorsque la destination de l'actif n'a pas été réglée
» ou qu'elle l'a été contrairement à la loi, les biens de
» l'union sont recueillis par l'Etat pour être affectés à
» des buts d'enseignement professionnel.

Article 12, parag. 3 et 4. — « Le disposant peut sti-
» puler à son profit et au profit de ses héritiers ou
» ayants cause le droit de reprendre, en cas de dissolu-
» tion de l'union, une somme égale à la valeur des
» biens faisant l'objet de la libéralité.

» Cette valeur est déterminée entre les intéressés
» préalablement à la demande aux fins de l'autorisation
» prévue par le présent article. Si la libéralité a pour
» objet un immeuble dont l'aliénation est ordonnée, le

» le droit de prise s'exercera, le cas échéant, à concurrence du prix de vente. »

Le principe qui domine ces textes c'est la défense de partager l'avoir social entre les associés. Mais les biens du syndicat dissous ne vont pas nécessairement à l'Etat. Si la loi de 1898 répudie la théorie du droit commercial qui, une fois le voile de la personnalité écartée, ne voit plus que des associés en état d'indivision, elle n'adopte pas non plus la théorie traditionnelle admise pour les établissements publics, celle des biens sans maître allant par déshérence à l'Etat. Conforme à sa conception générale de la personnalité civile qu'elle assimile, sauf restrictions formelles — d'ailleurs nombreuses, — à la personnalité humaine, elle accorde à l'union professionnelle le droit de tester au profit d'œuvres similaires. L'Etat n'hérite qu'à défaut de légataire institué. Enfin la loi permet dans une certaine mesure le retour aux disposants ou à leurs successeurs des libéralités qui avaient été faites aux unions professionnelles.

1^o Dévolution du patrimoine syndical à une œuvre similaire ou à l'Etat.

2^o Retour des libéralités.

1. — *Dévolution du patrimoine syndical à une œuvre similaire ou à l'Etat.*

Le système consacré par l'article 16 n'a pas été adopté sans hésitation. Tandis que les divers projets s'accordaient à priver le membre séparatiste de tout droit sur l'avoir social (sauf sur les mutualités spéciales) le partage des biens, à la dissolution, avait été admis par la commission du travail et ne fut résolu-

ment écarté que par le rapport Schollaert. Puis, sans parler du projet Baudoux Lambert, qui modifiait non seulement les règles de la liquidation mais toute la conception juridique des associations professionnelles, des propositions ont été faites au parlement pour rétablir partiellement le principe condamné par la section centrale de 1891.

En effet si les deux solutions adoptées par la loi belge, celle qui refuse tout droit au séparatiste et celle qui prohibe le partage de l'union dissoute, peuvent l'une et l'autre se déduire parfaitement de sa conception de la personnalité civile, être juridique distinct des associés, véritable titulaire du patrimoine collectif, elles ne sont pas nécessairement liées, et l'on peut admettre l'une tout en repoussant l'autre, quand on considère seulement le caractère contractuel du syndicat.

M. Van den Heuvel, ainsi que nous l'avons vu, pense que le pacte d'association est un contrat valable. Il admet la force obligatoire de la clause par laquelle un membre renonce à tout droit sur le patrimoine social s'il quitte l'association. Il dit même que cela constitue un usage, conforme à l'équité et qui doit être présumé (1135, 1160 civil). Par la reconnaissance des unions professionnelles, tout doute sur la validité du pacte d'association disparaît, et l'on peut admettre que le législateur, en accordant la personnalité aux syndicats, ait rendu légale et obligatoire la clause usuelle qui prive les séparatistes de tout droit sur l'avoir social, sans pour cela détruire le caractère contractuel du syndicat, sans toucher au principe que la liquidation de l'union s'effectue suivant le droit commun.

Il ne faut pas en conclure que, dans cette conception du syndicat professionnel, on aboutisse nécessairement à un partage de l'avoir social en cas de dissolution. Nous pensons que les statuts peuvent par une clause spéciale empêcher ou restreindre le droit des associés sur l'actif syndical et transporter celui-ci à une société similaire. Ils pourraient aussi décider que l'association continuera sans personnalité. En effet, si le partage est la conséquence logique de la dissolution d'une société civile ou commerciale (1), association à but lucratif où chaque individu est entré pour faire des gains et à plus forte raison pour ne pas perdre ses droits, il est beaucoup moins essentiel comme terminaison d'une association désintéressée, et l'on conçoit très bien que les associés préfèrent appliquer l'actif social à une autre œuvre que de l'anéantir par un partage.

Ainsi lorsque l'on considère avant tout le caractère contractuel du syndicat, on aboutit à la conclusion que les membres peuvent se partager les biens à la dissolution, mais qu'ils peuvent aussi les attribuer à une autre personne physique ou morale, par exemple à un autre syndicat. — Ce système, qui est consacré par la loi anglaise (*trade union act. amendement act. 1876*, article 14) et qui nous semble conforme à la loi française de 1884 (2) fut admis par la commission du travail

(1) Et encore faut-il remarquer que la loi allemande du 12 avril 1896 permet aux sociétés coopératives d'attribuer leur avoir social à une personne morale ou physique, ou, à défaut, en fait hériter la commune.

(2) Cette opinion est adoptée notamment par M. Boullaire (*Manuel des syndicats professionnels agricoles*) et par M. Jay (*De la personnalité civile des syndicats*, 1888). Elle nous semble

et par M. Lejeune. Le vice de ce système est de permettre aux associés de détruire une œuvre qui présente un intérêt général pour se partager le patrimoine commun. Mais en évitant que les biens du syndicat aillent se noyer dans le fisc, il permet aux associés de les employer à la reconstitution d'une œuvre nouvelle ou de les attribuer à une autre association.

La section centrale de 1891, s'emparant des résolutions adoptées par la Fédération des avocats et par le Congrès de Liège, repoussa les règles admises par les propositions antérieures. Elle posa nettement le principe que les biens de l'union dissoute ne pourraient jamais être attribués aux associés, mais aussi pour éviter ce qu'aurait eu de fâcheux l'attribution, par déchéance, du patrimoine syndical à l'État, elle permit aux unions professionnelles de désigner par leurs statuts ou par le vote d'une assemblée générale l'œuvre similaire ou connexe à laquelle leur patrimoine serait affecté. A défaut de pareille désignation, l'hérédité jacente serait répartie entre les unions similaires et connexes.

Ainsi, pour la liquidation générale de l'union dissoute comme pour la liquidation partielle des droits reconnus aux séparatistes, sur les caisses de mutualité, la section centrale de 1891 réalisait une réforme importante. La préoccupation essentielle de la Commission

préférable à celle de la plupart des auteurs qui écrivent que les biens seront partagés entre les associés ou à celle de M. Sauzet, qui assimile le syndicat à un établissement public et décide que ses biens appartiennent à l'État comme déshérents. (Sauzet. Nature de la personnalité civile des syndicats professionnels. Revue critique, 1888).

du travail et de M. Lejeune avait été de sauvegarder les droits individuels, d'empêcher que les individus ne fussent, malgré eux, retenus au syndicat. C'est pourquoi ils permettaient le partage de l'union dissoute de même qu'ils reconnaissaient aux membres démissionnaires ou exclus des droits assez considérables sur les institutions annexes de l'union professionnelle. La section centrale, sous l'influence de propositions plus démocratiques, réduit ces scrupules individualistes à leur juste valeur et se montre préoccupée avant tout de protéger l'œuvre collective contre les velléités égoïstes des associés. Elle décide qu'une fois entrés dans le domaine syndical, les biens doivent rester propriété syndicale. La section centrale dégage donc la véritable notion de la personnalité morale qui n'est pas une simple copropriété d'associés, qui n'est pas non plus un dérivé de l'État, mais un être juridique distinct des personnes physiques qui le composent et possédant des droits équivalents à ceux des individus, notamment le droit de léguer ses biens à un de ses semblables, à une autre personne morale. A part quelques innovations de détail, l'innovation de la section centrale a été consacrée par l'article 16 de la loi de 1898. On peut grouper, de la façon suivante, quelques explications nécessaires sur le système adopté par ce texte et sur quelques propositions faites, lors des débats parlementaires, pour améliorer la loi ou pour rétablir partiellement les principes de la Commission du travail :

- 1° Défense de partager l'avoir social,
- 2° Attribution du patrimoine à une œuvre similaire,
- 3° Attribution du patrimoine à l'État.

1° *La défense de partager l'avoir social* n'a été contestée ni par le projet Begerem ni par le rapport Sadeleer. La prohibition des fonctions mutualistes, en faisant disparaître toute analogie entre les unions professionnelles et les sociétés de secours mutuels, a rendu ce principe encore moins contestable.

Cependant M. Hoyoïs a présenté à la Chambre un système de liquidation emprunté à la loi de 1894 sur les sociétés mutualistes. D'après cette loi, après le payement des dettes et le prélèvement des sommes destinées à continuer les services assumés par la société, les dons et legs retournent aux donateurs ou vont à l'État, et le reste de l'actif est partagé entre les membres ayant plus d'un an de présence lors de la dissolution. M. Hoyoïs demandait qu'on appliquât, sauf des différences de détail peu importantes, ce système aux unions professionnelles. Cette proposition avait été admise en première lecture (1), malgré l'opposition de membres appartenant à tous les partis, mais fut abandonnée par le gouvernement et par la majorité, en deuxième lecture.

2° *L'attribution aux unions* d'un certain droit de tester est le correctif nécessaire de l'interdiction qui leur est faite de partager l'actif entre les associés. Elle évite l'expropriation brutale par le fisc.

Si l'on s'en tient à la théorie de Laurent, qui n'accorde que parcimonieusement la capacité juridique aux personnes morales, le droit de tester serait une rare faveur accordée aux unions professionnelles. Nous pensons au contraire que cette faculté (qui découle

(1) 2 décembre 1897.

d'ailleurs du pacte d'association une fois qu'on admet la validité de ce contract) est une conséquence logique de la personnalité morale qui doit être assimilée autant que possible à la personnalité humaine. Aussi, loin de trouver exorbitant le droit de tester reconnu aux unions professionnelles par l'article 16, nous pensons au contraire que ce texte a restreint trop étroitement ce droit. En effet le legs du patrimoine d'une union dissoute, par exemple son immeuble, ne sera généralement utile qu'à une association de la même ville. Or dans la même ville les unions professionnelles similaires ou connexes sont presque toujours des unions rivales, appartenant à des partis politiques séparés par le plus vif antagonisme. La loi aboutit dans bien des cas à forcer le syndicat chrétien à léguer ses biens au syndicat socialiste et réciproquement, ou bien elle les contraint à laisser leurs biens à un syndicat d'une autre ville qui n'en retirera qu'un profit médiocre.

A notre avis la loi aurait dû permettre, comme l'avait adopté la Fédération des avocats (1889) et comme l'a proposé M. Denis (1) à la Chambre, que le syndicat dissous pût instituer un syndicat quelconque. Ici encore la loi semble admettre cette idée fausse que la diversité des professions rend les syndicats absolument étrangers les uns aux autres.

Il est vrai que les unions peuvent laisser leurs biens à une fédération qui appliquera les biens à la constitution d'un nouveau syndicat. Mais il n'y a pas de fédération dans toutes les professions, et le syndicat dissous n'a pas toujours l'intention de se reconstituer.

(1) 8 février 1898.

3° A défaut de toute désignation, par les statuts ou par l'Assemblée générale, ou lorsque le Conseil des Mines a déclaré illégale la désignation faite par l'union professionnelle, les biens sont attribués à l'État.

Mais ce n'est pas avec la souveraineté de son droit de déshérence que l'État recueille le patrimoine syndical. Il est obligé de l'attribuer à des œuvres professionnelles. Le projet Begerem obligeait même l'État à répartir les biens recueillis entre toutes les unions professionnelles similaires ou connexes. Cette mesure laissait moins de prise à l'arbitraire mais elle obligeait le gouvernement à réduire en parcelles insignifiantes une hérédité souvent peu considérable par elle-même.

2° Retour des libéralités aux disposants.

Dans la liquidation de l'union dissoute, une partie des biens échappent au sort commun et au lieu d'être dévolus à un autre patrimoine collectif retournent à la propriété privée d'où ils émanent. Il s'agit des libéralités faites à l'union.

Cette disposition a subi dans l'élaboration de la loi belge d'importantes modifications. Tandis que dans le projet Lejeune, analogue à la loi française, le retour des biens légués avait le caractère d'une peine et ne s'appliquait qu'au cas de déchéance de la personnalité civile, le rapport Schollaërt en fit une institution absolument générale, commune à la dissolution volontaire des unions professionnelles comme à leur déchéance disciplinaire. Mais le projet Begerem, partant de cette idée que tout retour de biens est, en principe, fâcheux, supprima radicalement le retour des libéralités faites

aux unions professionnelles. La Commission spéciale qui le rétablit pour les immeubles et l'amendement Hoyois, adopté en première lecture, qui le rétablit d'une façon générale, subordonnaient ce retour à une stipulation contenue dans l'acte constitutif de la libéralité. C'est avec ce caractère qu'il est passé dans le texte définitif de la loi, mais il n'a jamais lieu en nature : il consiste dans une indemnité pécuniaire, fixée par les intéressés, c'est-à-dire par l'union et le donateur ou ses héritiers, avant qu'intervienne l'autorisation administrative nécessaire pour l'acceptation de la libéralité.

Le retour admis par les articles 12 et 16 de la loi du 31 mars 1898 peut être comparé à celui que prévoit l'article 951 du code civil. D'après ce texte le donateur peut « stipuler le droit de retour des objets donnés soit pour les cas de prédécès du donateur seul, soit pour le cas du prédécès du donateur et de ses descendants. Ce droit ne pourra être stipulé qu'au profit du donateur ». — Le retour admis par la loi syndicale belge s'applique aux legs comme aux donations et peut être stipulé au profit des héritiers ou ayants cause. Mais dans les deux cas le motif qui a inspiré le législateur est le même : Toute libéralité étant inspirée par un motif d'affection, on comprend très bien que le donateur qui a gratifié un individu ne voudrait pas gratifier ses successeurs ou que le bienfaiteur d'une union catholique ne veuille pas que sa libéralité profite à l'union socialiste qui recueillera les biens de l'union donataire, à sa dissolution. Le législateur a craint, en empêchant la stipulation du droit de retour, d'entraver les libéralités elles-mêmes.

Mais en édictant que le retour n'ait pas lieu en nature,

la loi évite les inconvénients inhérents à l'article 951, les troubles portés à la propriété par toute résolution des droits réels qu'entraîne un pareil événement. Le retour en équivalent a aussi l'avantage d'écarter les contestations qui surgiraient, si la reprise se faisait en nature, quand il faudrait apprécier les plus-values ou les moins-values survenues entre l'époque de la libéralité et celle de la dissolution et les causes de ces changements de valeur. C'est pour cette raison qu'a été rejeté un amendement de M. Hoyoïs qui permettait la reprise en nature lorsque le bien se retrouvait dans le patrimoine de l'union dissoute.

Notons que le retour des libéralités faites à l'union se prescrit par le délai d'un an tandis que le retour prévu par l'article 951 est soumis à la prescription du droit commun, c'est-à-dire à la prescription trentenaire.

En résumé, par les limitations qui ont été apportées au retour des libéralités tel qu'il était formulé par le rapport Schollaert, en le subordonnant à une stipulation expresse, en lui enlevant tout effet résolutoire, en édictant une très courte prescription, la loi belge a enlevé à cette institution ce qu'elle avait d'excessif et de fâcheux dans le projet de la Section centrale.

Sans nous arrêter plus longtemps à cette question qui ne présente qu'un intérêt secondaire nous devons constater avec quelle netteté la loi belge applique à la liquidation des unions professionnelles les principes de la personnalité morale, être juridique distinct des associés. En refusant à ceux-ci tout droit sur l'avoir social, elle constitue un domaine corporatif, distinct du domaine public, mais aussi soustrait aux appropriations individuelles et qui ne peut appartenir qu'à

des associations professionnelles. Précisément à cause de cette conséquence, nous approuvons le principe admis par la loi belge comme d'autres, pour la même raison, peuvent y dénoncer une spoliation de droits individuels.

Mais si le principe, à notre avis, ne mérite que des éloges l'application soulève des critiques :

1° En réduisant aux unions similaires et connexes les successeurs que peut choisir les syndicats, la loi constitue une entrave importante à la reconnaissance des unions professionnelles. On comprend fort bien que les syndicats socialistes qui, par la force des choses, risquent facilement la déchéance puisqu'ils sont entraînés dans la politique du Parti, redoutent de voir un patrimoine qui, dans leur pensée, appartient bien plus au prolétariat socialiste qu'à la corporation, tomber entre les mains du syndicat démocrate rival.

2° Les gênes que le régime légal apporte à l'activité des unions, les prohibitions et les formalités qu'il ordonne, sont souvent de nature à faire regretter aux unions professionnelles la personnification civile obtenue. Le savetier, comblé de bienfaits par le financier, préfère son heureuse pauvreté. De même il se peut qu'une union professionnelle reconnue ne trouve pas dans les privilèges de l'entité juridique, une compensation équivalente à son ancienne liberté, et qu'elle désire renoncer à la personnification civile. Mais, comme l'a dit M. Denis (1) à la Chambre, la personnalité morale est une « robe de Nessus » qu'on ne peut rejeter sans mourir. L'union professionnelle qui veut

(1) Séance de la Chambre, 20 octobre 1897.

redevenir une simple société de fait doit perdre son patrimoine collectif. Ainsi, pour avoir eu la bonne volonté de se conformer à la loi, cette union professionnelle sera plus maltraitée que celles qui systématiquement ont résolu de vivre hors la loi.

Cet inconvénient n'existe pas dans la loi anglaise (1) où les statuts règlent la liquidation de la trade union et où les associés sont libres de continuer avec le même patrimoine une association de fait. M. Dubois avait proposé d'étendre cette solution à la loi belge : L'article 13 de son projet disait : « L'union professionnelle peut demander le retrait de l'enregistrement et renoncer ainsi à la personnification civile » (2).

Malheureusement cette proposition de M. Dubois qui serait peut-être propre à amener les unions à la personnification civile, se heurte à une impossibilité insurmontable. On ne peut empêcher les associations de fait de partager le patrimoine commun entre les membres. Dès lors, permettre aux unions de renoncer à la personnalité, serait les autoriser à partager l'avoir social. Ce serait la négation du principe proclamé avec raison par la loi belge.

Puisque les difficultés inhérentes à ce principe ne peuvent être écartées par une disposition qui permettrait aux unions de renoncer à la personnalité morale sans être dépouillées de leur patrimoine, elles ne peuvent l'être, suivant nous, qu'en rendant la person-

(1) Dans la loi française la question ne se pose pas puisque la liberté d'association n'existe pas.

(2) Cf. la loi du 19 mars 1898 qui en défendant aux sociétés mutualistes de posséder des pharmacies coopératives a autorisé celles qui en avaient à renoncer à la personnalité morale.

nalité morale aussi stable et aussi avantageuse que possible et en laissant aux unions un large pouvoir de tester. Ainsi la crainte d'encourir une expropriation radicale au profit d'œuvres hostiles ne détournera pas les unions professionnelles de la personnification civile, et elles ne seront pas non plus anéanties pour des contraventions insignifiantes. Lorsque la nécessité les forcera à disparaître, leur patrimoine ira grossir celui d'une union amie, affiliée au même parti.

Ainsi, partout, même dans ses dispositions les plus conformes aux aspirations de la démocratie moderne, la loi du 31 mars 1898 soulève des reproches. Par les prohibitions qu'elle formule, elle empêche la mise en valeur de ses dispositions les plus heureusement novatrices.

Le nouveau projet français, confirmant l'interprétation que nous avons adoptée de la loi de 1884, décide que les statuts régleront la destination des biens. Il ne prohibe pas comme la loi belge le partage entre les membres. Sans doute il a pensé qu'on pouvait avoir confiance dans le prolétariat. Les statuts des syndicats existants défendent en effet presque tous le partage de l'avoir social. Puis, il peut arriver des cas où le partage s'impose pour la reconstitution d'une œuvre nouvelle.

Cependant nous pensons que la nouvelle loi française devrait interdire formellement tout partage. Ceci aurait d'autant moins d'inconvénients qu'elle est beaucoup plus large que la loi belge, qu'elle autorise beaucoup de choses défendues par celle-ci, qu'elle n'exige que très peu de formalités, qu'elle ne limite pas la possession de l'union et quelle ne restreint pas

à une catégorie étroitement déterminée les personnes morales au profit desquelles l'union peut disposer de son patrimoine.

CHAPITRE XV

Fédérations.

Article 18. — « Jouissent de la personnification civile
» dans les limites et sous les conditions qui résultent
» des dispositions précédentes les Fédérations d'unions
» professionnelles, composées de personnes exerçant
» soit la même profession ou des professions similaires,
» soit les mêmes métiers ou des métiers qui concourent
» à la fabrication des mêmes produits.

» Les unions fédérées pourront, en tout temps, se
» retirer de la Fédération, moyennant un préavis de
» trois mois. Les statuts de la Fédération détermineront
» pour ce cas le mode de règlement de leurs droits ».

Les Fédérations qui réclament la personnification civile doivent présenter un caractère professionnel suffisamment accentué. De même que les individus syndiqués, les syndicats fédérés doivent être recrutés parmi des métiers similaires ou connexes. Sinon le législateur de 1898 refuse la personnalité aux Fédérations et elles doivent se contenter de la liberté d'association qu'elles tiennent de la Constitution de 1830.

L'article 18 de la loi belge n'a pas d'antécédents dans les législations anglaise et française. En Angleterre toutes les fédérations, comme toutes les « trade combinations » sont licites. Mais l'act de 1876 (article 12) ne

parle que des « amalgamations » c'est-à-dire des trade unions fusionnées en une seule qui absorbe les personnalités de ses éléments et non pas des véritables fédérations qui conservent à chaque groupe son automonie. Quant à la loi française, elle s'est contentée de lever en faveur des fédérations (unions de syndicats), sans distinguer celles qui appartiennent ou non aux mêmes métiers, les mesures restrictives de la liberté d'association. Mais elle n'accorde la personnalité à aucune d'entre elles.

En Belgique c'est à M. Prins que revient l'honneur d'avoir demandé la personnification civile pour les Fédérations de métier. Cette idée, repoussée par la commission du travail, ne devait être reprise qu'en 1894 par le projet Begerem. S'inspirant de l'opinion qui avait été exposée par M. Degreeef dans son projet, soutenue sans succès par MM. Ninauve et Vandervelde à la Fédération des avocats mais adoptée par le III^e Congrès de Liège sur la proposition de M. Cyr Van Overbegh, M. Begerem reconnut la personnalité civile aux fédérations de syndicats sans exiger la similitude des métiers. Mais cette innovation souleva les critiques du Comité central et de la Commission spéciale. Celle-ci restreignit la personnification civile aux Fédérations des métiers similaires ou connexes, sans même admettre le tempérament proposé par M. Dubois et qui attribuait au gouvernement le droit de reconnaître les fédérations de métiers différents.

A la Chambres des Députés, M. Denis a proposé de revenir au système Begerem ou tout au moins à l'opinion transactionnelle de M. Dubois. Par contre, au Sénat, les orateurs de la gauche libérale ont dénoncé

comme inutile ou dangereuse la personnalité des Fédérations même limitée aux fédérations de métiers similaires. Ces diverses tentatives ont également échoué.

- I. Fédérations de métier.
- II. Fédérations de métiers différents.
- III. Organisation juridique des fédérations.

I

Fédérations de métier.

Toute restreinte qu'elle soit l'attribution de la personnalité aux fédérations de syndicats est une précieuse innovation. Les fédérations de métiers similaires et connexes sont de beaucoup les plus utiles. Elles groupent et coordonnent les aspirations communes à tous les travailleurs d'une profession, pour un vaste territoire, sans s'arrêter aux limites d'une exploitation ou aux murs d'une ville. Assurément on pourrait concevoir tous les métallurgistes, ou tous les mineurs, ou tous les paysans de la Belgique ou d'une province groupés en un syndicat unique ; la loi ne s'y oppose pas ; mais cette organisation unitaire se heurterait aux sentiments d'autonomie, aux diversités des besoins et des traditions. Au contraire la fédération respecte ces idées et ces faits. Mais pour être fédératif le lien qui, grâce à elle, unit les groupes n'est pas moins solide : les causes de conflits diminuent, l'administration est moins bureaucratique ; dans chaque association fédérée les travailleurs continuent à développer leurs qualités administratives ; la poursuite du but commun n'en est que plus facile. La fédération combine ce qu'il y a de bon dans les groupements locaux, c'est-à-dire l'initiative

des associés, et les avantages que seule peut assurer une vaste organisation.

C'est principalement dans les grèves (1) que l'influence de la fédération est bienfaisante. Elle s'oppose aux grèves partielles et irréfléchies, elle recourt systématiquement à la conciliation chaque fois que celle-ci est possible, mais les grèves qu'elle engage sont beaucoup plus redoutables pour le patronat et plus efficaces, parce qu'elles sont plus générales, engagées au moment opportun et alimentées par une bonne caisse de résistance.

Dans l'agriculture, la Fédération a aussi des avantages incontestables. Elle donne plus d'unité et plus de force aux pétitions que les associations locales adressent aux pouvoirs publics. Elle permet sur une échelle beaucoup plus vaste la coopération d'achat et de vente. C'est ainsi que le Boerenbond, tout en respectant l'indépendance des gildes paroissiales, assure une direction unique à la politique des groupements ruraux, et, par la centralisation de leurs opérations commerciales, procure aux paysans ligüés des conditions d'exploitation tout à fait exceptionnelles.

Malgré ces avantages incontestables des Fédérations de métier, ou plutôt à cause de ces avantages, la gauche libérale a prétendu que leur personnification civile était inutile et dangereuse : inutile, parce que les unions professionnelles ayant déjà la personnalité il n'est pas nécessaire qu'elles puissent constituer un nouvel être moral ayant un patrimoine distinct du

(1) Office du travail français. — *Les associations professionnelles ouvrières*, tome I, p. 271, etc... (1899).

leur ; — dangereuse, parce qu'elle favorise la lutte des classes sur une grande échelle, en autorisant la constitution d'énormes trésors de grèves, et qu'elle mène au socialiste en permettant l'organisation d'un gouvernement révolutionnaire.

Lorsque l'on nie l'utilité de la personnalité des Fédérations, on part de cette idée que la personnalité civile est un privilège. Nous pensons au contraire qu'elle est un corollaire logique de la liberté d'association. L'utilité d'un groupement, association ou fédération, est un titre suffisant à sa reconnaissance légale, et le législateur n'a pas à demander si cette personnification est indispensable. Certes les Fédérations de métier peuvent se passer de l'entité juridique. Elles peuvent constituer à titre de copropriété des institutions fédérales, par exemple des bourses de travail. Mais ces institutions présentent tous les inconvénients inévitables de la copropriété (notamment l'article 815).

Quant au danger social que l'on attribue à la personnification des Fédérations il nous semble vain. Assurément les Fédérations favorisent la lutte des classes, elles disciplinent les associations locales, elles les habituent à se conduire par des vues d'une solidarité très générale. Par là elles sont une école de socialisme. Puis il est incontestable que le groupement, même fédératif de tous les syndicats ouvriers, serait l'ébauche d'une sorte d'Etats-Unis du travail, en face de l'Etat gouvernemental. — D'ailleurs les efforts faits par le parti ouvrier pour généraliser les fédérations générales et nationales de métier, prouvent l'importance que les socialistes attachent au groupement fédératif des syndicats.

Mais si les fédérations de métier contiennent un élément de succès pour le collectivisme — ce qui n'est pas d'ailleurs une raison suffisante de leur refuser la personnalité morale — c'est par elles-mêmes (1), et non par la personnification civile qu'on leur accorde. On peut en dire autant de toutes les associations. Les couvents n'ont pas besoin de la personnalité pour constituer un péril monacal, les syndicats et les fédérations socialistes qui n'ont pas voulu de la personnification civile n'en sont pas moins menaçants pour la société capitaliste.

En refusant la personnification aux fédérations de métier, le législateur aurait sacrifié à des craintes chimériques un principe bienfaisant.

II.

Fédérations de métiers différents.

L'octroi de la personnalité juridique à des fédérations recrutées dans des professions diverses présenterait un intérêt beaucoup moindre. Cependant il aurait pu être utile aux syndicats d'une même ville pour établir une bourse de travail, des bureaux de placement, une bibliothèque, une école polytechnique.

On peut même concevoir l'utilité de la personnification civile pour des groupements qui dépasseraient de beaucoup les limites d'une ville. C'est ainsi que le Parti Ouvrier a organisé en 1898 une commission syndicale qui est chargée de dresser une statistique

(1) C'est ce que remarquait M. Begerem dans son exposé des motifs.

rigoureuse du mouvement syndical, de réunir des Congrès de syndicats, d'enseigner les principes de l'organisation aux associations professionnelles, de provoquer la création de fédérations de métier, de mettre en relation les syndicats et l'Université nouvelle pour l'institution de cours techniques, etc... Assurément la Commission syndicale du Parti ouvrier, pas plus que les syndicats ouvriers, ne réclamerait la personnalité, même si la loi n'y mettait pas obstacle. Mais il est regrettable, qu'en exigeant la similitude professionnelle, la loi de 1898 empêche la reconnaissance de semblables organisations.

III

Situation juridique des Fédérations

La loi belge qui exige des Fédérations le même caractère nettement professionnel qu'elle impose aux syndicats, soumet aussi leur capacité et leur organisation aux règles édictées pour les simples unions. C'est dans les mêmes limites et sous les mêmes conditions (et sauf exceptions, indiquées expressément par la loi ou commandées par la nature même de la Fédération, groupement de personnes morales), que les Fédérations et les syndicats jouissent de la personnalité civile.

a) L'article 10 prévoit spécialement pour les unions professionnelles le droit de quitter la Fédération. Ce droit est aussi essentiel pour elles que le droit de quitter le syndicat l'est pour les individus. La Fédération suppose en effet le bon accord des groupements fédérés et il est préférable que les unions professionnelles vivent isolées que d'être liées l'une à l'autre

par la contrainte. Cependant la retraite soudaine d'un syndicat pourrait jeter le trouble dans la Fédération : Aussi la loi exige-t-elle un préavis de trois mois.

D'autre part, les raisons qui ont fait prohiber le partage de l'union dissoute ou qui privent les membres séparatistes de tout droit sur l'avoir social, n'existent pas ici. Peu importe en effet que le patrimoine soit corporatif ou fédératif. Ce qui est important, c'est qu'il ne redevienne pas propriété individuelle. Aussi la loi belge charge les statuts de régler les droits des unions qui abandonnent la Fédération, ce qui implique qu'ils règlent la liquidation de la Fédération dissoute.

b) A part cette disposition spéciale, la loi de 1898 soumet l'organisation et la capacité des Fédérations aux principes qui régissent celles des unions. Par application de ce principe, M. Begerem a fait repousser comme inutile l'amendement par lequel M. Denis (1) demandait qu'on étendit aux Fédérations l'article 4, paragraphe 10 (engagement statutaire de chercher les moyens de conciliation). Il résulte aussi de l'article 18 que les Fédérations ne peuvent exercer ni profession, ni métier ni s'occuper de mutualité, ni s'affilier à un parti politique. Leurs possessions immobilières, leur aptitude à recevoir des dons et legs sont réglées par les articles 11 et 12. Elles sont entérinées par le Conseil des mines, elles doivent envoyer des comptes annuels, leur dissolution est subordonnée à une mise en demeure préalable. Leurs directeurs ne peuvent être ni des cabaretiers, ni des individus condamnés en vertu de l'article 310, etc...

(1) 8 février 1898.

Mais on doit évidemment écarter les prescriptions incompatibles avec le caractère d'être moraux de leurs associés. Il n'y a pas à se demander si une fédération peut contenir des femmes mariées, des membres honoraires, puisqu'elle est composée d'unions professionnelles... On ne doit pas non plus hésiter à repousser des règles, telles que celles qui exigent 7 membres au moins pour former une union : si la loi formule une telle exigence pour les syndicats, c'est afin d'éviter que deux ou trois personnes ne profitent, grâce à une association fictive, des avantages de la personnalité morale ; il n'y a rien de pareil à redouter pour les Fédérations. La solution nous paraît certaine et nous pensons que M. Wæste (1), en choisissant cet exemple pour reprocher à l'article 18 son laconisme, a mal argumenté. En appliquant aux Fédérations et aux syndicats les mêmes textes législatifs, l'article 18 a choisi la solution la plus simple et la plus logique puisqu'il s'agit de groupements de même nature. Un seul point mérite une solution spéciale : la liquidation de la Fédération ; mais précisément le législateur a prévu spécialement cette difficulté.

Tout en regrettant que la loi du 31 mars 1898 n'ait pas reconnu la personnalité morale à toutes les Fédérations de syndicats indistinctement, nous devons louer l'innovation par laquelle elle accorde aux vastes organisations qui réunissent et coordonnent les mouvements professionnels une existence légale. Il est regrettable que par suite des obstacles qui ont détourné la plupart des syndicats belges de la personnification civile,

(1) 8 février 1898.

l'article 18 soit condamné à rester sans grande application pratique.

Mais ici, comme ailleurs, l'élément de progrès qui se trouve dans la loi belge n'aura pas été perdu tout entier. Le projet de loi français accorde aux Unions de syndicats (fédérations d'unions professionnelles) une personnalité, qui pour être moins étendue que celle qu'il attribue aux syndicats, est cependant assez vaste. C'est ainsi qu'elles auront le droit de posséder tous les immeubles énumérés par l'article 11 de la loi belge. Elles pourront recevoir des dons et des legs, sans autorisation administrative et avec affectation à leurs institutions; c'est-à-dire qu'on rétablit à leur profit, comme au profit des syndicats, la liberté des fondations. — La réforme du projet français est d'autant plus précieuse qu'il n'exige pas que les unions fédérées appartiennent aux mêmes métiers ou à des métiers semblables.

CONCLUSION.

Les orateurs socialistes, à la Chambre des Représentants, ont parfois résumé les critiques qu'ils adressaient à la loi proposée, en disant qu'elle était une « loi de façade » (1). Dans un article, paru une année après le vote de la loi du 31 mars 1898, M. l'abbé Mellaërts (2) portait sur elle un jugement analogue : « A nos yeux, disait-il, c'est un bâtiment à façade » grandiose, luxueuse, (personnification civile des » unions professionnelles)! mais dont l'aménagement » intérieur est si défectueux, dont la plupart des » chambres sont si étroites que nos corporations n'en » puissent faire leur demeure. »

Cette façon d'apprécier la loi belge sur les unions professionnelles nous paraît assez exacte. A première vue, lorsqu'on en parcourt le texte, on trouve qu'elle présente sur les Acts anglais et sur la loi française des avantages importants. Elle permet aux unions professionnelles d'avoir des membres honoraires, elle limite

(1) Par exemple M. Berloz, séance du 14 octobre 1897.

(2) *Le Paysan*, mars 1899.

moins étroitement leur propriété immobilière, elle leur reconnaît formellement la capacité de recevoir des libéralités. Elle dégage nettement la notion de leur personnalité civile en soustrayant leur patrimoine à l'appropriation individuelle des associés et en leur accordant le droit de tester au profit d'autres unions professionnelles. Elle proclame la validité du contrat collectif et la faculté pour les unions de défendre en justice les intérêts professionnels des syndiqués. Elle leur permet de faire certaines opérations de vente et d'achat en faveur de leurs membres. Elle subordonne leur dissolution à une mise en demeure préalable. Elle reconnaît enfin la personnalité morale des Fédérations de métier. Ces divers résultats législatifs constituent certainement de précieuses innovations sur notre loi française de 1884 et l'on serait tenté, en les constatant, de porter sur la loi belge un jugement élogieux (1).

Mais, si on ne se contente pas d'une observation superficielle, si au lieu de comparer la loi du 31 mars 1898 à d'autres textes législatifs, on la compare aux situations pratiques qu'elle prétend consacrer, on aboutit à une conclusion beaucoup plus sévère. On peut, sans injustice, reprocher au législateur belge de n'avoir qu'imparfaitement tenu compte des faits qu'il avait la mission d'interpréter. Tandis que l'immense majorité des syndicats ouvriers sont affiliés au Parti Ouvrier ou à la Ligue démocratique et ont organisé des caisses de secours mutuels, le législateur leur a défendu la politique et la mutualité. Tandis que

(1) C'est ce que fait par exemple M. Hubert Valleroux, *Économiste français*, samedi 13 août 1898 ; page 211.

les syndicats agricoles réclamaient énergiquement le droit d'acheter les matières premières nécessaires à la culture, d'industrialiser et de vendre les produits récoltés, il leur a interdit l'industrialisation des produits agricoles et ne leur a reconnu que dans une mesure insuffisante la coopération d'achat et de vente. Aux unions ouvrières comme aux Boerengilden, le législateur a voulu imposer une conception toute théorique de l'association professionnelle, en désaccord avec la réalité. Il a prétendu renfermer l'activité des unions « dans la défense des intérêts professionnels des membres pris individuellement » suivant l'expression de M. Smet de Naeyer (1), au Sénat; il a édifié entre les coopératives, les groupes politiques, les mutualités et les unions professionnelles, de « véritables murailles de Chine », comme l'a dit M. Vandervelde (2), c'est-à-dire des frontières purement artificielles.

La triple prohibition de la politique, de la mutualité et du commerce est évidemment le vice le plus grave de la loi, mais, sur d'autres points encore, elle est en opposition manifeste avec les nécessités de la pratique. L'asservissement fréquent des ouvriers aux patrons voudrait que le contrat collectif, destiné à rendre le travailleur plus indépendant, fût à l'abri de toute atteinte : or, la loi en paralyse les bienfaits en maintenant les actions individuelles. L'antagonisme violent entre les syndicats appartenant aux divers partis politiques exigerait que les unions professionnelles n'eus-

(1) 17 mars 1898 (Séance du Sénat).

(2) 1^{er} décembre 1897, (Séance de la Chambre).

sent pas à redouter de voir leurs biens, en cas de dissolution, tomber aux mains d'une association rivale ; mais la loi limite si étroitement la faculté de tester des unions, qu'elles peuvent, avec raison, craindre un pareil résultat. Les syndicats ouvriers confient volontiers leurs magistratures à d'anciens travailleurs, exclus de l'usine pour faits de grève : la loi, en excluant les cabaretiers et les individus condamnés en vertu de l'article 310 du Code pénal, écarte de la direction les hommes les plus indépendants et les plus courageux. La plupart des syndicats gardent jalousement le secret sur leur organisation et sur leur situation financière ; la loi exige la publication des noms de tous les directeurs, et un envoi de comptes annuels à l'autorité publique. Les faits révèlent journellement les proscriptions d'ouvriers syndiqués par des patrons et les abus que les tribunaux font de l'article 310, mais la loi maintient cet article et se refuse, par contre, à punir les atteintes portées à la liberté syndicale.

Si l'on songe que la liberté d'association existe en Belgique, que toutes les associations peuvent y vivre d'une vie précaire, mais indépendante, sans être soumises à aucune formalité, sans devoir limiter arbitrairement le champ de leur activité, on comprendra facilement que la loi du 31 mars 1898 ait causé parmi les syndicats une vive désillusion et que la plupart aient préféré la liberté sans personnalité, à une personnalité asservie. A la date du 1^{er} février 1900 le Conseil des Mines n'avait entériné que 120 unions professionnelles dont :

94 unions professionnelles agricoles,	
6	id. ouvrières,

4 unions professionnelles patronales,
 3 id. d'employés,
 13 de professions libérales (1)

Dans leur ensemble ces chiffres attestent un insuccès complet de la loi de 1898. Dans le détail ils montrent que, toutes proportions gardées, les syndicats des professions libérales ont été, en somme, les plus empressés à réclamer la personnalité civile. C'est qu'en effet, les syndicats de médecins, de sages-femmes, de pharmaciens ne font pas de politique, ni de mutualité ni de commerce mais qu'ils trouvent dans la personnalité juridique le droit de se porter partie civile dans les poursuites pour exercice illégal de leur art, ou d'user de citation directe pour provoquer ces poursuites. Quant à l'insuccès de la loi parmi les syndicats patronaux, et parmi ceux d'employés, il serait injuste de le reprocher au législateur : les premiers préfèrent

(1) M. Varlez (*Questions pratiques de législation ouvrière*, février 1900, p. 53) compte au 1^{er} décembre 1899, 107 syndicats reconnus dont 84 agricoles, 6 ouvriers, 3 patronaux, 3 d'employés, 11 de professions libérales. La *Revue du travail* (janvier et février 1900) signale comme entérinées en décembre 5 unions agricoles, 1 union de pharmaciens ; en janvier : 5 unions agricoles, 1 de pharmaciens, 1 de patrons tapissiers.

M. Varlez (*ibid.*, page 64) donne aussi un intéressant tableau comparatif sur le fonctionnement de la loi belge pendant les 15 premiers mois (août 1898-novembre 1899) et sur celui de la loi française pendant la période correspondante.

En France :

	SYNDICATS				Total
	Patronaux	Ouvriers	Mixtes	Agricoles	
Trois premiers mois 1884	101	68	1	5	175
Année 1885	285	221	4	39	549

En Belgique :

	Patronaux	Ouvriers	Intellectuels	Agricoles	Total
Cinq premiers mois 1898.	1	1	1	4	7
Année 1899	3	6	14	84	107

rester à l'état d'associationss secrètes, ainsi que nous l'avons expliqué au début de cet ouvrage (1) et les seconds, généralement mixtes, sont déjà reconnus comme sociétés mutualistes.... Mais l'échec de la loi parmi les syndicats ouvriers et son faible succès parmi les syndicats agricoles ne peuvent s'expliquer que par l'insuffisance et par les vices de cette réforme législative.

Il suffit de remarquer que dans la seule ville de Gand il y avait en 1897 (2) 19 syndicats socialistes, 17 anti-socialistes, 5 libéraux et 4 indépendants pour montrer combien le chiffre de 6 syndicats ouvriers entérinés, après une période de deux années, est insignifiant. Ce ne sont pas seulement les syndicats socialistes qui ont refusé en masse la personnification civile, que leur interdisait directement leur affiliation au parti ouvrier, mais aussi les syndicats indépendants de l'industrie manufacturière, et même les unions de la Ligue démocratique chrétienne. Ce n'est pas tant l'interdiction de faire de la politique, ou l'obligation d'envoyer des comptes annuels au Conseil des Mines qui détourne les unions catholiques (3) de la reconnaissance légale : car elles éludent facilement la première défense et ne redoutent pas l'hostilité gouvernementale. Ce qui les

(1) Introduction II, page 38.

(2) Destrée et Vandervelde : *Le socialisme en Belgique*, page 34.

(3) Au Congrès international de législation douanière d'Anvers (septembre 1898, tome II, p. 203, etc.) M. Cavrot, député socialiste, disait : « dans les patronages catholiques, on se réunit une demi-heure à l'avance pour faire du syndicat, de la mutualité. Et puis à la seconde ou à la troisième demi-heure on fait de la politique. Nous, nous ne craignons pas de dire que dans nos associations nous faisons de la propagande socialiste... »

empêche de réclamer la personnification civile c'est la prohibition qui leur est faite de s'occuper de mutualité. Ainsi s'explique que sur les syndicats, assez nombreux, qui sont affiliés à la Ligue démocratique six seulement se soient fait reconnaître. C'est ce que m'affirmait récemment M. Eylenbosse (1), secrétaire de la Ligue démocratique belge. Il me disait qu'il était presque impossible de faire un syndicat durable, sans le rendre mutualiste. Ce résultat, qui est possible, à la rigueur, dans une grande ville telle que Gand où l'esprit corporatif est puissant, est radicalement impossible ailleurs.

Le chiffre de 94 syndicats agricoles reconnus paraît plus respectable, surtout si on le compare au faible nombre de syndicats agricoles reconnus pendant les quinze premiers mois du fonctionnement de la loi française (39 syndicats). Mais il faut se souvenir qu'en 1885 le mouvement corporatif agricole était seulement à ses début tandis que le Bulletin du Ministère de l'Agriculture (2) signalait en Belgique, au 31 décembre 1898, 607 ligues agricoles, 3 sociétés apicoles, 4 sociétés horticoles, 5 sociétés avicoles et 6 syndicats d'amélioration de l'espèce bovine. Le chiffre de 94 syndicats agricoles reconnus, pour être beaucoup plus satisfaisant que le chiffre des 6 unions ouvrières entérinées,

(1) En décembre 1899, M. Eylenbosse me signalait un autre inconvénient de la loi. A Gand, le journal démocrate chrétien *Het Volk* était la propriété des syndicats. La reconnaissance de quelques-uns de ces syndicats a eu pour conséquence d'obliger la Ligue démocratique à modifier cette situation, puisque la loi défend aux syndicats d'être actionnaires dans une coopérative.

(2) Exposé statistique. (*Bulletin du Ministère de l'Agriculture*. 1899, 5^e livraison). Bruxelles, Havermans.

n'en reste pas moins assez faible. Les bœrengilden, ainsi que l'atteste le passage que nous avons emprunté à M. l'abbé Mellaërts, n'ont été que médiocrement satisfaits, eux aussi, de la loi de 1898. Le Bœrenbond a rédigé un type de statuts (1) pour ses gildes qui désireraient obtenir l'entérinement et se charge d'accomplir toutes les formalités nécessaires ; mais il ne leur a recommandé que fort mollement de demander la personification civile, et ne leur a en même pas fait une obligation morale. Bien que d'autres Fédérations, telles que celles du Luxembourg et de Liège (2) fassent une propagande active pour déterminer leurs unions à se soumettre à la loi, le mouvement de reconnaissance des unions agricoles ne se fait qu' lentement, sans enthousiasme. La *Revue du Travail* ne signale guère en moyenne que 5 ou 6 syndicats agricoles entérinés chaque mois par le Conseil des Mines.

Presque nul chez les ouvriers, et très mince chez les paysans, ainsi peut se résumer le succès de la loi du 31 mars 1898. Pour n'avoir pas tenu compte des nécessités pratiques, le législateur aboutit à faire une œuvre presque inutile. « D'où provient ce mince succès » de la loi ? dit M. Varlez (3). De la circonstance que » le législateur belge a eu une conception tout à fait » théorique de l'union professionnelle et qu'il a eu la » prétention singulière dans un pays où la liberté » d'association est de droit d'exiger que des associa- » tions déjà existantes et puissantes se plient à des

(1) *Paysan*. Janvier et mars 1899.

(2) Varlez : article cité, page 56.

(3) Article cité, p. 65.

» caprices de législateur et adoptent des formules
» qu'ont prétendu imposer des théoriciens très igno-
» rants de l'évolution historique des syndicats belges.
» En échange d'avantages, qui jusqu'ici ne sont que
» nominaux, on a demandé aux syndicats belges de
» renoncer à la politique, qui leur est chère, à la mu-
» tualité qui leur est utile, au commerce qui peut leur
» procurer des ressources ; on les a menacés de dis-
» solution s'ils contrevenaient à une loi rigoureuse ;
» on leur a demandé de divulguer le nom de leurs
» chefs.

» Ils ont préféré garder leur liberté et leur indépen-
» dance et ne sont pas prêts à changer de tactique. »

Mais il n'est peut-être pas suffisant, pour apprécier la loi du 31 mars 1898, d'y dénoncer « un caprice de législateur », une œuvre de « théoriciens ignorants de l'évolution historique des syndicats belges. » Le législateur belge n'ignorait pas les vœux des Bœrengilden, il savait que tous les syndicats ouvriers réclamaient le droit de s'occuper de mutualité et de politique. Dans la presse, comme à la tribune des Chambres, les démocrates comme les socialistes ont suffisamment prouvé ces diverses nécessités. Si la majorité conservatrice s'est refusée à sanctionner les aspirations syndicales, c'est, à notre avis, qu'elle a été dominée par sa crainte passionnée du socialisme. A mesure que l'impression des événements de 1886, qui avait provoqué la création de la commission du travail, s'affaiblissait ; à mesure que la réforme considérée comme urgente par M. Prins s'attardait dans les commissions parlementaires ; à mesure que le parti socialiste s'affirmait comme un parti discipliné, puissant, et que la scission du parti catho-
Briquet. — 26

que en deux groupes, l'un conservateur et l'autre démocratique, rendait les syndicats ouvriers chrétiens moins sympathiques à la majorité conservatrice, on pouvait s'attendre davantage à ce que la loi sur les unions professionnelles serait une « loi de façade ». Les reproches adressés par le Comité central au projet Begerem n'eurent pas de peine à convaincre la commission spéciale, puis M. Smet de Naeyer, qu'il fallait rendre la loi inapplicable aux socialistes ; impropre à faciliter le rôle normal des unions professionnelles qui est la lutte des classes et l'émancipation du prolétariat.

Certains démocrates chrétiens (1) avaient cru, un moment, que la loi se contenterait de proscrire les socialistes et qu'elle donnerait aux syndicats chrétiens un avantage précieux sur les syndicats socialistes. Mais leur espérance égoïste a été déçue. L'hostilité de la majorité conservatrice pour le socialisme a frappé le mouvement démocratique lui-même. La crainte de voir les syndicats travailler à la transformation économique de la société a fait sacrifier les vœux des Bøerenbonden, qui demandaient à industrialiser les produits agricoles, comme ceux des syndicats ouvriers, qui voulaient l'abolition de l'article 310 et le droit de faire de la politique.

Cependant si la loi de 1898 est mauvaise parce qu'elle s'adapte mal aux situations pratiques qu'elle avait pour but de consacrer, elle mérite d'être étudiée par les législateurs des autres pays. Par les innovations intéressantes qu'elle renferme (par exemple, la validité du

(1) Par exemple M. Verhægen. *Revue générale*, 1897, p. 81 etc.
« Le projet de loi sur les unions professionnelles, »

contrat collectif et le droit pour les syndicats d'ester en justice), et surtout par les propositions des membres de l'opposition, et notamment des députés socialistes, elle peut fournir les éléments d'une bonne construction législative. Nous souhaitons que, dans la prochaine discussion du projet de loi sur les syndicats professionnels, le parlement français tienne compte de la loi belge et des débats qu'elle a soulevés. Déjà la loi de 1884 accorde aux syndicats des fonctions mutualistes et le nouveau projet leur reconnaît une propriété illimitée, la capacité de recevoir des libéralités, le droit de faire du commerce; il admet la personnalité civile des Fédérations; il punit les atteintes à la liberté syndicale. — Nous voudrions qu'il introduisit dans la législation française l'institution de la « previous notice », la validité du contrat collectif, le droit formellement reconnu aux syndicats de s'occuper de politique, l'abolition de l'article 414, dernier vestige des lois sur les coalitions. Ainsi le législateur français, mettant en œuvre ce qu'il y a de bon dans la loi belge du 31 mars 1898 et les critiques adressées par l'opposition démocrate et socialiste aux imperfections de cette loi, édifierait une législation vraiment favorable aux syndicats. Il faciliterait leur éclosion et leur développement, il garantirait leur stabilité, et consacrerait leur rôle essentiel qui est de préparer l'émancipation des travailleurs, soit par la grève, soit par l'action politique, soit en intervenant dans la production.

APPENDICE

Loi du 31 mars 1898, sur les Unions professionnelles (1).

Léopold II., etc.. Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

Article Premier. — Les Unions professionnelles jouissent de la personnification civile dans les limites et sous les conditions résultant des dispositions de la présente loi.

Article 2. — L'Union professionnelle est une association formée exclusivement pour l'étude, la protection et le développement de leurs intérêts professionnels entre personnes exerçant dans l'industrie, le commerce, l'agriculture ou les professions libérales à but lucratif soit la même profession ou des professions similaires, soit le même métier ou des métiers qui concourent à la fabrication des mêmes produits.

Les Unions ne peuvent exercer elles-mêmes ni profession, ni métier. Elles peuvent néanmoins faire :

1° Les conventions et notamment les achats et ventes nécessaires au fonctionnement de leurs ateliers d'apprentissage ;

(1) *Moniteur* du 8 avril 1898. — *Pasinomie*, 1898, 2^{me} livraison, n° 93.

2° Les achats pour la revente à leurs membres de matières premières, semences, engrais, bestiaux, machines et autres instruments et généralement de tous objets propres à la profession ou du métier de ces membres ;

3° Les achats des produits de la profession ou du métier de leurs membres et la revente de ces mêmes objets ;

4° Toutes opérations de commission pour leurs membres, relative aux actes prévus aux n^{os} 2° et 3° du présent article ;

5° Les achats de bestiaux, machines et autres instruments et généralement de tous objets destinés à rester la propriété de l'union pour être mis à l'usage de ses membres par location ou autrement en vue de l'exercice de leur profession ou de leur métier.

Les diverses opérations prévues aux n^{os} 1° à 5° ne peuvent donner lieu à bénéfice au profit de l'union et ne sont en aucun cas réputées actes de commerce dans son chef ; elles font l'objet d'une comptabilité distincte de celle des autres actes de l'union.

L'union peut déposer et posséder des marques de fabrique ou de commerce pour l'usage individuel de ses membres en se conformant aux prescriptions de la loi du 1^{er} avril 1879. Elle est seule propriétaire de la marque. Elle en permet l'usage à ses membres aux conditions de son règlement et sous son contrôle sans qu'il puisse en résulter un bénéfice à son profit.

Article 3. — L'union comprend au moins 7 membres effectifs.

Le mineur parvenu à l'âge de 16 ans et la femme mariée peuvent être membres d'une union sauf opposition du père, du tuteur ou du mari notifiée à l'un des directeurs de l'union ou au délégué de la direction.

Le mineur et la femme mariée peuvent se pourvoir contre l'opposition devant le juge de paix qui statue sur simple réquisition, parties entendues ou appelées. Les actes relatifs à cette procédure sont exempts des droits de timbre et de greffe et enregistrés gratis.

Le mineur membre de l'Union n'y a pas voix délibérative.

L'Union peut admettre des membres honoraires même non

professionnels. Le nombre des membres honoraires ne peut dépasser le 1/4 du nombre des membres effectifs.

Ne peuvent faire partie d'une union en qualité de membres honoraires, les personnes qui sont exclues de la direction aux termes de l'article 4 et les débitants de boissons, à moins que ces derniers n'aient exercé durant quatre ans au moins la profession ou le métier que l'union concerne.

Article 4. — Les statuts mentionnent :

1° La dénomination adoptée par l'union et le lieu de son siège ;

2° L'objet pour lequel l'union est formée ;

3° Les conditions mises à l'entrée et à la sortie des diverses catégories de membres reconnues par les statuts.

Chaque associé a le droit de se retirer, à tout instant, de l'union. Celle-ci ne peut, le cas échéant, lui réclamer que la cotisation échue et la cotisation courante ;

4° L'organisation de la direction de l'union et de la gestion des biens, le mode de nomination et les pouvoirs des personnes chargées de cette direction ou de cette gestion.

La direction de l'union ne peut être confiée qu'à des Belges ou à des étrangers autorisés à établir leur domicile dans le Royaume et y résidant effectivement. Ils sont choisis par l'union elle-même parmi ses membres majeurs et, pour les trois quarts au moins, parmi les membres effectifs. Les femmes peuvent participer à la direction.

Ne peuvent faire partie de la direction de l'union :

a). Ceux que l'article 12 de la loi du 23 juin 1894 prive du droit d'être administrateurs des sociétés mutualistes reconnues ;

b) Ceux qui, soit directement, soit par personnes interposées, tiennent un débit de boissons spiritueuses, à moins qu'il ne s'agisse de la direction d'une union formée entre débitants de boissons.

5° Le terme du mandat des personnes chargées de la direction et de la gestion.

Ce terme ne peut excéder quatre ans. Le mandat est toujours révocable par l'assemblée générale.

6° Le genre de placement des fonds sociaux.

Il est interdit à l'union de prendre des parts ou des actions dans les sociétés commerciales.

7° Le mode de règlement des comptes.

8° La procédure à suivre pour les cas de modification ou de révision des statuts ou de dissolution de l'union.

La dissolution de l'union et les modifications aux statuts ne peuvent être valablement décidées qu'à la majorité des trois quarts au moins des membres présents dans une assemblée générale spécialement convoquée à cette fin et composée de la moitié au moins des membres ayant le droit de vote.

9° Les sanctions que l'union édictera, le cas échéant, pour l'observation de ses règlements.

Ces sanctions ne peuvent se rapporter à des stipulations ou à des faits qui seraient de nature à porter atteinte au droit des personnes étrangères à l'Union.

Elles ne peuvent faire l'objet d'une action civile.

10° L'engagement de rechercher de commun accord avec la partie adverse les moyens d'aplanir soit par la conciliation soit par l'arbitrage tout différend intéressant l'Union et portant sur les conditions du travail.

Art. 5. — Sont annexées aux statuts :

1° La liste des membres qui, à un titre quelconque, participent à la direction de l'Union ou à la gestion des biens. Elle porte en regard de chaque nom et prénoms l'indication de la nationalité, de l'âge et de la résidence, de la profession et de la qualité de membre effectif ou de membre honoraire ;

2° Une déclaration signée par les directeurs attestant que l'union est formée, en ce qui concerne les diverses catégories de ses membres, conformément aux prescriptions de l'article 2 et 3 de la présente loi.

Art. 6. — Les statuts et les annexes sont déposés au greffe du Conseil des Mines.

Le Conseil des Mines, constitué en Commission d'entérinement des unions professionnelles et siégeant au nombre de trois membres, vérifie si les conditions prescrites par la présente loi pour la constitution d'une union professionnelle ont

été observées. Dans l'affirmative, il déclare les statuts entérinés et ordonne la publication, au Moniteur, des statuts et de leurs annexes.

La publication est faite par la voie du Moniteur sous forme d'annexes qui sont adressées aux greffes des cours d'appel, des tribunaux de 1^{re} instance, des tribunaux de commerce, des justices de paix et des Conseils de prudhommes où chacun peut en prendre gratuitement communication ou copie. Ces annexes sont réunies dans un recueil spécial.

La publication au Moniteur a lieu dans les quinze jours qui suivent l'entérinement.

La forme et les conditions du dépôt et de la publication des statuts ainsi que l'organisation et le mode de fonctionnement de la Commission d'entérinement sont déterminés par arrêté royal.

L'Union jouit de la personnification civile le dixième jour après celui de la publication.

Art. 7. — Les actes portant modification des statuts, changement du personnel de la direction et de la gestion, ou dissolution volontaire de l'Union n'ont d'effet qu'après avoir été déposés, entérinés et publiés conformément à l'article 6.

Art. 8. — Avant le 1^{er} mars de chaque année l'Union adresse à la commission d'entérinement :

1^o Un compte de ses recettes et de ses dépenses clôturé au 31 décembre précédent et, le cas échéant, le compte des opérations faites par l'Union en exécution des n^{os} 1^o à 5^o de l'article 2. — Ces comptes sont dressés conformément à un modèle arrêté par le gouvernement. Ils sont préalablement soumis à l'approbation de l'assemblée générale après avoir été durant quinze jours au siège social à l'inspection des membres de l'Union ; ils ne sont rendus publics que de l'assentiment de l'Union ;

2^o Une liste analogue à celle visée par le n^o 1 de l'article 5. Cette liste est publiée comme il est dit au 3^o alinéa de l'article 6 ;

3^o Une déclaration analogue à celle visée par le n^o 2 de l'article 5 ;

Art. 9. — La liste des membres de l'Union est déposée et tenue à jour au siège social où tout associé peut en prendre connaissance. Elle porte en regard de chaque nom et prénom, l'indication de la date de la naissance, de la profession, de la résidence et de la qualité de membre effectif ou de membre honoraire.

Art. 10. — L'Union peut ester en justice, soit en demandant soit en défendant, pour la défense des droits individuels que ses membres tiennent de leurs qualités d'associés, sans préjudice au droit de ces membres d'agir directement, de se joindre à l'action ou d'intervenir dans l'instance.

Il en est ainsi notamment des actions en exécution des contrats conclus par l'Union pour ses membres et des actions en réparation du dommage causé par l'inexécution de ces contrats.

A moins de disposition spéciale dans les statuts, l'Union est représentée dans tous les actes juridiques par ses directeurs ou par celui d'entre eux que l'Assemblée générale aura délégués à cet effet.

Tous les actes ou documents quelconques émanant d'une Union portent la mention de sa qualité d'Union professionnelle reconnue.

Art. 11. — L'Union ne peut posséder en propriété ou autrement d'autres immeubles que ceux qui sont nécessaires à l'établissement de ses locaux de réunion, bureaux, écoles professionnelles, bibliothèques, collections, laboratoires, champs d'expérience, abris pour bestiaux, machines et instruments, bureaux de placement, bourses de travail, ateliers d'apprentissage, hospices et hôpitaux.

Elle peut être autorisée par arrêté royal à posséder des immeubles ayant une de ces destinations, mais dont il lui serait impossible de faire immédiatement usage à cette fin.

Art. 12. — Les donations entre vifs ou par testament au profit de l'Union n'auront leur effet qu'autant qu'elles seront autorisées conformément à l'article 76 de la loi communale.

L'arrêté qui autorise au profit d'une union l'acceptation d'une libéralité dans laquelle un immeuble est compris fixe

s'il y a lieu le délai dans lequel l'immeuble devra être aliéné.

Le disposant peut stipuler à son profit et au profit de ses héritiers ou ayants cause le droit de reprendre en cas de dissolution de l'Union, une somme égale à la valeur des biens faisant l'objet de la libéralité.

Cette valeur est déterminée entre les intéressés, préalablement à la demande, aux fins de l'autorisation prévue par le premier alinéa du présent article. Si la libéralité a pour objet un immeuble dont l'aliénation est ordonnée, le droit de prise s'exerce, le cas échéant, à concurrence du prix de vente.

Art. 13. — Il est établi au profit de l'Etat une taxe annuelle de 4 % du revenu cadastral des immeubles appartenant aux unions professionnelles.

Les formes prescrites pour le recouvrement de la contribution foncière seront suivies pour le recouvrement de la dite taxe.

Art. 14. — La dissolution de l'Union peut être prononcée par les tribunaux, à la demande du ministère public ou de tout intéressé :

1° Lorsque l'Union ne se conforme pas aux prescriptions des articles 2 et 3 de la présente loi ;

2° Lorsque les biens de l'Union sont employés à un autre objet que celui pour lequel l'Union est formée.

3° Lorsque la direction de l'Union n'est pas constituée conformément à l'article 4.

Art. 15. — Sommation d'avoir à obéir à la loi est notifiée à l'Union préalablement à la demande en dissolution.

Cette sommation est, à la diligence du requérant, publiée par extrait aux annexes du Moniteur. Il ne peut être statué sur la demande que trois mois après la date de la publication.

L'instance est instruite et jugée comme en matière sommaire. Le jugement ou l'arrêt qui prononce la dissolution nomme un ou plusieurs liquidateurs, s'il n'en est pas désigné dans les statuts.

Un extrait du jugement ou de l'arrêt est, par les soins du ministère public, déposé au greffe de la commission d'entérine-

ment pour être publié dans les quinze jours conformément à l'article 6.

Article 16. — Les unions professionnelles sont, après leur dissolution, réputées exister pour leur liquidation.

Toutes les pièces émanées d'une union dissoute mentionnent qu'elle est en liquidation.

Après paiement des dettes, l'avoir de l'Union est réparti comme il suit :

Le montant des dons et des legs fait retour au disposant ou à ses héritiers et ayants cause, pour autant que le droit de reprise ait été stipulé dans l'acte constitutif de la libéralité et que l'action soit intentée dans l'année qui suit la publication de l'acte de dissolution.

L'actif net, déduction faite, s'il y a lieu, du montant des dons et des legs faits à l'Union, est attribué à une œuvre professionnelle similaire ou connexe désignée soit par les statuts, soit par une décision de l'assemblée générale. Cette désignation n'aura d'effet que si l'affectation donnée aux biens est reconnue conforme à la loi par la Commission d'entérinement.

Lorsque la destination de l'actif n'a pas été réglée ou qu'elle l'a été contrairement à la loi, les biens de l'Union sont recueillis pour être affectés à des buts d'enseignement professionnel.

Article 17. — Seront punis d'une amende de 26 à 500 francs :

1° Quiconque fera sciemment une fausse déclaration relative aux statuts, aux conditions prescrites pour l'admission des membres ou aux actes mentionnés aux articles 5, 7 et 8.

2° Tous directeurs d'une Union qui ne se conformera pas aux prescriptions des articles 8 et 9.

3° Quiconque, après que la dissolution aura été prononcée, participera à la direction de l'Union autrement que pour en assurer la liquidation.

L'article 86 du code pénal est applicable à ces infractions.

Article 18. — Jouissent de la personnification civile, dans les limites et sous les conditions qui résultent des dispositions

précédentes, les fédérations d'unions professionnelles composées de personnes exerçant soit la même profession ou des professions similaires, soit le même métier ou des métiers qui concourent à la fabrication des mêmes produits.

Les unions fédérées peuvent en tout temps se retirer de la Fédération moyennant un préavis de trois mois. Les statuts de la Fédération détermineront pour ce cas le mode de règlement de leurs droits.

Article 19. — Le gouvernement présentera aux Chambres tous les trois ans un rapport relatif à l'exécution de la présente loi.



BIBLIOGRAPHIE

- Annexes du *Moniteur*. — Contenant les statuts des unions professionnelles entérinées par application de la loi du 31 mars 1898.
- Anseele (B.). — *Sacrifié pour le peuple*. (Bibliothèque du Parti Ouvrier (Bruxelles, 1889. Edition flamande, Vooruit, Gand). — Epuisé.
- Ansiaux. — *Heures de travail et salaires* (1896).
- Boudoux (E.) et Lambert (H.). — *Les Syndicats professionnels et l'Evolution corporative (suivie d'une) : Note des maîtres verriers au Comité central* (Bruxelles, Lebègue, 1897).
- Baudoux (E.) et Lambert (H.). — *Les Syndicats professionnels et le Régime général des associations modernes* (Bruxelles, impr. Jansens, 1877, br., in-8°).
- Bertrand (Louis). — *Pourquoi les ouvriers doivent faire partie de leur syndicat* (Bruxelles, Brismée, sans date).
- Beckman (A.). — *Les Unions professionnelles devant le Parlement belge*. — L'article 310 du Code pénal (*Revue sociale Catholique* n° 2, 1896, p. 33).
- Bulletin du Ministère de l'Agriculture. — Bruxelles, Xavier Havemans.
— 1897, n° 6. Exposé statistique des assoc. agricoles en 1896.
— 1898, n° 5. — — — en 1897.
— 1899, n° 5. — — — en 1898.
- Bulletin des Conférences préparatoires à l'organisation d'une bourse de travail à Bruxelles (Bruxelles, impr. Bartsoën, 1887.)
- Bulletin de l'Union syndicale de Bruxelles (Palais de la Bourse, Bruxelles). — *Discussions sur le projet de loi relatif aux Unions professionnelles*, 1889.
- Carton de Wiart. — *Vade-mecum du propagandiste (fédération démocratique de l'arrondissement de Bruxelles. Ecole du propagandiste*, 1896.

- Castelein (R.-P.). — La loi belge sur les Unions professionnelles (Réforme sociale. — 16 juillet et 16 août 1898).
- Comité central du travail industriel. — Unions professionnelles et Sociétés coopératives, 1895 (conclusion de l'enquête).
- Comité central du travail industriel (Bulletin du). — Bruxelles, 1^{er} janvier 1897 (lettre aux ministres). — 15 novembre 1897. — 15 janvier 1898 (Note). — 15 mars 1898 : requête au Sénat (9 mars 1898).
- Commission du travail (instituée par arrêté royal du 15 avril 1886). 4 volumes. Bruxelles. Lesigne, 1887 : tome III, p. 53, etc. Rapport de M. Prins ; p. 75. Supplément au rapport ; p. 245. Rapport supplémentaire ; 599. Conclusions adoptées en séance plénière, tome IV, p. 39 etc. Séance des 5 novembre et 4 décembre 1886, p. 91. Séance du 11 décembre 1886 (discussion générale).
- Conférence du jeune barreau de Liège. — Année 1888-1889. Discussion parlementaire. Rapport de la Commission sur un projet de loi sur les unions professionnelles (Liège, imprimerie Liégeoise 1889).
- Congrès annuels du Parti ouvrier belge (comptes rendus des). — Bruxelles, imprimerie Veuve Désiré Brismée. — Notamment XIII^e congrès (Gand, 18-19 avril 1897). — XIV^e congrès (10 11 avril 1898). — XV^e congrès (Louvain, 22, 23 mai 1899).
- Congrès international de législation douanière et de réglementation du travail (Anvers 12-17 septembre 1898, imprimerie Theunis). — Tome I (rapports), p. 143, etc. rapport de MM. Baudoux et Lambert, p. 154, rapport de M. Yves Guyot. Tome II (Discussions) p. 203, etc.
- Congrès (IV^e) de la Ligue démocratique belge (à Gand, 1895), *l'Univers* 2, 3, 4 octobre 1895.
- Congrès de la ligue démocratique belge (à Louvain, juin 1897) annuaire de la ligue démocratique, 1898 page 37, etc.
- Congrès des mineurs. — Tenu à la Louvière, 26-27 novembre 1899 (*le Peuple*, 27, 28 novembre 1899).
- Congrès des œuvres sociales, à Liège :
- 1^{re} session. — 26-29 septembre 1886, (Liège Demarteaux, 1886).
- 2^e session. — 4-7 septembre 1887, p. 320, etc. (Liège 1887).

- 3^e session. — 7-10 septembre 1890, p. 79. Rapport de M. Cyr Van Overbegh, p. 229. Discussion, Liège, 1890.
- Congrès syndical, tenu à la Maison du peuple à Bruxelles, 24-25 décembre 1899, (*le peuple*, 15 et 26 décembre 1899).
- Cyr Van Overbegh. — Les unions professionnelles devant le parlement belge. (*Revue sociale catholique*, 1896-1897, p. 5.
- Degreef (G). — Projet de loi sur les syndicats professionnels, (la Réforme. Bruxelles, n^{os} des 14, 17, 18, 20, 21 septembre 1889).
- Delporte (A). — Mémoire sur le projet de loi accordant la personification civile aux unions professionnelles, présenté à la fédération bruxelloise du Parti ouvrier belge, 1889).
- Denis (H). — Organisation représentative du travail. (Bruxelles, 1873, articles parus dans la *Liberté* 1867).
- Denis (H). — L'évolution des sociétés coopératives de production à Paris, (étude de morphologie sociale). Société nouvelle, 1886, tome II. p. 156 et 408.
- Depaëpe (César). — Les services publics. Paris. Librairie de la Revue socialiste (présenté au 6^e congrès de l'Association internationale des travailleurs, tenue à Bruxelles, septembre 1873).
- Deploige. — Le Boerenbond belge. — *Revue sociale catholique*. 1896-1797, p. 136.
- Destrée et Vandervelde. — Le socialisme en Belgique. Paris, Giard, 1898.
- De Vergnies (A). — Les unions professionnelles. Examen du projet de loi belge, (*Revue sociale et politique*, 1895. p. 81-97).
- Dubois (E). — Les trade unions et les associations professionnelles en Belgique (projet de loi). Gand. 1894.
- Dubois (E). — Les unions professionnelles devant le parlement belge. (*Revue sociale catholique* 1897, p. 79).
- Ducpétiaux. — Rapport de la commission médicale de Gand. (vol. III.) Études sur les associations professionnelles.
- Fédération des avocats belges. — Séance des 7 et 29 décembre 1889), (*journal des tribunaux*, 1889, 1537 et 1482.) La discussion sur les syndicats professionnels.
- Fédération des cercles catholiques belges. — 29^e assemblée tenue à Saint-Trond (mai 1897) (*gazette de Liège*, 17-18 mai 1897).

- Fédération nationale belge des métallurgistes. — Comptes rendus des congrès annuels. (Brismée.)
- Fédération nationale des ouvriers mineurs belges, fondée le 25 décembre 1889 (statuts). Bruxelles, impr. Maheu, 1890.
- Fouroulle (G.). — Les conseils de conciliation (Bruxelles, impr. Lebègue, 1894, br. in-8°).
- Francotte. — Les syndicats agricoles en Belgique (Paris, 1888.
- Génart (Ch.) — Les syndicats industriels. — Gand, Engelette, — 1895, in-12,
- Goblet d'Alviella. — De la personnalité civile des Universités (Discours prononcé à la séance de rentrée de l'Université de Bruxelles, le 13 octobre 1896).
- Guillery. — Sociétés Commerciales. 3 volumes. 2^e édition. 1881.
- Guyot (Yves). — Le droit d'association. — L'association corporative et l'association contractuelle. (Revue politique et parlementaire. Décembre 1898, page 556).
- Guyot (Yves). — Les Syndicats à venir (Bulletin du Comité central. 1^{er} décembre 1897).
- Hardyns (F.). — Les Syndicats professionnels et le mouvement ouvrier. (Bruxelles. Librairie du peuple, 1896).
- Hubert-Valleroux. — La loi belge du 31 mars 1898 (*Economiste français*, 13 août 1898; page 211).
- Lambrechts (H.). — Un manuel pour les Unions professionnelles. (Bruxelles, 1899. Société belge; in-8°).
- Lambrechts (H.). — Le Problème social de la petite bourgeoisie. (Bruxelles. Schepens-Treurenberg. 1899, in-8°).
- Lavollée. — Histoire des classes ouvrières en Europe, tome II. (1882).
- Mahaim (Ernest). — Les Syndicats professionnels, Bruxelles, Rosez (sans date), in-8°.
- Mahaim (Ernest). — Etudes sur l'Association professionnelle, Liège, Vaillant, Carmanne, 1891.
- Malherbe (Abbé). — Etudes théoriques et pratiques sur les Syndicats professionnels ouvriers, Bruxelles, Treurenberg, 1897.
- Malherbe (Abbé). — Etudes théoriques et pratiques sur les Syndicats professionnels agricoles.

Malherbe (Abbé) et Marbaix (Abbé). — Les tribunaux professionnels, Bruxelles, Treurenberg, 1897.

Mellaërts (Abbé). — Articles de presse sur les unions professionnelles (le Paysan, mai 1897, page 66, etc..., 1897, p. 179 et le Paysan, mars 1899).

Ninauve. — Associations professionnelles. (Rapport pour l'Exposition de Paris, 1889), section belge, groupe XI, Economie sociale, section III, Bruxelles, Weissenbruch, 1899.

Ninauve et Vandervelde (E.). — Rapport sur le projet de loi accordant la personnification aux unions professionnelles, Bruxelles, Larcier, 1889. — Epuisé.

Parlementaires (Documents). — Chambre des Représentants: Session de 1889-1890. Exposé des motifs et texte du 1^{er} projet de loi. (Séance du 7 août 1889, p. 1.)

— Chambre des Représentants : Session de 1890-1891. Rapport de M. Schollaert au nom de la section centrale (Séance du 19 mars 1891, p. 137).

— Chambre des Représentants : Session de 1894-1895. Exposé des motifs et texte du 2^e projet de loi (Séance du 16 novembre 1894, p. 25.)

— Chambre des Représentants : Session de 1895-1896. Rapport de M. de Sedeleer au nom de la Commission spéciale (Séance du 26 mars 1896, p. 116.)

— Chambre des Représentants : Session de 1897-1898. Texte du projet de loi adopté par la Chambre en 1^{re} lecture (Séance du 7 décembre 1897, n° 27). — Note préliminaire et amendements présentés par le Gouvernement (Séance du 19 janvier 1898, n° 46. — Nouveaux amendements du Gouvernement (Séance du 4 février 1898, n° 66).

— Sénat : Session de 1897-1898. Rapport (Séance du 1^{er} mars 1898, p. 11.

Parlementaires (Annales). — Chambre des Représentants : Session de 1896-1897. Discussion (Séances des 12 octobre 1897, (p. 2259-2268) ; 13 octobre (p. 2269-2283) ; 14 octobre (p. 2285-2298) ; 15 octobre (p. 2299-2311) ; 19 octobre (p. 2313-2325) ; 20 octobre (2335-2339) ; 21 octobre (2341-2354) ; 22 octobre (2355-2360) et (2362-2370) ; 26 octobre (2372-2384) ; 27 octobre (2385-2399) ; 28 octobre (2401-2416) ; 29 octobre (2417-2432). — Chambre des représentants : Session de 1897-1898. Dis-

- cussion et vote en 1^{re} lecture. — 18 novembre 1897 (p. 65-72); 19 novembre (p. 73-87); 23 novembre (90-102); 24 novembre (p. 103-117); 25 novembre (119-134); 26 novembre (135-149); 1^{er} décembre (153-156); 2 décembre (167-180); 3 décembre (181-195); 7 décembre (200-212).
- Discussion et vote en 2^e lecture : Séances des 1^{er} février 1898 (p. 482-486); 2 février (487-495) et (496-500); 3 février (501-515); 4 février (517-531); 8 février (534-544).
- Sénat : Session de 1897-1898. — Discussion et vote. — Séances des 15 mars 1898 (133-146); 16 mars (147-158); 17 mars (159-172); 18 mars (177-188); 22 mars (189-204); 23 mars (205-209).
- Pétition des corporations affiliées au Bœrenbond. (*Paysan*, novembre 1897, p. 178).
- De Ponthière (Ch.) — Unions professionnelles. (*Revue sociale catholique*, 1897, p. 242).
- Prins. — L'organisation de la liberté et le devoir social, 1 vol. 1895.
- Prins. — Les tribunaux professionnels en matière d'accidents du travail. (*Revue sociale catholique*, n° 7, 1897, p. 193).
- Revue du travail en Belgique (publiée mensuellement par le ministère du travail). Renseignements sur le mouvement syndical.
- Smet (Etienne de). — L'évolution du mouvement syndical ouvrier en Belgique. — Gand. Hœste, 1894, in-8°.
- Théate (Th.) — Les Unions professionnelles. — Louvain. — Van Linthout, 1899 (extrait de la *Revue pratique des sociétés civiles et commerciales*).
- Vandervelde (Emile). — Enquête sur les associations professionnelles d'artisans et d'ouvriers en Belgique. (Brux., imp. trav. pub., 1891, 2 vol. in-8°).
- Vandervelde (Emile). — Le projet de loi sur les unions professionnelles devant la Section centrale (*Avenir social*, 1897, p. 309).
— Le projet de loi sur les unions professionnelles devant le parlement belge. — (*Devenir social*, octobre 1897, p. 1831).
- Varlez (Louis). — Le Plan social de Gand. III^e partie : Syndicats d'ouvriers et d'employés.
- Varlez (Louis). — La Fédération ouvrière Gantoise. (Circularité du Musée social. — Paris, année 1899, n° I, janvier).
- Varlez (Louis). — Les syndicats en Belgique et la loi du 31 mars

1898. (Questions pratiques de législation ouvrière et d'économie sociale, 20 février 1900).
- Verhægen. — Le projet de loi sur les unions professionnelles. (*Revue générale*, janvier 1897).
- Weiler (Julien). — L'esprit d'autorité et la conciliation industrielle. (Bruxelles. Lebègue. 1894, br. in-8°).
- Weiler (J.). — La conciliation industrielle et le rôle des meneurs. (Bruxelles. Lebègue. 1892, br. in-8°).
- Weiler (J.). — L'esprit des institutions ouvrières de Mariémont. (Bruxelles. Decq. 1888).
- Weiler (J.). — Nécessité de la conciliation industrielle. (Conférence Morlanweltz. 1890).

VU :

Le Président,

JAY.

VU :

Le Doyen,

GLASSON.

Vu et permis d'imprimer :

Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris,

GRÉARD.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION HISTORIQUE	1
I. <i>Les corporations de l'ancien régime.</i>	2
a) Les artisans de la grande industrie flamande et brabançonne au moyen âge . .	3
b) Les Corporations au XVIII ^e siècle et l'œuvre de la Révolution française . . .	3
II. <i>Le mouvement syndical en Belgique au XIX^e siècle</i>	24
a) Les Coalitions.	24
b) Le mouvement syndical	34
c) Arguments pour et contre.	43
d) Elaboration législative	50
CHAPITRE I. — Personnification civile des Unions professionnelles	58
I. <i>Diverses théories sur la personnification civile.</i>	59
1 ^o Elle est une fiction	59
2 ^o Elle est une fiction inutile	65
3 ^o Elle est une réalité.	70
II. <i>Droit des associations à la personnification civile</i>	71
III. <i>Situation juridique des diverses associations</i>	74
1 ^o Associations sans personnification civile.	74
2 ^o Sociétés commerciales	79
3 ^o Personnes civiles (les unions professionnelles reconnues et le projet Baudoux-Lambert	81

CHAPITRE II. — Caractère libre de l'Union professionnelle.	90
I. Le régime corporatif de la petite industrie en Autriche et en Allemagne.	92
II. Le syndicat obligatoire et l'administration autonome	97
CHAPITRE III. — Caractère professionnel des unions.	103
Section I. — But professionnel des unions	104
Section II. — Professions auxquelles s'applique la loi	106
1° Syndicats mixtes.	106
2° Professions libérales.	108
3° Employés des services publics.	114
Section III. — Composition de l'Union.	116
1° Professions similiaires et connexes	117
2° Membres honoraires	120
CHAPITRE IV. — Conditions d'admission et causes d'exclusion.	125
1° Etrangers.	125
2° Femmes mariées	128
3° Mineurs.	131
4° Passé judiciaire	134
5° Cabaretiers	135
CHAPITRE V. — Pièces à fournir.	140
1° Vue générale sur ces pièces	141
2° Liste des directeurs et administrateurs.	143
3° Liste des membres	144
4° Envoi de comptes annuels.	147
CHAPITRE VI. — Entérinement des statuts	151
CHAPITRE VII. — Objet des Unions professionnelles	161
I. Enseignement professionnel et institutions de placement	165
CHAPITRE VIII. — Objet des Unions (II) Action et contrat collectifs.	168
Section I. — La Coalition (article 310 du code pénal	169

1 ^o Ateliers de chômage	171
2 ^o Sanction des règlements des unions. . .	173
3 ^o Loi pénale	175
A) L'Article 310. — Comparaison avec les lois anglaise et française.	175
a) L'article 310 et loi Wæste	175
b) Loi anglaise.	180
c) Loi française	185
B) La loi du 31 mars 1898 au point de vue du droit de coalition	191
1. Système légal, article 4, paragraphe 9.	193
2. Proposition des démocrates chrétiens	201
3. Répression des atteintes portées à la liberté syndicale	203
Section II. — <i>Le syndicat et la conciliation.</i> . . .	208
Section III. — <i>Exercice collectif des actions en justice et contrat collectif.</i>	217
I. Examen de la jurisprudence française . .	219
II. Examen de l'article 10 de la loi du 31 mars 1898.	228
CHAPITRE IX. — Objet des Unions (III). Les unions et l'exercice de la profession	236
I. <i>Rôle des syndicats dans la coopération . . .</i>	<i>237</i>
1 ^o Syndicats agricoles.	237
2 ^o Syndicats ouvriers	243
II. <i>Elaboration législative</i>	<i>248</i>
III. <i>Comparaison de l'article 2 et des amendements Hellepute, Vandervelde et Denis. .</i>	<i>257</i>
1 ^o Portée de l'article 2 et des amendements.	257
2 ^o Le petit commerce	263
3 ^o Garanties pour les associés et pour les tiers. — Fiction de non commercialité.	264
4 ^o Avantages et dangers pour l'union . . .	266
5 ^o Conceptions sociales	268
IV. <i>Fraudes auxquelles donnera lieu l'article 2.</i>	<i>277</i>

CHAPITRE X. — Objet des unions (IV). Les unions professionnelles et la mutualité	284
CHAPITRE XI. — Objet des unions (V). Les unions professionnelles et la politique	301
I. <i>Le mouvement syndical et la politique au XIX^e siècle</i>	303
II. <i>Nécessité pour les Unions de faire de la politique</i>	307
CHAPITRE XII. — Patrimoine de l'Union professionnelle.	312
I. <i>Limitations à la propriété immobilière des Unions</i>	314
II. <i>Taxe d'amortisation</i>	323
III. <i>Capacité d'acquérir à titre gratuit.</i>	325
1 ^o <i>Liberté des fondations.</i>	330
2 ^o <i>Avantages de cette liberté.</i>	337
3 ^o <i>Autorisation administrative</i>	338
CHAPITRE XIII. — Amendes et déchéance de la person- nification civile.	341
A <i>Amendes.</i>	347
B <i>Aliénation d'immeubles.</i>	348
C <i>Déchéance de la personnification civile</i>	348
CHAPITRE XIV. — Liquidation de l'Union.	357
Section I. — <i>Retrait d'un membre de l'Union</i>	359
a) <i>Droits du séparatiste et du syndicat.</i>	360
b) <i>Exclusions</i>	364
Section II. — <i>Liquidation</i>	367
1. <i>Dévolution du patrimoine syndical à une œuvre similaire ou à l'Etat</i>	369
1 ^o <i>Défense de partager l'avoir social, ...</i>	374
2 ^o <i>Attribution des biens à une œuvre similaire</i>	374
3 ^o <i>Attributions des biens à l'Etat</i>	376
2. <i>Retour des libéralités aux disposants</i>	376
CHAPITRE XV. — Fédérations.	383
I. — <i>Fédérations de métiers</i>	385

TABLE DES MATIÈRES	227
<i>II. — Fédérations de métiers différents</i>	388
<i>III. — Situation juridique des Fédérations . . .</i>	389
CONCLUSION	393
APPENDICE. — TEXTE DE LA LOI DU 31 MARS 1898	405
BIBLIOGRAPHIE	415





CHARTRES. — IMPRIMERIE GARNIER.
